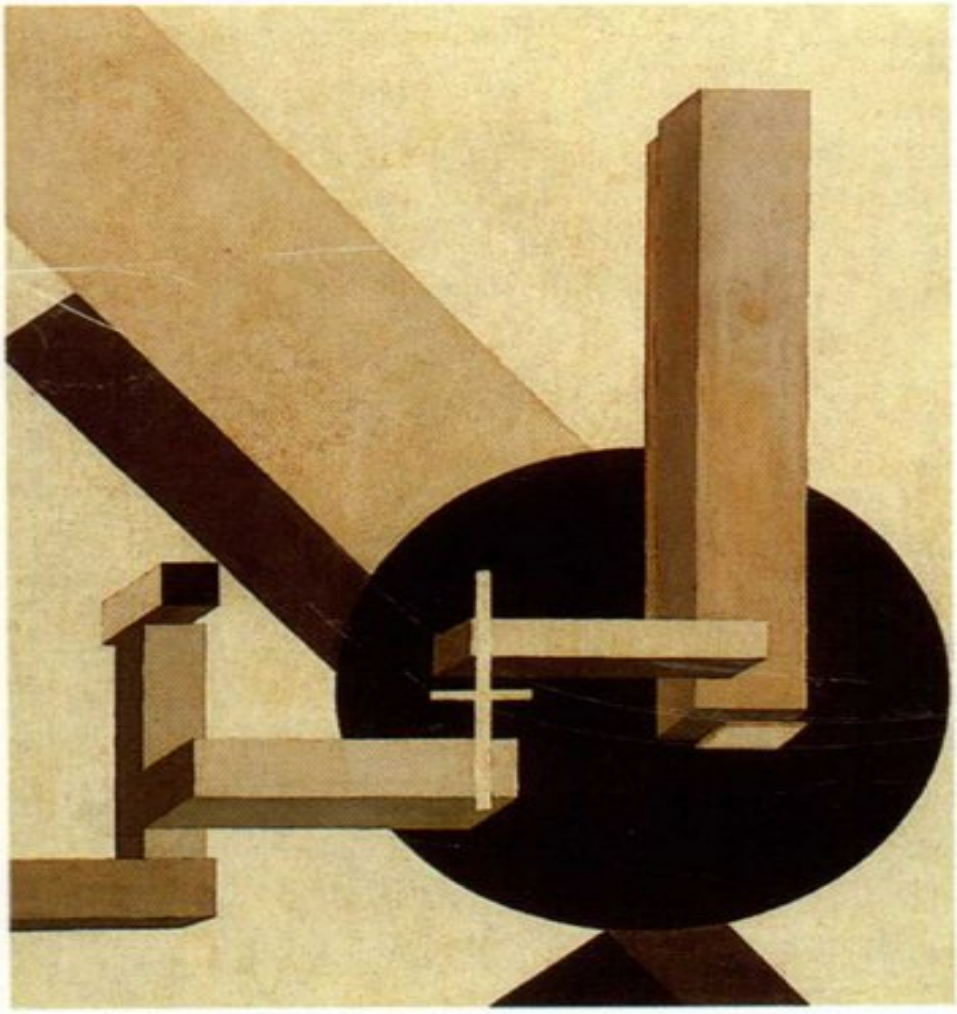
Raymond Aron

Démocratie et totalitarisme



folio essais

Raymond Aron

Démocratie et totalitarisme

Gallimard

Raymond Aron est né le 14 mars 1905 à Paris, dans une famille lorraine. Son père était professeur de droit.

En 1924, il entre à l'École normale supérieure, où il se lie avec Jean-Paul Sartre et Paul Nizan. Agrégé de philosophie en 1928, il enseigne en 1930 à l'université de Cologne, en qualité de lecteur, puis à la Maison académique de Berlin de 1931 à 1933. C'est au cours de ce séjour qu'il oriente ses recherches vers la sociologie allemande. A son retour d'Allemagne, il enseigne au Havre (1933-1934), où il succède à Jean-Paul Sartre, puis est nommé secrétaire du Centre de documentation sociale de l'École normale supérieure, poste qu'il occupe jusqu'en 1939. Il soutient en 1938 ses thèses *Introduction à la philosophie de l'histoire* et *La philosophie critique de l'histoire.*

Mobilisé en 1939, il réussit à s'embarquer pour l'Angleterre dès la fin du mois de juin. Il s'engage dans les F.F.L., puis est chargé de la rédaction en chef du journal *La France libre* à Londres. Après la Libération, il mène une double carrière de journaliste politique et d'universitaire.

Éditorialiste à *Combat* (1945-1946), puis au *Figaro* (1947-1977) et à *L'Express* (1977-1983), il analyse régulièrement la conjoncture internationale et intérieure et participe activement aux débats idéologiques de la guerre froide. Il publie en 1955 *L'opium des intellectuels.*

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (1945-1954) et à l'E.N.A. (1945-1947), il devient titulaire de la chaire de sociologie de la Faculté de lettres de Paris (1955-1967), directeur d'études à la VI^{e} section de l'École pratique des hautes études (1960-1978), professeur au Collège de France (chaire de sociologie de la civilisation moderne, 1970-1978).

Toute son œuvre se partage entre la philosophie de l'histoire et le devenir de nos sociétés : devenir diplomate-stratégique (*Paix et guerre entre les nations,* 1962, *Le grand débat,* 1963) et développement économique. Les *Dix-huit leçons sur la société industrielle* (1962) forment le premier volet d'une réflexion

sur l'avenir de nos sociétés industrielles et les relations entre science économique et sociologie, que complètent *La lutte de classes* (1964) et *Démocratie et totalitarisme* (1965). Tout au long de sa carrière intellectuelle, il a dialogué avec les grands sociologues Marx, Tocqueville, Pareto, Clausewitz : *Essai sur les libertés* (1965), *Les grandes étapes de la pensée sociologique* (1967), *Penser la guerre, Clausewitz* (1976).

Peu après la publication des *Mémoires,* qui connurent un succès immédiat, Raymond Aron est décédé à Paris le 17 octobre 1983.

INTRODUCTION

Ce volume, publié d'abord au Centre de Documentation Universitaire sous le titre, plus exact mais trop long, Sociologie des sociétés industrielles, esquisse d'une théorie des régimes politiques, *est le troisième d'une série dont les deux premiers sont* Dix-huit leçons sur la société industrielle *et* La lutte de classes (*au C.D.U.,* Le développement de la société industrielle et la stratification sociale). *Bien que chacun de ces livres constitue un tout et puisse se lire indépendamment des deux autres, seule la série complète permet de dégager le sens véritable de la recherche.*

Ces dix-neuf leçons ont été professées en Sorbonne au cours de l'année universitaire 1957-1958. Je ne puis donc que rappeler d'abord l'avertissement donné dans la préface des Dix-huit leçons sur la société industrielle *:*

« *Moment d'une recherche, instrument de travail pour les étudiants, le cours suggère une méthode, il esquisse des conceptions, il apporte des faits et des idées, il garde et il ne peut pas ne pas garder les marques de l'enseignement et de l'improvisation. Les leçons n'ont pas été rédigées à l'avance : le style est donc celui de la parole, avec les défauts inévitables que les corrections apportées après coup permettent d'atténuer mais non de supprimer.* »

Le lecteur ne devra pas oublier l'année durant laquelle ce cours a été professé – 1957-1958 – s'il veut interpréter correctement certaines leçons, en particulier la 11e, La corruption du régime français, *et plus encore la 19e, la dernière, professée durant la deuxième moitié du mois de mai, après les événements du 13 Mai et avant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Il en résulte, de*

toute évidence, que les considérations relatives au régime français, c'est-à-dire à celui de la IVe République, n'ont plus d'intérêt actuel. Elles ont un caractère rétrospectif, au même titre que les considérations relatives au régime de Weimar. Elles n'ont pas pour autant perdu toute signification. Au contraire, elles ont peut-être gagné en portée historique ce qu'elles ont perdu sur le plan de la politique ou du journalisme. Le passage de la IVe à la Ve République représente désormais un modèle, aussi classique en son genre, de la fin d'une démocratie corrompue que le passage de la république de Weimar au IIIe Reich. Modèle aussi rassurant, d'une certaine manière, que le modèle de Weimar était terrifiant.

Dans les deux cas, se produisit un coup d'État légal ou semi-légal. *Hitler fut appelé à la chancellerie par le président Hindenburg comme le général de Gaulle, désigné par René Coty, fut investi régulièrement par l'Assemblée nationale française. Mais ce dernier vote ne fut libre qu'en apparence. La sédition avait précédé la séduction. Les historiens discutent encore sur la part prise par le général de Gaulle lui-même aux événements d'Alger. Il n'était pas le seul à souhaiter ou à organiser la révolte des Français d'Algérie et de l'armée mais, à partir de la déclaration communiquée à la presse le 15 mai, à l'heure où les demi-insurgés d'Alger semblaient hésiter à franchir le Rubicon, c'est lui qui, directement ou par personnes interposées, mena le jeu, maintenant assez de distance apparente par rapport aux hommes d'Alger pour paraître un arbitre, sinon un sauveur aux yeux du personnel politique de la IVe République. Celui-ci n'ignorait pas qu'il perdait le pouvoir dès lors que le solitaire de Colombey le reprenait, mais, au cas où l'opération baptisée* Résurrection *aurait été conduite à son terme, il n'aurait pas perdu seulement le pouvoir. La France s'est montrée une fois de plus experte dans « l'art des coups d'État légaux », pour employer de nouveau l'expression qui figure dans la 19e leçon. Le vote de l'Assemblée nationale de juin 1958 obéissait à la contrainte, comparable à cet égard au vote de l'Assemblée nationale à Vichy en juillet 1940. L'ombre des prétoriens planait sur la « Maison sans fenêtres » du Palais-Bourbon comme dix-huit années plus tôt sur le Casino de Vichy. La République des députés n'a pas eu*

au XX^e siècle de martyrs dont le nom pourrait être retenu par les historiens à la manière dont l'a été celui de Baudin, victime du coup d'État non camouflé de Louis-Napoléon.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la transition d'une république à une autre en mai-juin 1958, quel que soit le rôle que l'on attribue au général de Gaulle, il n'est guère contestable – et ce cours en porte témoignage – qu'acteurs et observateurs de la IV^e République, en 1957-1958, avaient le sentiment d'une crise de régime. Cette crise tenait à la conjonction d'un problème difficile – le destin de l'Algérie, dite à l'époque française – et d'institutions faibles et discréditées. Aux yeux de l'historien d'aujourd'hui, avec l'objectivité que permet le recul, le bilan de la IV^e République ne semble pas aussi désastreux qu'il passait pour l'être il y a huit ans. En dépit de l'inflation, la modernisation de l'économie était en bonne voie. L'adaptation à la conjoncture mondiale, la réconciliation avec l'Allemagne de la République fédérale, le pool charbon-acier étaient des faits acquis, le traité de Rome était signé. Il ne restait à la IV^e République, « pour épouser son siècle », que deux obstacles à franchir : mettre fin au carrousel des ministères qui, même si les conséquences n'en étaient pas aussi tragiques que le prétendait l'éternel antiparlementarisme des Français, rendait le « pays légal » ridicule aux yeux de l'étranger ; mettre un terme au conflit algérien et consentir à une décolonisation qu'imposaient tout à la fois l'esprit de l'époque, l'anticolonialisme des deux Grands et l'affaiblissement de la France à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

Ces deux obstacles étaient probablement insurmontables. Le général de Gaulle n'aurait jamais donné sa caution à la décolonisation aussi longtemps qu'il n'en aurait pas eu lui-même la responsabilité et le mérite. Il n'était pas un elder statesman *soucieux d'éclairer la nation, mais un homme politique, impatient d'accéder au seul poste qu'il jugeait digne de lui, celui de guide suprême, « incarnation de la légitimité ». En tout état de cause, la République des députés aurait eu peine à se réformer. Les circonstances historiques et sociales auxquelles il est loisible de rattacher la pratique de la IV^e République sont multiples.*

Depuis 1789, la France n'a jamais eu de régime incontesté, jamais de partis peu nombreux et organisés, jamais d'éthique du parlementarisme non écrite et respectée, jamais de stabilité ministérielle en régime parlementaire. Il n'y a pas d'exemple non plus, depuis deux siècles, qu'un régime français ait su se réformer lui-même.

Les quelques chances que la IVe République aurait pu avoir de surmonter ces deux obstacles disparaissaient du fait même de la composition de la dernière Assemblée de la IVe République et de l'action que menaient les gaullistes. Le général de Gaulle lui-même s'enfermait dans un silence mystérieux ; chacun des visiteurs revenait de Colombey avec le sentiment que le Général partageait ses propres sentiments. Les libéraux en étaient toutefois plus convainus que les ultras, mais ces derniers comptaient sur le pouvoir pour ramener l'ancien chef de la France combattante à la devise qui avait été la sienne durant la guerre : sauvegarder chaque pouce des territoires sur lesquels avait flotté le drapeau tricolore. En attendant, les ultras d'obédience gaulliste s'en donnaient à cœur joie et dénonçaient à l'indignation publique les Français coupables de recommander la politique dont eux-même devaient s'enorgueillir quelques années plus tard.

Ainsi, celui que j'appelais il y a huit années le « Sauveur légal » devint l'héritier de la « République corrompue » (dont il avait de son mieux aggravé la corruption), assumant tour à tour, comme je l'envisageais dans la 19e leçon, la fonction de dictateur *(au sens romain du terme) et celle de* législateur. *L'aboutissement qu'il donna à l'affaire algérienne tend à confirmer la thèse suggérée dans ces leçons : les Français attribuaient faussement à leur régime « la perte de l'empire » ou la « décolonisation » qu'imposaient irrésistiblement des forces mondiales. En vérité, il aurait été juste de dire que la IVe République était incapable non de garder, mais de perdre l'Algérie. La France avait besoin d'un gouvernement fort pour s'élever à « l'héroïsme de l'abandon ». Le spectre et les séides du général de Gaulle interdisaient à tous les gouvernants de la IVe République de faire ce que la plupart de ceux-ci savaient inévitable et souhaitable. Seules quelques personnalités tragiques, par exemple Georges Bidault, sont restées fidèles jusqu'au bout, jusqu'à*

l'exil ou jusqu'à la prison, à eux-mêmes ou peut-être à l'image du général de Gaulle « qui jamais n'abandonne rien ». Je ne puis me défendre d'une certaine sympathie pour ceux qui, à la différence des gaullistes de stricte observance, ont mis la fidélité à leurs idées au-dessus du loyalisme à l'égard d'un homme.

Si l'œuvre du dictateur *tend à confirmer les analyses de ces leçons, en va-t-il de même de l'œuvre du* législateur ? *Les considérations de la 11e leçon prenaient pour hypothèse de base la conjoncture politique de la IVe République. Elles ne traitaient pas de l'éventualité d'une révolution, même pacifique et semi-légale. Le régime de la Ve République n'appartient à aucun des types que distinguent classiquement les polititologues, il n'est une modalité ni du gouvernement parlementaire (dont la pratique britannique passe pour le modèle pur) ni du gouvernement présidentiel (dont la pratique américaine est l'exemple toujours cité), il représente un retour à un empire parlementaire, l'empereur, élu pour sept ans au suffrage universel, exerçant les pouvoirs de chef de l'exécutif et usant avec une extrême liberté des référendums-plébiscites.*

Tel qu'il fonctionne depuis 1958, le régime est essentiellement gaulliste, je veux dire : il est déterminé davantage par la personne du chef de l'État que par le texte de la Constitution. Nul n'a de doute sur la répartition de l'autorité entre président de la République et Premier ministre, aussi longtemps que le général de Gaulle réside à l'Élysée. C'est au Général encore qu'est due l'élection en 1962 d'une majorité parlementaire composée de députés U.N.R. et d'indépendants acquis à la coalition avec l'U.N.R. En d'autres circonstances, la rivalité entre les deux têtes de l'exécutif, une opposition entre la majorité parlementaire et le président de la République sont possibles. Il serait donc imprudent d'affirmer que la constitution de 1958, que son créateur lui-même traite avec désinvolture, est destinée à mettre un point final aux tribulations politico-constitutionnelles de la France.

Le retour aux jeux, aux plaisirs et aux délices de la IIIe et de la IVe République me semble hors de question. La constitution de la Ve, quelles que soient les modifications qu'elle subisse après la disparition du général de Gaulle, donne à

l'exécutif de tels moyens d'actions que la résurrection d'une république de députés semble, pour une longue période, difficilement concevable. Selon les idées aujourd'hui à la mode, le déclin du Parlement et le renforcement tout à la fois du gouvernement et de l'administration répondent aux besoins de la société industrielle. La ruse de la Raison, pour parler comme Hegel, aurait utilisé les passions des défenseurs de l'Algérie française pour provoquer la révolution que le « héros historique » utilisa à son tour pour donner à la France les institutions qui répondent aux nécessités de la civilisation moderne.

Cette interprétation n'en exclut pas une autre davantage inspirée par l'histoire, que j'appellerais l'interprétation pendulaire. *La République des députés, durant laquelle le chef de l'exécutif, souvent à peine connu des citoyens, sort d'une compétition obscure entre les partis et les ambitions de quelques personnalités dominantes, a été, une fois de plus, remplacée par une république consulaire. La lumière est braquée sur un seul homme qui absorbe, en son sort, le sort d'une nation entière, plus puissant que ne le furent jamais les rois légitimes, mais tirant sa légitimité de la volonté populaire, telle que celle-ci s'exprime dans les référendums plutôt que dans les élections. En une perspective historique, la V^e^ République est évidemment le troisième Empire, libéral et parlementaire dès le point de départ, mais toujours aussi peu parlementaire au bout de huit années (peut-être même moins parlementaire en 1965 qu'en 1959).*

Ces deux interprétations – disons, pour simplifier, l'une sociologique et l'autre historique – mettent en lumière deux aspects de la conjoncture politique de la France. On peut dire que le régime actuel répète les expériences antérieures en un style singulier, inséparable de la personnalité d'un homme ; on peut dire aussi qu'il introduit une phase nouvelle. La constitution actuelle permet des pratiques assez différentes, selon les rapports entre les deux chefs de l'exécutif, entre la majorité parlementaire et le Premier ministre ou le président de la République. Il est inévitable que la pratique actuelle change après le retrait du général de Gaulle, possible même que le texte de la Constitution soit modifié dans le sens d'un

gouvernement présidentiel ou dans le sens d'un gouvernement parlementaire, dans un cas comme dans l'autre en vue de limiter les pouvoirs du président de la République.

Personnellement, je reconnais volontiers les incertitudes de l'avenir sans les prendre au tragique. Les observateurs ont tendance à juger les régimes politiques en faisant abstraction des tâches qu'ils ont à remplir. La IVe République et même la IIIe ont eu de lourdes tâches. Après 1945, la France devait tout à la fois relever ses ruines, s'insérer dans une conjoncture diplomatique sans précédent, consentir à une Europe unie, moderniser son économie et transformer fondamentalement, sinon abandonner l'empire. Le conflit permanent entre le général de Gaulle et les partis, de 1946 à 1958, a pesé sur la IVe République et a été un facteur de paralysie puisque les gaullistes ne cessaient de critiquer l'œuvre d'unification européenne et de décolonisation – œuvre qui est aujourd'hui le meilleur titre de la Ve République à la reconnaissance des Français.

La République gaulliste ne laissera pas un héritage aussi lourd. Les principaux problèmes que la France devait résoudre après 1945 sont maintenant résolus. Sauf accident, rien n'annonce le surgissement de problèmes aussi difficiles. Peut-être le plus difficile sera-t-il encore la liquidation de certains éléments du gaullisme : habitudes d'autoritarisme et d'arbitraire que le style du président de la République a transmises à de petits seigneurs, politique extérieure qui préfère l'éclat et les succès de théâtre aux constructions durables et qui ne parvient plus à distinguer tactique et stratégie, jeu et objectif, ou encore qui semble finalement n'avoir d'autre objectif que de s'affirmer elle-même dans un jeu à chaque instant renouvelé.

La IVe République m'avait servi d'exemple de la corruption d'un régime constitutionnel-pluraliste dans la première partie de ce cours. J'avais pris le régime soviétique pour exemple de régime de parti monopolistique dans la seconde partie. Il me faut donc encore dire quelques mots de l'évolution du régime soviétique entre 1958 et 1965.

Les changements sont, bien entendu, autrement limités que dans le cas de la France. Pour l'essentiel, le régime soviétique demeure tel qu'il était à l'époque où je professais ces leçons, dénonçant Staline et le culte de la personnalité. L'évolution a été dans le sens qui me paraissait à l'époque le plus probable, celui de ce que l'on est convenu d'appeler libéralisation. Je suis même tenté de croire que les contradictions du régime de parti monopolistique que j'analyse dans les leçons 16, 17 et 18 sont apparues dès maintenant en plein jour.

La contradiction centrale se résume dans la formule suivante : le jour où l'on donne à l'intelligentsia le droit de discuter rationnellement de la plupart des questions, comment lui refuser le droit de discuter le monopole du parti, c'est-à-dire l'identification du prolétariat et du parti – donc le fondement même de la légitimité du régime ? Cette contradiction peut sembler toute théorique et, de ce fait, peu redoutable pour le Pouvoir. La vérité est tout autre. La mise en question de la formule de légitimité entraîne la mise en question du régime lui-même. Comme, simultanément, la terreur est réduite au minimum, sinon éliminée entièrement, les deux principes (au sens de Montesquieu) manquent simultanément. Pourquoi avoir peur si la légalité socialiste est respectée, en d'autres termes si seuls les coupables ont à craindre la rigueur des lois ? D'où viendrait l'enthousiasme si les problèmes essentiels sont ceux de la rationalisation économique et si celle-ci, à son tour, exige de toute évidence le calcul économique, le taux d'intérêt, des prix qui tiennent compte de la rareté relative des marchandises, en bref la plupart des concepts et des mécanismes du capitalisme ou, plus précisément, du marché ?

Je n'en tire nullement la conclusion que le régime soviétique est d'ores et déjà condamné, à moins qu'on ne veuille dire que tous les régimes politiques sont condamnés à mort le jour de leur naissance. Les citoyens soviétiques sont fiers de leur pays, de la puissance à laquelle il s'est élevé, et ils associent plus ou moins étroitement le régime à leur patrie. L'accoutumance remplace l'enthousiasme ou la peur. Les conditions de vie s'améliorent. Le retour à la vie quotidienne (die

Veralltäglichung, *selon l'expression de Max Weber) dissipe à la fois les illusions des idéalistes et les cauchemars des prophètes noirs.*

Il n'en reste pas moins que le régime de parti monopoliste, tel qu'on l'observe aujourd'hui en Union soviétique, est à la fois trop despotique pour ce qu'il veut avoir de libéral, trop libéral pour ce qu'il veut conserver de despotique. A l'extérieur, il risque de perdre, au profit de la Chine communiste, plus pauvre, plus violente en paroles, plus tyrannique, le monopole de l'idée révolutionnaire. A l'intérieur, il est désormais dirigé par des hommes de la troisième génération, qui n'ont pris aucune part à la conquête du pouvoir et à la guerre civile, produit du régime lui-même et non de la révolte contre le régime antérieur. Ces hommes ne peuvent plus ignorer l'inadaptation des méthodes staliniennes de planification aux nécessités d'une économie complexe. Ils constatent que l'agriculture, après les progrès de la période 1953-1959, n'a pour ainsi dire plus progressé au cours des cinq dernières années. Peuvent-ils tout à la fois rationaliser l'économie, donner des satisfactions aux consommateurs et rendre à l'Union soviétique le prestige de l'idée révolutionnaire ? C'est à l'époque de la grande purge que se répandit le grand mensonge du régime le plus humain du monde. L'histoire comporte une étrange logique. Le régime soviétique avait besoin du délire stalinien et de la terreur pour fasciner. Plus les planificateurs soviétiques reconnaissent les exigences du marché, et moins ils impressionnent les Occidentaux par des taux de croissance (qui, de toute manière, diminuent). Plus les gouvernants soviétiques accordent de libertés aux intellectuels et de sécurité aux simples citoyens, et moins ils peuvent se vanter au-dehors d'accomplissements fictifs. La normalisation à l'intérieur paralyse la propagande à l'extérieur. Ici et là, la réalité prend le meilleur sur la fiction. Les bâtisseurs de l'avenir se résigneront-ils à n'être que ce qu'ils sont, gestionnaires d'une société hiérarchique et administrative, désireux non plus seulement de rattraper l'Occident mais de l'imiter ?

PREMIÈRE PARTIE

Concepts et variables

I

DE LA POLITIQUE

On emploie le terme de politique en des sens multiples. On parle de politique intérieure et de politique extérieure, de la politique de Richelieu et de la politique de l'alcool ou de la betterave, et l'on désespère parfois de trouver l'unité de ces emplois divers. M. Bertrand de Jouvenel, dans un livre récent, a considéré que les sens du terme étaient à ce point variés que mieux valait choisir, par décision propre, un sens entre plusieurs possibles. Peut-être a-t-il raison, mais il m'a paru que l'on pouvait apporter un certain ordre dans ce chaos en fixant l'attention sur trois équivoques fondamentales qui, me semble-t-il, se révèlent à l'analyse comme des équivoques bien fondées. Auguste Comte aimait à comparer les sens divers d'un même mot et à dégager la signification profonde de cette diversité apparente.

La première équivoque est celle qui résulte du fait que le mot *politique* sert à traduire deux mots anglais qui ont chacun une acception précise. En effet, la politique, en français, traduit à la fois ce que les Anglo-Saxons appellent *policy* et ce qu'ils appellent *politics.*

On appelle *policy* une conception, un programme d'action ou une action en elle-même d'un individu, d'un groupe ou d'un gouvernement. Lorsqu'on se réfère à la politique de l'alcool, on vise l'ensemble du programme d'action appliqué à un problème donné, celui des excédents ou des déficits de la production. Quand on évoque la politique de Richelieu, on songe à la conception que Richelieu se faisait des intérêts du pays, aux objectifs qu'il

voulait atteindre et aux méthodes qu'il employait. En un premier sens, le mot politique désigne donc le programme, la méthode d'action ou l'action elle-même d'un individu ou d'un groupe, concernant un problème ou la totalité des problèmes d'une collectivité.

En un autre sens, la politique, *politics* en anglais, s'applique au domaine dans lequel rivalisent ou s'opposent les politiques diverses (au sens de *policy*). La politique-domaine est l'ensemble où sont aux prises individus ou groupes qui ont chacun leur *policy,* c'est-à-dire leurs objectifs, leurs intérêts, leur philosophie parfois.

Ces deux sens du mot politique, bien qu'ils soient distincts, sont connexes. Les politiques, définies comme programmes d'action, risquent toujours de se heurter à d'autres politiques. Les programmes d'action ne sont pas nécessairement en accord ; à ce titre, la politique-domaine comporte un élément de conflit, mais elle comporte aussi un élément d'entente. Si les politiques, c'est-à-dire les buts visés par les individus ou groupes à l'intérieur d'une collectivité globale, étaient rigoureusement contradictoires, il y aurait lutte sans coopération possible et la collectivité n'existerait plus. La collectivité politique se définit par la composition de plans d'action partiellement contradictoires et partiellement compatibles.

Les gouvernants ont des programmes d'action, mais ces derniers ne peuvent être réalisés sans le concours des gouvernés. Or, ces derniers sont rarement unanimes dans l'approbation de ceux auxquels ils doivent obéir.

Beaucoup de bons esprits s'imaginent que la politique-programme d'action est noble et que la politique-conflit des programmes d'action des individus et des groupes est basse. L'idée qu'il pourrait y avoir politique, c'est-à-dire programme d'action des gouvernants, sans conflit, est, comme nous le verrons par la suite, une idée fausse.

La deuxième équivoque tient au fait que le même mot désigne à la fois la réalité et la conscience que nous en prenons. On parle de politique à la fois

pour désigner le conflit des partis et la connaissance de ce conflit. Cette équivoque se retrouve dans le cas du mot histoire. Le même mot *histoire* désigne la succession des sociétés ou des époques et la connaissance que nous en prenons. Le politique désigne à la fois le domaine et la connaissance que nous en avons, et je pense que dans les deux cas l'origine de l'équivoque est la même. *La conscience de la réalité est partie de la réalité elle-même.* Il y a histoire, au sens fort du terme, dans la mesure où les hommes ont conscience de leur passé, de la distinction entre le passé et le présent et reconnaissent la diversité des temps historiques. De la même façon, la politique-domaine suppose un minimum de conscience de ce domaine. En toute collectivité, les individus doivent savoir approximativement quels hommes commandent, comment ils sont choisis, quel est le mode d'exercice de l'autorité. Tout régime politique suppose de la part des individus qui lui sont intégrés la connaissance de ce régime même. Nous ne pourrions pas vivre dans la démocratie, telle que nous la pratiquons en France, si les citoyens n'avaient un minimum de conscience des règles selon lesquelles le régime fonctionne. La politique-connaissance est le développement de cette conscience spontanée de la politique. Aussi toute connaissance politique rencontre l'opposition possible entre la politique vécue et les autres politiques possibles. Dès qu'elle dépasse la défense et l'illustration du régime existant, elle tend soit à supprimer toute référence aux valeurs (nous faisons les choses de telle manière, les autres la font d'une autre, et je m'abstiens de porter un jugement sur la valeur relative de nos méthodes et de celles des autres), soit à trouver un critère pour déterminer le régime le meilleur. L'intégration de la conscience politique à la réalité politique pose le problème de la relation entre jugement de fait et jugement de valeur. Il en va autrement lorsqu'il s'agit de réalités naturelles où la conscience n'est pas partie de la réalité elle-même.

La troisième équivoque, la plus importante, résulte du fait que l'on désigne par le même mot politique, d'une part, un secteur particulier de l'ensemble

social et, d'autre part, l'ensemble social lui-même, observé à un certain point de vue.

La sociologie de la politique traite de certaines institutions, tels, dans les sociétés modernes, les partis, le Parlement, l'administration. Ces institutions constituent peut-être un système, mais un système partiel par opposition à la famille, à la religion, au travail. Ce secteur de l'ensemble social a une particularité, il détermine le choix de ceux qui gouvernent la collectivité tout entière et le mode d'exercice de l'autorité. Autrement dit, il s'agit d'un secteur partiel, dont les répercussions sur l'ensemble sont immédiatement visibles. On pourrait objecter que le secteur économique exerce aussi une influence sur les autres secteurs de la réalité sociale, ce qui est vrai ; mais les gouvernants d'une société ne gouvernent pas les partis ou les parlements, ils gouvernent la vie économique et ils ont le droit de prendre des décisions relatives à tous les secteurs de l'ensemble social.

On pourrait encore présenter le lien entre le secteur partiel et l'ensemble social de la manière suivante. Toute coopération entre les hommes implique une autorité ; or le mode d'exercice de l'autorité et le choix des gouvernants sont l'essence de la politique. La politique est la caractéristique majeure de la collectivité tout entière puisqu'elle est la condition de toute coopération entre les hommes.

Les trois équivoques sont intelligibles et bien fondées. La politique-programme d'action et la politique-domaine sont rattachées l'une à l'autre puisque le domaine est le lieu où s'opposent les programmes d'action ; la politique-réalité et la politique-connaissance sont liées puisque la connaissance est partie intégrante de la réalité elle-même ; enfin la politique-système partiel conduit à la politique-aspect englobant de la collectivité tout entière du fait que ce système partiel exerce sur l'ensemble de la collectivité une influence dominante.

Allons plus loin. La politique, c'est d'abord la traduction du terme grec *politeia.* La politique, c'est par essence ce que les Grecs appelaient le régime de la cité, c'est-à-dire le mode d'organisation du commandement considéré comme caractéristique du mode d'organisation de la collectivité tout entière.

Si la politique est essentiellement le régime de la collectivité tout entière ou son mode d'organisation, nous comprenons l'équivoque du sens limitatif et du sens englobant. En effet, le sens limitatif s'applique au système particulier qui détermine les gouvernants et le mode d'exercice de l'autorité, mais simultanément le mot peut s'appliquer au mode de coopération des individus à l'intérieur de chaque collectivité.

La seconde équivoque découle de la première. Chaque société a un régime et ne peut pas prendre conscience d'elle-même sans découvrir la diversité des régimes et le problème posé par cette diversité.

Enfin l'équivoque entre les programmes d'action et le domaine devient intelligible. La politique, au sens de programme d'action, comporte de multiples modalités ; politique de ceux qui détiennent l'autorité et l'exercent d'une certaine manière ; politique de ceux qui ne détiennent pas l'autorité et qui veulent l'acquérir ; politique des individus ou des groupes qui ont des objectifs propres et veulent employer certaines méthodes ; enfin politique de ceux qui visent à modifier le régime lui-même. Toutes ces politiques représentent des programmes d'action, partiels ou globaux, selon qu'il s'agit d'objectifs intérieurs au régime ou d'objectifs qui concernent le régime lui-même.

J'ai indiqué que la politique ne désignait pas seulement un secteur partiel de l'ensemble social, mais aussi un aspect englobant de la collectivité tout entière. S'il en est ainsi, il semble que nous admettions une espèce de primauté de la politique. Or, ce cours sur la politique succède à un cours sur l'économie et à

un cours sur les classes sociales. Cette primauté suggérée n'est-elle pas contradictoire avec la méthode suivie jusqu'à présent ?

J'étais parti de l'opposition entre la pensée de Tocqueville et celle de Marx. Tocqueville considérait que le mouvement démocratique entraînait l'ensemble des sociétés modernes vers l'effacement des distinctions de statut et de condition entre les individus. Ce mouvement irrésistible pouvait, d'après lui, aboutir à deux sortes de société, une société égalitaire et despotique, une société égalitaire et libérale. Tocqueville nous avait fourni un point de départ ; je m'étais borné à dire : nous verrons, après avoir étudié le développement de la société industrielle, dans quelle mesure l'une ou l'autre forme de société est plus probable.

Marx, lui, cherchait dans les transformations de l'économie l'explication des transformations sociales et politiques. Il pensait que les sociétés capitalistes étaient affectées de contradictions fondamentales, que, par conséquent, elles iraient vers une explosion révolutionnaire et qu'au-delà de l'explosion révolutionnaire surviendrait un régime socialiste en une société homogène, une société sans classes. L'organisation politique tendrait à disparaître, puisque l'État, à ses yeux l'instrument de l'exploitation d'une classe par une autre, tendrait à disparaître avec la distinction des classes.

Je n'avais nullement supposé que les transformations de l'économie *déterminaient* nécessairement la structure sociale ou l'organisation politique, mais je voulais soumettre à l'expérience et à la critique l'hypothèse de cette détermination unilatérale. Il s'agissait d'un ordre méthodologique et non pas d'un ordre doctrinal. Or, les résultats auxquels je suis arrivé équivalaient bien plutôt à nier la théorie que l'on aurait pu tirer de l'ordre que j'avais adopté.

J'avais commencé par l'économie afin de définir un certain type de société, la société industrielle, et j'avais laissé ouverte la question de savoir si un certain état de développement économique *détermine* la relation des classes, l'organisation politique. Or, dans les recherches poursuivies au cours des deux

dernières années, j'ai plutôt mis en lumière une primauté des phénomènes politiques par rapport aux phénomènes économiques.

En effet, à l'origine de la société industrielle de type soviétique, on trouve d'abord et avant tout un *événement,* à savoir une révolution. La révolution de 1917 a eu des causes multiples dont certaines sont d'ordre économique, mais elle a eu pour antécédent direct, prochain, un fait d'ordre politique, et l'on a toutes les raisons d'insister sur l'adjectif politique puisque, d'après ceux mêmes qui ont fait la révolution, les conditions de maturité économique n'étaient pas réalisées.

De plus, les caractéristiques majeures de l'économie soviétique dérivent, partiellement au moins, du parti et de son idéologie. On ne peut comprendre ni le mode de planification, ni la répartition des ressources collectives, ni le rythme de croissance de l'économie soviétique si l'on ne se souvient pas que tous ces phénomènes sont influencés par la représentation que les communistes se font de ce que doit être une économie et des objectifs qu'ils se proposent à chaque instant : décisions d'ordre politique, au sens fort du terme, puisqu'il s'agit non seulement du plan d'action des dirigeants communistes mais du plan d'action relatif à l'organisation de la collectivité.

Enfin, la planification de l'économie soviétique est le résultat direct de décisions prises par les dirigeants du parti, de décisions prises dans le système social particulier que l'on appelle politique. L'économie soviétique est au suprême degré dépendante à la fois du régime politique de l'Union soviétique et des programmes d'action des dirigeants du Parti à chaque instant.

Cette politisation de l'économie soviétique, cette subordination de la structure et du fonctionnement de l'économie soviétique à des considérations politiques, prouve que le système économique n'est pas moins influencé par le système politique qu'inversement celui-ci par celui-là.

A l'Ouest, la politisation de l'économie nous est curieusement apparue moins poussée. Je dis *curieusement* parce que l'idéologie dont se réclame le

régime soviétique pose le primat de l'économie, tandis que l'idéologie dont se réclament les régimes occidentaux pose le primat de la politique. D'après la représentation que les Occidentaux se font de la bonne société, un grand nombre de décisions, importantes pour l'économie, sont prises en dehors du secteur politique, au sens limitatif du terme. Par exemple, la répartition des ressources collectives entre investissement et consommation, déterminée dans le régime soviétique par les décisions des planificateurs, est, en Occident, le résultat, le plus souvent involontaire, d'un grand nombre de décisions prises par les sujets économiques. Si l'économie soviétique est l'effet d'une certaine politique, l'économie occidentale est l'effet d'un système politique qui accepte sa propre limitation.

En ce qui concerne les classes sociales, la politisation nous est apparue encore plus grande. Nous avons constaté que toutes les sociétés, aussi bien soviétiques qu'occidentales, sont hétérogènes, hétérogénéité des individus, hétérogénéité des groupes. Il existe une hiérarchie d'autorité, une hiérarchie de revenus. Il y a une distinction dans les manières de vivre entre ceux qui sont en bas et ceux qui sont en haut de la hiérarchie sociale. Il se forme des groupes, plus ou moins nettement accusés, entre les individus qui ont des revenus du même ordre, des façons de penser ou des façons de vivre plus ou moins semblables.

Mais quand on arrive à la question fondamentale : dans quelle mesure existe-t-il ou non des classes distinctes, des groupes conscients d'appartenir à une classe déterminée, imperméables à la société globale, on rencontre une difficulté fondamentale : d'un côté, les groupes ont le droit de s'organiser, les ouvriers le droit de constituer des syndicats, de choisir les secrétaires de ces syndicats ; tous les groupes d'intérêt, dans une société démocratique de type occidental, sont autorisés à s'organiser, à plaider leur cause ; dans une société de type soviétique, aucun groupe d'intérêt n'a le droit de s'organiser. Là est le fait majeur qui nous a frappé dans la comparaison entre une société de type

soviétique et une société de type occidental. D'un côté la masse sociale est hétérogène à beaucoup d'égards, mais elle ne se dissocie pas en groupes organisés et conscients d'eux-mêmes ; de l'autre côté, la masse sociale se décompose en groupes d'intérêts ou groupes idéologiques nombreux, tous étant autorisés à choisir leurs représentants, à défendre leurs idées et à se combattre les uns contre les autres.

Cette différence fondamentale entre le droit d'organisation sectionnelle et la négation de ce droit est politique. Comment rendre intelligible que, dans un type de société, les classes s'affirment elles-mêmes dans leur réalité et dans l'autre semblent ne pas exister, si l'on ne se souvient pas que, d'un côté, le régime politique tolère l'organisation des groupes et de l'autre l'interdit ?

Le problème des classes sociales ne peut pas être traité abstraction faite du régime politique. C'est le régime politique, c'est-à-dire l'organisation du pouvoir et la conception que les gouvernements se font de leur autorité, qui détermine pour une part l'existence ou l'inexistence des classes et surtout la conscience qu'elles prennent d'elles-mêmes.

De même que nous avons trouvé la volonté politique à l'origine du système économique, nous trouvons un mode d'exercice de l'autorité, un régime politique à l'origine des classes sociales, du degré de conscience de classes, du degré de perméabilité des groupes sociaux à la société globale.

Cette primauté de la politique, en quel sens faut-il l'entendre ? Je voudrais sur ce point éviter toute équivoque.

1. Il n'est pas question de substituer à la doctrine d'une détermination unilatérale de la société par l'économie une doctrine qui serait tout aussi arbitraire de la détermination de la société par la politique. Il n'est pas vrai que la technique, le degré de développement des forces économiques ou la répartition des ressources collectives *détermine* l'ensemble de la société ; pas

davantage il n'est vrai que l'on puisse déduire de l'organisation des pouvoirs publics toutes les caractéristiques de la société.

On peut aller plus loin. Il est facile de démontrer que toute théorie de la détermination unilatérale de l'ensemble social par une partie de la réalité collective est fausse. On peut le démontrer de multiples manières :

– *De manière sociologique :* il n'est pas vrai qu'une certaine économie étant donnée, il s'ensuit un régime politique déterminé et un seul. Que l'on suppose un certain état du développement des forces productives, différentes modalités sont possibles de l'organisation des pouvoirs publics ; de la même façon, si l'on se donne par la pensée une organisation des pouvoirs publics, par exemple un certain type de régime parlementaire, on ne peut pas prévoir ce qu'est le système ou le fonctionnement de l'économie.

– *De manière historique.* Historiquement, à partir d'un certain événement, on peut remonter à des causes, dont aucune n'est jamais première. Jamais les conséquences ultérieures d'un événement ne peuvent être à l'avance arrêtées. Autrement dit la formule : *en dernière analyse* tout s'explique soit par l'économie, soit par la technique, soit par la politique, est en tant que telle dépourvue de signification. Partez de l'état de la société soviétique aujourd'hui, vous remontez jusqu'à la Révolution soviétique de 1917, au-delà au régime tsariste et ainsi indéfiniment, observant à chaque étape tantôt des facteurs politiques, tantôt des facteurs économiques.

Même la notion : *un certain ordre de choses est plus important que les autres,* est une notion équivoque. Supposons que l'on tienne les causes d'ordre économique pour plus importantes que les causes d'ordre politique. Qu'entend-on par là ? Considérons une société de type soviétique. Les garanties de liberté offertes aux individus y sont faibles ; en revanche, l'ouvrier y trouve normalement du travail et, à l'absence de chômage, s'ajoute une allure rapide de croissance. La proposition selon laquelle l'économie est essentielle peut se référer à l'allure rapide de la croissance. En ce cas, l'importance de la

cause économique est déterminée par l'intérêt que l'on attache à la disparition du chômage ou au taux de croissance. Mais si l'on se soucie surtout de la liberté, au lieu de s'interroger sur les mérites relatifs des économies planifiées ou des économies non planifiées, alors le régime politique est plus important que le taux de croissance. Autrement dit, la notion d'« importance » peut être relative aux valeurs que l'observateur attribue aux phénomènes. En ce cas, l'importance varie avec l'intérêt des observateurs.

Dès lors, que signifie le primat de la politique que j'ai suggéré ? Il comporte deux significations.

A notre époque, qui compare les différents types de société industrielle constate que la caractéristique de chaque type de société industrielle dépend de la politique. Je retrouve ainsi une idée d'Alexis de Tocqueville : toutes les sociétés modernes sont démocratiques, c'est-à-dire amènent l'effacement progressif des distinctions de condition ou de statut personnel, mais ces sociétés se prêtent à une modalité despotique ou tyrannique et à une modalité libérale. Personnellement je dirais : les sociétés industrielles modernes, qui comportent maintes caractéristiques communes (répartitions de la main-d'œuvre, croissance des ressources collectives, etc.), se différencient avant tout par l'organisation des pouvoirs publics, cette organisation entraînant à sa suite plusieurs traits du système économique et des relations entre groupes. Dans le siècle où nous vivons, tout se passe comme si, dans le genre appelé société industrielle, c'était la politique qui déterminait les différentes espèces. Le style de la vie en commun tout entier est modifié par les différences de la politique considérée comme un système partiel.

2. Le deuxième sens dans lequel je prends le primat de la politique est un sens humain. Il est vrai que tel observateur considérera le volume de la production globale ou la répartition des ressources comme le phénomène fondamental. Par rapport à l'homme, le politique est plus important que l'économique, pour ainsi dire par définition, parce que le politique concerne

plus directement le sens même de l'existence. Les philosophes ont toujours pensé que la vie humaine est pour ainsi dire constituée par les relations entre les personnes. Vivre humainement, c'est vivre avec d'autres hommes. Les relations des hommes entre eux sont le phénomène fondamental de toute collectivité. Or, l'organisation de l'autorité engage plus directement la façon de vivre que tout autre aspect de la société.

Entendons-nous bien. La politique, au sens limitatif, c'est-à-dire le secteur particulier dans lequel sont choisis et agissent les gouvernants, ne détermine pas toutes les réactions des hommes entre eux dans la collectivité. Il ne manque pas de relations entre les individus dans la famille, dans les Églises, dans le travail, qui ne sont pas *déterminées* par l'organisation de l'autorité dans le secteur particulier que l'on appelle politique. Pourtant, même si l'on n'admet pas la conception des philosophes grecs selon laquelle la vie essentiellement humaine est la vie politique, il n'en reste pas moins que le mode d'exercice de l'autorité, le mode de désignation des chefs, contribue plus que toute autre institution à façonner le style des relations entre les individus. Et, dans la mesure où le style de ces relations est la définition même de l'existence humaine, la politique est plus proche de ce qui doit retenir avant tout l'intérêt du philosophe ou du sociologue que n'importe quel autre secteur de la collectivité.

Le primat dont je parle est donc strictement limité. Il ne s'agit à aucun degré d'un primat causal. Nombre de phénomènes économiques peuvent influer sur la forme que prend, dans une société donnée, l'organisation des pouvoirs publics. Je ne prétends pas que les pouvoirs publics déterminent l'économie sans être déterminés par elle. Toute notion de détermination unilatérale, je le répète, est dénuée de signification. Je ne dis pas non plus que l'on doive s'intéresser à la lutte des partis ou à la vie parlementaire plus qu'à la famille ou aux Églises. Les aspects de la vie sociale sont plus ou moins *intéressants* selon que l'observateur s'y intéresse plus ou moins. Il est douteux que même la

philosophie soit en mesure d'établir une hiérarchie entre ces aspects de la réalité sociale.

Mais il reste vrai que le secteur social qui, au sens limitatif, est appelé politique est celui dans lequel sont choisis ceux qui commandent et les procédés selon lesquels ils commandent. Par suite, ce secteur de la vie sociale nous révèle le caractère humain ou non humain de la collectivité tout entière.

Nous retrouvons ainsi la proposition qui était à la base de toutes les philosophies politiques. Les philosophes du passé, lorsqu'ils s'interrogeaient sur la politique, étaient effectivement convaincus que l'organisation de l'autorité se confondait avec l'essence de la collectivité. Cette conviction était elle-même fondée sur deux propositions ; il n'y a pas de vie sociale sans une autorité organisée, le style de l'autorité est caractéristique de l'humanité des relations sociales. Les hommes ne sont humains que s'ils obéissent et commandent humainement. Lorsque Rousseau développait la théorie du *Contrat social,* il découvrait à la fois la genèse théorique, si l'on peut dire, de la collectivité et l'origine légitime du pouvoir. Le lien entre la légitimité de l'autorité et le fondement de la collectivité était caractéristique de la plupart des philosophies politiques du passé. L'idée pourrait être reprise aujourd'hui.

Le but de ces leçons ne sera pas de développer une théorie de l'autorité légitime ou des conditions auxquelles l'exercice de l'autorité est humain, mais d'étudier le secteur particulier de la collectivité, dénommé politique au sens étroit du terme. Simultanément, nous tâcherons de saisir l'influence que la politique exerce sur l'ensemble de la collectivité, de comprendre la dialectique du sens étroit et du sens englobant de la politique, sur le plan des relations causales et sur le plan des caractéristiques essentielles de la vie collective. Mon intention ne sera pas seulement de dégager l'opposition entre les régimes de partis multiples et les régimes de parti unique, mais de suivre les prolongements des choix fondamentaux qu'implique l'essence de chaque régime. En d'autres termes, je m'efforcerai d'étudier le système particulier qui

s'appelle la politique pour voir dans quelle mesure les philosophes du passé avaient raison d'admettre que la caractéristique fondamentale des collectivités est l'organisation des pouvoirs.

II

DE LA PHILOSOPHIE À LA SOCIOLOGIE POLITIQUE

En quoi consiste l'étude sociologique des régimes politiques, distincte des études philosophiques ou juridiques ? La réponse banale est à peu près la suivante : la philosophie étudie les régimes politiques, avec l'intention d'évaluer les mérites propres de chacun d'eux ; elle tend à déterminer soit le régime le meilleur, soit le principe de légitimité de chaque régime ou de tous les régimes ; de toute manière, elle a une intention axiologique, cependant que la sociologie est essentiellement une étude de fait, sans prétention au jugement de valeur. L'étude proprement juridique concentre attention et intérêt sur la constitution elle-même ; par exemple, le juriste se demande comment, d'après les constitutions britannique, américaine ou française, sont choisis les gouvernants, votées les lois, pris les décrets. Le juriste s'attache aux problèmes que pose la conformité d'un événement donné avec les lois constitutionnelles : la loi des pleins pouvoirs de mars 1933 était-elle ou non conforme à la constitution de la république de Weimar ? Le vote du Parlement français, en juin 1940, donnant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, était-il ou non conforme à la Constitution française ? Certes, l'étude juridique ne s'en tient pas à l'analyse formelle des textes, elle considère aussi la manière dont les règles constitutionnelles sont ou ne sont pas appliquées à un moment donné, dans un pays donné. Malgré tout, elle garde comme centre d'intérêt les règles du jeu constitutionnel telles qu'elles sont fixées dans les textes. En revanche, l'étude

sociologique prend les règles du jeu constitutionnel comme un élément parmi d'autres ; elle ne s'intéresse pas moins aux partis ou aux groupes d'intérêts, au recrutement des hommes politiques, au fonctionnement du Parlement. Le sociologue analyse les règles du jeu politique sans accorder de privilège aux règles constitutionnelles par rapport aux règles non écrites qui commandent le comportement à l'intérieur des partis et entre les partis, cependant que le juriste commence par préciser ce que la constitution ordonne et observe ensuite la manière dont la constitution, au sens étroit, est appliquée.

Ces deux réponses qui visent à délimiter la sociologie politique, par rapport à la philosophie, et par rapport au droit, ne sont pas fausses, mais superficielles. Je voudrais, dans la suite de cette leçon, approfondir la spécificité de l'étude proprement sociologique.

Deux remarques serviront à justifier cette recherche. Les sociologues ne sont presque jamais neutres ; la plupart d'entre eux ne se contentent pas d'étudier comment fonctionnent les régimes politiques, ils présupposent que nous sommes incapables de déterminer quel est le régime le meilleur ou quel est le principe de légitimité valable. Ils sont presque toujours attachés à une philosophie, dogmatisme sociologique ou relativisme historique.

Il n'y a pas d'exemple qu'une philosophie de la politique ne comporte des éléments sociologiques ; tous les grands philosophes de la politique ont fondé leur choix du meilleur régime sur une analyse soit de la nature humaine, soit du mode de fonctionnement des différents régimes qu'ils avaient sous les yeux. Il reste donc à savoir en quoi l'étude de fait, telle qu'elle est pratiquée par les philosophes, diffère de l'étude de fait telle qu'elle est pratiquée par le sociologue, à supposer qu'il y ait une différence entre les deux.

Repartons de l'auteur et du texte qui, dans l'histoire de la pensée occidentale, a joué le rôle le plus solennel et le plus constant. La *Politique* d'Aristote a été, pendant des siècles, simultanément la philosophie politique et

la sociologie politique. Ce livre vénérable, encore aujourd'hui digne d'une étude approfondie, ne comporte pas simplement des jugements de valeur, mais aussi une analyse extrêmement poussée des faits. Aristote avait réuni une abondante documentation sur les constitutions des cités grecques, il avait essayé de décrire ces constitutions (non pas au sens moderne du mot constitution, texte écrit, mais au sens du mot régime), d'analyser la manière dont fonctionnaient les régimes des cités grecques. C'est à partir de cette étude comparative qu'il avait établi la classification célèbre des trois régimes fondamentaux : le régime monarchique où le pouvoir souverain appartient à un seul, le régime oligarchique où le pouvoir souverain appartient à plusieurs, le régime démocratique où le pouvoir souverain appartient à tous les citoyens. A cette classification il ajoutait l'antithèse des formes saines et des formes corrompues, et enfin il étudiait les régimes mixtes.

Une enquête de cet ordre est, au sens actuel du mot, sociologique. En particulier, un chapitre apparaît encore modèle d'analyse sociologique, celui qui est consacré aux révolutions. Rien n'intéressait plus Aristote que les deux questions : comment un régime se maintient-il ? comment un régime se transforme-t-il ou est-il renversé ? Il appartient au savant de donner des conseils aux hommes d'État. La *Politique* fournit aux gouvernants de chaque régime des conseils sur la meilleure manière de conserver le régime existant. Dans le court chapitre où Aristote indique aux tyrans la manière de sauvegarder la tyrannie, on peut trouver l'anticipation d'un ouvrage célèbre, *Le Prince,* de Machiavel. Un régime tyrannique étant un régime mauvais, les moyens nécessaires pour le maintenir ressembleront au régime même, c'est-à-dire qu'ils seront détestables, contraires à la moralité.

La *Politique* d'Aristote n'est pas simplement une sociologie, elle est aussi une philosophie. L'étude des différents régimes, de leur fonctionnement, des manières de les maintenir et de la façon dont ils sont renversés est orientée vers une question fondamentale qui, elle, est une question philosophique, à savoir :

quel est le régime le meilleur ? Or, la recherche du régime le meilleur est *essentiellement* philosophique puisqu'elle équivaut à écarter à l'avance l'argumentation selon laquelle les différents régimes seraient équivalents, ne pourraient être rangés selon une hiérarchie de valeur. D'après Aristote, la recherche du régime le meilleur était légitime, parce qu'il existe une finalité de la nature humaine. Le mot *nature* ne désigne pas simplement la manière dont les hommes se conduisent individuellement ou collectivement, mais aussi ce à quoi les hommes sont destinés. Dès lors que l'on souscrit à une conception finaliste de la nature humaine, que l'on admet une vocation humaine, il est légitime de poser la question du régime le meilleur.

De plus, d'après l'interprétation qui a été couramment donnée de la *Politique* d'Aristote, la distinction des trois régimes fondamentaux aurait une valeur supra-historique, elle s'appliquerait à tous les régimes de toutes les époques ; la distinction des trois régimes ne vaudrait pas seulement pour les cités grecques, dans un cadre social donné, elle serait valable universellement, ce qui suppose que le principe de toute classification soit le nombre de ceux qui possèdent le pouvoir souverain.

Ces trois idées de la philosophie politique d'Aristote ont été, au cours de l'histoire, l'une après l'autre abandonnées. Il n'en reste rien aujourd'hui, au moment où nous autres sociologues nous posons à nouveau le problème des régimes politiques.

Considérons d'abord la troisième proposition, à savoir la valeur universelle de la classification des régimes politiques en fonction du nombre de détenteurs du pouvoir souverain.

La question classique étant admise : qui commande ?, on admettait qu'il y avait trois réponses, et trois seulement. C'est dans *L'Esprit des Lois* que l'on observe, de la manière la plus claire, l'abandon de la validité universelle de la classification des régimes en fonction du nombre, un, plusieurs, tous. Montesquieu, effectivement, propose, lui aussi, une classification des régimes

politiques : république, monarchie et despotisme ; mais immédiatement apparaît une différence fondamentale. Chacun de ces régimes, d'après Montesquieu, caractérise un *type social.* Montesquieu conserve l'idée d'Aristote que la nature d'un régime dépend de ceux qui détiennent le pouvoir souverain. La république est le régime dans lequel c'est le peuple en corps, ou une partie du peuple, qui détient le pouvoir souverain ; la monarchie est le régime où un seul gouverne, mais d'après des lois fixes et établies ; enfin le despotisme est le régime où un seul gouverne, mais sans lois et sans règles, de manière arbitraire. Il en résulte que les trois sortes de gouvernement ne sont pas définies exclusivement par le nombre des détenteurs du pouvoir. Entre la monarchie et le despotisme, il n'y a pas de différence en ce qui concerne le nombre des détenteurs du pouvoir souverain, la souveraineté appartient à un seul, aussi bien dans une monarchie que dans un despotisme. La classification suppose un deuxième critère : le pouvoir souverain est-il exercé conformément à des lois fixes et établies ou bien sans règles et sans lois ? Selon que le pouvoir souverain d'un seul est conforme à une légalité, ou étranger à toute légalité, le principe du régime est soit l'honneur, soit la peur.

Il y a quelque chose de plus. Montesquieu dit explicitement qu'il a pris pour modèle de la République les cités antiques, pour modèle de la monarchie les royaumes modernes de l'Europe, pour modèles du despotisme les empires asiatiques, et il ajoute : Chacun de ces régimes apparaît dans des conditions économiques, sociales, et, comme nous dirions aujourd'hui, démographiques déterminées. La république n'est réellement possible que dans de petites cités ; la monarchie fondée sur l'honneur est le régime caractéristique des États de moyenne dimension. Quand les États deviennent trop grands, le despotisme est presque inévitable. La classification des régimes de Montesquieu comporte une double opposition. D'abord l'opposition entre les régimes modérés et les régimes non modérés, ou encore entre les régimes où la légalité est respectée et les régimes d'arbitraire : d'un côté république et monarchie, et, de l'autre,

despotisme. Ensuite l'opposition entre la république, d'un côté, et la monarchie et le despotisme, de l'autre. Enfin ces deux oppositions sont dépassées par une dialectique qui est à peu près la suivante. Une première sorte de régime, qui peut être démocratie ou aristocratie, est celle où le peuple en corps possède le pouvoir souverain. L'essence en est l'égalité entre les citoyens, le principe la vertu. Puis vient un régime, le régime monarchique, qui est la négation de l'égalité républicaine ; la monarchie est fondée sur l'inégalité des ordres et des personnes ; c'est dans la mesure où chacun est attaché à son ordre et fait tout ce qu'exige de lui l'honneur que la monarchie est stable et prospère. Nous passons de l'égalité républicaine à l'inégalité des aristocraties intégrées dans les monarchies européennes. Quant au despotisme, d'une certaine façon il nous ramène à l'égalité. Dans un régime despotique un seul gouverne ; comme il possède un pouvoir absolu et n'est soumis à aucune règle, personne, en dehors de lui, n'est en sécurité. Tous ont peur et, du même coup, tous, du haut en bas de l'échelle, sont ramenés à l'égalité, mais au lieu de l'égalité des citoyens dans la liberté, c'est l'égalité des citoyens dans la peur. Pour prendre un exemple qui ne choque personne, disons que, durant les derniers mois du régime hitlérien, personne n'était protégé par le fait d'être proche du n° 1 ; en un sens, même, le danger augmentait à mesure que l'on s'élevait dans la hiérarchie.

Une telle classification conserve une part de la conception d'Aristote, l'idée que la question clé est de savoir combien d'hommes détiennent le pouvoir souverain. Mais cette question n'est plus exclusive puisque l'on ajoute, pour employer le langage sociologique, une deuxième variable, le mode d'exercice de l'autorité, conforme à des lois ou arbitraire. De plus, le mode de gouvernement ne peut pas être considéré, abstraction faite des organisations économiques et sociales. La classification, des régimes politiques fournit en même temps la classification des sociétés, mais un mode de gouvernement est lié à une organisation économique et sociale et ne peut pas en être séparé. De l'exemple

de Montesquieu nous tirons sinon une conclusion au moins une question : si nous tentons d'établir une classification des régimes politiques, celle-ci sera-t-elle valable seulement par rapport à une certaine organisation économique et sociale ou pour toutes les époques ? En fait, je suivrai ici la méthode prudente, je me bornerai à esquisser une classification des régimes politiques dont je restreindrai la validité aux sociétés industrielles modernes.

Montesquieu ne se demande pas, au moins explicitement, quel est le régime le meilleur, à la manière d'Aristote. Montesquieu a observé deux sortes de régimes modérés, la république et la monarchie, il a établi que le principe, c'est-à-dire le sentiment qui maintient et fait vivre chaque régime, est dans un cas la vertu, le sens de l'égalité et de l'obéissance aux lois, et dans l'autre l'honneur, c'est-à-dire le respect, par chacun, de ce qu'exige de lui la place qu'il occupe dans la société. De ces deux principes de fonctionnement, nous ne pouvons, au premier abord, affirmer que l'un vaut mieux que l'autre, car il y a des mérites propres à l'honneur aristocratique.

En termes ; plus généraux, à partir du moment où le régime politique est lié à l'organisation sociale, la diversité d'organisations sociales, possibles et réelles, semble décourager à l'avance la recherche du meilleur régime dans l'abstrait. La reconnaissance de la multiplicité des régimes sociaux et des principes semble écarter la recherche du régime le meilleur, du simple fait qu'elle rejette la conception finaliste de la nature humaine, indispensable dans le passé pour que la question du régime le meilleur ait une signification.

Pourquoi la question du régime le meilleur disparaît-elle en même temps que l'interprétation finaliste de la nature humaine ? Nous allons le voir, en nous reportant à l'un des autres grands auteurs de la tradition politique. Hobbes, lui, adhère à une conception rigoureusement mécaniste de l'univers : l'homme est défini par le désir, la volonté de sauver sa vie et de jouir des plaisirs ; sa conduite est commandée par l'intérêt.

Une telle conception exclut la question du régime le meilleur, à moins que l'on ne commence par déterminer le but que vise, avant tout autre, l'homme soumis à un mécanisme strict. Selon Hobbes, un tel but existe, simple, prosaïque, qui est de survivre. Les hommes étant le jouet de leurs passions sont ennemis les uns des autres, quand ils n'obéissent pas à une loi commune. D'où le problème central de Hobbes : que doit être le régime politique pour assurer la paix entre les hommes ? Au lieu de l'interrogation : quel est le régime le meilleur en fonction de la finalité de la nature humaine ? la théorie pose la question : étant donné le mode de conduite de l'homme, quel doit être l'État pour que la sécurité soit garantie et que les individus échappent au danger de mort violente ?

A l'intérieur d'une telle philosophie, on s'interroge sur l'extension de la souveraineté : que faut-il accorder au Pouvoir pour empêcher la guerre civile ? Dans la conception finaliste, on se demandait ce que doit être le souverain pour que les hommes puissent vivre vertueusement.

Une conception mécaniste de la nature humaine n'implique pas que l'on adopte une doctrine de la souveraineté absolue et illimitée. Un autre philosophe, d'une génération postérieure à Hobbes, a choisi le même point de départ mais est arrivé à une conclusion autre. Les hommes, selon Spinoza, sont entraînés par leurs passions ; abandonnés à eux-mêmes, ils sont ennemis les uns des autres parce qu'ils ne sont pas raisonnables et que chacun veut l'emporter sur les autres. Donc il faut créer un pouvoir souverain qui imposera la paix entre les citoyens en édictant des lois. Mais alors que Hobbes a pour souci presque exclusif d'accorder au souverain une autorité suffisante pour que la paix règne en tout état de cause, obsédé par la crainte que, faute d'une autorité inconditionnelle, la guerre civile éclate, Spinoza veut aussi limiter le pouvoir du souverain pour que la paix soit celle des hommes libres et que les philosophes soient respectés.

Une dernière phase de la dissolution de la philosophie politique traditionnelle est marquée par ce que l'on appelle indifféremment les philosophies de l'histoire ou les sociologies. Philosophies de l'histoire ou sociologies, celles de Marx ou d'Auguste Comte par exemple, ont en commun la subordination du problème politique au problème économico-social. La sociologie, peut-on dire, s'est fondée au XIX^e^ siècle en renversant la tradition de la primauté du régime politique sur l'organisation économique et sociale. Marx était conscient de ce renversement et de la portée de celui-ci. A ses yeux, les questions fondamentales étaient : quelle est l'organisation de la production ? quelles sont les relations entre les classes ? Quant au régime politique, l'analyse de la structure économique l'expliquera du même coup.

Cette conception, qui subordonne les régimes politiques aux organisations économiques et sociales, est menacée par l'oscillation entre le relativisme intégral et le dogmatisme, justifiant le fanatisme. La preuve de cette oscillation, on la trouve dans l'emploi du mot « historisme » ou « historicisme ». Les deux mots sont employés dans des sens tantôt différents, tantôt identiques, ils sont employés aussi bien en allemand qu'en anglais et en français, et ils désignent, selon les cas, des doctrines en apparence antithétiques.

Quand M. Popper, professeur à la *London School of Economics,* a écrit son livre, *Misère de l'historicisme,* il visait une interprétation de l'histoire selon laquelle on pourrait prévoir, en fonction d'un déterminisme global, le régime de l'avenir (et ce régime inévitable de l'avenir représente, aux yeux de certains, une fin de l'histoire). Mais quelquefois on appelle historicisme une conception apparemment opposée, selon laquelle, à travers le temps, se succèdent des régimes économiques, sociaux et politiques, chacun unique, irremplaçable. Le livre du professeur Meinecke, disparu il y a peu de temps, intitulé *La formation de l'historisme*[1], concerne une façon de penser distincte de l'historicisme tel que le définit M. Popper. Selon Meinecke, l'historisme se définit par la reconnaissance de la pluralité des régimes économiques, politiques et sociaux

par l'affirmation de l'égale valeur de ces régimes ; selon le mot fameux d'un historien allemand, « chaque époque est immédiatement à Dieu ».

Le rapprochement de ces deux sens, apparemment opposés, est d'ailleurs facile. Dans la philosophie de Marx, on aperçoit le passage du relativisme intégral au dogmatisme historique. Considérons l'interprétation banale de la théorie marxiste de la politique, des régimes politiques. Toute société jusqu'à présent a été caractérisée par la lutte de classes ; dans toutes les sociétés, il y a eu une classe dominante et une classe dominée, une classe qui exploitait et une classe qui était exploitée. Dans toutes les sociétés, l'État a été l'instrument à l'aide duquel la classe dominante maintenait l'exploitation de la classe dominée ; l'État n'est donc rien de plus que l'organe de l'exploitation d'une classe par une autre. Si toutes les sociétés rentrent dans ce schéma, on glisse vers le relativisme intégral parce qu'il n'y a plus guère de raison de préférer un régime à un autre. Si, à partir d'une certaine date ou dans un certain régime économique et social prévisible, l'opposition entre la classe d'exploitation et la classe exploitée va disparaître, il n'y aura plus de classes rivales et, avec l'homogénéité sociale, d'un coup un régime absolument valable apparaîtra.

Il suffit de dire que tous les régimes *moins un* justifient une conception pessimiste de l'organisation sociale pour être à la limite du relativisme et tout de même aboutir au dogmatisme. Mais ce dogmatisme est facile à écarter ; il suffit que le régime dit socialiste présente les mêmes caractéristiques que les régimes précédents, que dans le régime socialiste il y ait aussi une classe d'exploitation et une classe d'exploités, que l'État soit aussi l'instrument à l'aide duquel la classe dominante maintient sa domination sur les classes exploitées. Alors on sort du dogmatisme pour revenir au relativisme.

Le dialogue que je suis en train de reconstituer n'est pas fictif, c'est, pourrait-on dire, la réponse de Pareto à Marx. Pareto s'est contenté de répondre : Marx a eu raison, avec une seule réserve ; sa lucidité était absolue en ce qui concerne les régimes du passé et du présent, mais il avait des illusions sur

les régimes de l'avenir, il se figurait que la lutte des classes, l'exploitation des classes les unes par les autres qu'il observait avec tant de perspicacité, allait disparaître avec le socialisme. Or, cette lutte de classes, bien loin de disparaître à une phase donnée de l'évolution, continuera aussi loin que l'on puisse prévoir à l'avance. Marx faisait disparaître l'exploitation et du même coup l'État en posant en principe que l'État n'existe que pour maintenir la domination d'une classe sur une autre. Pareto s'est borné à répondre, en reprenant la tradition politique du passé.

Le problème fondamental n'est pas de savoir comment sont réparties les richesses entre les membres de la collectivité : cette répartition est à peu près la même dans toutes les sociétés connues. Le vrai problème est de savoir qui gouverne, problème qui se posera dans l'avenir comme dans le passé et dans le présent. Pareto introduisait une classification simple des régimes politiques, non pas selon le nombre des détenteurs de l'autorité, mais selon le caractère psychosocial des détenteurs du pouvoir et selon le mode d'exercice de celui-ci. Les hommes qui gouvernent ressemblent les uns à des lions (ceux qui emploient de préférence les moyens de force), les autres à des renards (ceux qui emploient surtout les moyens de ruse, c'est-à-dire de parole et de spéculation). Cette opposition des lions et des renards vient du passé, elle est tirée de Machiavel (Pareto se réfère volontiers à Machiavel). Une telle classification n'élimine pas les différences entre les régimes, selon le caractère des hommes qui exercent le pouvoir et la nature des moyens employés par les uns et par les autres. Mais tous ces régimes ont en commun certains traits qui finalement les rendent à peu près équivalents ou qui, tout au moins, enlèvent presque tout sens à la question du meilleur régime.

Tous les régimes sont essentiellement définis par la lutte pour le pouvoir, par le fait qu'un petit nombre d'hommes exercent le pouvoir. Qu'est-ce que la politique ? La lutte pour le pouvoir et les avantages que donne celui-ci. Cette lutte est permanente. Pareto aurait dit volontiers, à la manière de Hobbes et de

Spinoza, que cette lutte est permanente parce que les hommes veulent tous être les premiers et qu'il n'est pas possible qu'ils atteignent tous leur fin. Ou encore il aurait dit que les hommes veulent s'assurer les bénéfices qui vont avec l'autorité ; or il est impossible qu'ils possèdent tous l'autorité et les avantages que celle-ci assure. Le reste, les idées, les philosophies ne sont que des systèmes de justifications, au fond interchangeables. A ce moment, la politique de fait se réduit à une bataille entre des hommes pour le pouvoir et les profits, et la science de la politique devient, selon l'expression d'un sociologue américain : qui reçoit quoi ? quand ? comment ? (en anglais : *Who gets what ? how ? when ?).* Nous arrivons à ce que l'on appelle aujourd'hui la philosophie machiavélienne, dernière étape de la dissolution de la philosophie classique ou de la conception morale de la politique.

A l'intérieur d'une telle philosophie, il subsiste des idées et des justifications, mais elles sont au service de la volonté de puissance. Le mérite d'une *formule* politique ne tient pas à sa valeur ou à sa vérité, mais à son efficacité. Les idées ne sont que des armes, des moyens de combat employés par des hommes, par définition engagés dans la bataille ; or, dans une bataille, on ne peut avoir d'autre fin que de remporter la victoire.

Une telle interprétation de la politique semble fonder une sociologie parfaitement objective, puisque nous avons commencé par en éliminer toute référence à ce qui pourrait valoir universellement, toute référence à une finalité de la nature humaine. En fait, cette sociologie prétendument objective implique une philosophie tout aussi discutable que la philosophie finaliste de la nature humaine dont nous sommes partis. Cette philosophie cynique de la politique, sous couleur de s'opposer à toute philosophie, pose une certaine philosophie. Elle pose une philosophie de non-sens au lieu de poser une philosophie du sens, elle pose que le sens de la politique c'est la lutte et non pas la recherche d'une autorité justifiée. Mais la négation du sens n'est pas plus objectivement ou scientifiquement démontrée que l'affirmation. Décréter que

l'homme est une passion inutile n'est pas moins philosophique que prêter à l'existence humaine une signification.

La sociologie politique, telle que je voudrais la pratiquer, ne sera pas liée à la conception finaliste de la nature humaine qui implique la détermination du régime le meilleur en fonction de la vocation de l'homme, mais elle ne sera pas liée non plus à la philosophie machiavélienne ou historiciste. Le machiavélisme qui voit l'essence de la politique dans la seule lutte pour le pouvoir est une philosophie partielle, qui tend à se contredire elle-même comme toutes les philosophies sceptiques.

En résumé, voici les quelques présupposés de la méthode que j'adopterai.

1. J'essaierai de définir les régimes politiques que nous pouvons observer dans les sociétés industrielles modernes, sans affirmer que la classification de ces régimes est valable pour les sociétés de type différent. Je n'exclus pas que l'on puisse trouver une classification à valeur universelle ; certains concepts peuvent s'appliquer à des régimes politiques qui sont les superstructures de sociétés extrêmement diverses, mais, au point de départ, mes ambitions seront limitées à une classification des régimes politiques des sociétés industrielles.

2. Le problème politique ne me paraît pas, en l'état actuel de la réflexion, défini par une question unique. La donnée de fait, aujourd'hui, c'est que nous visons des objectifs divers, nous voulons des valeurs qui ne sont pas nécessairement contradictoires, pas non plus nécessairement accordées. Par exemple, nous sommes soucieux d'établir un régime *légitime,* c'est-à-dire conforme à l'idée que nous nous faisons de ce que doit être l'autorité, mais simultanément nous nous demandons quelle est l'organisation des pouvoirs publics *efficace.* Il ne me paraît pas démontré à l'avance, et il ne me paraîtra pas non plus démontré après étude, que les régimes soient simultanément les meilleurs à ces deux points de vue. Un régime politique peut être préférable à un point de vue et inférieur à un autre. Tous les régimes ne sont pas équivalents, mais nous avons des systèmes de référence multiples. Rien ne

prouve que nous puissions arriver à une conclusion univoque quand nous comparons les régimes.

3. Le sociologue ne me paraît condamné ni au cynisme, ni au dogmatisme. Il ne tombe pas nécessairement dans le cynisme parce que les idées politiques ou morales qu'il invoque pour juger les régimes politiques font partie de la réalité elle-même. La grande illusion de la pensée cynique, obsédée par la lutte pour le pouvoir, consiste à méconnaître un autre aspect de la réalité : la recherche du pouvoir *légitime,* de l'autorité reconnue, du régime *le meilleur.* Les hommes n'ont jamais pensé la politique comme définie exclusivement par la lutte pour le pouvoir. Celui qui ne voit pas l'aspect « lutte pour le pouvoir » est un naïf, celui qui ne voit rien que l'aspect lutte pour le pouvoir est un faux réaliste. La réalité que nous étudions est une réalité humaine. Fait partie de cette réalité humaine la question relative à la légitimité de l'autorité.

Il ne résulte pas de ce refus du cynisme machiavélien que nous soyons en mesure de définir une fois pour toutes le régime le meilleur. Il se peut que la question n'ait même pas de sens. Ce qui est nécessaire pour la sociologie politique telle que je tâcherai de la pratiquer, c'est que la *pluralité* des régimes, des valeurs et des institutions politiques ne soit pas *incohérente.* A cette fin, il suffit que les différentes institutions politiques apparaissent comme des réponses à un problème constant.

Le problème que l'on s'est toujours posé, sous le nom de problème politique, est de justifier simultanément l'*autorité* et l'*obéissance.* Hobbes a justifié admirablement l'obéissance en mettant l'accent sur le côté sombre de la nature humaine. Ainsi le pouvoir accordé aux gouvernants trouve un fondement. Mais il ne convient pas de justifier n'importe quelle obéissance, n'importe quel pouvoir. Est-il possible de justifier simultanément l'obéissance et le refus de l'obéissance ? l'autorité et les limites de l'autorité ? Tel est le problème éternel de l'ordre politique dont tous les régimes, en fait, sont des solutions, toujours imparfaites.

1 *Die Entstehung des Historismus.*

III

DIMENSIONS DE L'ORDRE POLITIQUE

Dans le précédent chapitre, j'ai montré le passage de la recherche philosophique du régime le meilleur à l'étude sociologique des régimes dans leur réalité et leur diversité. Quatre motifs m'ont amené à écarter la recherche du régime le meilleur, dans l'abstrait et universellement.

1. Il est douteux que l'on puisse déterminer le régime le meilleur abstraction faite de l'organisation générale de la société ; il se peut que le régime le meilleur ne puisse être défini que pour un type donné d'organisation sociale.

2. La notion du régime le meilleur est liée à une conception finaliste de la nature humaine. Si l'on adopte une conception déterministe de la nature humaine, la question que l'on se pose est celle des institutions les mieux adaptées à la conduite spontanée, régulière, des hommes.

3. Les objectifs des régimes politiques ne sont pas univoques et ils ne sont pas nécessairement en accord. Le régime qui assure la plus grande marge de liberté aux citoyens n'assure pas toujours l'efficacité la plus grande du pouvoir, le régime fondé sur le consentement des gouvernés ne laisse pas toujours aux détenteurs de l'autorité une marge d'action suffisante.

4. Enfin chacun reconnaît qu'à un certain niveau de concrétisation les institutions sont diverses, inévitablement. La question du régime le meilleur ne peut se poser qu'à un niveau élevé d'abstraction ; dans chaque société, les

institutions doivent être adaptées aux particularités d'une constellation historique singulière.

Simultanément, nous avons essayé de mettre en garde contre un faux positivisme qui confondrait l'étude sociologique des régimes politiques avec l'acceptation d'une philosophie cynique de la politique. J'ai appelé philosophie cynique de la politique celle qui considérerait la lutte pour le pouvoir et pour la répartition des avantages qu'assure celui-ci comme l'essence, la réalité unique de la politique. La lutte pour le pouvoir existe, virtuellement au moins, dans tous les régimes connus. Mais le sociologue aurait tort de confondre étude objective et philosophie cynique.

Tout d'abord, s'il considérait que la politique se définit exclusivement par la lutte pour le pouvoir, il éliminerait de la réalité la signification que les hommes eux-mêmes donnent à la politique. En second lieu, les sociologues qui souscriraient à la philosophie cynique de la politique aboutiraient ou bien à un pur et simple relativisme selon lequel les régimes seraient pour ainsi dire équivalents, ou bien, ce qui est le cas le plus général, à une conception implicite du régime le meilleur, fondé sur la notion de pouvoir. Le régime le meilleur serait celui qui donne le pouvoir à tels ou tels individus ; d'où, inévitablement, dans une philosophie de cet ordre, l'oscillation entre scepticisme et fanatisme.

Ce que nous affirmons, ce n'est pas que le sociologue puisse résoudre, en termes généraux, le problème politique tel que les hommes le posent (et les hommes le posent en donnant un sens à la notion du gouvernement légitime, ou du gouvernement le meilleur), le sociologue *doit comprendre la logique interne des institutions politiques.* Les institutions politiques ne sont pas une juxtaposition accidentelle de pratiques, tout régime politique comporte un minimum d'unité et de sens que le sociologue doit déchiffrer.

Le régime politique est constitué par un secteur particulier de l'ensemble social, secteur qui comporte la caractéristique singulière de commander l'ensemble. On peut donc conceptualiser la réalité politique en ayant recours soit à des notions spécifiques de l'ordre politique, soit à des notions vastes et vagues, de prétentions philosophiques. Ni les concepts juridiques ni les concepts philosophiques ne répondent aux exigences de la compréhension sociologique.

Le concept juridique à l'aide duquel on essaye le plus souvent de saisir l'ordre politique est celui de souveraineté. Ce concept s'applique au détenteur de l'autorité légitime, il précise qui a le droit de commander. Mais ce concept s'applique en deux significations différentes. En effet, est titulaire de la souveraineté celui qui détient l'autorité légitime, mais ce dernier n'est pas toujours le détenteur du pouvoir de fait. Supposons, en effet, qu'un régime politique de notre temps se fonde sur la souveraineté du peuple. Il est évident que jamais un grand peuple n'a par lui-même gouverné. Le peuple, l'ensemble des individus qui composent une collectivité donnée, est incapable d'exercer globalement les fonctions de gouvernement.

Dans la fameuse formule « du gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », on suppose qu'il y a confusion entre le détenteur de l'autorité légitime et le possesseur du pouvoir de fait. Mais, dans une collectivité complexe comme le sont toutes les sociétés modernes, on doit distinguer entre l'origine juridiquement légitime de l'autorité et le possesseur d'une autorité de fait. Même dans les collectivités de petites dimensions où l'assemblée des citoyens était effectivement l'instance suprême, la distinction était faite entre le détenteur légitime de la souveraineté et ceux qui exerçaient telle ou telle fonction d'autorité. La distinction se trouve explicitement chez Aristote.

Quand nous arrivons aux sociétés modernes, la souveraineté n'est plus qu'une fiction juridique. Le peuple est souverain ? La formule peut être acceptée indifféremment par les régimes occidentaux, par les régimes fascistes,

par les régimes communistes. Il n'y a pour ainsi dire pas de régime contemporain qui ne prétende, d'une certaine façon, être fondé sur la souveraineté populaire. Ce qui varie, ce sont les procédures, juridiques ou politiques, par lesquelles cette autorité légitime est transmise du peuple à des êtres réels. Selon l'idéologie des régimes fascistes, la volonté authentique du peuple ne s'exprime que par l'intermédiaire d'un homme, le Führer, ou d'un Parti. Selon l'idéologie des régimes communistes, l'autorité légitime exprime la volonté du prolétariat, et celle-ci a pour organe le Parti communiste. Quant aux régimes occidentaux, ils prétendent que, le peuple étant souverain, les citoyens doivent choisir librement entre les candidats à l'exercice du pouvoir. Autrement dit, ce qui différencie les régimes, ce sont les procédures du choix des chefs politiques, les modes de désignation des possesseurs du pouvoir de fait, les modalités selon lesquelles on va de la fiction de la souveraineté à la réalité du pouvoir.

Aux yeux du sociologue, la théorie de la souveraineté n'est pas pour autant dénuée de signification, mais il s'intéresse moins au principe juridique de la souveraineté qu'aux procédures par lesquelles l'autorité, résidant théoriquement dans le peuple ou dans une classe, est transmise à une minorité qui l'exerce effectivement. Il va sans dire, et peut-être mieux en le disant, qu'il y a éventuellement des gouvernements pour le peuple, non des gouvernements par le peuple dans des sociétés nombreuses et complexes.

A l'autre extrémité, on pourrait définir les régimes politiques par des notions telles que liberté, égalité, fraternité. Certains observateurs semblent croire que le problème sociologique de la démocratie consiste à déterminer quels régimes réalisent égalité ou liberté. Je voulais indiquer, en deux mots, pourquoi de tels concepts ne peuvent guère définir les régimes politiques de notre époque.

Dans aucune des sociétés modernes, les individus ne sont économiquement égaux, nous le savons tous ; dès lors, que signifie l'égalité des citoyens ? Pratiquement deux choses : ou bien la participation au souverain, c'est-à-dire le

droit de voter, ou bien l'égalité devant la loi. Dans la plupart des sociétés modernes, ces deux formes d'égalité sont accomplies simultanément ; les citoyens sont égaux devant la loi et possèdent les mêmes droits politiques puisqu'ils sont tous habilités à choisir leurs représentants.

Ces deux formes d'égalité n'excluent pas de nombreuses formes d'inégalité économique, sociale. Nous le savons, par de multiples expériences, le suffrage universel ne permet pas toujours au citoyen de choisir réellement ses représentants, même si le vote est authentique. Ou encore, le citoyen n'a pas toujours l'impression de détenir un pouvoir du simple fait qu'il vote tous les quatre ou cinq ans. Si l'on voulait définir la démocratie exclusivement ou principalement par le suffrage universel, on devrait affirmer une rupture entre les institutions de la Grande-Bretagne au XVIII^e^ siècle, où le droit de vote était réservé à une petite minorité du pays, et les institutions d'aujourd'hui. On pourrait ajouter, en allant dans le même sens, qu'une société où les femmes n'ont pas le droit de vote manque au principe premier de la démocratie. Or, entre les institutions de l'Angleterre aristocratique du XVIII^e^ siècle et les institutions de l'Angleterre démocratique d'aujourd'hui, on aperçoit continuité et nombre de similitudes, en dépit de la non-égalité des Anglais d'hier devant la loi électorale.

Quant à *la* liberté, c'est un concept plus équivoque encore. Un analyste du langage affirmerait qu'il convient de distinguer *des* libertés et que la définition de *la* liberté ne peut résulter que d'un choix métaphysique. En effet, si est libre celui qui n'est pas empêché par un autre homme ou par les circonstances sociales de faire ceci ou cela, nul n'est entièrement libre et nul n'est complètement dépourvu de liberté. La marge de choix ou d'initiative, laissée à l'individu, varie de société à société mais aussi de classe à classe à l'intérieur d'une même société.

Dira-t-on que la liberté politique est définie par des droits précis, eux-mêmes garantis par des institutions ? En ce cas, il est vrai, les règles de l'*Habeas*

corpus, le suffrage universel, les libertés de parole et d'expression constitueraient le contenu de *la* liberté. Mais, sans discuter ici une pareille conception, celle-ci impliquerait en fait, dans le monde d'aujourd'hui, une prise de position politique.

Les marxistes-léninistes, en effet, tiennent ces libertés pour formelles et affirment que le sacrifice temporaire de ces dernières est nécessaire à la réalisation des libertés qu'ils appellent réelles. Que signifie la participation aux élections dès lors que celles-c. sont manipulées par les monopolistes ou les minorités toutes-puissantes ? Que signifie la libre discussion pour le chômeur ou même pour l'ouvrier d'industrie, asservi à une tâche monotone, déterminée en dehors de lui ?

Au reste, le fait est que le sentiment d'être libre n'est pas nécessairement lié aux institutions que nous jugeons en Occident constitutives de la liberté politique. Le prolétaire qui adhère au parti communiste se juge opprimé et exploité dans un régime occidental, il s'imagine qu'il serait libre (ou qu'il aurait le sentiment d'être libre) dans un régime de type soviétique.

En d'autres termes, ou bien on introduirait subrepticement une philosophie par la définition adoptée de la liberté, ou bien on devrait constater l'équivoque de ce que les sociétés et les individus entendent par liberté.

J'écarterai donc provisoirement la conceptualisation juridique par la souveraineté et la conceptualisation philosophique par la liberté et l'égalité. La théorie sociologique des régimes politiques met l'accent sur les institutions et non pas sur les justifications ou les idéaux dont celles-ci se réclament. La théorie sociologique porte sur la réalité et non pas sur l'idée.

Que faut-il entendre par réalité ? D'abord et simplement les réalités politiques que nous connaissons tous, que nous observons quotidiennement, les élections, les parlements, les lois, les décrets, autrement dit les procédures selon lesquelles sont choisis les détenteurs légitimes de l'autorité, selon lesquelles ces détenteurs de l'autorité exercent effectivement le pouvoir.

Notre tâche est de déterminer ce qui est caractéristique de chaque régime, ce qui constitue l'essentiel du régime au niveau des institutions.

Une théorie sociologique se situe dans la tradition de Montesquieu, qui a cherché à définir les régimes politiques en combinant un petit nombre de variables. Les variables par lesquelles il a déterminé l'essence des régimes politiques étaient, nous l'avons vu, le nombre des détenteurs de l'autorité souveraine, le caractère modéré ou non modéré de l'exercice de l'autorité et la disposition psychique considérée comme fondamentale dans chaque régime, ou encore le mode de conduite spécifiquement adapté à chaque régime et faute duquel celui-ci se corrompt. Au-delà de cette théorie des variables, Montesquieu mettait en relation les régimes politiques avec les autres secteurs de l'ensemble social.

Ce qu'a tenté Montesquieu pour les types de régime que lui offrait l'histoire du monde, nous essaierons de le faire pour les régimes spécifiques des sociétés industrielles. Mais, pour déterminer les variables essentielles de chaque régime, nous devons chercher d'abord quelles sont les fonctions qui se retrouvent dans tous les ordres politiques.

Les deux objectifs de toute politique, d'après les philosophes, étaient la paix à l'intérieur de la collectivité et la défense de la collectivité vis-à-vis des autres collectivités. L'objectif premier de tout ordre politique, c'est de faire vivre les hommes en paix, d'éviter que la violence se déchaîne entre les citoyens. D'où nous tirons immédiatement ce que Max Weber tenait pour la définition même de l'État, à savoir le monopole de l'usage légitime de la violence. Pour que les hommes ne s'entre-tuent pas, il faut que l'État, et l'État seul, ait le droit d'employer la force. Dès que des groupes particuliers, à l'intérieur de la collectivité, s'arrogent le droit de violence, la paix est en péril. Rien n'est plus facile aujourd'hui que de saisir la portée de cette proposition générale. Il existe actuellement, en France, des groupes particuliers, qui créent des tribunaux

clandestins, qui prononcent des condamnations à mort et qui les exécutent ; je songe aux minorités nord-africaines qui, pour des raisons politiques que nous n'avons pas à juger, s'organisent pour se faire justice elles-mêmes. Quand on donne pour caractéristique première du pouvoir politique le fait qu'il se réserve le monopole de l'usage légitime de la violence, on veut précisément exclure des éventualités de cette sorte. En général, les collectivités dites civilisées comportent ce monopole, mais souvent des petits groupes prétendent constituer des pouvoirs rivaux. Ce que l'on appelle « le milieu », ce que les romans noirs décrivent avec une large fantaisie, ce sont précisément de petits groupes qui ne respectent pas le monopole étatique de l'usage légitime de la violence.

Si telle est la fonction première du pouvoir politique, immédiatement on déduira de cette proposition que le pouvoir souverain en tant que tel commande aux forces armées, c'est-à-dire, dans les sociétés modernes, aux policiers et aux soldats. Présenter le souverain comme le chef de la police, ce n'est pas porter atteinte à sa dignité ou à son prestige. La police doit jouir du respect du citoyen, car la police, en corps, possède légitimement le monopole de l'usage de la violence. Personne d'autre, dans la collectivité, ne doit employer la force physique. Réserver le droit d'employer la force à un corps particulier est une conquête de la civilisation politique. Rien n'est plus admirable, rien n'est plus symbolique de l'achèvement de la civilisation politique que la pratique anglaise selon laquelle les agents de police ne sont pas armés. A ce moment, nous avons franchi pour ainsi dire la dernière étape de la dialectique : les citoyens sont considérés d'abord comme dangereux les uns pour les autres, d'où la création de la police, armée pour empêcher les citoyens de s'entre-tuer ; lorsque la pacification, au sens propre du terme, a atteint la dernière étape, à ce moment la police qui symbolise l'usage légitime de la violence n'a même plus besoin de porter les armes, instruments physiques de la force. La société française n'est pas encore arrivée à ce dernier stade. Quant aux

« forces armées », elles ne sont destinées, dans les sociétés dites policées, qu'à l'usage externe, si je puis dire, elles ont pour fonction de défendre la collectivité contre les ennemis du dehors. A l'intérieur, seule la police doit intervenir.

La police, qui interdit aux citoyens de se battre, ne doit intervenir que conformément aux règles ou aux lois. D'où un autre aspect de la fonction politique : fixer les règles ou les lois selon lesquelles les individus doivent être en relations les uns avec les autres. Il est facile d'énumérer des espèces multiples de lois, qui concernent les échanges, la propriété, le commerce, la production, précisant ce que chacun a le droit de faire ou l'obligation de ne pas faire. Le pouvoir politique, d'une certaine façon, fixe ces règles de la vie en commun ; en tout état de cause, il en garantit le respect.

Relèvent du souverain, évidemment, les décisions relatives aux relations avec les autres collectivités. On ne peut pas adopter une fois pour toutes une attitude à l'égard des pays étrangers. L'essence de la diplomatie est le changement. Même à l'intérieur de la vie collective, les lois, en certains domaines, ne peuvent préciser à l'avance ce qui doit être fait à un moment donné. Il suffit, pour comprendre cette idée, de songer à la législation fiscale. Par définition, l'État est obligé d'opérer des prélèvements sur les revenus des individus afin de financer les tâches collectives dont il a la responsabilité. Dans les sociétés modernes, les besoins de l'État changent souvent en raison de circonstances multiples. Le prélèvement sur les revenus des particuliers n'est plus simplement une manière de donner à l'État les moyens de remplir certains services. Le prélèvement sur les revenus privés joue un rôle dans la régulation de la conjoncture. Selon qu'il y a menace d'inflation ou de déflation, le prélèvement fiscal sera plus ou moins grand.

Le souverain, qui fait régner la paix, fixe les règles auxquelles doivent se soumettre les activités individuelles et prend des décisions à l'intérieur et à l'extérieur a besoin de l'assentiment des gouvernés. Il ne s'agit pas d'une fonction qui s'ajouterait à celles que nous venons d'examiner, mais d'un aspect

essentiel de tout ordre politique. Tout régime doit se faire obéir. Il faut que les gouvernés l'acceptent tel qu'il est, il faut de plus que le régime obtienne, pour les mesures particulières qu'il prend, un certain assentiment des gouvernés. On peut concevoir un pays où l'immense majorité des citoyens accepterait le régime et n'accepterait pas les mesures particulières prises par les détenteurs légitimes de l'autorité. Il est possible que la France représente ce cas paradoxal, mais non inconcevable. Rien n'est plus facile, pour un citoyen, que de dire : je suis d'accord avec le régime selon lequel les détenteurs de l'autorité sont choisis par élection, mais ces gens (que j'ai choisis) sont les « derniers des derniers ». La combinaison du respect du régime et de l'irrespect à l'égard des hommes choisis selon la constitution est psychologiquement possible.

Nous avons ainsi trouvé trois fonctions essentielles de l'ordre politique moderne. La première, je l'appellerai *administrative,* tend à assurer la paix entre les citoyens et le respect des lois. La deuxième, qui englobe de *législatif* et l'*exécutif* au sens ordinaire de ces mots, comporte la gestion des relations avec les autres collectivités, les décisions par lesquelles les lois sont rédigées, promulguées ou modifiées et enfin des mesures qui doivent être prises par des individus, en fonction des circonstances. Mais comme ces décisions, prises par des individus, concernent le tout, il faut que le régime se justifie, soit considéré comme légitime et obtienne le loyalisme des citoyens. Il y a plus. Tout régime comportant une organisation de l'autorité et des rapports entre les citoyens ne peut pas ne pas avoir une représentation de son propre idéal. Tout régime se propose des fins d'ordre moral ou humain, avec lesquelles les citoyens doivent se trouver d'accord.

Ces fonctions ont toujours été reconnues par les philosophes, chacun de ces derniers ayant mis l'accent sur l'une ou l'autre d'entre elles. La philosophie de Hobbes est fondée sur l'obsession de la paix civile. Ayant vécu à une époque de révolutions, il était prêt à subordonner tous les autres mérites concevables au mérite suprême de la paix entre les citoyens. Rousseau, lui, considérait que

l'essentiel était de fonder une autorité légitime, or celle-ci, d'après lui, ne pouvait émaner que du consentement des citoyens. *Le Contrat social* est, en son sens profond, l'exposé des conditions dans lesquelles un pouvoir est légitime, c'est-à-dire recueille l'assentiment ou exprime la volonté des citoyens. Quant au marxisme, il subordonne aussi bien la paix civile que la légitimité du Pouvoir à une fin dernière. Il tient pour légitime, à notre époque, le régime qui nous rapproche de la fin de la préhistoire, la suppression des classes.

Le régime idéal serait évidemment celui qui réconcilierait ces exigences diverses. Jusqu'à présent, dans la réalité, elles ont été rarement réconciliées. Le régime qui, à l'heure présente, veut accomplir la société sans classe se donne le droit de sacrifier le consentement des gouvernés. L'homme qui se donne pour objectif suprême la paix entre les citoyens sera plus souvent un conservateur qu'un réformiste ou un révolutionnaire. On pourrait esquisser une typologie des tempéraments politiques par référence aux fins de l'ordre politique.

Reprenons maintenant les aspects de l'ordre politique que nous avons distingués ; aspect administratif, aspect gouvernemental qui englobe le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, c'est-à-dire, d'une part, les décisions qui fixent les lois, d'autre part, celles qui concernent les relations avec les sociétés étrangères ou les mesures à prendre en marge avec des lois existantes ou en conformité avec elles.

L'opposition qui frappe les yeux au premier abord est celle du fonctionnaire et de l'homme politique, transposition moderne de la distinction entre la fonction administrative telle que nous l'avons formalisée, et les fonctions exécutives et législatives que nous avons simultanément distinguées et rapprochées.

Fonctionnaire et homme politique s'opposent dans les sociétés modernes terme à terme. Le fonctionnaire est un professionnel, l'homme politique un amateur ; le fonctionnaire est choisi selon des règles précises, l'homme

politique élu. Les régimes démocratiques occidentaux sont des régimes d'experts sous la direction d'amateurs. Ce n'est pas là un paradoxe ; ceux qui commandent aux fonctionnaires et aux administrateurs, par définition, ne sont pas des spécialistes. Il ne leur est pas interdit de comprendre les matières dont ils traitent. Selon la théorie officielle de la III^e^ République, l'homme politique n'avait pas à être un expert des techniques dont il avait la responsabilité, pourvu qu'il fût un homme de culture générale et d'intelligence. Ne voyez là aucune sorte d'ironie : l'opposition entre l'administrateur et l'homme politique est fondée en raison.

D'une certaine façon, on se passe plus difficilement de fonctionnaires que d'hommes politiques ; dans un régime comme le nôtre, l'administration doit être particulièrement stable, précisément parce que les hommes politiques se renouvellent plus souvent dans les rôles gouvernementaux. On a dit souvent que l'État moderne est d'abord et avant tout une organisation administrative. Quand on crée un nouvel État, il n'est pas indispensable de procéder à des élections ou d'élire un Parlement, il est certainement indispensable de trouver des fonctionnaires, de se donner une administration.

Il n'en résulte pas que l'on puisse se passer des hommes politiques, car ceux-ci représentent un autre aspect de l'ordre politique, la référence aux gouvernés. Le fonctionnaire est compétent, il sait ce que l'on peut faire, mais il n'a aucun titre à décider ; par essence il est neutre. Le policier arrête le traître, mais qui est le traître ? Est-ce le collaborateur ou le résistant ? La réponse n'est pas donnée par le policier, celui-ci arrête ceux que le pouvoir politique lui désigne comme traîtres. D'où la possibilité, dans les époques troublées, que le même policier arrête successivement le résistant et le collaborateur. L'opinion politique s'émeut et proteste, mais à tort ; en période normale, le policier se borne à exécuter, conformément aux règles, les décisions qui découlent de la législation existante. Au XIX^e^ siècle, nous sommes passés en France de l'empire à la monarchie, puis à l'empire, puis à une monarchie, puis à une deuxième

monarchie, puis à une république, puis un deuxième empire, et l'administration française a persévéré dans son être. On renouvelait, à chaque changement de régime, nombre des personnalités supérieures de l'administration. Plus le fonctionnaire est élevé dans la hiérarchie, plus il se rapproche du politique. La fonction administrative, qu'elle soit de police ou de fiscalité, est politiquement neutre. Elle consiste à appliquer une législation qui, en théorie, n'a pas pour auteurs les fonctionnaires eux-mêmes.

Il faut donc qu'il existe une autre sorte d'hommes au pouvoir, définie non par la compétence mais par la légitimité. Le ministre n'est pas celui qui sait mieux que les fonctionnaires ce que l'on peut faire ; dans la majorité des cas il le sait moins bien, il ne sait même pas nécessairement mieux ce que l'on *doit* faire pour la collectivité. L'homme politique, choisi par les gouvernés, est investi de l'autorité légitime, il a pour tâche de fixer les objectifs de la législation à l'intérieur du régime et même de fixer les objectifs du régime lui-même. L'assentiment des gouvernés prend deux formes, les gouvernés doivent donner leur assentiment aux mesures prises à l'intérieur du régime, ils doivent donner leur assentiment au régime et à l'idéal dont se réclame celui-ci. Les hommes politiques, en coopération avec les administrateurs, gouvernent, tout aussi nécessaires que ces derniers puisque les fonctionnaires ont la compétence mais non la légitimité. Les hommes politiques, les ministres remplissent une fonction tout aussi indispensable que la fonction d'administration, puisqu'il n'y a pas de régime possible sans communication entre gouvernés et gouvernants.

Peut-être conviendrait-il d'introduire ici des considérations sur ce que l'on appelle traditionnellement pouvoir judiciaire. L'indépendance de celui-ci a passé longtemps pour le symbole des institutions libérales. En fait, l'indépendance des tribunaux, dans l'administration de la justice, demeure une des caractéristiques majeures des régimes occidentaux, même quand les juges ont un statut comparable à celui des autres fonctionnaires. Si, dans ce cours, je

n'accorde pas à la justice l'attention qu'elle mérite, c'est que je m'efforce avant tout de saisir les traits spécifiques des deux types de régime et qu'à cette fin la distinction de la fonction administrative et de la fonction politique répond aux besoins de l'analyse. Mais l'exercice constitutionnel de l'autorité politique, le respect des droits individuels supposent la soumission des pouvoirs aux règles juridiques et, par conséquent, des tribunaux capables d'en imposer le respect. En ce sens, la subordination de la police à la justice et de l'administration elle-même à des tribunaux (voire à des tribunaux administratifs) est effectivement nécessaire au maintien d'un régime authentiquement constitutionnel et libéral.

Quelles sont les caractéristiques majeures de la fonction administrative d'une part, de la fonction politique d'autre part dans les sociétés modernes ?

Les institutions par lesquelles s'exercent ces deux fonctions ont au premier abord une évolution divergente. L'administration est de plus en plus complexe, elle s'étend à des secteurs de plus en plus larges de la vie collective, elle couvre et détermine des modalités de plus en plus nombreuses de l'activité des individus. La distinction devient difficile entre affaires privées et affaires publiques. Les entreprises nationalisées doivent-elles être considérées comme des affaires privées dont, par accident, la collectivité elle-même est juridiquement propriétaire ou comme une expression du pouvoir étatique lui-même ?

En tout état de cause, on peut maintenir abstraitement la distinction entre les conditions générales d'activité, imposées aux individus par la législation, et les activités concrètes des individus ou des corps publics. La tendance générale des administrations modernes à élargir le secteur qui leur est directement soumis n'en est pas moins visible. Disons, en employant le langage des sociologues allemands, que l'État et la société tendent de plus en plus à se confondre.

En même temps, les caractéristiques des institutions politiques et de leur évolution sont tout autres. Le système politique, celui dans et par lequel sont

choisis les détenteurs de l'autorité, devient de plus en plus autonome, circonscrit dans l'ensemble social. La légitimité traditionnelle accordait le pouvoir à des hommes situés simultanément au sommet de la hiérarchie sociale et au sommet de la hiérarchie politique. Le souverain, dans l'ancienne France, était vraiment le premier homme de France à la fois par le prestige et par l'autorité ; aujourd'hui celui qui détient provisoirement l'autorité suprême dans un régime occidental n'est nullement, par définition, au sommet de la hiérarchie sociale. Un président du Conseil est un ancien instituteur, un ancien professeur, il a été élu, il est devenu chef d'un parti, il accède pour un temps à l'autorité souveraine, grâce aux règles de procédure d'un secteur particulier, le secteur politique. Autrement dit, une des particularités des régimes politiques modernes (surtout à l'Ouest), c'est que les chefs politiques sont choisis selon des méthodes qui séparent l'élite politique des autres élites sociales. Le personnel politique d'une démocratie représente une partie de l'élite sociale (de ceux qui sont situés en haut de la hiérarchie de la société), mais on ne saurait dire qu'il se situe plus haut que les meilleurs des industriels, des savants, des intellectuels ou des hommes d'affaires. Les détenteurs de l'autorité politique représentent, dans nos sociétés, une catégorie particulière, autonome par rapport aux autres catégories dirigeantes, recrutés selon des procédés tels que de petits hommes, petits au point de vue de la fortune et du prestige, exercent parfois de grandes fonctions.

Ce trait singulier, que l'on observe rarement dans les sociétés historiquement connues, s'explique par la nature de la légitimité. Celle-ci a pour origine non plus la tradition ou la naissance, mais un certain mode de désignation. La fiction de la souveraineté populaire a pour conséquence que l'autorité est légitime dans la mesure où les citoyens ont choisi leurs représentants. Bien évidemment, les citoyens peuvent choisir pour représentants non pas seulement des grands de la société mais des petits.

Le personnel politique des sociétés modernes est *spécialisé.* Les sociétés sont gouvernées par des hommes dont le métier est de faire de la politique. Là encore l'opinion a tort d'employer l'expression de politiciens, c'est-à-dire d'hommes politiques professionnels, avec une nuance péjorative. Nos sociétés sont effectivement gouvernées par des hommes politiques professionnels qui, pour la plupart, ont embrassé cette carrière assez tôt et y restent le plus longtemps possible, c'est-à-dire d'ordinaire longtemps, puisque la longévité des politiciens est d'expérience quasi universelle.

Enfin, la politique moderne comporte une rivalité entre les individus, les groupes, non seulement permanente, mais, au moins en Occident, ouverte. L'enjeu des luttes politiques ne se situe pas toujours dans le cadre des institutions existantes et dans les interstices des lois ; l'enjeu des conflits est parfois le régime politique lui-même. Les régimes modernes, au moins en Occident, acceptent à chaque instant d'être remis en question. Ils acceptent qu'une fraction des gouvernés discutent le mérite de l'ordre existant, rejettent la légitimité des gouvernants, voire recommandent une révolution violente.

On pose volontiers, dans les séminaires de la Faculté de droit ou de la Faculté des lettres, la question de savoir si la démocratie se définit par l'acceptation des partis qui ne l'acceptent pas. Je ne prétends pas donner réponse à la question en quelques instants, mais le fait est qu'une des singularités des régimes modernes est la controverse presque constante et sur les décisions prises par le souverain, et sur l'organisation et le fondement du Pouvoir. D'un côté, au fur et à mesure que l'administration s'étend, l'État se confond de plus en plus avec la société, les décisions de l'État influent sur l'existence de tous les citoyens. D'un autre côté, l'ordre politique s'organise en un secteur particulier, celui des partis, des élections, des parlements. La combinaison entre l'extension de l'administration et la spécialisation de la politique aboutit aux querelles qui ne concernent pas seulement les détenteurs

transitoires de l'autorité, mais aussi le mode d'organisation des pouvoirs et de la société.

En Occident, nous assistons simultanément à l'extension des fonctions administratives et à la spécialisation des procédures politiques ; peut-être est-ce là une combinaison paradoxale. Il existe au moins un autre type de régime, que nous connaissons en Europe, celui qui, en raison des responsabilités assumées par l'État, refuse de laisser mettre en question le Pouvoir, c'est-à-dire le régime et ceux qui l'incarnent. De l'autre côté du Rideau de fer, la confusion de la société et de l'État est presque totale, mais il n'est plus question de discuter ni les principes du régime, ni la légitimité des gouvernants, ni même la sagesse des décisions étatiques.

IV

PARTIS MULTIPLES ET PARTI MONOPOLISTIQUE

Nous sommes en quête d'une théorie des régimes politiques de notre époque. Par théorie, j'entends plus que la description des régimes tels qu'ils fonctionnent. La théorie implique la détermination des caractéristiques majeures à partir desquelles la logique interne de chaque régime peut être comprise.

Dans cette recherche, nous sommes partis des fonctions au sens le plus formalisé du terme.

L'administration garantit l'exécution des lois et, en ce sens, justice et police sont représentatives de l'administration dans sa fonction négative : empêcher les citoyens d'entrer en conflit ouvert les uns avec les autres, assurer le respect des lois relatives à la vie privée et publique.

Le pouvoir politique au sens étroit se définit par la capacité de prendre des décisions, les unes concernent les relations avec les collectivités étrangères, les autres portent sur les matières qui ne ressortissent pas à une législation (par exemple le choix des personnes qui occuperont des positions déterminées) et enfin la détermination ou la modification des lois elles-mêmes. La fonction exécutive ou politique, au sens large et formalisé, couvre à la fois ce que les juristes appellent l'exécutif et le législatif.

Ces deux sortes de fonctions sont exercées dans nos sociétés par deux types d'hommes, elles sont incarnées dans deux types d'organisations, d'une part les

fonctionnaires et la bureaucratie, de l'autre les hommes politiques et le système électoral, parlementaire ou partisan. Ce sont les hommes politiques qui remplissent, dans les sociétés modernes, la fonction essentielle : assurer l'obéissance des gouvernés aux décisions prises par les gouvernants, mettre en relations le sous-système politique avec les valeurs les plus hautes de la collectivité, valeurs que le régime prétend servir.

De ces deux fonctions, de ces deux types d'hommes, de ces deux sortes d'organismes, lequel nous aidera à découvrir la variable majeure, la caractéristique maîtresse des régimes ? La réponse n'est pas douteuse : ce n'est pas dans l'ordre administratif que nous trouverons ce qui constitue la spécificité de chaque régime. La fonction administrative présente nécessairement de grandes similitudes de régime à régime. Si la société appartient à un certain type, nombre de fonctions administratives seront les mêmes, quel que soit le régime. Le système politique, au sens étroit du terme, détermine les rapports entre gouvernés et gouvernants, fixe le mode de coopération des hommes dans la gestion des affaires publiques, oriente l'action étatique, organise la relève des gouvernants. C'est donc le système politique, au sens étroit, qui nous permettra de reconnaître les traits originaux, propres à chaque régime.

Quant au critère de discrimination, je choisirai, par une décision que justifiera la suite de l'analyse, la distinction entre partis multiples et parti unique.

Dès lors que plusieurs partis ont légalement le droit d'exister, ils sont inévitablement en compétition pour l'exercice du pouvoir. Un parti, en effet, a par définition pour objectif non pas nécessairement *d'exercer* le pouvoir mais de *participer à l'exercice* du pouvoir. Puisqu'il y a plusieurs partis en concurrence, il faut que soient édictées des règles selon lesquelles la concurrence se déroule. Donc un régime de partis multiples en concurrence est

constitutionnel ; les différents candidats à l'exercice légitime de l'autorité connaissent les moyens qu'ils ont le droit d'employer et ceux qui sont interdits.

On peut encore déduire de la pluralité des partis la légalité de l'opposition. Si plusieurs partis ont le droit d'exister et s'ils ne sont pas tous à la fois au gouvernement, inévitablement certains d'entre eux sont dans l'opposition. En posant au point de départ la pluralité légale des partis, nous avons implicitement posé la légalité de l'opposition. Que l'on puisse s'opposer légalement aux gouvernants est un phénomène relativement rare dans l'histoire, qui caractérise un certain type de régime, celui des pays occidentaux. Enfin, de la légalité de l'opposition on déduit un phénomène plus général encore, la forme légale ou modérée que prend l'exercice de l'autorité. Les deux adjectifs *légal* et *modéré* ne sont pas équivalents. On conçoit un exercice du pouvoir conforme aux lois qui ne soit pas modéré, si les lois posent, au point de départ, des discriminations telles entre les citoyens que la simple application des lois comporte un élément de violence (par exemple, en Afrique du Sud). D'autre part, des gouvernements non légaux peuvent être modérés ; on a connu des despotes, des hommes qui gouvernaient sans être soumis à une loi constitutionnelle et qui cependant n'abusaient pas de leur pouvoir pour condamner, exécuter leurs adversaires. Il n'en reste pas moins que dans la mesure où se déroule cette concurrence légale entre les partis pour l'exercice du pouvoir, cet exercice lui-même a toutes chances d'être limité par les lois existantes et, par conséquent, il tend à être modéré.

Ainsi nous arrivons à la définition suivante des régimes caractéristiques des pays occidentaux : ce sont les régimes dans lesquels *existe une organisation constitutionnelle de la concurrence pacifique pour l'exercice du pouvoir.* L'organisation est *constitutionnelle* ; de manière écrite ou non, des règles précisent les modalités de la concurrence entre les individus et les groupes pour l'exercice du pouvoir. En un régime monarchique, se déchaîne, autour du roi, une concurrence pour les faveurs, mais cette concurrence n'est pas organisée

selon une constitution. Dans la course aux places et aux honneurs, chacun a libre carrière. La concurrence entre les individus autour du roi n'est ni constitutionnelle ni organisée. On conçoit des formes de concurrence organisée et non proprement constitutionnelle. A l'intérieur des partis britanniques, la concurrence pour atteindre aux postes supérieurs est organisée, les nominations interviennent selon une constitution, bien que celle-ci ne soit pas légalisée par l'État. A l'intérieur du parti radical français, la concurrence n'est guère ordonnée par une constitution et à peine organisée ; chacun découvre ses propres moyens de parvenir.

La concurrence est *pacifique.* L'utilisation de la mitraillette ou du coup d'État, fréquente dans nombre de pays, est contraire à l'essence des régimes occidentaux. En démocratie, on se querelle, en vue d'obtenir certains biens qui ne peuvent pas être accordés à tous, mais on ne se querelle pas n'importe comment, et si l'on dépasse les limites fixées, si l'on viole les règles imposées, on sort du régime couramment appelé démocratie.

L'exercice *légal du pouvoir* diffère en nature de ce que l'on appelle la *prise du pouvoir.* L'exercice du pouvoir est, par essence, temporaire. Qui exerce le pouvoir ne se croit pas destiné à l'exercer indéfiniment. Il y a prise du pouvoir quand celui qui s'en est emparé n'entend pas le restituer à son concurrent malheureux. Selon l'essence de la concurrence démocratique, celui qui perd *une fois* n'est pas assuré de perdre à *tout jamais.* Lorsque celui qui gagne empêche les perdants de courir une autre chance, on sort de ce que l'Occident appelle démocratie, car on a mis hors la loi l'opposition.

L'organisation pacifique de la concurrence pour l'exercice du pouvoir a pour expression normale les *élections.* Je ne veux pas dire que l'élection permette seule de traduire en réalité l'idée de la concurrence pacifique pour l'exercice du pouvoir ; après tout, dans les cités grecques jouait un autre mode de désignation qui, d'après Aristote, était encore plus démocratique, le tirage au sort. On pourrait, en effet, concevoir comme une forme ultime de la

désignation des détenteurs du pouvoir, le tirage au sort, tous les citoyens étant supposés interchangeables, égaux. Mais le tirage au sort, sauf pour des fonctions particulières, celle de juré par exemple, est inconcevable dans les sociétés modernes. Il est, je crois, incompatible avec la nature des démocraties modernes, qui se définissent par la représentation. Théoriquement, les représentants pourraient être choisis au hasard, mais les citoyens de sociétés modernes sont trop différents les uns des autres pour accepter une autre méthode que celle de l'élection.

La référence à l'exercice *légal* du pouvoir met en valeur une idée essentielle : l'essence du régime ne se réduit pas à un *mode de désignation* des détenteurs de l'autorité légitime, un *mode d'exercice* n'est pas moins décisif.

Du régime ainsi défini, quelle est la difficulté majeure ? Des ordres sont donnés à *tous* au nom de *quelques-uns.* Les gouvernants ne représentent direc tement qu'une majorité dans les meilleurs cas, quelquefois même une minorité d'électeurs, et pourtant tous les citoyens doivent se plier aux volontés des représentants de quelques-uns. Logiquement, la conciliation est facile et Rousseau en avait donné la formule idéale. Rousseau a écrit : lorsque j'obéis aux ordres de la majorité, même si je ne suis pas d'accord avec elle, j'obéis à moi-même, car j'ai voulu un régime où la volonté de la majorité fasse loi. Sur le plan idéal, il n'y a aucune difficulté ; ce à quoi adhère le citoyen, c'est à ce système de désignation légale des gouvernants légitimes. Que ces gouvernants légitimes soient aujourd'hui les représentants d'adversaires politiques n'est qu'un épisode inévitable et secondaire qui ne change pas l'essentiel. Le citoyen respecte l'essence du régime qu'il a voulu lorsqu'il obéit aux ordres donnés par les représentants de ses adversaires. Mais il n'en reste pas moins, si nous revenons au plan de la réalité et de la psychologie, qu'un tel régime a pour devoir, pour nécessité, de maintenir un certain degré d'entente nationale au sujet du régime ou des intérêts collectifs, sans supprimer le dialogue des partis,

c'est-à-dire la contestation permanente entre les groupes rivaux sur ce qu'il convient de faire.

Comment arriver à la conciliation de l'entente nationale et de la contestation permanente ?

On aperçoit deux méthodes. La première, institutionnelle, consiste à soustraire nombre de fonctions, de personnes ou de décisions à la contestation des partis. Dans certains des régimes de type occidental[1], le président de la République ou le monarque passe pour étranger, supérieur à la lutte des partis. Autrement dit, on essaie d'incarner dans un homme l'adhésion unanime des gouvernés au régime et à la patrie. Le monarque ou le président de la République est l'expression de la collectivité tout entière.

La deuxième méthode, autrement difficile et efficace, consiste à fixer des bornes à l'action des gouvernants de manière telle qu'aucun groupe ne soit tenté de combattre plutôt que d'obéir. En termes abstraits, le régime que l'Occident appelle démocratique n'est guère concevable si l'on ne circonscrit pas le domaine à l'intérieur duquel les gouvernants sont habilités à prendre des décisions.

L'opposition accepte les décisions prises légalement par le gouvernement au pouvoir, c'est-à-dire par la majorité, mais le jour où les décisions mettent en péril ses intérêts les plus vitaux, ses conditions d'existence, comment ne tenterait-elle pas de résister ? Il est des circonstances où une minorité préfère se battre plutôt que de se soumettre.

A ce moment-là, on sort du régime démocratique occidental. Toutes les démocraties sont menacées de franchir ce que l'on pourrait appeler « le seuil de la violence ». Prenons le cas des États du Sud aux États-Unis ; les décisions du Congrès ou du gouvernement fédéral relatives à l'intégration raciale risquent, encore aujourd'hui, de provoquer le franchissement du seuil de la violence ; on peut craindre parfois que la minorité blanche du Sud essaie de défendre par

tous les moyens un style de vie, des intérêts, des privilèges si l'on veut, fût-ce aux dépens de la Constitution.

Le fonctionnement d'un régime occidental dépend donc essentiellement de ce que les partis aux prises se proposent de faire. Le problème fondamental de la démocratie occidentale, la combinaison de l'entente nationale et de la contestation, est plus ou moins facile à résoudre, selon la nature des partis, selon les objectifs qu'ils se proposent et les doctrines dont ils se réclament.

Passons maintenant à l'autre type de régime, le régime de parti unique.

Je me garderai de donner un nom à cet autre type de régime. Il n'est pas sûr que tous les régimes de parti unique appellent le même qualificatif, il existe entre eux d'immenses différences. En tout état de cause, je ne voudrais pas charger de résonance morale et politique une analyse que je souhaite objective d'intention.

Ce deuxième type de régime se caractérise par le monopole, accordé à *un* parti, de l'activité politique légitime.

Par activité politique légitime, j'entends la participation à la concurrence pour l'exercice du pouvoir, la participation aussi à la détermination du plan d'action, du plan d'organisation de la collectivité tout entière. Un parti qui se réserve le monopole de l'activité politique se trouve immédiatement en face d'un problème, évident et difficile : comment justifier ce monopole ? Pourquoi un groupe d'hommes, et un groupe d'hommes seulement, a-t-il le droit de participer à la vie politique ?

La justification du monopole varie selon les régimes de parti unique. Je prendrai l'exemple du régime soviétique, le plus pur, le plus achevé des régimes de parti unique.

Le parti communiste d'U.R.S.S. offre deux systèmes de justification, l'un par la notion de la représentation authentique, l'autre par le but historique.

On peut juger que le choix par l'élection des détenteurs légitimes de l'autorité est faussé, injuste parce qu'il est manipulé par des forces sociales. Pour assurer un choix authentique, une représentation véritable de la volonté populaire ou de la volonté prolétarienne, il faut, nous dit-on, un parti unique. Selon ce système de justification, la suppression des élections serait la condition d'authenticité de la représentation.

Le deuxième système de justification, toujours combiné avec le premier, se rattache au but historique. Selon les communistes, le monopole d'activité politique du parti est indispensable pour créer la société foncièrement nouvelle, seule conforme aux valeurs suprêmes. On ne peut pas forger une société homogène, supprimer les classes sociales si l'on s'impose à soi-même le respect des droits de l'opposition. Lorsque l'on veut accomplir des transformations fondamentales, il faut briser les résistances des groupes, atteints dans leurs conceptions, leurs intérêts ou leurs privilèges. Dès lors, si le but d'un parti est la création d'une société sans commune mesure avec les sociétés existantes, il est normal que ce parti réclame le monopole de l'activité politique, qu'il refuse de restreindre d'aucune manière sa capacité de décision et d'action, qu'il entende maintenir intact son pouvoir révolutionnaire.

Quand un parti, et un seul, a le monopole de l'activité politique, l'État est inséparablement lié à lui. Dans un régime de partis multiples, en Occident, l'État se fait gloire de n'être défini par les idées d'aucun des partis aux prises, l'État est neutre par le fait qu'il tolère une pluralité de partis. Peut-être l'État n'est-il pas neutre en ce sens qu'il exige de tous les partis le respect de lui-même, c'est-à-dire de sa propre Constitution, mais en fait, au moins en France, il ne le fait pas. L'État français reconnaît la légalité des partis qui ne font pas mystère de leur intention de violer la légalité républicaine, si l'occasion s'en présente. L'État de partis multiples, non lié à *un* parti quelconque, est idéologiquement laïc. Dans un régime de parti unique, l'État est *partisan,* inséparable du parti qui a le monopole de l'activité politique légitime. Si, au

lieu d'un *État de partis* existe un *État partisan,* l'État sera obligé de limiter la liberté de discussion politique. Puisque l'État pose comme valable absolument l'idéologie du parti monopolistique, il ne peut pas laisser officiellement mettre en question cette idéologie. En fait, la limitation de la liberté de discussion politique varie en degré selon les régimes de parti unique. Mais l'essence d'un régime de parti unique où l'État est défini par l'idéologie du parti monopolistique, c'est de ne *pas* accepter *toutes* les idées, de soustraire nombre d'idées partisanes à la discussion ouverte.

La logique d'un régime de cet ordre n'est pas que l'exercice du pouvoir soit légal et modéré. On peut concevoir un régime de parti unique où l'exercice du pouvoir est soumis à des règles ou à des lois. Au moins à l'égard de ceux qui n'appartiennent pas au parti monopolistique, l'État partisan se réserve des possibilités d'action presque illimitées. Au reste, dans la mesure où la justification du monopole, c'est l'ampleur des transformations révolutionnaires que l'on veut accomplir, comment demander que l'exercice du pouvoir soit modéré et légal ? On a réservé le monopole de l'activité politique à un parti, précisément parce que l'on n'était pas satisfait de la réalité. Le parti unique est, en son fond, un parti d'action ou mieux un parti révolutionnaire. Les régimes de parti unique sont tendus vers l'avenir et trouvent leur suprême raison d'être non pas dans ce qui a été ou dans ce qui est, mais dans ce qui sera. Régimes révolutionnaires, ils comportent un élément de violence. On ne saurait exiger d'eux ce qui constitue l'essence des régimes de partis multiples, le respect de la légalité et de la modération, le respect des intérêts et des croyances de tous les groupes.

Les détenteurs du pouvoir, dans un régime de parti unique, sont-ils choisis conformément à des règles ou arbitrairement ? Le parti unique s'est emparé de l'État, non pas conformément aux règles dans la plupart des cas, mais par la force ; même quand il s'est apparemment conformé aux règles constitutionnelles, ce qui est à peu près le cas du parti hitlérien en 1933, il en a

immédiatement violé l'esprit, par le fait qu'il a exclu le retour d'élections authentiques. Est-ce que, à l'intérieur du parti, ne pourrait pas se réintroduire l'équivalent de la concurrence pacifique que nous avons observée entre les partis dans un régime occidental ? Ne pourrait-il pas y avoir une concurrence organisée et pacifique des individus ou des factions pour l'exercice du pouvoir dans le parti unique, donc simultanément pour l'exercice du pouvoir dans l'État partisan ?

En théorie, cette hypothèse n'est ni absurde ni inconcevable. Il existe, toujours sur le papier et quelquefois en fait, une légalité interne au parti unique. Les chefs de parti sont élus ; dans le parti communiste polonais, l'actuel secrétaire général, M. Gomulka, a été nommé conformément aux lois constitutionnelles du parti par une décision du Bureau politique. On peut donc concevoir un régime politique qui met hors la loi tous les partis sauf un et qui ne met pas hors la loi les opposants à l'intérieur du parti monopolistique, un régime qui comporterait une légalité dans la concurrence pour l'exercice du pouvoir à l'intérieur du parti unique. En fait, cette combinaison est rare et difficile pour des raisons intrinsèques.

Considérons les partis communistes. Ceux-ci ont été et sont restés des partis d'action, des partis révolutionnaires, et leur structure est adaptée au besoin d'une autorité forte. Le parti russe s'est formé dans la clandestinité, conformément à la doctrine que Lénine a exposée en 1903, dans le fameux opuscule qui a pour titre : *Que faire ?,* doctrine dite du centralisme démocratique qui, dans la pratique, donne à l'état-major du Parti une autorité presque inconditionnelle sur la masse des militants.

Quels sont, dans le parti monopolistique, les électeurs des détenteurs du pouvoir ? Tous les militants ? Jusqu'à présent, aucun parti monopolistique ne s'est risqué à organiser des élections où tous les militants seraient électeurs à la manière des électeurs des démocraties occidentales. A l'intérieur de tous les partis, même quand il y a vote et vote régulier, par exemple à l'intérieur du

parti socialiste français, les secrétaires des fédérations et les fonctionnaires permanents exercent une influence dominante. Plus les secrétaires des organisations régionales commandent les votes, plus l'organisation de la concurrence pacifique à l'intérieur du parti monopolistique devient difficile parce que d'en haut sont nommés les dirigeants locaux ou régionaux ; c'est l'état-major, c'est le secrétariat général du parti qui choisit les dignitaires du parti. Pour que se déroule librement une concurrence organisée et légale, il faut que les électeurs aient quelque indépendance par rapport aux élus. Or, dans tous les régimes de parti unique, ceux qui devraient être les élus, c'est-à-dire les chefs, désignent les électeurs, c'est-à-dire les secrétaires de cellules, de sections ou de fédérations, finalement les dirigeants aux différents échelons de la hiérarchie. Cette sorte de cercle vicieux dans l'organisation des partis monopolistiques n'exclut pas une certaine légalisation de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du Parti, mais comporte le risque permanent de la substitution de la violence à la concurrence légale. Dans le parti communiste russe, un secrétaire général, à force de choisir les dirigeants régionaux ou locaux, a pu se rendre entièrement maître de l'appareil, bien qu'il y eût toujours, en théorie, des procédures électorales à l'intérieur du parti. Ces procédures avaient perdu toute substance, de la même façon que les élections aux Assemblées ne sont rien de plus, dans un régime de parti monopolistique, que des sortes d'acclamations rituelles, des manifestations collectives d'enthousiasme, et ne présentent aucune des caractéristiques d'une élection de type occidental.

Telles sont, ramenées, me semble-t-il, à l'essentiel, les caractéristiques majeures des deux types de régimes extrêmes que l'on peut observer à notre époque.

Je voudrais appliquer à ces deux types de régimes le concept de Montesquieu, celui de *principe.* Quel est le principe du régime pluraliste ? Quel

est le principe du régime du parti monopolistique ? Montesquieu appelle principe le sentiment adapté à une organisation institutionnelle, qui répond aux nécessités du pouvoir dans un régime donné.

Dans un régime pluraliste, le principe est une combinaison de deux sentiments que j'appellerai le *respect de la légalité ou des règles* et le *sens du compromis.* D'après Montesquieu, le principe de la démocratie est la vertu, définie d'abord par le respect des lois et par le souci de l'égalité. Je modifie la conception de Montesquieu en fonction des phénomènes nouveaux de la représentation et de la concurrence des partis. Effectivement, le principe premier de la démocratie, c'est bien le respect des règles ou des lois puisque, nous l'avons vu, l'essence de la démocratie occidentale, c'est la légalité dans la concurrence pour l'exercice du pouvoir, dans l'exercice du pouvoir. Une démocratie saine est celle où les citoyens ont le respect non pas seulement de la constitution qui fixe les modalités de la lutte politique, mais de toutes les lois qui marquent le cadre dans lequel l'activité des individus se déploie. Il ne suffit pas qu'existe ce respect des règles ou des lois, il faut quelque chose d'autre qui ne peut pas être écrit et qui n'est pas strictement lié à la légalité, *le sens du compromis.* La notion du compromis est difficile, équivoque ; selon les langues elle est considérée comme laudative ou péjorative. Pendant très longtemps, en Allemagne, on usait, pour désigner les compromis politiques, d'un mot déplaisant : *Kuhhandel,* dont la traduction approximative serait maquignonnage ; en revanche, le *compromise* anglais suscite plutôt l'approbation. Après tout, accepter le compromis, c'est reconnaître la légitimité partielle des arguments des autres, c'est trouver une solution qui soit acceptable à tous.

Il ne suffit pas de dire que le principe de la démocratie, c'est à la fois le respect des lois et le sens du compromis ; il y a un bon et un mauvais usage du compromis. La tragédie des régimes occidentaux, c'est que, dans certains domaines le compromis cause des catastrophes. Bien souvent, dans la conduite

de la politique étrangère, le compromis n'ouvre pas une issue ; il faut choisir entre deux politiques, chacune des deux comporte des avantages et des inconvénients, des risques et des chances. Quant à la politique intermédiaire, elle ne réduit pas les périls, elle les multiplie, parfois elle additionne les inconvénients des deux politiques possibles. Prenons un exemple suffisamment ancien pour qu'il ne soulève pas de passions : lorsque l'Italie de Mussolini a entrepris la conquête de l'Éthiopie, sur le papier deux politiques s'offraient à la France, l'une était de laisser faire Mussolini et l'autre de l'empêcher, fût-ce par l'usage des moyens militaires, avec la conviction que la disproportion des forces entre l'Italie seule d'un côté, la Grande-Bretagne, la France et ses alliés de l'autre, excluait un conflit militaire. La politique choisie fut d'imposer des sanctions, mais des sanctions assez inefficaces pour écarter tout risque de réplique militaire de l'Italie. La conséquence, prévisible, fut que l'Italie se trouva suffisamment irritée par les sanctions pour glisser du côté de l'Axe sans être gênée dans ses entreprises au point d'être contrainte de s'arrêter. Le bon compromis est souvent facile en matière économique ; on en fait un large usage. Même en matière économique il est des circonstances où le compromis n'est pas praticable ; 50 % de gestion administrative et 50 % de mécanisme du marché ne font pas une économie efficace. Tel est probablement le problème clé de nos régimes d'Occident ; quel est l'usage du compromis, indispensable pour n'aliéner aucune fraction de la collectivité sans manquer aux nécessités de l'action efficace ? Il va de soi qu'il n'y a pas de réponse, une fois pour toutes définie, à une question de cet ordre ; disons qu'un régime pluraliste fonctionne bien s'il parvient à « un bon usage du compromis ».

Quel est le principe du régime de parti monopolistique ?

Manifestement, le principe qui maintient en vie et en prospérité un tel régime ne peut pas être le respect de la légalité ou l'esprit de compromis. Probablement un régime de parti monopolistique serait menacé de mort s'il

était affecté, corrompu, par l'esprit démocratique du compromis. Le principe d'un régime de parti monopolistique se situe à l'extrême opposé.

Cherchant quelle aurait pu être la réponse d'un disciple de Montesquieu à la question du principe d'un régime de parti monopolistique, j'ai trouvé, sans en être tout à fait certain, deux sentiments. Le premier c'est la *foi* et le deuxième la *peur.*

Dire que l'un des principes d'un régime de parti unique est la foi, c'est, au fond, répéter, en d'autres termes, que le parti monopolistique est parti d'action, parti révolutionnaire. Or, de quoi peut vivre un parti révolutionnaire sinon de la foi des militants ? Nous l'avons vu, il justifie son monopole par la grandeur des ambitions qu'il nourrit, le caractère glorieux de la fin vers laquelle il tend. Pour que les militants et les simples citoyens acceptent de suivre un parti révolutionnaire, ils doivent croire à la doctrine, au message de ce parti. Mais, par définition, puisque le parti est monopolistique, tant que la société n'est pas homogène il existe des opposants actuels ou virtuels, des traîtres, des contre-révolutionnaires, des agents de l'étranger (peu importe leur nom), tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le message du parti. La stabilité d'un tel régime doit résister au scepticisme ou à l'hostilité de ceux qui n'adhèrent pas au parti monopolistique. Quel est l'état d'esprit de ces dissidents le plus favorable à la sécurité de l'État ? La peur. Ceux qui ne croient pas à la doctrine officielle de l'État doivent être convaincus de leur impuissance. Maurice Barrès, il y a un peu plus d'un demi-siècle, avait usé d'une formule, assez odieuse, qui était à peu près la suivante : l'ordre social est fondé sur la conscience que le peuple prend de son impuissance. Disons, en modifiant la formule de Barrès, que la solidité des régimes de parti monopolistique exige, en même temps que la foi et l'enthousiasme des croyants, la conscience que les non-croyants ont et doivent avoir de leur impuissance.

Le sentiment d'impuissance des non-croyants peut s'accompagner de résignation, d'indifférence, de peur, mais la peur est nécessaire, inévitable. Un

parti révolutionnaire, qu'il soit de 1789, de 1917 ou de 1933 (car tous les partis révolutionnaires présentent certains traits communs), ne peut pas ne pas susciter l'enthousiasme d'une minorité, sans faire peur à ceux qui ne participent pas à cet enthousiasme. Un parti révolutionnaire suscite des sentiments violents. Si vous ne partagez pas l'enthousiasme qui l'anime et qu'il répand, vous devrez être frappé de stupeur.

J'ai essayé, dans cette analyse, de faire ressortir quelques caractéristiques des régimes opposés, à partir d'une variable considérée comme décisive. Cette déduction à partir de la nature des régimes a été possible parce que les systèmes politiques ne sont pas une simple juxtaposition d'institutions, ils comportent une logique interne. Méthode légitime à condition qu'elle ne soit pas poussée trop loin. Quand je me livre à cette analyse, je ne décris pas les systèmes dans leur diversité, dans leurs traits concrets, je tente de saisir un type abstrait. Heureusement ou malheureusement, les sytèmes ne réalisent pas entièrement leur essence. De plus, à partir d'une variable majeure, on conçoit une grande diversité d'institutions. Tout, dans un régime de parti monopolistique, ne se déduit pas du monopole d'action politique accordé à un seul parti ; il existe des espèces de régimes de parti unique, comme des espèces de régimes de partis multiples. Ce qui justifie le choix de la variable majeure, c'est que celle-ci permet de retrouver nombre des caractères importants et surtout l'*essentiel.*

Partant de la notion d'unité ou de pluralité des partis nous avons trouvé la formule de légitimité propre à chaque régime, le style d'adhésion à l'État et au gouvernement, les libertés possibles à l'intérieur de chaque type, le *principe* enfin du régime, au sens où Montesquieu prenait le terme.

Les régimes politiques présentent une cohérence dont la compréhension découvre l'intelligibilité.

---

1 Mais non dans les systèmes présidentiels.

V

LA VARIABLE PRINCIPALE

J'ai, dans le chapitre précédent, élaboré deux types idéaux de régimes politiques à partir de la notion de parti monopolistique d'un côté, de concurrence pacifique et organisée de plusieurs partis, de l'autre côté. J'ai décrit un régime dans lequel des règles précises fixent les conditions du choix des gouvernants en même temps que de l'exercice du pouvoir. J'ai indiqué comment un parti qui prétend au monopole de l'activité politique peut avoir pour objectif une transformation révolutionnaire de la société, et, au nom de cette vocation, exercer légitimement, au moins selon sa doctrine, une autorité absolue. J'ai précisé également qu'il s'agissait de deux types idéaux et non pas d'une classification des régimes politiques. Je voudrais à partir de ces deux types idéaux esquisser une classification possible des différents régimes politiques dans les sociétés contemporaines et ensuite justifier le choix de la pluralité des partis ou de l'unité du parti comme critère.

Dans chacun de ces types idéaux, j'ai combiné plusieurs variables. Dans le type idéal du régime de partis multiples, j'ai fait intervenir simultanément la pluralité des partis, les règles constitutionnelles du choix des gouvernants, le caractère constitutionnel de l'exercice de l'autorité. Les caractéristiques ne sont pas nécessairement jointes. On peut distinguer des régimes en montrant la séparation possible de ces caractéristiques. On peut procéder de même à l'égard du type idéal du régime commandé par un parti monopolistique.

Enfin, on se demandera si, en dehors des régimes de partis multiples et des régimes de parti monopolistique, il n'existe pas un troisième type de régime sans parti. L'hypothèse, vraie ou fausse, n'est certainement pas absurde. J'ai posé, il y a quelques jours, à un sociologue soviétique la question : est-ce que, dans le régime communiste de l'avenir, il y aura un parti ou plusieurs ? Il m'a répondu : ni l'un ni l'autre, aucun parti. A titre de représentation idéale, à l'horizon de l'avenir, une troisième sorte de régime est possible.

Je procéderai aujourd'hui dans l'ordre inverse, je partirai des régimes de parti monopolistique.

Le type idéal comportait un parti, si je puis dire parfait, au sens de la volonté totalitaire, animé par une idéologie (j'appelle ici idéologie une représentation globale du monde historique, du passé, du présent et de l'avenir, de ce qui est et de ce qui doit être). Ce parti veut procéder à une transformation totale de la société pour rendre celle-ci conforme à ce qu'exige son idéologie. Le parti monopolistique nourrit des ambitions extrêmement vastes. Enfin, la représentation de la société future comporte confusion entre la société et l'État. La société idéale est une société sans classes, la non-différenciation des groupes sociaux implique que chaque individu soit, au moins dans son travail, partie intégrante de l'État. Il y a donc là une multiplicité de phénomènes qui, ensemble, définissent le type totalitaire ; le monopole de la politique réservé à un parti, la volonté d'imprimer la marque de l'idéologie officielle sur l'ensemble de la collectivité et enfin l'effort pour renouveler radicalement la société, vers un aboutissement défini par l'unité de la société et de l'État.

J'ai choisi le parti « parfait » : effectivement, il y a eu, il y a encore, des partis qui prétendent au monopole de l'activité politique et qui ne prennent pas l'idéologie à ce point au sérieux ou bien ont une idéologie dont les ambitions sont plus limitées. Ainsi apparaît une deuxième catégorie de régimes de parti monopolitisque. Prenons le cas, par exemple, du parti fasciste qui se réservait le monopole de l'activité politique mais dont l'idéologie n'était pas totale. Un

grand nombre d'activités étaient considérées comme extérieures au domaine de l'idéologie. Le parti fasciste ne souhaitait pas, au point de départ, bouleverser l'ordre social ; l'essentiel de l'idéologie fasciste était l'affirmation de l'autorité de l'État, de la nécessité d'un État fort. Durant une phase, la conception de l'État fort se combinait avec la préférence pour une économie libérale. Un parti monopolistique, dont l'idéologie accepte la différenciation entre activités profanes et activités sacrées, entre activités personnelles ou collectives et l'État ne va pas aussi loin dans l'action ou dans la violence des moyens, il ne soulève pas au même degré l'enthousiasme et la peur.

Dans une troisième espèce de régimes, le parti monopolistique se donne lui-même pour provisoire, chargé d'accomplir une transformation révolutionnaire, mais il accepte que le point d'arrivée soit la reconstitution de partis multiples, au moins d'un régime de légalité électorale. Nous connaissons un exemple de ce régime de parti unique à vocation pluraliste, la Turquie. Sous la direction de Kemal Ataturk, un parti y a mené à bien une révolution, il a, des ruines de l'Empire ottoman, fait surgir un État national, avec séparation de l'Église et de l'État. Pendant une période prolongée, le parti révolutionnaire s'est réservé le monopole de l'activité politique ; puis, après la guerre, il a organisé des élections, et proclamé que celles-ci seraient libres, au milieu du scepticisme général. Scepticisme injustifié puisque ce parti a donné la démonstration de sa sincérité en perdant les élections. A la suite des premières élections libres, le parti d'opposition, le parti démocrate, est arrivé au pouvoir et il s'y est maintenu ensuite par des élections dont l'authenticité n'est pas démontrée avec la même certitude puisqu'elles ont été gagnées par le parti au pouvoir. Le parti démocrate a été ensuite chassé par un coup d'État militaire, mais la pluralité des partis subsiste.

On pourrait se demander si, par définition, les régimes de parti monopolistique ne sont pas tous, d'après leur propre doctrine, provisoires ? Dans la mesure où les partis sont révolutionnaires, ils proclament que la tâche

à accomplir ne se prolongera pas indéfiniment. Révolutionnaires, ils doivent transformer la société, mais, une fois la transformation accomplie, une phase nouvelle s'ouvrira. Je ne pousserai pas ce raisonnement jusqu'au bout : il serait trop facile d'évoquer la formule : « Il n'y a que le provisoire qui dure. » Les communistes orthodoxes ne diraient pas que le régime de parti unique est définitif, mais le régime définitif peut être situé très loin à l'horizon. De plus, national-socialisme ou fascisme étaient des régimes autoritaires *au nom d'un principe d'autorité* ; quand ils se réservaient le monopole de l'activité politique, ils invoquaient la légitimité de ce monopole. En revanche, le monopole de l'activité politique dans les régimes communistes est tenu pour légitime, en fonction d'une tâche à accomplir.

Je ne tranche pas la question de savoir dans quelle mesure tous les régimes de parti monopolistique sont par essence transitoires. Disons pour l'instant que l'on peut distinguer diverses sortes de régimes de parti monopolitique, selon la nature de leur doctrine, l'ambition de leurs projets, la violence de leurs moyens et la représentation idéale de la société qu'ils veulent créer. On classerait les régimes de parti unique selon le degré de totalitarisme, celui-ci étant mesuré par le caractère plus ou moins englobant de l'idéologie et le caractère plus ou moins parfait de la confusion entre l'État et la société.

Considérons maintenant les espèces, possibles et réelles, des régimes de partis multiples. Dans le type idéal que j'avais construit, les partis étaient plusieurs, l'autorité était exercée selon des règles constitutionnelles, tous les citoyens participaient à la concurrence électorale, et celle-ci se déroulait équitablement. Il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagination, il suffit d'un peu d'observation pour savoir que ces différentes caractéristiques ne sont pas toujours réunies. Il existe des régimes de partis multiples avec intermèdes autoritaires, par exemple en Amérique du Sud ; des régimes de partis multiples où la concurrence électorale est faussée par diverses sortes de pression

gouvernementale ; des régimes de partis multiples où une fraction de la population est mise hors la loi et ne participe pas, réellement, à la compétition électorale. La compétition électorale est authenthique entre les Blancs en Afrique du Sud, mais les Noirs n'y participent pas ; la compétition électorale est authentique dans les États du Sud, aux États-Unis, mais, par de multiples procédés, nombre d'électeurs noirs sont exclus en fait de la compétition. Lors même qu'ils ne sont pas exclus légalement, ils ont souvent peine à exercer leurs droits. Dans certains régimes, apparemment de partis multiples, la pluralité est une fiction. Les partis multiples comportent en réalité une direction unique ; c'est le cas des régimes de démocratie populaire, dans l'Europe de l'Est, mais aussi de certains pays dits sous-développés où les partis représentent des groupes peu distincts les uns des autres et sont finalement manipulés par quelques hommes, chefs de tribus, grands propriétaires, gouvernants.

En termes abstraits, on pourrait distinguer trois espèces d'imperfections par rapport au type idéal du régime de partis multiples. D'abord, la non-application régulière de la légitimité électorale, soit par exclusion d'une fraction des citoyens, soit par manipulation des élections. Ensuite, la non-application régulière des règles de la concurrence pacifique, soit entre les partis, soit au Parlement. Enfin, le caractère non représentatif des partis ; ceux-ci ne représentant qu'une faible minorité du pays, la communication est rompue entre les groupes sociaux et les partis qui prétendent les représenter.

Disons maintenant quelques mots du troisième genre de régimes, ceux où n'existeraient ni parti unique ni partis multiples, qui ne comporteraient ni légitimité électorale, ni légitimité révolutionnaire. Ces régimes sans partis exigent une sorte de « dépolitisation » des gouvernés. Nous avons connu, en France, une tentative de cet ordre, le régime de Vichy dans sa première phase, qui ne pouvait être défini ni par un parti unique (il n'y en avait pas), ni par des partis multiples, pratiquement disparus. Les gouvernants répétaient volontiers,

avec Charles Maurras, qu'il fallait enlever aux Français l'habitude d'exprimer des opinions sur tous les sujets. La légitimité ressemblait à celle du bon père de famille, du despote éclairé, entouré de conseils mais non subordonné aux préférences et aux humeurs des gouvernés. Ce gouvernement autoritaire non politisé n'a pu exister en France que dans les circonstances exceptionnelles de l'occupation.

Il n'est pas exclu que de tels régimes existent à notre époque, mais jusqu'à présent on n'en observe guère dans les pays engagés à plein dans la civilisation industrielle. Le régime portugais appartient à ce genre, il organise de temps en temps des élections, avec une liste patronnée par le gouvernement et une liste d'opposition timide, mais il ne s'appuie pas sur un parti d'activité continue et intense. Le gouvernement crée une représentation du pays, dans une Assemblée ou un parti, mais ce que l'on peut appeler parti au Portugal n'a pas grand-chose de commun avec les partis des pays démocratiques, même les partis modérés. L'idée maîtresse est de réserver aux gouvernants, jugés compétents, le monopole des décisions et de la pensée politique. Le régime du général Franco, en Espagne, n'est pas non plus un régime de parti unique, comparable au modèle national-socialiste ou communiste. Il n'est pas non plus un régime de partis multiples, il est autoritaire au nom de l'idée qu'il se fait de l'Espagne et de la doctrine de légitimité qu'il proclame. Il accepte des groupes organisés dont aucun, Phalange, Église, armée ou syndicats, n'est considéré comme le support exclusif de l'État.

Si cette analyse, aussi sommaire soit-elle, est exacte, une objection pourrait être élevée, qui porterait sur la méthode que j'ai suivie ; partir de deux types idéaux, puis établir une différenciation entre les espèces à l'intérieur des types. Étions-nous en droit de prendre pour point de départ la notion de parti unique ou de partis multiples ? Après tout, les partis ne sont qu'une institution entre d'autres, ils ne sont même pas une institution officielle dans les constitutions

rédigées, française et anglaise, qui ne les connaissent pas explicitement. Les partis sont une réalité sociale, dans la sphère limitée de la compétition politique qui a pour enjeu et pour résultat la désignation des gouvernants. Convenait-il de reconstruire les types idéaux de régimes politiques de notre époque à partir d'une réalité qui n'est même pas inscrite dans les constitutions ? Je voudrais justifier le choix que j'ai fait et aussi limiter la portée de la classification que j'ai établie.

J'ai choisi ce critère et dressé l'opposition entre régimes de parti monopolistique et régimes de partis multiples parce que cette opposition m'est offerte par l'histoire que nous vivons. Le fait est que l'opposition qui semble dominer l'Europe actuelle est celle des régimes où un parti unique révolutionnaire se réserve le monopole de l'activité politique, et des régimes où des partis multiples acceptent des règles pacifiques de concurrence. De plus, nous avons pu constater, en Hongrie, à la fin de 1956, que l'effondrement d'un régime de parti monopolistique fait immédiatement surgir, comme autre terme d'une alternative, la multiplicité des partis. Il s'agit donc bien d'une alternative vécue.

Les partis sont essentiels pour l'accomplissement d'une fonction de tous les régimes politiques, le choix des gouvernants. La légitimité traditionnelle, celle qui est fondée sur la naissance ou le passé, disparaît ; le principe de légitimité dont se réclament presque tous les régimes aujourd'hui est démocratique. On répète : c'est du peuple que vient le pouvoir, c'est dans le peuple que réside la souveraineté. Dès lors, ce qui importe avant tout, à l'époque où la souveraineté démocratique est acceptée comme évidente, *c'est la modalité institutionnelle de la traduction du principe démocratique*. Parti unique et partis multiples symbolisent deux modalités caractéristiques de la traduction institutionnelle de l'idée de la souveraineté populaire.

Il y avait une deuxième raison à mon choix, tirée de l'histoire des idées politiques. La philosophie classique avait toujours établi une classification des

régimes d'après le nombre des détenteurs de la souveraineté ; monarchie – un seul détient la souveraineté –, oligarchie – plusieurs –, démocratie – tous ou le peuple. Au bout du compte, je me suis plu intentionnellement à transposer la fiction arithmétique. On ne peut pas définir les régimes politiques de notre époque par le fait qu'ils sont monarchiques, aristocratiques ou démocratiques (le régime anglais est à la fois monarchique puisqu'il y a une reine, aristocratique puisqu'un grand nombre des gouvernants se recrutent dans une classe limitée, et démocratique puisque tout le monde vote). Il m'a donc paru convenable de reprendre l'antithèse un-plusieurs, et au lieu de l'appliquer aux détenteurs de la souveraineté, de l'appliquer aux partis.

En un sens, cette transposition a quelque chose de surprenant puisque le parti n'a pas d'existence officielle dans les constitutions, mais elle n'en a pas moins une raison d'être. Les partis sont, d'une certaine façon, les agents de la vie politique ; c'est dans les partis que l'on lutte pour arriver au premier rang, c'est par l'intermédiaire des partis que l'on accède à l'exercice du pouvoir. Donc en posant la question : y a-t-il un ou plusieurs partis ? j'applique à la vie politique moderne une opposition classique dans la philosophie du passé.

Montesquieu avait reconnu, à son époque, l'apparition d'un phénomène nouveau, fondamental par rapport à la philosophie traditionnelle, le phénomène de la *représentation.* Il avait compris la portée de la représentation ; le détenteur formel et théorique, de la souveraineté ne se confondrait plus avec le détenteur réel. Lorsque les Grecs parlaient de démocratie, le peuple exerçait effectivement la souveraineté. L'assemblée du peuple prenait nombre de décisions. Certes, des agents d'exécution, des fonctionnaires, commandaient en certaines circonstances politiques ou militaires, mais le détenteur de la souveraineté n'en était pas moins capable d'exercer celle-ci effectivement. A partir du moment où le phénomène de la représentation intervient, le détenteur théorique de la souveraineté ne gouverne pas effectivement. Du

même coup, le phénomène des partis devient essentiel puisque l'unité ou la pluralité des partis détermine la modalité de la représentation.

Une autre raison encore justifie la méthode. En Union soviétique, on passe du numéro 1 à la direction collégiale et l'on revient de la direction collégiale au numéro 1 sans observer de changement essentiel dans le régime. En revanche, le passage du parti unique aux partis multiples entraînerait une transformation fondamentale. Il me paraît donc que le phénomène de l'unité ou de la pluralité des partis, traduction institutionnelle du principe représentatif, est au moins *un* des aspects essentiels de tous les régimes des sociétés modernes.

Je voudrais invoquer une dernière raison : les partis sont l'élément actif de la politique, c'est entre les partis ou à l'intérieur des partis que se joue le jeu politique, que se livrent les conflits. Une des caractéristiques majeures des systèmes modernes, c'est que le conflit y est considéré comme normal. Les régimes constitutionnels acceptent la concurrence entre les individus et les groupes, pour le choix des gouvernants et même pour l'organisation de la collectivité. Adopter comme critère l'unité ou la pluralité des partis revient à tenir *la modalité d'organisation de la lutte partisane pour caractéristique des régimes politiques de notre temps.*

Cela dit, je voudrais m'arrêter un instant sur l'objection, que l'on pourrait tirer de la classification des régimes politiques des sociétés modernes, proposée par M. Éric Weil dans sa *Philosophie politique.*

D'après M. Éric Weil, il n'y aurait en réalité que deux sortes de gouvernements des États modernes, qu'il appelle *autocratiques* et *constitutionnels.*

> « *On parle, écrit-il, de gouvernement autocratique là où le gouvernement est seul à délibérer, à décider et à agir, sans aucune intervention obligatoire d'autres instances. Nous parlerons, à défaut d'un autre terme, de gouvernement constitutionnel là où le gouvernement se considère et est considéré par les citoyens comme tenu à l'obervation de certaines règles légales qui limitent sa liberté d'action par l'intervention obligatoire d'autres institutions et définissent ainsi les conditions de la validité des actes gouvernementaux.* »

Autrement dit, le critère décisif serait celui de l'exercice constitutionnel de l'autorité : d'un côté les régimes où les décisions prises par les gouvernements sont immédiatement valables, de l'autre côté, les régimes où des règles précises se sont fixées pour qu'une décision gouvernementale soit valable.

Pour discuter cette opposition que je n'ai nullement l'intention de réfuter (elle me paraît acceptable sur le plan philosophique où se situe Éric Weil), il nous faut étudier rapidement les rapports entre *pluralité des partis, légitimité électorale et constitutionnalité de l'exercice du pouvoir.*

Historiquement, le phénomène essentiel a été l'évolution progressive, vers la forme constitutionnelle, de pouvoirs à l'origine autoritaires. La lutte politique, pendant plusieurs siècles, a eu pour enjeu l'établissement de règles constitutionnelles destinées à limiter l'arbitraire des gouvernements monarchiques. Cette lutte à été livrée en Angleterre, elle a provoqué des révolutions et suscité aussi des controverses philosophiques, centrées sur le concept de souveraineté ; quels sont les droits respectifs du monarque et de l'assemblée ? Le monarque a-t-il le droit de prendre seul certaines décisions ? L'aboutissement a été l'établissement de règles selon lesquelles les décisions doivent être prises, l'intervention nécessaire d'autres instances, par exemple le Parlement, pour que le prélèvement fiscal soit légal.

J'ajoute que le pouvoir peut être ou a pu être exercé de manière constitutionnelle, sans partis multiples ni démocratisation. Dans le passé de l'Angleterre, le gouvernement a été constitutionnel alors que le droit de suffrage était réservé à une faible minorité et qu'il n'existait pas de partis se livrant à une concurrence électorale auprès des masses populaires. Forme légale de l'action administrative et forme constitutionnelle des décisions du pouvoir exécutif n'exigent pas le suffrage universel ou l'organisation de partis multiples.

La démocratisation, sous forme de l'extension du droit de suffrage et de la création de partis, a succédé en Angleterre à l'évolution constitutionnelle de l'exercice du pouvoir. La différence fondamentale entre l'évolution politique en

Grande-Bretagne et en France tient aux relations autres entre ces deux phénomènes. L'exercice constitutionnel du pouvoir a été, en Grande-Bretagne, antérieur à la démocratisation, en France il a été retardé par les tentatives révolutionnaires de démocratisation.

La Révolution française a voulu d'abord introduire l'équivalent d'une constitution dont on observait la pratique en Grande-Bretagne, des élections, une assemblée représentative, fixer des règles précises selon lesquelles le roi serait tenu de collaborer avec les représentants du peuple. Bientôt les constitutions ont été emportées par la tourmente, et nous avons connu une série de gouvernements, républicains, révolutionnaires, impériaux, dans lesquels l'exercice du pouvoir était arbitraire ou despotique mais qui se réclamaient de la légitimité démocratique. Les libéraux français du XIX^e^ siècle n'ont cessé de méditer sur l'opposition entre l'évolution politique de la Grande-Bretagne et celle de la France. A leurs yeux, le malheur de la France était d'avoir tenté d'abord de créer une république ou une démocratie au lieu d'imposer les procédures constitutionnelles, nécessaires au respect des libertés. Confrontant le destin des deux pays, ils pensaient que les Britanniques avaient atteint leur but, régime constitutionnel et libertés personnelles, sans révolution (la révolution avait eu lieu au XVII^e^ siècle), alors que la France, invoquant démocratie et république, avait été de crise en crise sans atteindre le même objectif.

En ce qui concerne le passé, il n'est pas douteux que les régimes monarchiques ont pu accéder à la pratique constitutionnelle sans partis politiques de masse, tels que nous les connaissons aujourd'hui, sans suffrage universel.

Si l'on se réfère à l'histoire, l'opposition fondamentale est peut-être entre les régimes constitutionnels et les régimes autocratiques. Sur le plan philosophique aussi, M. Éric Weil a peut-être raison. Mais si nous essayons de faire une

analyse sociologique des types de régimes politiques, l'emploi du critère de la constitution présente des difficultés.

La régularité constitutionnelle de l'exercice du pouvoir est affaire de degré. Tous les régimes comportent des règles légales selon lesquelles doivent être prises les décisions du gouvernement. L'Union soviétique a une Constitution, dont les gouvernants tiennent peu compte, mais, en Occident aussi, les constitutions sont parfois tournées ou manipulées.

Les régimes autocratiques, tels qu'ils sont définis par M. Éric Weil, embrassent simultanément les régimes traditionnels pré-démocratiques et les régimes autoritaires ou totalitaires post-démocratiques, contemporains des régimes de partis multiples. Faut-il classer dans le même genre un régime de style traditionnel comme celui du Portugal ou de l'Espagne, et un régime foncièrement révolutionnaire et moderne comme le régime national-socialiste ou le régime communiste ? Ces régimes ont des traits communs, entre autres le refus des règles constitutionnelles[1] de l'exercice du pouvoir, mais historiquement, sociologiquement, ce sont des régimes qui n'appartiennent pas au même type.

En opposant les régimes constitutionnels aux régimes non constitutionnels, on fait immédiatement un choix philosophique entre ces deux sortes de régimes. Si les régimes de parti unique sont par nature non constitutionnels, l'essence du régime moderne étant la constitutionnalité, alors les régimes constitutionnels sont, ou bien survivance du passé, ou bien expédient temporaire. Une telle interprétation rejette, dès le point de départ, le système idéologique sur lequel est fondé le régime de parti monopolistique. Sur le plan sociologique, nous ne devons pas choisir un critère de classification qui élimine à l'avance la justification qu'un certain régime donne de lui-même. Une classification de cet ordre aboutit, selon les intentions d'ailleurs de M. Éric Weil, à donner une définition univoque des caractères spécifiques de l'État moderne.

Enfin, la classification des régimes en autocratiques et constitutionnels écarte un problème qui se pose à notre époque, celui de l'opposition entre l'État total et l'État limité, de la confusion ou de la non-confusion entre la société et l'État. Dans la philosophie politique de M. Weil, l'opposition entre économie de plan et économie de marché ne joue aucun rôle. Il n'attache pas d'importance décisive à l'alternative d'une société abandonnée à elle-même et distincte de l'État, et d'un État qui veut englober l'ensemble de la société. Je n'affirme pas qu'il ait tort sur aucun de ces points. Ces explications tendent à suggérer que la distinction de deux types de régimes politiques à partir du système de partis était justifiée au moins comme une méthode entre d'autres. Ce choix réserve les questions que résout à l'avance la classification par l'antithèse du régime constitutionnel et du régime non constitutionnel.

Pour terminer, réfléchissons un instant sur la signification ultime de l'opposition entre les régimes de partis multiples et les régimes de parti unique.

Choisir ce critère, c'est considérer que les régimes politiques modernes sont caractérisés par la *modalité de la lutte partisane.* Les sociétés modernes, nous l'avons vu en étudiant les groupes sociaux[2], sont nécessairement divisées en classes ou en couches. Elles ne sont pas homogènes, les individus s'organisent en sous-groupes à l'intérieur de la collectivité et ces sous-groupes sont en rivalité pour la répartition du revenu national, pour la hiérarchie des revenus, à cause de l'idée qu'ils se font de la collectivité elle-même, en vue de l'établissement d'un régime politique entre d'autres.

La société industrielle hétérogène étant donnée avec des groupes multiples, le sens de l'opposition partis multiples – partis uniques devient claire. Il y a deux formes extrêmes de l'organisation de cette lutte inévitable.

La première est l'organisation ouverte de la concurrence par la liberté laissée aux groupes d'intérêts de se manifester, aux groupes politiques de s'organiser en vue d'obtenir des suffrages et d'arriver au pouvoir. Dans des régimes de partis

multiples, le pouvoir est en général exercé de manière constitutionnelle. La combinaison de la pluralité des partis et des procédures constitutionnelles révèle les problèmes fondamentaux que ces régimes ont à résoudre. Les régimes de partis multiples dérivent des régimes constitutionnels ou libéraux, ils veulent maintenir les valeurs du libéralisme dans une politique démocratisée. Le pouvoir doit être exercé conformément à des règles, les droits des individus doivent être respectés, et il faut que les gouvernements aient assez d'autorité pour agir efficacement.

La dialectique fondamentale des régimes de partis multiples est celle du libéralisme et de la démocratie, de la démocratie et de l'efficacité. Nous tenterons de comprendre les problèmes fondamentaux des régimes de partis multiples en fonction de cette double tension entre constitution et démocratie, démocratie et efficacité.

En ce qui concerne les régimes de parti unique, c'est aussi à partir du monopole du parti que l'on peut comprendre les problèmes qui se posent à eux. Ou bien ce parti n'a pas d'idéologie, et alors il s'agit d'une minorité qui occupe le pouvoir, en interdisant aux gouvernés de discuter des problèmes de gouvernement ; ou bien il s'agit d'un parti unique armé d'une idéologie, avec la volonté de transformer fondamentalement la société. Mais un parti qui justifie l'exclusion des autres par sa volonté révolutionnaire est confronté par une alternative ; ou la révolution permanente, ou, s'il renonce à la révolution permanente, la stabilisation, traditionnelle ou technocratique. Le régime hitlérien n'a pas duré assez longtemps pour être confronté par cette alternative ; le régime communiste a duré assez longtemps pour la connaître. Dans la phase actuelle, sans que je sache la réponse qui lui sera donnée, la question se pose : le parti se justifie-t-il par une révolution permanente ou bien, son œuvre étant assez avancée, consent-il à la détente et, au-delà, au rétablissement progressif de la constitutionnalité du pouvoir ? L'introduction progressive de la constitutionnalité est-elle compatible avec le monopole du parti ?

En Pologne, nous avons assisté au début de cette évolution. On s'est efforcé de soumettre à des règles l'exercice du pouvoir dans le cadre du parti unique. C'est une modalité concevable. Il suffirait que les règles électorales fussent respectées à l'intérieur du parti, que des règles d'exercice du pouvoir fussent imposées aux dirigeants du parti pour que l'on eût simultanément le parti unique et la constitutionnalité du pouvoir. Mais le jour où l'on en arriverait là, par quoi serait justifié le monopole du parti ? Et s'il y avait plusieurs groupes engagés en libre compétition à l'intérieur du parti, pourquoi ne les appellerait-on pas des partis ?

Dans les systèmes de partis multiples, il faut sauvegarder l'efficacité de l'État et le respect des règles dans le tumulte des passions et des intérêts concurrents. Dans un régime de parti unique, il faut justifier de manière permanente le monopole d'une minorité. A partir de là, je ne prétends pas que l'on aperçoive l'essence *sub specie æternitatis* des régimes politiques de notre époque. Peut-être saisit-on la dialectique propre à chaque type de régime, peut-être aussi le dialogue intelligible entre les régimes dont la rivalité caractérise une époque.

---

1 Encore cette proposition est-elle douteuse pour l'Espagne et le Portugal.

2 *Cf. La lutte de classes.*

DEUXIÈME PARTIE

Les régimes constitutionnels-pluralistes

VI

ANALYSE
DES PRINCIPALES VARIABLES

J'étudierai, dans cette deuxième partie, les régimes de démocratie occidentale ou, comme je préfère dire, les régimes pluralistes-constitutionnels.

L'étude se heurte immédiatement à une difficulté ! Ces régimes comportent des modalités multiples d'institutions, de pratiques et de mœurs ; or il paraît à peu près impossible d'établir une classification des principales espèces. Dans le cas des régimes de parti monopolistique, on peut distinguer les régimes selon l'idéologie et les objectifs de ce parti unique, selon les moyens qu'il emploie et le type de société qu'il veut créer. En revanche, quand on observe les régimes constitutionnels-pluralistes, la diversité est évidente, éclatante, et l'on se demande quelles modalités institutionnelles permettraient de déterminer les espèces.

Certes, tous les régimes constitutionnels-pluralistes précisent des règles selon lesquelles les gouvernants doivent collaborer avec d'autres instances, les conditions dans lesquelles les citoyens ont le droit de protester contre les décisions de l'administration ou des gouvernants, mais la combinaison de cette identité foncière et de cette diversité d'institutions se prête mal à la discrimination d'espèces. Je voudrais, dans la leçon d'aujourd'hui, vous expliquer pourquoi.

Simultanément, j'indiquerai les comparaisons possibles entre divers exemples de régimes pluralistes. J'en profiterai pour passer en revue les

principales variables que nous aurons à utiliser pour comprendre à la fois les problèmes fondamentaux de ces régimes et tels régimes concrets que nous analyserons plus en détail.

De manière générale, la description des régimes pluralistes-constitutionnels comporte quatre aspects principaux :

1. On doit considérer le système politique en tant que système social particulier, depuis l'élection jusqu'aux décisions prises par le gouvernement, en passant par la structure des partis, le fonctionnement des assemblées et le choix des ministres.

2. On met en relation le système politique avec ce que l'on pourrait appeler *l'infrastructure sociale.* L'exercice du pouvoir ou la prise des décisions dépendent des groupes sociaux, de leurs intérêts, de leurs rivalités, de leurs ambitions, de leur accord possible et de leur compétition permanente.

3. Il convient d'analyser l'administration ou la bureaucratie, celle-ci étant à la fois l'agent d'exécution des décisions prises par les gouvernants, le conseiller technique des gouvernants et une instance indispensable au fonctionnement des activités privées.

4. Il faut enfin étudier ce que j'appellerai, faute d'un meilleur terme, l'environnement historique du système politique. En effet, chaque système politique est influencé, sinon déterminé, par un conglomérat de traditions, de valeurs, de manières de penser et d'agir, caractéristiques de chaque pays.

Il va de soi que ces quatre aspects ne sont séparables qu'en idée et non en fait. Le fonctionnement d'un parlement quelconque dépend de la loi électorale et de la loi constitutionnelle (qui appartiennent à la première rubrique de la description du régime politique), mais les luttes politiques au Parlement ne s'expliquent que par référence à la rivalité des groupes sociaux, extérieurs au système politique au sens étroit du terme. De plus, les ministres reçoivent des conseils du corps administratif permanent. Enfin, les modalités de la vie

parlementaire ne sont pas déterminées exclusivement par ce qui est inscrit dans la loi constitutionnelle, elles sont influencées par la conception que se font les hommes politiques de ce que l'on a le droit de faire ou de ne pas faire, par leur conception des moyens légitimes. Tel sociologue américain a mis en relation les modalités de la compétition parlementaire en France avec les modalités de la compétition dans l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur. Il y a un style français de batailles parlementaires qui se retrouve d'une certaine façon dans les joutes scolaires, universitaires, journalistiques et autres. Chaque pays a son style : celui des États-Unis est violent et cordial ; celui des Britanniques, sage, aristocratique et redoutable.

La science politique a surtout étudié le système politique en tant que tel, elle a cherché à isoler les organes et les fonctions du système politique. Je vais passer en revue les principales variables.

La première, celle dont s'occupent le plus couramment les juristes, est la *constitution* elle-même, telle qu'elle est inscrite dans une loi fondamentale, telle qu'elle est pratiquée par les hommes politiques.

On fait couramment la distinction entre constitutions de type présidentiel et constitutions de type parlementaire. On trouve ces deux types, presque à l'état pur, d'une part aux États-Unis, d'autre part en Grande-Bretagne.

Le système américain se définit par l'élection séparée du pouvoir exécutif, incarné dans le président des États-Unis, et du pouvoir législatif, représenté par deux assemblées, la Chambre des représentants et le Sénat.

Le président de la République est élu au suffrage universel à deux degrés puisque, selon la Constitution, les électeurs n'élisent que les électeurs présidentiels. Bien que nous ayons pris l'habitude de considérer que le suffrage universel détermine immédiatement le choix du président, selon la constitution ce sont les électeurs présidentiels qui sont élus le jour de l'élection. En pratique, le mandat que reçoivent l'immense majorité des électeurs présidentiels est impératif, on sait pour quel candidat chacun d'eux vote. Par

conséquent, pourvu qu'il y ait une majorité absolue pour l'un des deux candidats, l'élection du président est acquise dès le moment où les simples citoyens ont voté. Au cas où aucun des deux candidats n'obtiendrait la majorité absolue parmi les électeurs présidentiels, la Chambre des représentants élirait le président (selon toute probabilité le candidat qui aurait réuni le plus de suffrages des électeurs présidentiels). En pratique, à l'heure présente, l'élection équivaut à peu près à un suffrage universel direct, en dépit des deux degrés prévus par la Constitution, mais deux degrés antérieurs à ceux que connaît la constitution se sont introduits, qui, eux, sont réels. En effet, les candidats à la présidence des États-Unis sont élus par les *conventions* des partis, les membres des conventions des partis sont désignés ou élus selon des modalités variables d'État à État. Quelle que soit la complication de ces pratiques, le système aboutit à faire choisir le détenteur du pouvoir exécutif par l'ensemble des citoyens.

Le président des États-Unis ne peut exercer son autorité qu'en accord avec les assemblées, Chambre des représentants ou Sénat. Or, le parti du président des États-Unis ne détient pas nécessairement la majorité dans les Assemblées. Pour que le système fonctionne, il faut qu'un président républicain puisse coopérer avec un Sénat à majorité démocrate.

Quant aux ministres, ils sont choisis parmi les non-parlementaires par le président des États-Unis, révocables par lui. Ces désignations doivent être, dans certains cas, confirmées par le Sénat.

En Grande-Bretagne, le gouvernement, au moins dans la constitution telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, est le représentant de la majorité de la Chambre des communes. Avec deux partis, le gouvernement s'appuie sur la majorité des députés et la combinaison américaine où le président n'appartient pas au parti qui détient la majorité dans les assemblées est inconcevable.

Ces deux systèmes comportent l'un et l'autre, dans la situation présente, deux partis, non sans différences importantes entre les partis britannique et

américain. Les deux partis anglais sont disciplinés ; à la Chambre des communes les députés conservateurs ne peuvent pas ne pas voter pour le gouvernement conservateur chaque fois que les « whips », ceux qui tiennent le fouet, en donnent l'ordre ; dans le système américain, les partis ne sont pas disciplinés, et le président gouverne normalement avec une majorité de son propre parti et une minorité appartenant au parti d'opposition.

Dans un cas, la discipline est de règle morale, dans l'autre, il est de règle morale que le parlementaire vote selon sa conscience et non pas selon les impératifs du parti.

Ces deux exemples nous offrent des formes, parentes et opposées, de Constitution. Dans les deux cas, les diverses instances doivent coopérer. On dit qu'aux États-Unis il y a séparation des pouvoirs ce qui, en un sens, est vrai. Le détenteur du pouvoir exécutif, le président, est élu autrement que le détenteur du pouvoir législatif, c'est-à-dire la Chambre des représentants et le Sénat, mais le fonctionnement du régime exige la coopération du président et du Congrès. De la même façon, le système britannique implique une coopération permanente entre le gouvernement et la Chambre des communes. Dans les deux systèmes, le pouvoir est limité à cause de sa division entre des instances multiples. Selon la formule de Montesquieu, « le pouvoir arrête le pouvoir ». Le président des États-Unis dispose d'un pouvoir très étendu, mais dans les limites tracées par la constitution ; il conduit avec une certaine liberté la politique étrangère mais, pour déclarer la guerre ou pour signer la paix, il a besoin de l'approbation du Congrès. En même temps, les deux régimes fonctionnent de telle façon que les décisions peuvent être prises ; un régime constitutionnel a pour fin de limiter le pouvoir, non de le paralyser. Dans le système américain, le président a le droit de choisir ses collaborateurs, d'orienter la diplomatie. Dans le système britannique, le gouvernement s'appuie sur une majorité parlementaire, qui, normalement, approuvera ses propositions et ses actes, jusqu'au moment où l'indignation sera telle que le

Premier ministre sera renversé par son propre parti. Parfois les députés de la majorité préféreront de nouvelles élections à l'approbation des mesures décidées par le gouvernement. Enfin, dans ces deux régimes, le pouvoir judiciaire est indépendant, le citoyen a le moyen de se défendre contre l'arbitraire de l'administration ou des gouvernants.

Sur le plan de l'organisation constitutionnelle, il est légitime de retenir ces deux types idéaux du gouvernement présidentiel et du gouvernement parlementaire et de considérer que toutes les constitutions des régimes pluralistes se rapprochent plus ou moins d'un type ou de l'autre.

Cette distinction des constitutions ne fournit pas simultanément une classification des espèces de régimes. En effet, les deux modes de gouvernement, anglais et américain, se ressemblent plus que le gouvernement parlementaire français ne ressemble au gouvernement parlementaire britannique. Le régime français, dont la constitution n'est pas tellement différente de la constitution britannique, fonctionne de manière foncièrement autre. Notre système comporte plusieurs partis et non pas deux. Le système britannique assure une grande stabilité à l'exécutif et le nôtre une grande instabilité ; outre-Manche, la loi électorale, extrêmement simple, n'a pas changé depuis l'origine. Il n'y a qu'un seul tour de scrutin et le candidat qui obtient le plus de voix est élu. La France détient probablement le record mondial non seulement des changements de constitution mais de changements de lois électorales.

Dès lors, si l'on voulait classer les régimes constitutionnels-pluralistes uniquement en fonction de l'opposition parlementaire-présidentiel, on mettrait dans la même catégorie des régimes qui, en leurs pratiques, sont essentiellement distincts. Les distinctions constitutionnelles, valables sur le plan juridique, utilisables même sociologiquement pour marquer les directions dans lesquelles on peut concevoir des types constitutionnels purs, ne suffisent pas à classer les différentes espèces de régimes.

La deuxième variable du système politique, ce sont les partis. Ceux-ci sont, pour utiliser la définition la plus simple, *des groupements volontaires, plus ou moins organisés, dont l'activité est plus ou moins permanente, qui prétendent, au nom d'une certaine conception de l'intérêt commun et de la société, assumer, seuls ou en coalition, les fonctions de gouvernement.*

Cette définition rapporte les partis à leur objectif. Un parti est un groupe d'hommes qui veut remplir les fonctions de gouvernement, qui, par conséquent, doit faire le nécessaire pour y parvenir, donc avoir le maximum d'élus dans les assemblées, le maximum de ministres dans le Cabinet.

C'est un groupement volontaire puisque, dans les régimes constitutionnels, on n'est pas obligé d'appartenir à un parti. L'immense majorité des citoyens, dans la plupart des régimes pluralistes-constitutionnels, n'appartiennent à aucun parti (il en va de même dans les régimes de parti unique).

La définition que j'ai donnée du parti s'applique difficilement aux partis monopolistiques, une fois qu'ils ont pris le pouvoir. Le parti, tel que nous le connaissons aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en France, est, par nature, en compétition avec d'autres. A partir du moment où il n'a plus de rivaux, il change de nature.

Je n'ai pas employé, pour définir l'objectif du parti, le terme de puissance ou d'influence. Il existe un grand nombre de groupements, dans les démocraties pluralistes, qui veulent influencer les citoyens ou les gouvernants. Les syndicats professionnels veulent sans aucun doute exercer une influence sur les décisions des gouvernants. Ils ne constituent cependant pas des partis, selon notre définition, parce qu'ils ne visent pas à remplir les fonctions de gouvernement. La vieille *Ligue Maritime et Coloniale* n'était pas un parti, bien qu'elle voulût répandre le culte de la mer et de l'empire. La Ligue pour *le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française* n'est pas non plus un parti politique ; groupement volontaire, il a pour but d'influencer les citoyens ou les

gouvernants, non pas de s'emparer du pouvoir. La définition exacte du parti doit tenir compte de l'intention dans laquelle les militants s'unissent.

La classification des partis, à l'heure présente classique, dérive de la sociologie de Max Weber. On situe, aux deux extrémités, deux types idéaux, d'un côté le parti de masse organisé et de l'autre côté le groupe parlementaire.

Le parti de masse organisé est représenté par le parti social-démocrate allemand tel qu'il a existé depuis la fin du XIX^{e} siècle jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler. Parti de masse, il comprend un grand nombre (des centaines de milliers) de militants et recueille des millions de suffrages aux élections ; ses militants, ses sympathisants et ses électeurs sont organisés de manière permanente se répartissent en sections et fédérations, ils obéissent à une constitution qui préside à la vie du parti. Le parti se donne une bureaucratie permanente, comparable à celle des grandes entreprises. Ainsi, les mêmes militants sont simultanément fonctionnaires et chefs du parti.

A l'autre extrémité, quelques députés qui ont des idées ou des ambitions en commun se réunissent pour avoir des représentants dans les commissions parlementaires ou pour présenter des candidats dans le cas d'un suffrage par liste. Le parti radical-socialiste, en France, représentait un exemple du type extrême, opposé à celui du parti de masse organisé.

Ces deux types ne sont pas exclusifs. Certains partis de masse organisés ne sont pas de style bureaucratique. Les dirigeants du parti ne sont pas des fonctionnaires permanents de l'organisation mais des notables ou des hommes politiques qui ont fait carrière, grâce à leur situation sociale ou à leur action parlementaire. En Grande-Bretagne, les deux grands partis sont admirablement organisés, ils présentent des caractéristiques communes, le parti conservateur n'en diffère pas moins profondément du parti social-démocrate allemand d'avant la première guerre.

Quant aux partis peu organisés, on en observe des modalités multiples, en France par exemple, depuis le parti socialiste jusqu'aux indépendants et aux

radicaux, en passant par le M.R.P. et l'U.D.S.R. Le parti socialiste français est celui qui, le parti communiste mis à part, ressemble le plus au parti de masse organisé. La S.F.I.O. a une constitution, des militants avec une activité permanente ; les sections se réunissent régulièrement, les sections délèguent des représentants aux congrès régionaux, ceux-ci aux congrès nationaux. On peut étudier la constitution écrite du parti socialiste, à la manière dont on étudie la constitution écrite de la IV^{e} République française. Fondamentalement, il s'agit d'un phénomène analogue ; la loi organique selon laquelle sont choisis les dirigeants du parti et prises les décisions par ces derniers. La manipulation de la constitution du parti n'est pas exclue, comme n'est pas exclue une manipulation de la constitution de la République. On étudie comment est interprétée en fait la constitution propre à un parti de même que l'on analyse la manière dont fonctionne en fait la constitution propre à la République.

La sociologie des partis que vous trouverez dans plusieurs livres, par exemple dans celui de M. Duverger, s'applique aux différents partis dans les différents pays, elle en suit la naissance et la mort, elle décrit l'organisation intérieure de chacun d'eux, elle montre comment les constitutions des partis sont interprétées, manipulées, respectées ou violées, elle essaie de déterminer comment l'autorité se répartit à l'intérieur de chaque parti, de comparer les systèmes de partis d'un pays à l'autre.

Là encore, ces comparaisons partielles sont légitimes. Les deux types le plus souvent retenus de *systèmes des partis* sont le système bipartite et le système de partis multiples. Cette distinction, elle aussi légitime, ne nous donne pas davantage une classification des espèces de régimes. En effet, des régimes de partis multiples fonctionnent de manière comparable au régime britannique de deux partis. D'autre part, des régimes de deux partis peuvent fonctionner tout autrement que le régime britannique. Le système des partis est une des variables importantes dont on doit analyser les conséquences pour comprendre le fonctionnement d'un régime politique, ce n'est pas une variable d'une

efficacité suffisante pour nous fournir la clé d'une classification des espèces de régimes pluralistes.

La troisième variable, à l'intérieur du système politique, est le mode de fonctionnement du régime, qui, à son tour, se subdivise en trois secteurs, on pourrait presque dire en trois étages, d'une part la loi électorale et les élections, ensuite le mode de travail du parlement, enfin les relations entre les assemblées et le gouvernement.

L'étude des élections a été l'un des sujets préférés de la science politique pour la raison simple qu'elle est une des plus faciles. L'étude est quantitative, on dispose de chiffres, on les compare. On a observé comment votent les électeurs selon les pays, les circonstances, les régions ; grâce aux méthodes de la sociologie scientifique, on établit des relations entre les types d'hommes, les situations sociales et les manières de voter. Il existe une immense littérature sur les résultats électoraux depuis le début de la III^{e} République.

Le deuxième aspect du fonctionnement du régime, à savoir le fonctionnement du Parlement lui-même, a été négligé, parce que l'étude est plus difficile et n'aboutit pas à des chiffres. Le phénomène que je désigne par le terme de fonctionnement, ce sont les relations des parlementaires entre eux à l'intérieur d'une assemblée, la manière dont ils coopèrent et rivalisent : comment travaillent-ils ensemble ? Quelles sont les lois non écrites de la compétition ? En Grande-Bretagne, il existe une « carrière des honneurs », et chaque député sait approximativement, à chaque moment, à quoi il peut prétendre ; plus la carrière des honneurs est rigoureusement tracée, plus les ambitions sont limitées. Le cas français[1] est à nouveau le cas extrême, dans l'autre sens ; on pourrait dire, avec quelque exagération, que beaucoup de députés peuvent prétendre à beaucoup d'honneurs. En tout cas, aucun député ne sait avec certitude à quoi il ne peut pas prétendre. N'allons pas trop loin : il existe aussi, dans le Parlement français, une carrière des honneurs, on ne devient pas président du Conseil avant d'avoir passé nombre d'années au

Parlement, mais de la III^e à la IV^e République la carrière des honneurs, si je puis dire, a acquis une souplesse et une flexibilité supplémentaires. Les théoriciens pessimistes diraient que l'évolution est fâcheuse : les hommes étant naturellement ambitieux, une bonne constitution doit imposer des bornes à leurs ambitions.

Les rapports entre gouvernement et assemblée sont juridiquement précisés par la Constitution ou les règlements de l'assemblée. En fait, ces rapports varient, en chaque pays, selon les moments, selon la force et le prestige de l'exécutif, selon la personnalité du président du Conseil. Même en France où règne ce que l'on appelle à tort un régime d'assemblée, bien des décisions d'importance vitale sont prises par les ministres sans approbation ni consultation du parlement et tel gouvernement – celui de Clemenceau ou celui de Mendès France – parvient plus ou moins durablement à réduire la Chambre au rôle de législation ou d'approbation.

Une quatrième variable, maintenant à la mode, est ce que l'on appelle les « groupes de pression ».

On appelle groupes de pression, par traduction littérale de l'américain « pressure groups », les organisations qui tendent à influer sur l'opinion, l'administration ou les gouvernants, mais non à assumer les fonctions de gouvernement. Les syndicats professionnels sont des groupes de pression, les syndicats des producteurs de betteraves ou des producteurs de lait aussi. Quoi que l'on dise, les groupes de pression sont conformes à la nature des régimes pluralistes-constitutionnels ; il serait inconcevable que les « intérêts », ouvriers ou patronaux, ne puissent pas s'exprimer et se défendre ; du moment que l'on accepte la mise en question du régime lui-même, comment ne pas admettre la mise en question des décisions particulières relatives aux prix, à la répartition du revenu national ? Comment refuser aux représentants d'intérêts particuliers-collectifs le droit de plaider leur cause auprès des gouvernants ?

Ces groupes de pression sont aujourd'hui un objet privilégié d'étude, en fonction de l'antipathie qu'ils suscitent et de la difficulté de les connaître. Les partis apparaissent au jour. Certes, la plupart des électeurs socialistes savent mal comment se détermine la majorité des mandats, à un congrès du parti socialiste, mais le parti socialiste est visible, public, avec sa presse, ses représentants, il se bat à ciel ouvert. Les groupes d'intérêts sont peu ou mal connus, ils agissent dans la coulisse, et l'on peut toujours supposer qu'ils exercent, dans l'ombre, une influence considérable, excessive. Incontestablement, d'ailleurs, ils exercent une influence. Le problème, nous l'étudierons plus tard, est de savoir quelles sont les limites de celle-ci.

Il est enfin une dernière variable politique dont je voudrais dire un mot, variable impliquée par toutes les précédentes, celle qui concerne les hommes qui jouent les premiers rôles dans le régime, en bref la minorité que Mosca appelait classe politique et qu'il vaudrait mieux appeler *personnel politique.* Quels sont les hommes qui font de la politique ? Quels sont ceux qui y réussissent ? Il est une étude, assez passionnante, qui viserait à expliquer les succès vertigineux d'hommes politiques qui avaient la réputation d'être de deuxième ordre jusqu'au moment où ils sont arrivés au premier rang. A quoi tient le fait que certains hommes qui passaient pour remarquables n'ont jamais pu percer ? Quelles sont les qualités qui assurent le succès dans chaque sorte de régime ou à chaque époque ? On disait volontiers, en Angleterre, avant la guerre de 1939 : Winston Churchill est trop intelligent pour devenir Premier ministre, à moins qu'il n'y ait la guerre. Ce n'était qu'une boutade, mais une boutade qui nous suggère un problème sérieux : quels sont les hommes qui sont acceptés comme chefs, dans les périodes tranquilles, en un régime déterminé et, d'autre part, dans les périodes de crise ?

Je passerai plus rapidement sur les trois autres aspects de la description.

On pourrait penser que la structure sociale fournit un principe de classification. Le sociologue de tendance marxiste dirait peut-être que l'étude du système politique est secondaire, qu'il convient d'étudier les relations des classes sociales pour savoir en quoi consiste un système politique particulier.

Il va de soi que l'infrastructure sociale n'est pas sans relation avec le fonctionnement du régime politique. Nous savons tous, c'est une banalité, que l'un des facteurs qui déterminent le choix des électeurs est précisément la situation économico-sociale des citoyens. Proportionnellement, il y a plus d'électeurs qui votent pour le parti socialiste et le parti communiste parmi les ouvriers que parmi les non-ouvriers ; la structure d'une société se manifeste dans le système des partis. L'origine sociale, la condition économique des hommes politiques sont un des facteurs de leur conduite, mais les classes sociales en tant que telles ne sont pas des acteurs politiques. Une classe sociale n'est jamais apparue comme animée d'une volonté précise, sinon dans un parti ; or, un parti ne peut jamais être confondu avec une classe sociale. Considérons le parti qui, à l'heure présente, est le plus près de représenter une classe : un peu plus de la moitié des électeurs communistes, en France, sont des ouvriers ; environ la moitié des ouvriers, peut-être un peu plus, votent pour le parti communiste. Ces relations statistiques sont des faits, et des faits incontestables. Si l'on ajoute que le Parti (communiste) représente ou incarne la classe ouvrière, il ne s'agit plus d'une proposition de fait, mais d'une théorie. Dans quelle mesure le parti communiste représente-t-il la volonté de la classe ouvrière française ? La réponse, empirique et statistique, serait qu'il représente la volonté de la moitié des ouvriers. Mais, avec le même genre de raisonnement, en Grande-Bretagne, c'est le parti travailliste qui représente la classe ouvrière et en Allemagne le parti social-démocrate.

Il y a quelque chose de plus. Un parti politique se définit toujours par un objectif ou un idéal. Or, les objectifs que vise le parti communiste dépendent de celui-ci autant que des ouvriers qui votent pour lui. Il y a deux conceptions

possibles de l'intérêt d'un groupe social. A l'intérieur du régime pluraliste-constitutionnel dans lequel nous vivons, l'intérêt des ouvriers est d'élargir leur part du revenu national, ou encore d'obtenir la nationalisation de telle ou telle entreprise, ou de participer davantage à la vie collective. Il est une deuxième conception de l'intérêt de la classe ouvrière, celle des marxistes, selon lesquels l'intérêt de la classe ouvrière serait de promouvoir une autre société. Dans ce cas, il ne s'agit plus de l'intérêt des ouvriers dans le régime existant mais du régime qui, d'après certains, serait le plus conforme à l'intérêt du prolétariat en tant que tel.

A ce moment, l'intérêt de classe est défini par une certaine idée du régime bon pour un groupe donné. L'infrastructure sociale ne nous permet pas de déterminer quels sont les intérêts essentiels des groupes ; c'est au niveau de la politique que le sens ultime de la lutte des classes se dégage.

Il est des circonstances où des phénomènes économico-sociaux ont une influence, immédiate et souvent décisive, sur les événements politiques. La crise économique de 1930 a été directement à l'origine du gonflement des voix du parti national-socialiste et du renversement de la république de Weimar. L'analyse du régime politique exige la connaissance de l'infrastructure sociale, mais celle-ci, prise seule, ne permet, pas plus que toute autre variable, une classification des espèces de régimes.

Dans la bureaucratie aussi, on pourrait retrouver des distinctions d'espèces, mais les distinctions y seraient moins frappantes parce que les administrations, dans toutes les sociétés industrielles, remplissent des fonctions similaires et présentent des caractéristiques communes. La bureaucratie, dans les régimes constitutionnels-pluralistes, doit répondre à trois exigences : être *efficace,* être *neutre* de telle sorte qu'elle ne soit pas entraînée dans la lutte partisane, et enfin se faire accepter par les citoyens comme étant, non leur ennemie mais, si je puis dire, leur interprète ou leur *représentant.*

Aucune de ces trois exigences n'est aisée à satisfaire. L'efficacité n'est pas spontanément donnée à n'importe quelle bureaucratie. Le danger est permanent, dans tous les régimes pluralistes, que l'administration perde sa neutralité, du fait que chaque parti s'efforce de la noyauter, d'y placer ses « hommes ». Enfin, l'administration, et je songe à l'administration fiscale, risque d'apparaître comme représentant un État hostile, au lieu d'être acceptée et reconnue comme l'interprète de la volonté nationale. Or, dans les régimes constitutionnels-pluralistes, la bureaucratie n'est pas et ne doit pas être l'organe de pouvoirs, étrangers aux citoyens, mais à la fois l'instrument des gouvernants et le représentant des citoyens.

Disons enfin quelques mots de l'environnement social et des différentes variables en lesquelles peut se décomposer l'environnement social.

J'aperçois au moins trois variables importantes pour comprendre le mode de fonctionnement et le degré de réussite des régimes constitutionnels-pluralistes.

La première est l'idée que les citoyens se font des mérites du régime. Remarque banale, mais banalité qui a son importance. Dans les pays où les citoyens jugent que le régime politique fondé sur l'élection et le Parlement est mauvais, un régime de cet ordre a peine à s'enraciner. Par définition, un régime ne peut bien fonctionner qu'à la condition d'être accepté par les citoyens. L'idée que les gouvernés se font du régime bon détermine, dans une large mesure, le jugement qu'ils portent sur le régime existant.

Je consacrerai une ou deux leçons à l'étude du régime français que je considère comme moins mauvais que les Français eux-mêmes ne le pensent, mais qu'ils sont d'autant plus portés à juger sévèrement qu'ils ne l'ont jamais tous considéré comme normal et légitime. La perpétuelle mise en question du mode de gouvernement est un facteur d'affaiblissement du gouvernement lui-même. Un régime sain est peut-être celui dans lequel les citoyens sont convaincus de vivre dans le meilleur régime concevable. Ni les Américains ni

les Britanniques, dans l'ensemble, ne doutent de la supériorité de leur régime, ce qui n'exclut évidemment pas les critiques de détail.

La deuxième variable de l'environnement social, c'est le mode de formation ou encore les traditions historiques. Le régime français porte encore le poids de l'héritage des révolutions successives à travers lesquelles il s'est constitué. La perpétuelle mise en question de la Constitution, source évidente de faiblesse, est pour une part l'effet de cette histoire tumultueuse. Dès que la France connaît une crise, la Constitution devient le thème de toutes les discussions. Si l'on n'arrive pas à résoudre le problème financier ou le problème d'Algérie, la constitution en est la cause. Ce raisonnement, donné pour évident, est reproduit quotidiennement.

La troisième variable est la relation entre le système des partis et la ou les Églises.

Il est assez frappant que la quasi-unité religieuse, en France, s'accompagne d'une multiplicité des partis, et qu'aux États-Unis le goût de la diversité semble s'exprimer dans les Églises et les sectes plutôt que dans les partis. Ne poussons pas trop loin cette suggestion, disons simplement que, dans tous les pays, une des variables importantes de l'environnement social est précisément la relation entre la diversité des convictions religieuses et la diversité des idées politiques.

Terminons par les remarques suivantes :

Au niveau du régime politique, on peut trouver de multiples distinctions qui s'appliquent à des aspects particuliers : distinction entre les gouvernements parlementaires et les gouvernements présidentiels, entre les systèmes de deux partis et ceux de partis multiples, entre les pays de partis disciplinés et ceux de partis non disciplinés, entre les pays où les partis acceptent la règle du jeu et ceux où certains partis sont révolutionnaires, c'est-à-dire refusent d'accepter la règle du jeu.

La science politique est en quelque sorte accablée par l'amoncellement des connaissances, possibles ou disponibles, et la difficulté de synthèse. Les variables que j'ai énumérées, incontestablement, il convient de les retenir, de les analyser ; mais comment faire la synthèse et quel serait le principe d'unification ? La conséquence de cette incertitude, c'est que, dans la recherche soit des explications causales, soit des conseils d'action, on hésite.

Prenons à nouveau le cas français. Quelle est l'influence de la loi électorale sur le système des partis et le fonctionnement du Parlement français ? Suffirait-il de changer une variable particulière, par exemple la loi électorale, pour modifier tel aspect du régime français que l'on juge déplorable ? Suffirait-il d'avoir une autre loi électorale pour éviter l'instabilité parlementaire ? Le professeur hésite à donner une réponse catégorique, parce que les phénomènes considérés : pluralité des partis, indiscipline des partis, instabilité des gouvernements, sont endémiques depuis que les Français ont commencé à pratiquer ce genre de régime.

Si l'on avait des certitudes sur les explications causales, on pourrait, avec une certaine probabilité, donner des conseils d'action. Mais, chaque fois que l'on observe un phénomène particulier, on le trouve lié à une pluralité de facteurs. D'une certaine façon, l'instabilité des gouvernements en France exprime simultanément toutes les variables du régime politique, de l'environnement historique et de l'infrastructure sociale.

Il est trop tôt encore pour savoir si la V^{e} République a ouvert un chapitre nouveau de l'histoire de la démocratie française.

---

1 Rappelons, une fois pour toutes, qu'il s'agit de la IV^{e} République.

VII

DU CARACTÈRE OLIGARCHIQUE DES RÉGIMES CONSTITUTIONNELS-PLURALISTES

J'ai expliqué, dans le précédent chapitre, pourquoi il me paraissait impossible d'établir une classification des espèces de régimes constitutionnels-pluralistes. D'un autre côté, nous ne pouvons pas non plus étudier concrètement, dans le détail, tous les exemples de ce régime. Quelle est donc l'issue ?

Pour comprendre l'essence d'un régime politique il faut saisir les problèmes qui le caractérisent : confronter le principe de légitimité avec la pratique, préciser les difficultés que soulèvent les institutions, dégager les causes de force et de faiblesse.

Quels sont les problèmes fondamentaux d'un régime constitutionnel-pluraliste ?

Le premier me paraît résulter clairement du rapprochement entre l'idée démocratique et la pratique parlementaire : est-il vrai qu'un régime de partis multiples soit une traduction fidèle de l'idée de la souveraineté populaire ? Est-il vrai que la pratique parlementaire donne la réalité du pouvoir aux citoyens comme le veut la doctrine ? On pourrait dire encore : qui possède effectivement le pouvoir dans un régime constitutionnel-pluraliste ?

La deuxième question apparaît immédiatement par opposition avec la première. La première, en effet, suggère la possibilité que le système des partis

multiples ne soit qu'une apparence et que, derrière cette apparence, se dissimulent les hommes qui réellement exercent le pouvoir. La deuxième question est : comment établir une organisation efficace du gouvernement lorsque celui-ci est fondé sur la permanence de querelles partisanes ? Comment un pouvoir qui a constamment besoin de l'approbation des citoyens peut-il être efficace ?

La troisième question, liée à la deuxième, est la suivante : comment éviter qu'un régime qui tolère les conflits permanents des citoyens, des groupes, désagrège l'unité nationale, indispensable au salut d'une collectivité quelle qu'elle soit ?

Enfin la dernière question serait la suivante : les régimes constitutionnels-pluralistes ont été constitutionnels avant d'être populaires. Au XIX^{e} siècle le formalisme constitutionnel existait déjà en Grande-Bretagne et, par moments, en France, mais la loi électorale était censitaire ; le pouvoir appartenait en fait à une petite minorité du pays. D'où la question : les régimes constitutionnels-pluralistes peuvent-ils devenir populaires et rester constitutionnels ? N'y a-t-il pas une sorte de contradiction entre l'avènement des masses et la nature des régimes constitutionnels élaborés et pratiqués par la bourgeoisie ?

Si je traduisais ces questions dans un vocabulaire emprunté à la philosophie grecque, je dirais que la première revient à se demander si et dans quelle mesure les démocraties sont des oligarchies ; la deuxième, si les démocraties deviennent inévitablement démagogies ; ou encore comment on parvient à concilier une gestion efficace avec le souci constant de l'opinion et des partis ; la troisième, si et comment on évite qu'une démocratie sombre dans l'anarchie ; enfin la quatrième, si et comment on évite qu'une démocratie dégénère en tyrannie.

Les problèmes posés par une démocratie moderne n'ont pas été ignorés dans des sociétés de structure fondamentalement autre.

Nous tentons de répondre d'abord à la première question, c'est-à-dire de préciser le caractère oligarchique des démocraties modernes.

Pour commencer cette étude, je me référerai à une théorie que l'on appelle aujourd'hui la théorie machiavélienne et que l'on trouve exprimée dans de nombreux livres, le *Traité de sociologie générale* de Pareto, le livre de Mosca sur *La Classe dirigeante* ou encore le livre de J. Bumham, intitulé *Les Machiavéliens.* L'idée centrale de ces théoriciens, dans mon langage – mais c'est un langage qu'ils admettraient – , est que *tout régime politique est oligarchique.* Toutes les sociétés, diraient-ils, au moins toutes les sociétés complexes, sont gouvernées par un petit nombre d'hommes ; les régimes varient selon le caractère de la minorité qui exerce l'autorité. Bien plus, à l'intérieur même des partis politiques, c'est encore une minorité qui gouverne. Le sociologue italien Roberto Michels a écrit un livre sur les partis politiques où il a voulu démontrer et a démontré en effet que, dans la plupart des partis politiques, des minorités détenaient les positions de puissance et les conservaient avec l'approbation passive de la masse des militants.

Les régimes dits démocratiques, ont expliqué les machiavéliens, sont en réalité des oligarchies d'un type particulier, des oligarchies ploutocratiques. La minorité qui détient le pouvoir serait dominée par les riches, les financiers, les entrepreneurs, les industriels. Ces hommes n'aiment pas les moyens de force et préfèrent les moyens de ruse. Mais, au bout du compte, la démocratie serait tout apparente puisque des minorités, souvent dissimulées dans l'ombre, prendraient les décisions les plus importantes.

Certains des faits sur lesquels s'appuient les machiavéliens sont incontestables. Il est vrai que, dans toutes les sociétés, les décisions sont prises par un petit nombre d'hommes. Il est vrai aussi, que, dans les démocraties modernes, l'oligarchie présente des caractères ploutocratiques ; les détenteurs des moyens de production, les riches, les financiers, exercent, directement ou indirectement, une influence sur ceux qui dirigent les affaires publiques.

A cette démonstration du caractère oligarchique des sociétés démocratiques, il faut opposer non une objection mais un fait (que les machiavéliens acceptent eux-mêmes). *On ne peut pas concevoir de régime qui, en un sens, ne soit oligarchique.* L'essence même de la politique est que des décisions soient prises *pour,* non *par,* la collectivité. Les décisions ne sauraient être prises par tous. La souveraineté populaire ne signifie pas que la masse des citoyens prend elle-même, directement, les décisions relatives aux finances publiques ou à la politique étrangère. Il est absurde de comparer les régimes démocratiques modernes à l'idée irréalisable d'un régime où le peuple se gouvernerait lui-même, il s'agit de comparer les régimes de fait aux régimes possibles. La même remarque vaut pour la critique machiavélienne des régimes de type soviétique.

Un homme politique yougoslave, M. Djilas, actuellement en prison, a publié un livre, *La Nouvelle Classe,* où il a développé une critique machiavélienne des régimes d'Europe orientale : les nouveaux régimes, qui se baptisent démocraties populaires, seraient des oligarchies, avec des privilégiés, en petit nombre, qui exploitent les masses. Certes, M. Djilas suggère aussi que cette nouvelle classe est stérile, qu'elle ne rend pas à la société des services à la mesure de ses privilèges. Mais, sur ce point décisif, la démonstration manque de rigueur. Aussi j'adresserai la même objection à Djilas qu'aux machiavéliens : que le régime s'appelle démocratie libérale ou démocratie populaire, comment ne dissimulerait-il pas une oligarchie ? Toute la question est de savoir comment celle-ci utilise son pouvoir, quelles sont les règles selon lesquelles elle règne, quel est le coût et le profit de ce règne pour la collectivité ?

Les problèmes se posent au-delà.

1. Tout d'abord : qui fait partie de l'oligarchie ? Qui fait partie de la minorité dominante et jusqu'à quel point est-il facile d'y entrer ? La minorité gouvernante est-elle plus ou moins ouverte ou fermée ?

2. Quel est le genre d'hommes qui a la chance, dans chaque sorte de régime, d'accéder au personnel politique ?

3. Quels sont les privilèges dont jouissent les membres de la minorité gouvernante ?

4. Quelles sont les garanties que ce genre de régime donne aux gouvernés ?

5. Qui, dans un régime de cet ordre, possède réellement le pouvoir et que signifie la notion, si couramment utilisée, de « posséder le pouvoir » ?

Jusqu'à quel point les minorités dirigeantes des régimes constitutionnels-pluralistes sont-elles ouvertes ou fermées ? Tout dépend des espèces et des phases de développement de ces régimes. Au XIX^e^ siècle, en Grande-Bretagne et en France, il était malaisé de pénétrer dans la minorité gouvernementale quand on n'était pas né du bon côté de la barricade (à moins d'une révolution). Ces minorités sont aujourd'hui plus ouvertes qu'elles ne l'étaient au siècle précédent, pour des raisons qui tiennent à la structure des sociétés industrielles. Plus le régime se démocratise, plus s'élargit le système d'enseignement, plus augmentent les chances d'ascension sociale.

Les régimes constitutionnels-pluralistes, combinés avec la civilisation industrielle, ne donnent certainement pas à *tous* les citoyens les *mêmes* chances d'arriver aux positions supérieures ; l'idéal de l'égalité des chances n'est réalisé nulle part, mais la minorité politiquement dirigeante n'est plus fermée et elle comporte plusieurs voies d'accès. En France, on peut parvenir à la minorité politiquement dirigeante soit à la faveur de la situation sociale que l'on doit à sa famille, soit en passant par les syndicats ouvriers, les groupements professionnels, soit en passant par l'Université, etc.

Quels sont les hommes qui ont les meilleures perspectives de carrière dans les régimes constitutionnels-pluralistes ?

Les machiavéliens nous ont donné une réponse pessimiste, ils ont dit que ceux qui réussissent dans ces régimes parlementaires sont essentiellement ceux qui savent parler ; les orateurs ne sont pas nécessairement compétents pour gérer les affaires publiques. Les régimes de discussion facilitent le succès de

ceux qui savent manier la parole : il n'est pas besoin d'être un profond sociologue pour découvrir une proposition de cette sorte. Les avocats, les hommes de loi, les professeurs, ont une bonne chance d'y faire carrière. Même cette proposition, en dépit de sa banalité, n'est pas toujours vraie. Il est des pays où l'on se méfie des beaux parleurs, parfois même une sorte de snobisme valorise le « mal parler ». D'aucuns jouent de leur manque de talent oratoire pour s'imposer comme orateurs. Je connais au moins un président du Conseil récent dépourvu de talent oratoire. D'autres qualités peuvent assurer la promotion : l'art de « faire les couloirs », « l'art des compromis », « l'art de manier les hommes ».

Les machiavéliens disent que les hommes d'Assemblée, hommes de parole, n'ont pas le sens de la force, ce qui est souvent vrai. Celui qui réussit dans un syndicat professionnel ou dans le parti communiste n'appartient pas au même genre d'hommes que celui qui réussit dans un parlement. On peut spéculer indéfiniment sur les avantages et les inconvénients de divers modes de réussite. Les régimes pacifiques, inévitablement, favorisent ceux qui possèdent les qualités de paix. Le monde actuel est gouverné par deux sortes d'hommes, ceux qui ont réussi par la guerre, ceux qui ont réussi dans la paix. Dans la république de Weimar, Hitler ne pouvait pas assouvir ses ambitions, il avait besoin d'un régime autre que parlementaire ; on doute que ce régime, autre que parlementaire, ait représenté un progrès pour les gouvernés. Ici intervient la troisième question.

Quels sont les privilèges accordés à la minorité gouvernante dans un régime constitutionnel-pluraliste et quelles sont les garanties données aux gouvernés ?

Sur ce point, je pense que les régimes constitutionnels-pluralistes sont assez faciles à justifier. Non que les membres de la minorité gouvernante ne jouissent pas de privilèges. Les personnalités de partis qui échouent aux élections émigrent volontiers vers une autre assemblée (où ils sont *nommés* par la première). En cas de malheur dans la carrière électorale, ils trouvent des

« positions de repli », des « points de chute ». Presque toutes les minorités dirigeantes, en particulier celle des démocraties pluralistes, pratiquent le compagnonnage, le syndicat de secours mutuel. Malgré tout, la publicité donnée à ces privilèges tend à limiter ceux-ci. Aussi longtemps que les hommes ne seront pas gouvernés par des saints, ceux qui participeront au gouvernement en tireront des profits.

Enfin, et le point est essentiel, le régime constitutionnel-pluraliste est celui qui donne le maximum de garanties aux gouvernés. Non qu'il exclue persécutions et injustices ; en France, l'épuration de 1944-1945, le maccarthysme aux États-Unis ont donné la preuve que les régimes constitutionnels-pluralistes ne respectent pas toujours les principes dont ils se réclament. (Mais le régime n'était pas encore établi en 1944-45 et le maccarthysme a comporté plus de persécutions sociales qu'étatiques.) Tout compte fait, il suffit d'avoir vécu dans diverses sortes de régimes pour savoir qu'il y a une différence de nature entre les garanties accordées aux citoyens par un régime constitutionnel-pluraliste et les garanties accordées aux sujets dans les régimes non constitutionnels.

Le sociologue italien Mosca avait passé la plus grande partie de sa vie à expliquer les turpitudes des régimes démocratiques qu'il appelait ploutocratiques. Il avait mis au jour le système de privilèges, d'intérêts particuliers qui se dissimulent sous les grands mots. Vers la fin de sa vie, il a constaté, avec un mélange d'ironie et d'amertume, que le régime constitutionnel-pluraliste donnait plus de garanties aux citoyens qu'aucun régime connu dans l'histoire. Mais attention : je dis *garanties pour les gouvernés.* La variable, « garanties pour les gouvernés », n'est pas le seul critère en fonction duquel juger les mérites des régimes.

Les régimes constitutionnels-pluralistes peuvent se superposer à des sociétés où des élections, même libres, ne donnent le pouvoir qu'aux représentants de minorités privilégiées, de style aristocratique. Un régime de compétition entre

partis n'implique pas l'ouverture de la minorité dirigeante et risque de consacrer le pouvoir d'une minorité anachronique. Ce que révèle l'expérience européenne depuis un siècle, c'est la transformation du régime dans un sens donné, du suffrage censitaire au suffrage universel, des parlements aristocratiques aux parlements peuplés d'élus du suffrage universel, notables, professionnels de la politique, meneurs de masses. On a observé, en Europe, la modification progressive du recrutement du personnel politique : au début, les élus ont été surtout des aristocrates, des grands bourgeois, des notables, des hommes de loi ; puis vinrent les professeurs, aujourd'hui on trouve dans les assemblées, en même temps que ces sortes d'hommes, des élus qui ont fait carrière dans les syndicats, dans des activités professionnelles et qui représentent plus directement les masses populaires.

Ces régimes ont été contemporains d'une révolution dans la vie sociale et économique qui a eu pour résultat l'élévation du niveau de vie, la généralisation du travail et peut-être plus encore la rupture des hiérarchies traditionnelles. Les individus vivent concentrés dans des villes, ils ne sont plus encadrés par les élites traditionnelles, ils votent spontanément pour des meneurs de masses ou pour les professionnels de la politique.

Un autre mécanisme politique a amené cette évolution, dans le sens populaire, des régimes constitutionnels-pluralistes, je veux dire la logique des élections et des idées. Les régimes que j'appelle constitutionnels-pluralistes s'appellent eux-mêmes républicains ou démocratiques, les gouvernants s'adressent aux gouvernés comme à leurs souverains. Les idées ont à la longue une puissance irrésistible. Il est difficile de placer la souveraineté populaire, fût-ce mythiquement, dans le peuple, sans élargir progressivement le droit de suffrage, sans généraliser la citoyenneté. En invoquant les idées démocratiques, on précipite la transformation des sociétés. Quand les gouvernants sont des élus, ils ont le souci permanent de la popularité, de l'assentiment des gouvernés : grandeur et servitude de ces sortes de régimes.

Venons-en maintenant à la dernière question que j'avais annoncée : qui possède *réellement* le pouvoir dans ces régimes ?

Je me référerai ici non plus à la critique machiavélienne mais à la critique marxiste.

D'après les marxistes, surtout les marxistes vulgaires, les régimes que j'appelle constitutionnels-pluralistes représentent des démocraties bourgeoises, dans lesquelles partis et assemblées camouflent le règne du capitalisme. Il n'est pas question ici de discuter l'ensemble de la conception marxiste, considérons seulement la thèse proprement politique : la classe économiquement dirigeante détiendrait la réalité du pouvoir. Est-il vrai que, dans ces régimes, les partis ne sont qu'une apparence et que le pouvoir réel appartient au petit nombre d'hommes qui possèdent, contrôlent ou gèrent les instruments de production ? Dans quelle mesure les classes économiquement dominantes se confondent-elles avec la minorité politiquement dirigeante ?

Remarquons immédiatement que l'hypothèse marxiste n'est pas absurde, elle peut être vraie dans certaines circonstances, fausse dans d'autres. La minorité qui exerce le pouvoir politique à la faveur des mécanismes électoraux et parlementaires peut être en même temps la classe qui possède la réalité du pouvoir économique. En fait, la coïncidence de la minorité économiquement privilégiée et de la minorité politiquement dirigeante a plus de chances de se réaliser dans une phase préliminaire du développement de la société industrielle. Les pays où l'on observe cette coïncidence sont surtout ceux où la minorité économiquement dominante est celle des grands propriétaires. Lorsque la masse de la population vit à la campagne, l'introduction du suffrage universel favorise l'élection de représentants de la classe économiquement privilégiée, celle qui possède le sol et qui constitue l'encadrement naturel des masses paysannes (encadrement subi avec passivité, enthousiasme ou dégoût, peu importe).

La coïncidence de la classe économiquement dominante et de la minorité politiquement dirigeante, en revanche, a beaucoup moins de chances de se maintenir lorsque 80 % de la population vivent du travail dans les villes, où ne subsiste aucune aristocratie naturelle, comparable à celle des propriétaires de terres ou des notables de village. Les citadins ne connaissent pas d'encadrement spontané, ils votent pour les représentants de partis qui ne sont pas ou qui ne croient pas être les fondés de pouvoir de la classe économiquement privilégiée.

Il fut une époque où l'oligarchie parlementaire était simultanément économique et politique. Dans l'Angleterre du XVIII^e^ siècle, dans l'Angleterre même de la première moitié du XIX^e^ siècle, la réalité était proche, non pas de la version marxiste des « monopolistes » manipulant les élections, mais d'une conjoncture définie, la coïncidence dans une même classe dirigeante du pouvoir économique et du pouvoir politique. Aujourd'hui, dans tous les régimes constitutionnels-pluralistes de l'Europe occidentale et des États-Unis, on constate une dissociation physique, si je puis dire, entre ceux qui exercent les fonctions politiques et ceux qui exercent les fonctions économiques dirigeantes. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, souvent de grands hommes d'affaires exercent des fonctions politiques importantes. On n'a pas oublié le cas de ce secrétaire américain à la Défense qui avait été le directeur d'une des grandes sociétés américaines et qui avait lancé une formule qui a fait le tour du monde : « Ce qui est bon pour General Motors, disait cet homme, est bon pour les États-Unis. » Harmonie préétablie de l'intérêt d'une entreprise et de l'intérêt national, proclamée comme un dogme auquel on peut donner d'ailleurs un sens acceptable mais qui a servi d'illustration au plus vulgaire marxisme. Illustration symbolique offerte, il va de soi, par un honnête homme en toute honnêteté, avec la conviction non de critiquer son pays mais d'en faire l'éloge. Peut-être n'avait-il pas entièrement tort. Transportons-nous par la pensée de l'autre côté du Rideau de fer et au lieu de dire : « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis », disons : « Ce qui est bon

pour les usines Poutilov est bon pour l'Union soviétique », tout le monde ne serait-il pas d'accord ? Au bout du co : pte, les deux propositions ont-elles une signification à ce point différente ?

Revenons à notre question : quelle est la nature du pouvoir que possèdent les dirigeants des concentrations industrielles ? Quel est le pouvoir que possède la minorité économiquement privilégiée ?

Nous désignons par le terme de pouvoir (peut-être vaudrait-il mieux dire puissance) la capacité d'un individu de déterminer la conduite d'un ou plusieurs de ses semblables. En ce sens, tout le monde ou presque a un minimum de pouvoir.

Mais le pouvoir auquel nous nous intéressons ici est celui qui résulte des institutions elles-mêmes, de la place occupée par chacun dans un système social, soit le système partiel de l'entreprise ou de l'économie, soit le système global de la société tout entière. Dans ce cours consacré au régime politique, c'est le pouvoir au niveau de l'État qui importe par-dessus tout.

Les directeurs détiennent évidemment le pouvoir dans leurs entreprises. Ils prennent des décisions qui affectent tous les ouvriers. L'autorité dont dispose le dirigeant d'une firme nationalisée ne diffère d'ailleurs pas essentiellement de l'autorité du dirigeant d'une entreprise privée. Cette autorité, conforme à la loi, entraîne un pouvoir de fait, soumis à des nécessités techniques, des exigences administratives et des habitudes sociales. Ce pouvoir des chefs d'entreprise peut être plus ou moins grand selon les pays ou selon les secteurs de l'industrie, mais il ne dépend pas fondamentalement du statut de propriété. Les dirigeants des Usines Renault sont les représentants de la collectivité, ceux de Citroën d'une société par actions, les uns et les autres détiennent le même genre de pouvoir ou exercent la même sorte d'autorité.

Une autre sorte de pouvoir nous intéresse plus : quelle est la relation entre le pouvoir des chefs d'entreprise et les décisions prises par l'administration ou par les hommes politiques ? Ce dont on soupçonne les dirigeants des sociétés

anonymes, ce n'est pas d'avoir du pouvoir dans leurs entreprises, ce qui est évident et légitime, mais d'exercer une action, le plus souvent clandestine, sur les fonctionnaires et sur les hommes politiques dans le sens de leurs intérêts propres. Personne ne doute que les chefs d'entreprise influent sur certaines décisions prises par les pouvoirs publics. Distinguons trois aspects ou trois moyens : l'action le plus souvent clandestine sur les fonctionnaires, l'action de propagande par les journaux professionnels ou la grande presse et enfin l'action directe, immédiate, sur les ministres.

Il convient de distinguer l'action des dirigeants économiques sur le pouvoir politique en vue d'obtenir des mesures administratives ou des décisions législatives favorables à l'entreprise ou à la branche industrielle considérée, et celle qui tend à imposer aux gouvernants certaines décisions, relatives à la grande politique. Le problème essentiel est le deuxième ; en effet, le premier exige avant tout d'innombrables études particulières, études aujourd'hui à la mode, d'autant plus que l'on a peine à les mener à bien. En effet, les groupes d'intérêt n'ont pas d'existence officielle, sauf aux États-Unis, où l'on parle du « lobby » français, du « lobby » chinois, groupes organisés qui ont pour but de faire pression sur les hommes du Congrès en vue de servir les intérêts de la politique chinoise ou de la politique française. Il va de soi que toutes les industries peuvent organiser des « lobbies ».

Ces actions sont souvent efficaces, dans tous les pays de régime constitutionnel-pluraliste. Tel producteur ou tel groupe de producteurs obtiendra telles subventions à l'exportation, telle protection douanière, que l'on peut critiquer au point de vue de l'intérêt général. Ainsi, les représentants d'intérêts privés arrivent à obtenir de l'administration ou des dirigeants politiques des concessions que des despotes éclairés ne leur accorderaient pas. Par rapport à l'optimum de la gestion rationnelle, les régimes pluralistes-constitutionnels présentent à coup sûr un déficit.

La vraie question est au-delà : dans quelle mesure ces minorités économiquement dirigeantes dictent-elles la politique générale du régime ?

Les réformes sociales sont-elles paralysées par l'action des minorités économiquement privilégiées ? Nous avons une expérience incomparable, il suffit d'ouvrir les yeux, d'observer l'évolution sociale depuis un demi-siècle pour constater que ces minorités économiques que l'on nous représente toutes-puissantes n'ont pu empêcher, dans aucun des pays d'Europe occidentale, des transformations auxquelles ces minorités ont toujours passé pour hostiles. Elles n'ont pu empêcher la nationalisation d'une partie des industries en France et en Grande-Bretagne. Elles n'ont certainement pas empêché l'extension de la législation sociale.

Un marxiste pourrait répondre : ces minorités ont tout de même empêché que le capitalisme fût détruit. Incontestablement, dans les régimes constitutionnels-pluralistes, le droit de propriété sur les instruments de production n'a pas été éliminé. La politique, menée par ces régimes, n'a pas porté d'atteinte mortelle aux intérêts de ceux que l'on considère comme la minorité économiquement privilégiée. Dans le seul exemple que nous connaissions de destruction totale du capitalisme, le régime constitutionnel-pluraliste a disparu lui aussi. Quand on a supprimé complètement le droit de propriété sur les instruments de production, on a en même temps supprimé la compétition des partis. A l'intérieur des systèmes constitutionnels-pluralistes, il y a eu jusqu'à présent des limites aux réformes de caractère socialiste. Mais ces limites ont été moins étroites qu'on ne le pensait. Beaucoup de théoriciens socialistes proclamaient que jamais la classe dite capitaliste n'accepterait passivement des réformes comme celles qui ont été pratiqués par le travaillisme dans l'Angleterre de 1945.

Dans l'ordre de la politique intérieure, les réformes possibles, en dépit des minorités économiquement privilégiées ou grâce à elles, vont loin. Encore

aujourd'hui, il est impossible de fixer la limite à partir de laquelle la résistance des minorités privilégiées serait insurmontable sans violence.

Probablement n'est-ce pas encore là la question décisive. Ceux que l'on appelle vulgairement les « monopolistes », les dirigeants des grandes entreprises industrielles, dictent-ils secrètement la politique des États ?

La discussion est, sur ce point, malaisée. Nombre de mes auditeurs ou de mes lecteurs sont sûrs à l'avance que telle est bien la vérité. Je ne puis ébranler leur conviction puisque leur système d'interprétation comporte l'explication de mes erreurs. Ayant une certaine représentation de la manière dont fonctionnent les régimes constitutionnels, ils considèrent que mes yeux sont fermés à certaines réalités, non par refus conscient de la vérité mais par suite de ma situation sociale.

Après ces préliminaires, voici comment j'envisage ce problème.

Depuis une dizaine d'années, les vicissitudes de ma carrière m'ont amené à suivre la politique française de plus près que durant ma jeunesse universitaire. L'une de mes déceptions a été de constater que ceux qui, selon la représentation marxiste du monde, déterminent le cours des événements, le plus souvent n'ont pas de conceptions politiques ; à propos de la plupart des grandes questions discutées en France depuis dix ans, il était impossible de dire ce que les capitalistes français, les grands, les petits, les moyens, ce que les « monopolistes » ou les hommes des trusts voulaient. J'ai rencontré quelques représentants de cette « race maudite », je ne leur ai jamais connu d'opinion résolue et unanime sur la politique à suivre en Indochine, au Maroc ou en Algérie. Je suis prêt à admettre que celui qui avait des intérêts en un point déterminé du globe était sensible à certains arguments. Même cette banalité n'est pas entièrement vraie. En ce qui concerne le Maroc, les « grands capitalistes français » se partageaient en deux groupes, dont l'un pensait qu'il aurait de meilleures chances dans un Maroc indépendant et l'autre craignait le pire dans cette éventualité. Sur une question aussi fondamentale : quelle est la

politique coloniale la plus conforme aux intérêts capitalistes ? les capitalistes eux-mêmes étaient divisés.

J'ai retrouvé, dans le groupe des « monopolistes » ou des « grands capitalistes », les incertitudes, les doutes et les querelles qui s'étalaient sur la place publique, dans la presse ou au Parlement. Pour imaginer qu'ils ont dirigé la politique française, je devrais supposer que certains, parmi eux, avaient la capacité d'imposer leur politique.

Une expérience de cet ordre est-elle susceptible de généralisation ? Il n'est pas prouvé qu'il en soit de même dans tous les pays. Aux États-Unis, à l'heure présente, les directeurs des grandes sociétés exercent une influence sur les milieux gouvernementaux ; ils en exercent davantage sur l'administration républicaine qu'il y a quelques années, sur l'administration démocrate. Quelle que soit l'administration, ils ont toujours des représentants à Washington, qui remplissent des fonctions officielles ou officieuses, parlent, conseillent, agissent.

Représentent-ils *une* politique déterminée ? Là encore, j'ai des doutes. Je ne crois pas que l'on puisse dire que les « monopolistes » des États-Unis soient d'accord sur une diplomatie précise. Dans la mesure où ils ont des préférences, elles sont, d'après mon expérience, souvent inverses de celles qu'on leur attribue. Par exemple, les représentants du grand capital américains n'ont jamais été entièrement convaincus que la passion anticommuniste fût tout à fait justifiée. Beaucoup des hommes d'affaires inclinaient plutôt vers un accord avec l'Union soviétique que vers une politique agressive. Un des livres de James Burnham comporte un chapitre ironique qui s'appelle « Le penchant au suicide du capitalisme américain ». Il reproche à celui-ci de souhaiter par-dessus tout faire des affaires, même avec ses pires ennemis. Les industriels américains ont contribué largement au succès du premier plan quinquennal soviétique ; faute de clairvoyance, ils seraient toujours prêts à subordonner l'intérêt politique à long terme au désir de profits.

Je ne dis pas que tel soit l'esprit constant de toutes les classes économiquement privilégiées dans le monde capitaliste, je dirai que dans la majorité des cas où j'ai pu les observer directement, les représentants du grand capitalisme sont moins « politisés » qu'on ne le croit. Leurs convictions politiques sont moins directement liées à leurs affaires que l'interprétation courante ne l'admet.

On pourrait m'objecter que j'ai pris des exemples particuliers, favorables à ma thèse. Les exemples sont postérieurs à la Seconde Guerre mondiale. Or, depuis la Seconde Guerre, les capitalistes ont découvert que l'impérialisme ne payait pas. L'état d'esprit que j'observe serait né de réflexions récentes, la guerre est devenue une entreprise trop coûteuse, les pays sous-développés ne rapportent plus aux métropoles qui doivent y faire des investissements. L'hésitation ne tient-elle pas au fait que les ex-impérialistes sont aujourd'hui divisés sur la meilleure façon de maintenir ou de liquider l'impérialisme ? Peut-être cette objection contient-elle une part de vérité. Dans le passé, en certaines circonstances, l'intervention des grands intérêts économiques dans les affaires politiques a été plus nette. Cependant, les ouvrages consacrés au rôle des grands intérêts économiques dans les conquêtes coloniales n'aboutissent pas à des conceptions simples ou à des thèses catégoriques. Il y a certainement eu des cas où l'incitation à la conquête est venue du monde économique, mais bien souvent l'initiative est partie du personnel politique. On répète un mot fameux d'un chancelier allemand avant la guerre de 1914 : « Chaque fois que je parle du Maroc, toutes les banques menacent de faire grève. » La Wilhelmstrasse, le ministère allemand des Affaires étrangères, était préoccupé par le Maroc plus que les grands capitalistes. Les dirigeants économiques, français et allemands, étaient prêts à des compromis sur la question marocaine.

Au moment où l'Italie a entrepris la campagne de Tripolitaine, c'est le gouvernement qui a engagé la Banque d'Italie à y acquérir des intérêts et qui lui a donné, en contrepartie, le monopole de l'émission en Italie.

Je ne nie pas qu'en certaines occasions les représentants des intérêts capitalistes aient fait pression sur les hommes d'État. Ce que j'affirme, c'est qu'il n'est pas vrai que la minorité qui dirige les grandes concentrations industrielles constitue un groupe unique ayant une commune représentation du monde et une volonté politique *une.* Jamais et nulle part, on n'a constaté cette cristallisation en classe consciente d'elle-même des maîtres des organisations économiques.

Il n'est pas vrai non plus, autant que l'on puisse en juger d'après l'expérience, que ces représentants des grands intérêts économiques « tyrannisent » les dirigeants politiques et leur imposent les décisions. Ceux qui gèrent les grandes concentrations industrielles exercent, normalement, et légitimement, une influence sur la politique du pays. Les décrire comme des despotes qui manipulent les pantins politiques, c'est sacrifier à la mythologie. Les représentants des grands intérêts économiques ne méritent ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Excès d'honneur de leur prêter une intelligence supérieure et de les croire capables, parce qu'ils gèrent des usines, de manipuler la presse, les partis et le Parlement. Les dirigeants des concentrations industrielles ressemblent aux autres hommes. Imaginer que le jeu politique n'est qu'un écran derrière lequel se dissimule leur toute-puissance n'est qu'une aberration passionnelle qu'explique la haine vouée à un système économique. Il faut détester les grandes entreprises pour prêter à leurs chefs une telle vertu mauvaise. Celui qui n'a pas de sentiments vifs à leur égard les juge plus proches de la commune humanité, très occupés, d'abord par leurs affaires, soucieux d'obtenir ceci ou cela des hommes politiques, mais sans une vision du monde et encore moins une organisation qui leur permette de régner.

Ils ne méritent pas non plus cet excès d'indignité. Ces despotes seraient aussi diaboliques, ils entraîneraient l'humanité vers la guerre par soif de profit. D'aucuns, jadis, pensaient qu'il suffirait de nationaliser les industries

d'armement pour assurer la paix. Les nationalisations ont eu au moins le mérite de dissiper ces illusions. Les relations entre nations ne sont pas pacifiées parce que l'on a enlevé à quelques-uns la chance de s'enrichir en fabriquant des canons.

Les minorités dirigeantes de l'économie, dans les régimes constitutionnels-pluralistes, exercent une influence plus ou moins grande selon les pays et les époques, elles ne détiennent pas une force ultime – ni pour le bien, ni pour le mal.

VIII

EN QUÊTE DE LA STABILITÉ ET DE L'EFFICACITÉ

Les régimes constitutionnels-pluralistes sont oligarchiques comme le sont tous les régimes politiques, mais ils le sont moins que la plupart des régimes connus. Il est vrai que, dans ces régimes, à notre époque, les minorités économiquement dominantes sont toujours liées aux milieux politiquement dirigeants, mais le fait le plus caractéristique, c'est la dissociation de la puissance sociale ou économique d'une part, du pouvoir politique de l'autre. Ceux qui exercent les fonctions politiquement les plus importantes ne sont pas eux-mêmes des hommes qui détiennent socialement les positions les plus importantes.

Cette dualité de l'élite sociale ou économique et du personnel politique a pour résultat une division du pouvoir ; au lieu que celui-ci soit concentré entre les mains d'un petit nombre d'hommes, on finit par ne plus savoir, dans les régimes constitutionnels-pluralistes, qui réellement prend les décisions. Comme cette diffusion ou dispersion du pouvoir donne peu de satisfaction à l'esprit, les mythologies se multiplient selon lesquelles quelques hommes possèdent dans l'ombre la véritable puissance, vainement cherchée sur le devant de la scène. Ainsi naissent, par ordre de dignité croissante, la mythologie des jésuites, celle des francs-maçons, celle des compagnies pétrolières, enfin, au niveau supérieur, celle des monopolistes.

Personnellement, je ne crois pas ces régimes plus unifiés ou plus intelligents qu'ils ne paraissent à l'observateur. Les « manipulateurs » sont créés par l'imagination de leurs ennemis.

Si cette analyse est exacte, le vrai problème des régimes constitutionnels-pluralistes de notre époque n'est pas, ou n'est pas seulement, d'atténuer le caractère oligarchique du gouvernement, mais aussi et surtout d'atténuer le risque de dispersion du pouvoir et d'impuissance des gouvernants.

La deuxième polémique, complémentaire de la polémique contre l'oligarchie, vise l'instabilité, la faiblesse ou l'inefficacité de ces régimes. Il est vrai que ces régimes sont instables, agités, que parfois on ne sait qui y exerce le pouvoir et pour combien de temps. Tout gouvernement a normalement deux objectifs, d'une part rester au pouvoir, d'autre part exercer le pouvoir dans l'intérêt commun. Dans les régimes constitutionnels-pluralistes le souci de rester au pouvoir paraît parfois l'emporter sur le désir de servir l'intérêt collectif (mais de quels gouvernants ne pourrait-on en dire autant !).

Si l'on se donne par la pensée le gouvernant idéal – le conseiller du prince ou le philosophe –, le ministre de la République, constamment soucieux de ne pas donner des armes à l'opposition, ne lui ressemble guère. De plus, ceux qui exercent l'autorité sont perpétuellement tenus par des règles multiples, celles de la constitution, celles de l'administration, ils sont soumis à l'influence des groupes de pression, exposés à la mauvaise humeur de la presse. Rien n'est plus facile que de représenter les gouvernants paralysés par les freins que tous les régimes de cet ordre semblent avoir pour fonction de multiplier.

J'accorderai immédiatement que l'absence de règles constitutionnelles et administratives faciliterait en certains cas l'action. Il a fallu plusieurs années pour construire un bâtiment destiné à la faculté des sciences en un lieu réservé, auparavant, à un autre emploi. Il ne serait pas nécessaire de changer l'essence du régime pour atteindre à une efficacité administrative plus grande.

La deuxième remarque que je voudrais faire, je l'emprunte à un texte de Montesquieu. Dans *Les Causes de la grandeur et de la décadence des Romains* :

> *« Toutes les fois que l'on verra tout le monde tranquille dans un État qui se donne le nom de République, on peut être assuré que la liberté n'y est pas. Ce que l'on appelle l'union dans un corps politique est une chose très équivoque ; la vraie est une union d'harmonie qui fait que toutes les panies, quelque opposées qu'elles nous paraissent, concourent au bien général de la société, comme des dissonances dans la musique concourent à l'accord total. Il peut y avoir de l'union dans un État où l'on ne croit voir que du trouble, c'est-à-dire une harmonie d'où résulte le bonheur qui seul est la vraie paix. Il en est comme des parties de cet univers éternellement lié par l'action des unes et par les réactions des autres. »*

Je n'oserais dire que le bonheur des citoyens se mesure à l'intensité des troubles politiques, ressentis par la cité, mais la qualité d'un régime politique ne se mesure pas non plus à la paix apparente.

Après ces remarques préliminaires, cherchons comment ces régimes essayent d'atténuer les défauts qui les guettent, c'est-à-dire l'instabilité et l'inefficacité.

Je risquerai d'abord une proposition générale. La stabilité semble avoir pour conditions fondamentales, d'abord l'*accord entre les règles constitutionnelles et le système des partis,* en second lieu *l'accord entre l'ensemble de la constitution et des partis d'une part et l'infrastructure sociale ou les préférences de la collectivité d'autre part.*

Pratiquement, on aperçoit deux directions dans lesquelles on peut rendre le pouvoir exécutif, qui sort de la bataille des partis, stable et efficace.

La première direction est celle des États-Unis : faire sortir le pouvoir exécutif d'une consultation, plus ou moins directe, du souverain selon une procédure différente de celle selon laquelle sont élus les membres des assemblées. La constitution américaine va jusqu'au bout de ce principe. L'exécutif est stable par essence puisque le chef en est élu tous les quatre ans et qu'il ne peut, sauf incapacité physique, être déchu de son mandat. Représentant de la collectivité tout entière, il a, pour ainsi dire par décision constitutionnelle, un prestige et une autorité supérieurs à ceux des élus qui ne représentent qu'une fraction de la collectivité.

La deuxième direction dans laquelle on peut donner autorité et stabilité à l'exécutif est celle de la Grande-Bretagne où le gouvernement est l'expression d'une majorité parlementaire. Le gouvernement dure aussi longtemps que cette majorité, c'est-à-dire en général aussi longtemps que l'assemblée elle-même, et il a la possibilité d'agir puisqu'il est presque assuré d'obtenir l'assentiment de l'assemblée.

Ces deux systèmes constitutionnels n'assurent stabilité et autorité que dans la mesure où ils sont accordés à la structure du système des partis.

Supposez, aux États-Unis, des partis disciplinés comme les partis anglais ; le régime ne peut plus fonctionner. Effectivement, le régime fonctionne aux États-Unis même quand le président appartient à un parti et la majorité dans les assemblées à un autre. Cette coopération entre un président démocrate et une majorité républicaine, ou inversement, exige que le sénateur ou le parlementaire qui appartient au parti démocrate puisse approuver une proposition du président républicain, autrement dit l'indiscipline des partis. Si vous vous donnez le régime présidentiel et des partis disciplinés, le régime ne fonctionne qu'à la condition qu'assemblée et président appartiennent au même parti.

En revanche, le régime britannique ne fonctionne aujourd'hui que grâce à la discipline des partis. Si vous supposez, au parlement britannique, la liberté de vote des députés, cette constitution, que l'on admire, cesse d'être exemplaire. Ce n'est pas tout : les deux partis principaux doivent être suffisamment proches l'un de l'autre. Donnez-vous par la pensée deux partis, dont l'un est farouchement libéral, au sens économique du terme, et l'autre résolument planificateur, et l'alternance des partis au pouvoir se traduira par un renversement de la législation.

Ces remarques illustrent la proposition générale : ce n'est pas une règle constitutionnelle en tant que telle qui assure stabilité et efficacité, c'est l'accord

entre cette règle et la structure du système des partis, la nature des partis, leurs programmes, leur conception même du jeu politique.

Le régime américain comporte évidemment un danger : non pas seulement celui de la paralysie par l'opposition entre le président et les assemblées, mais aussi celui du coup d'État. Quand l'influence américaine a répandu le régime enraciné aux États-Unis dans d'autres pays, on a vu se multiplier les coups d'État. D'une certaine façon, le régime américain est perpétuellement coincé entre la menace du *pronunciamiento* et celle d'une paralysie. Quand on présente le gouvernement présidentiel américain comme une garantie d'efficacité, on oublie qu'il avait été conçu dans une intention exactement opposée. Ceux qui avaient rédigé la constitution s'efforçaient de limiter les possibilités d'action des gouvernants, inspirés par le pessimisme libéral selon lequel ceux qui détiennent du pouvoir ont toujours tendance à en abuser.

De même, le régime britannique suppose non pas seulement une coopération possible entre les deux partis, mais une limitation du pouvoir que chacun d'eux reçoit tour à tour. Si le parti travailliste avait voulu abuser des chances que lui conférait sa victoire électorale de 1945, les conservateurs auraient jugé que le régime était par lui-même dangereux.

Ici et là, on observe l'une des conditions nécessaires au fonctionnement du régime constitutionnel-pluraliste : *la discipline des ambitions.* Aussi bien dans le régime britannique que dans le régime américain, il existe une carrière des honneurs, des étapes successives à franchir. Le nombre des prétendants au poste suprême n'est pas illimité.

Cette stabilité assurée, soit par la durée légale dans le gouvernement présidentiel, soit par la cohérence de la majorité dans le gouvernement parlementaire, implique-t-elle l'autorité ? Autrement dit, un gouvernement qui dure a-t-il nécessairement la marge d'action nécessaire ? La réponse immédiate est : certainement non. Remarque importante pour les candidats à la réforme

des institutions : il ne suffit pas qu'un gouvernement dure quelques années pour qu'il possède la puissance d'agir.

Qu'est-ce qui détermine la capacité d'action dans le régime américain ? Le président n'arrive à imposer sa volonté que dans la mesure du prestige dont il jouit et de la résolution qu'il manifeste. Ce ne sont pas les institutions américaines qui garantissent une autorité suffisante au pouvoir exécutif, elles offrent seulement aux hommes qui exercent les fonctions directrices la *chance* d'exercer l'autorité nécessaire. L'essentiel, c'est que le président réussisse à faire ratifier ses propositions par les assemblées. Il est loin d'y réussir toujours. Avec des élections tous les deux ans, les mois durant lesquels le président passe pour incapable d'agir sont nombreux.

En ce qui concerne le régime de type britannique, incontestablement le gouvernement disposant d'une majorité cohérente peut théoriquement presque tout. Mais ici intervient une autre caractéristique des régimes constitutionnels-pluralistes. Ce que peut le gouvernement n'est pas défini par les institutions telles qu'elles sont consignées dans les textes, mais déterminé et limité par ce que l'on appelle, faute d'un meilleur terme, l'opinion publique. A chaque instant, un gouvernement constitutionnel-pluraliste croit pouvoir faire certaines choses et ne pas pouvoir en faire d'autres.

Que peut-il faire en réalité ? Nul ne peut répondre à cette question avec certitude. Les possibilités dépendent largement de ce que croient les gouvernants eux-mêmes. L'impossibilité est créée par le manque de confiance des gouvernants en eux-mêmes.

En France, ce que les gouvernants peuvent et ne peuvent pas, ils le disent en privé, jamais en public. Ils confient volontiers à leurs interlocuteurs ce qu'ils considèrent comme possible en fonction de l'état d'esprit des parlementaires et de l'opinion.

En Grande-Bretagne, le gouvernement aurait-il pu, à partir de 1933, entreprendre le réarmement plus rapidement qu'il ne l'a fait ? L'opinion

empêchait-elle les gouvernements successifs, entre 1933 et 1939, de préparer efficacement la guerre que la plupart d'entre eux sentaient venir ? Le fait est que la plupart des gouvernements ont estimé que les mesures qu'ils jugeaient en privé nécessaires ne seraient pas approuvées par l'opinion publique. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, se pose une question de même ordre ; non une question de réarmement, mais une question économique. En privé et même dans la presse, on pose la question dans les termes suivants : le gouverne ment britannique pourrait-il, pour maintenir la valeur de la monnaie, pour stabiliser les prix, consentir à un certain pourcentage de chômage ? Quel est le nombre de chômeurs acceptable à l'opinion, à la presse, aux syndicats et au public en général ? Ce sont des questions de cet ordre qui permettent de déterminer la marge d'action des gouvernements constitutionnels-pluralistes.

Ces régimes sont définis par la lutte constante entre des intérêts privés ou des intérêts privés-collectifs. L'intérêt de la collectivité tout entière risque de disparaître dans le tumulte des propagandes partisanes ; d'où la nécessité de créer des instances, soustraites à la rivalité des partis ou des groupes. Dans l'abstrait, le remède est simple : il faut assurer l'impartialité ou la dépolitisation de l'administration, souhaiter une presse aussi libre que possible, non seulement par rapport aux gouvernements mais par rapport aux partis et aux groupes d'intérêts, une presse où ceux qui écrivent ont le droit de dire ce qu'ils jugent utile à la collectivité tout entière. Enfin, il faut multiplier les commissions du type des commissions royales britanniques où l'on confie à des hommes que l'on suppose au-dessus des passions le soin d'étudier objectivement et scientifiquement un problème de gestion. Les conseils ne dispensent pas les hommes politiques de choisir, mais ils exercent une pression morale sur leur choix.

On pourrait même, si on le voulait, ajouter une dernière remarque : au-dessus de l'administration impartiale, de la presse objective et des commissions d'enquête, il faut que ceux qui participent à la lutte partisane, c'est-à-dire les

partis et les groupes d'intérêts, ne poussent pas trop loin la défense de leurs causes particulières et gardent le sens de l'intérêt collectif en même temps que de l'intérêt du jeu politico-économique lui-même. Il est plus facile d'assurer le fonctionnement d'un système constitutionnel-pluraliste lorsque les syndicats patronaux et ouvriers se donnent une double fonction, dont l'une est de revendication et l'autre d'encadrement. J'entends par fonction de *revendication* celle que tous les syndicats exercent en faveur des syndiqués ; j'appelle fonction *d'encadrement* une action, subtile et camouflée, pour décourager les revendications excessives en même temps que pour obtenir satisfaction en faveur des revendications modérées.

Ce langage s'applique à des réalités que nous pouvons observer. En Grande-Bretagne, les syndicats ouvriers sont tout autant des institutions d'encadrement des masses populaires que des institutions de revendications. La revendication à l'état pur risque de devenir révolutionnaire et de briser le cadre des régimes constitutionnels-pluralistes.

Ces régimes sont-ils par essence inefficaces ?

La première difficulté, pour répondre à la question, est que les régimes ne sont qu'un des facteurs de l'efficacité ou de l'inefficacité des gouvernants ou des pays. Quand on dit : les régimes constitutionnels-pluralistes sont-ils efficaces ? il faut immédiatement ajouter : les régimes non constitutionnels sont-ils efficaces ? Il n'y a pas de raison que la même réponse soit valable pour le régime espagnol d'aujourd'hui, pour le régime allemand du III^{e} Reich et pour le régime soviétique. Autrement dit, toute proposition générale sur l'efficacité ou l'inefficacité de ces sortes de régimes serait une proposition aventureuse, elle supposerait que les conséquences d'un régime peuvent être déterminées dans l'abstrait, abstraction faite de la nature du pays et aussi des hommes qui font vivre les institutions.

Dès lors, nous devons nous demander quels sont les facteurs d'inefficacité liés à l'essence d'un régime constitutionnel-pluraliste. Quelle est l'inefficacité

qui menace un régime de cette sorte ?

La première menace, nous la connaissons bien, c'est le risque de conservatisme ou de paralysie, par concessions excessives de gouvernants faibles à des intérêts privés.

La deuxième menace vient de la tentation perpétuelle des gouvernants de céder non pas à des revendications particulières, mais au penchant général des hommes à la facilité ; je veux dire de sacrifier les nécessités de la préparation militaire au désir de bien-être, normal chez tous les hommes dans un régime quel qu'il soit.

Enfin la troisième menace est le sacrifice de la prospérité de l'économie ou de la collectivité tout entière par incapacité de choisir une politique cohérente.

Tous les régimes constitutionnels-pluralistes sont menacés par le conservatisme ; je me souviens d'avoir, avant la guerre de 1939, scandalisé certains de mes collègues, à la *Société Française de Philosophie,* en leur disant que les régimes démocratiques, que j'appelle ici les régimes constitutionnels-pluralistes, étaient essentiellement conservateurs. La proposition est trop radicale ; mais il est vrai que tout régime constitutionnel-pluraliste, à notre époque, est menacé par la paralysie des pouvoirs au fur et à mesure qu'il dure. D'où résulte le phénomène de révolution ou de pseudo-révolution pour rajeunir le pouvoir et lui restituer une capacité d'action. Dans les régimes qui fonctionnent bien, il s'agit de pseudo-révolution. Des législateurs ou des ministres, soudain, pour une raison ou pour une autre, reçoivent un pouvoir supérieur à celui dont disposent normalement les gouvernants et l'utilisent pour accomplir des réformes rapidement. Nous avons connu la pseudo-révolution de 1936 au moment du Front populaire, nous avons connu une deuxième pseudo-révolution en 1945 après la Libération, les Anglais ont connu une pseudo-révolution en 1945. Tous les régimes de cet ordre connaissent des alternances entre des phases où les gouvernants ont peu d'autorité et sont arrêtés de tous les côtés par la résistance de groupes

particuliers, et des mouvements d'opinion plus ou moins violents qui rendent aux gouvernants la possibilité d'agir.

Peut-être n'est-ce pas même une particularité des régimes constitutionnels-pluralistes. L'Ancien Régime, avant 1789, était, lui aussi, paralysé par la multiplication des privilèges et des droits acquis, qui finalement rendaient le pouvoir monarchique, bien que non constitutionnel, étrangement faible. La Révolution française a été interprétée par certains comme une forme extrême du rajeunissement, du renforcement du pouvoir.

De plus, dans les périodes où, en principe, il ne se passe rien, il peut se passer beaucoup de choses. Par exemple, dans les dix années qui ont suivi la guerre de 1945, une des formules couramment employées était celle d'immobilisme, mais durant ces dix années la société française a changé beaucoup plus que dans les décennies précédentes.

Autrement dit, la difficulté d'agir des gouvernants n'est pas encore une mesure exacte du conservatisme de la société. La société peut changer en dépit de gouvernements réduits à des moyens d'action limités, et, d'autre part, il se peut que la société change peu alors même que les gouvernements ont la capacité d'action. Dans ces régimes, le gouvernement n'est pas nécessairement le moteur des changements. On pourrait, avec un rien de paradoxe, dire que souvent ces régimes fonctionnent bien quand le moteur est dans la société et le frein dans le gouvernement. La société est soumise à des changements rapides grâce à la vitalité de l'économie, le gouvernement intervient en grande partie pour atténuer les chocs, sur les groupes ou les individus, des transformations que rend nécessaire la croissance de l'économie. N'oubliez pas que je situe ces régimes dans la civilisation industrielle que nous avons étudiée au cours des années précédentes. Or, dans la civilisation industrielle, le changement se fait de lui-même. Seule une résistance diaboliquement efficace des gouvernants empêche les transformations économiques. Dans la majorité des cas, la paralysie qui risque de gripper les mécanismes constitutionnels ne suffit pas à

empêcher les changements économiques et sociaux dont le moteur est dans la société elle-même.

Les régimes comportent les avantages et les inconvénients de la dispersion du pouvoir et de la protection explicite des intérêts privés. Par définition, ils ne peuvent ni faire des actions d'éclat comparables à celles des régimes où les gouvernants ne connaissent pas d'entraves, ni non plus commettre des erreurs de mêmes dimensions. Rien de comparable à la collectivisation agraire de 1929-1935 en Russie n'est concevable sous un régime constitutionnel-pluraliste.

N'oublions pas, cependant, que même dans ces régimes, nous avons pu observer des phénomènes, à certains égards presque aussi terribles, à savoir la crise de 1930-1933. Ces régimes sont capables non de commettre des actions monstrueuses, mais de supporter passivement les conséquences de phénomènes monstrueux.

Pour aboutir à une conclusion provisoire, disons qu'en gros et dans la majorité des cas, en vue d'une économie de bien-être, un régime constitutionnel-pluraliste est préférable à un régime de parti monopolistique.

Passons maintenant à la deuxième menace, le sacrifice de la collectivité aux citoyens.

J'ai dans l'esprit la distinction que Pareto a établie, dans son *Traité de sociologie générale,* entre l'intérêt *de* la collectivité considérée comme une unité, une entité, et l'intérêt *pour* la collectivité, c'est-à-dire pour les individus qui la composent.

Pareto considérait que le maximum d'intérêt pour les membres de la collectivité n'était pas atteint, aussi longtemps que l'on pouvait accroître les satisfactions de quelques citoyens sans diminuer celles des autres. Mais ce maximum d'intérêt, s'il correspond au maximum de bien-être, ne se confond pas nécessairement avec l'intérêt de la collectivité considérée comme une unité

politique. Accorder le maximum de bien-être aux citoyens met parfois en danger l'existence, la défense de la collectivité elle-même.

Sur ce point, la première remarque sera banale : ces régimes sont, par essence, des régimes de paix. Personne ne songera, dans une collectivité organisée pour la guerre, à instituer en permanence la rivalité des intérêts et des partis. Si l'on accepte la rivalité des intérêts et des partis, c'est que l'on souhaite la paix. Aussi, ces sortes de régimes, face à des régimes dont l'essence est différente, sont étrangement embarrassés. Prenons des exemples suffisamment lointains pour ne pas soulever de passions. Entre 1933 et 1939, les régimes constitutionnels-pluralistes paraissaient décadents parce qu'ils étaient aux prises avec des régimes incarnés dans des hommes dont la façon de penser et le style d'action différaient en nature du style de pensée et de la méthode d'action des dirigeants parlementaires. Ceux-ci croient aux compromis et n'aiment pas la violence, le chef d'un parti monopolistique croit à la violence et méprise les compromis. Les chefs des régimes fascistes pensaient que la guerre était la loi de l'histoire et la conquête la fin normale de toutes les collectivités vitales. Les régimes constitutionnels-pluralistes, au XX^{e} siècle, sont mal adaptés à la conquête et même, jusqu'à un certain point, à la préparation de la guerre.

Certes les régimes que nous étudions ont conquis de grands empires au XIX^{e} siècle (ils les ont perdus au XX^{e}). Mais le problème est de savoir, précisément, pourquoi ce même genre de régime a pu réaliser tant de conquêtes au siècle dernier et les perdre aussi vite en celui-ci. Dire que, d'une manière générale, ces régimes sont incapables de conquérir est démenti par l'expérience du siècle dernier ; constater leur inadaptation au maintien des conquêtes au XX^{e} siècle est un autre fait d'expérience.

Bornons-nous sur ce point à une seule remarque : ces régimes sont de plus en plus dépourvus des moyens idéologiques de justifier leurs empires et ils ne possèdent ni la capacité de violence ni la capacité d'hypocrisie nécessaire pour mener en permanence une politique contraire à leurs idées.

Ces propositions ne sont vraies qu'à long terme. Dans le court terme, et par accident, bien des choses peuvent se passer qui démentent les propositions que je viens de formuler. Les conquêtes, au siècle dernier, étaient faciles en raison de la supériorité militaire des peuples européens ; d'autre part, elles étaient dans une certaine mesure justifiées par une doctrine de la mission civilisatrice. En ce siècle, il n'en va plus ainsi.

Mais si l'on veut montrer les relations entre ces sortes de régimes et la guerre, il y a un autre aspect du problème que l'on ne doit pas oublier : une fois engagés dans la guerre, ces régimes vont parfois plus loin que les régimes d'autres types. J'ai un exemple précis dans l'esprit : la mobilisation comparée de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne hitlérienne de 1939 à 1945 ; la mobilisation des hommes et des ressources a été plus poussée dans l'Angleterre démocratique que dans le III^{e} Reich. Il est facile de répondre que, en temps de guerre, ces régimes changent de nature ; pour une part c'est vrai, la lutte partisane est suspendue en temps de guerre. L'expérience de la Grande-Bretagne n'en confirme pas moins une proposition de *La Démocratie en Amérique.*

Tocqueville a écrit que les régimes qu'il appelait démocratiques ont cette double particularité d'avoir peine à préparer les guerres et plus de peine encore à les arrêter quand ils les ont entreprises. Les deux phénomènes sont liés : il leur est difficile de préparer la guerre en temps de paix parce que, dans les démocraties, régimes de paix, les gouvernants s'efforcent de flatter les désirs supposés des citoyens. Après l'entrée en guerre, il se produit une sorte de renversement. Le régime, tel qu'il devient une fois que les canons ont parlé, est à ce point différent du régime de paix qu'il est tenté d'aller jusqu'au bout de la victoire, pour en finir, une fois pour toutes, avec ces ingrates nécessités et revenir le plus vite possible à l'état normal. D'où la réticence à préparer et l'incapacité d'arrêter.

Venons-en maintenant à la troisième menace : jusqu'à quel point ces régimes sont-ils capables d'assurer les fonctions indispensables au bien de la collectivité ?

Les régimes constitutionnels-pluralistes sont-ils inefficaces en ce qui concerne le développement de l'économie ? Si l'on s'en tient à l'expérience, il est impossible de l'affirmer. Au bout du compte, ces régimes existent dans les pays les plus riches, où le niveau de vie est le plus élevé. C'est aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Europe occidentale, que l'économie de bien-être s'est épanouie.

A certaines époques, en particulier pendant la crise économique de 1930 à 1933, ces régimes ont semblé incapables de gérer une économie moderne ; mais les faits ont apporté une autre révélation, quelque peu décevante : il n'y a pas de relation nette entre la qualité des institutions et celle de la gestion économique. Des pays où les institutions fonctionnent bien, par exemple la Grande-Bretagne, ont commis des erreurs de gestion énormes et peut-être des pays où les institutions fonctionnaient normalement moins bien ont-ils commis moins d'erreurs.

En d'autres termes, le phénomène essentiel de cette période 1930-1933, durant laquelle on a été tenté de croire que ces régimes étaient incapables de survivre, ce furent des erreurs de gestion économique, erreurs qui ne sont guère liées à la rivalité des partis et aux luttes partisanes. L'exemple le plus clair est celui de la France.

De 1930 à 1939, la France a mené une politique telle qu'à la veille de la guerre la production industrielle était d'environ 20 % inférieure à ce qu'elle était en 1929. Mais les décisions qui ont provoqué ce déclin ne sont pas imputables à l'instabilité des gouvernements ou à l'absence d'autorité, défauts couramment attribués au régime français. Des erreurs, commises par des fonctionnaires, par les représentants des intérêts privés tout autant que par les parlementaires, ont déterminé la prolongation de la crise française pendant dix

ans. Le refus de la dévaluation du franc de 1931 à 1936 n'a rien à voir avec la violence des luttes partisanes puisque, par une sorte de miracle, la majorité des hommes politiques, des partis, des banquiers et des industriels refusaient une mesure dont tout le monde sait à présent qu'elle était indispensable à la reprise de l'économie française.

En ce qui concerne la politique étrangère, on hésitera davantage à formuler un jugement catégorique. Il est incontestable que la politique étrangère des régimes constitutionnels-pluralistes a été, entre les deux guerres, exceptionnellement inefficace. Mais, nouvelle remarque décevante, la politique étrangère de la Grande-Bretagne n'a guère été moins mauvaise que celle de la France. Peut-être même a-t-elle été pire, plus changeante, de 1920 à 1939. Durant une première phase, la Grande-Bretagne a cru avoir davantage à craindre de la France que de l'Allemagne, ce qui était pour le moins une étrange illusion ; en une deuxième période, c'est-à-dire après l'arrivée au pouvoir de Hitler, les dirigeants de la politique anglaise ont crut longtemps à un accord avec le III^{e} Reich et à la possibilité de limiter les ambitions de Hitler. Encore une fois, dans certains cas d'inefficacité, on n'est pas sûr d'apercevoir un lien entre le fonctionnement des institutions et les décisions prises.

Ce qui reste vrai, c'est que la politique étrangère des régimes constitutionnels-pluralistes sera toujours menacée d'inefficacité en certaines circonstances, c'est-à-dire lorsqu'elle sera aux prises avec des régimes de nature foncièrement différente. Les parlementaires auront toujours de la peine à comprendre le mécanisme mental d'hommes formés dans un univers autre, habitués à des pratiques autres. Ce danger d'incompréhension est multiplié par la répugnance de ces régimes à accepter les faits quand ils sont déplaisants et à prendre des risques quand il faut agir.

La propension à refuser les faits et l'hésitation à prendre les risques sont, me direz-vous, des caractéristiques de la nature humaine beaucoup plus que d'un type de régime. Jusqu'à un certain point, cette objection est vraie ; les hommes,

quels qu'ils soient, préfèrent imaginer le monde conformément à leurs préférences et non pas le voir tel qu'il est lorsqu'il paraît odieux. Il y a aussi une catégorie d'hommes, et pas tous des névrosés, qui ont un penchant inverse, ils voient toujours les catastrophes monter à l'horizon et non les choses tourner à leur avantage. Tout de même, dans la presse, dans la vie politique, il est plus fréquent de voir le monde tel qu'on voudrait qu'il fût plutôt que tel qu'il est.

Les régimes de paroles et de discussion auront toujours peine à faire un choix radical, toujours tendance à préférer le compromis. Or, en politique étrangère, il faut souvent choisir et choisir rapidement. Souvenez-vous de l'occupation de la Rhénanie en mars 1936 ; l'alternative était claire : réplique militaire ou acceptation. Une réplique militaire était difficile à la veille des élections, l'acceptation passive était difficile en raison de la portée de l'événement. On a choisi la formule intermédiaire, c'est-à-dire que l'on a déclaré solennellement que l'on n'accepterait pas ce que l'on acceptait en fait.

L'exemple est caricatural, mais la caricature symbolique. Tout régime de cet ordre sera toujours enclin à substituer le refus verbal au refus effectif et à croire que le monde n'est pas ce qu'il est.

IX

DE LA CORRUPTION DES RÉGIMES CONSTITUTIONNELS-PLURALISTES

Vous connaissez tous la formule : « Que la République était belle sous l'Empire. » Cette formule ironique, assez caractéristique du pessimisme des Français, me paraît comporter une vérité profonde. Les régimes constitutionnels-pluralistes, que l'on appelle couramment démocratiques, ne peuvent pas ne pas décevoir à la fois parce qu'ils sont prosaïques et parce que leurs vertus suprêmes sont négatives.

Prosaïques puisque, par définition, ils font la part belle aux imperfections de la nature humaine ; ils acceptent que le pouvoir sorte de la compétition entre les groupes et les idées ; ils s'efforcent de limiter l'autorité, convaincus que les hommes abusent du pouvoir quand ils le détiennent.

Ces régimes possèdent aussi des vertus positives, ne serait-ce que le respect de la constitutionnalité, des libertés individuelles, mais peut-être leurs vertus les plus hautes sont-elles négatives. On n'en prend une pleine conscience que le jour où l'on en a perdu le bénéfice. Ces régimes empêchent ce que les autres sortes de régimes n'empêchent pas.

Cela dit, un régime qui tolère le conflit permanent des idées, des intérêts, des groupes et des personnes, ne peut pas ne pas refléter le caractère des hommes qui les font vivre. Il est loisible de rêver d'un régime constitutionnel dont les imperfections auraient disparu, mais on ne peut pas considérer comme probable un régime où les hommes politiques seraient tous conscients, en

même temps que des intérêts particuliers qu'ils représentent, de l'intérêt collectif qu'ils doivent servir, où les conflits d'idées se déchaîneraient à plein mais où la presse serait objective, où les citoyens garderaient le sens de leur solidarité en dépit des querelles qui les opposent les uns aux autres.

Si ces analyses, telles que je les ai développées dans les deux dernières leçons, sont exactes, on peut se demander s'il est légitime de distinguer les régimes constitutionnels-pluralistes corrompus et les régimes sains. N'est-on pas tenté de dire que, par essence, ces régimes sont toujours corrompus à un degré où a un autre ? Je suis tout prêt à reconnaître que ces régimes ne réalisent jamais pleinement leur essence, qu'ils ne résolvent jamais de manière parfaite les problèmes qui se posent à eux. Mais il est des différences de degré qui justifient que l'on parle dans certains cas de régimes sains et dans d'autres cas de régimes corrompus. Je vais consacrer la leçon d'aujourd'hui aux différentes sortes de corruption des régimes constitutionnels-pluralistes.

On peut, tout d'abord, distinguer les espèces de corruption d'après la cause principale. Celle-ci peut être située soit dans les institutions politiques, au sens étroit du terme, soit dans l'esprit public, soit enfin dans l'infrastructure sociale.

La corruption des institutions politiques apparaît lorsque le système des partis ne correspond plus aux différents groupes d'intérêts, ou bien lorsque le fonctionnement du système des partis est tel qu'aucune autorité stable ne sort de la rivalité des partis.

La deuxième sorte de corruption est celle de l'esprit public, Montesquieu aurait dit la corruption du *principe.* On peut concevoir diverses modalités de la corruption du principe : ou bien l'esprit partisan finit par effacer la conscience du bien commun, ou bien l'esprit de compromis, nécessaire au fonctionnement du régime, finit par empêcher toute décision claire et toute politique résolue.

Enfin, la corruption aurait pour origine l'infrastructure sociale, lorsque la société industrielle ne parviendrait plus à fonctionner, lorsque les rivalités

sociales atteindraient une telle intensité que le pouvoir politique, issu des partis, serait incapable de les maîtriser.

Une classification de cet ordre est utilisable. Cependant, elle ne peut servir de base à notre recherche parce que, bien souvent, on ne saurait dire quelle est la cause majeure de la corruption.

Une deuxième sorte de classification, plus simple, reposerait sur la distinction que j'ai faite dans les deux dernières leçons, entre oligarchie et démagogie.

Les régimes constitutionnels-pluralistes peuvent se corrompre par excès d'oligarchie ou par excès de démagogie. Dans le premier cas, ils seraient corrompus parce qu'une minorité manipulerait les institutions et les empêcherait de réaliser leur idée, celle du gouvernement de citoyens.

La deuxième sorte de corruption apparaîtrait au contraire lorsque l'oligarchie serait pour ainsi dire trop effacée, lorsque les différents groupes iraient jusqu'au bout de leurs revendications et lorsqu'il ne resterait plus d'autorité capable de sauvegarder l'intérêt général.

Cette classification est, elle aussi, utilisable. Les régimes corrompus peuvent, en effet, être rattachés soit à un excès d'oligarchie, soit à un excès de démagogie.

Mais cette distinction est, elle aussi, abstraite, générale ; il n'est pas toujours facile de savoir à quelle catégorie appartient un cas particulier. Aussi je préfère utiliser une autre distinction simple, celle du « pas encore » et du « déjà plus ». Il y a des régimes constitutionnels-pluralistes qui sont corrompus parce qu'ils n'ont *pas encore* jeté de racines profondes dans une société, et il y a des régimes constitutionnels-pluralistes qui sont corrompus par le temps, par l'usure, par l'habitude, et qui ne fonctionnent *déjà plus.*

En gros, la plupart des régimes corrompus au sens du « pas encore » souffrent d'un excès d'oligarchie ; en revanche, les régimes corrompus au sens du « déjà plus » souffrent, le plus souvent, d'un excès de démagogie.

J'étudierai donc successivement les difficultés de *l'enracinement* d'abord, les risques de la *décomposition* ou de la dissolution ensuite.

La première difficulté de l'enracinement, la plus banale, la mieux connue, est le non-respect de la règle constitutionnelle. Après tout, ces régimes ont pour caractéristiques l'établissement d'une règle selon laquelle se déroule la compétition des individus, des groupes et des partis. Toute violation de la règle par la force est un manquement à l'essence même du régime.

Beaucoup de ces régimes ont eu peine à s'imposer. Durant de longues périodes, le fonctionnement constitutionnel était interrompu par des coups d'État. La France a essayé d'introduire un régime constitutionnel à la fin du XVIII^e^ siècle, et ce régime n'a été à peu près stabilisé, n'a joui d'un respect presque général que dans les dernières années du XIX^e^ siècle. Au cours de la période qui s'est écoulée entre 1789 et 1871, aucun des régimes n'a été tenu pour incontestable par l'ensemble de la nation.

Plus généralement, on peut dire que les pays latins ont eu et continuent d'avoir une peine extrême à faire fonctionner de manière permanente des régimes constitutionnels-pluralistes. Le fait est frappant, l'explication en est contestée.

Quelques raisons sautent aux yeux, que l'on peut indiquer, même si l'on ne prétend pas à une étude complète.

La première est le rôle joué par la religion catholique et l'Église dans la vie de ces pays. Comment établir un régime de cet ordre, admis par l'ensemble des citoyens, si la plus grande force morale ou spirituelle ne le soutient pas, si l'Église est ou a l'air d'être hostile aux institutions politiques ? Le phénomène est évident dans le cas de l'Espagne, il a été important dans l'histoire de la France, jusque vers 1885, il a pesé aussi sur l'histoire de l'Italie.

Dans tous les pays latins, beaucoup de partis, sinon la majorité d'entre eux, sont portés à des revendications extrêmes. Or, pour que ces régimes vivent, il

faut que les partis qui les ont fait naître en acceptent les lois. En France, dès qu'un régime républicain ou démocratique est établi, certains partis lui sont hostiles et lui reprochent modération ou conservatisme.

Enfin, troisième cause apparente, la société industrielle ne s'est pas développée dans ces pays aussi vite que dans les pays protestants.

La deuxième difficulté de la période d'enracinement, c'est la manipulation des pratiques constitutionnelles par une oligarchie. Il n'est pas nécessairement mauvais, durant une phase initiale, qu'une classe dirigeante, consciente d'elle-même, assume la charge du pouvoir. Après tout, tel a été le cas pendant une longue période dans l'histoire de l'Angleterre. Mais pour que ces régimes s'enracinent à la faveur d'un pouvoir oligarchique, encore faut-il que les oligarques soient réellement favorable à ce genre d'institutions et contribuent à la modernisation de la société, à la rationalisation de l'économie. Ce qu'il faut craindre, c'est la manipulation de ces institutions par des oligarques, hostiles à une véritable compétition de partis et, du même coup, hostiles au démantèlement de leurs privilèges.

Je songe aux pays du Proche-Orient. En Égypte, avant la récente révolution, un pseudo-régime constitutionnel-pluraliste était intégralement manipulé par une minorité d'oligarques, composée surtout de grands propriétaires. Ils étaient des ploutocrates en même temps que des oligarques, plus soucieux de maintenir leur puissance et leur richesse que de transformer la société.

Si tel est le cas, le régime ne peut pas s'enraciner car les forces nouvelles, les groupes qui surgissent de la modernisation de la société, deviennent hostiles à ce genre de régime qui leur apparaît contraire au mouvement de l'histoire.

Les méthodes constitutionnelles, le pseudo-respect des libertés individuelles, risquent de se dégrader en instruments de la conservation de privilèges anachroniques. Le régime est corrompu ou, plus exactement, il ne réalise pas encore son idée parce que le pouvoir absolu de la minorité dirigeante est contraire à sa vocation.

La troisième difficulté est liée à la deuxième. Les querelles entre les groupes et, en particulier, entre les différents groupes qui appartiennent à la minorité dirigeante atteignent parfois une violence telle que le régime est condamné.

Je songe à la France. Le divorce entre puissance sociale et pouvoir politique a été endémique, sous une forme ou sous une autre. Des phénomènes analogues sont fréquents dans les pays que l'on appelle aujourd'hui sous-développés. Tantôt les vieilles oligarchies sont maîtresses des élections et utilisent les pratiques constitutionnelles comme une sorte de camouflage, elles poussent ainsi vers l'extrémisme les représentants des classes moyennes, désireuses de hâter la modernisation. Tantôt, au contraire, intellectuels, révolutionnaires professionnels ou militaires s'emparent du pouvoir et l'exercent arbitrairement afin de liquider les privilégiés d'hier.

L'exemple de la France est, à cet égard, instructif. L'Assemblée constituante ne comptait pas un seul républicain. La République passait pour impossible en un pays aussi vaste et peuplé que la France. La monarchie a été renversée parce que le vieux principe de légitimité était ébranlé et que les querelles entre les diverses factions, issues des anciens ordres, étaient trop violentes pour permettre le fonctionnement d'une compétition régulière. La révolution telle qu'elle s'est déroulée a eu pour cause immédiate l'échec de la tentative pour introduire des pratiques parlementaires imitées des pratiques anglaises.

L'échec a entraîné des conséquences durables puisque, avant la fin du XIX^{e} siècle, aucun régime n'était réellement enraciné, tenu par l'ensemble de la population pour légitime. Tantôt la faction au pouvoir était issue des anciens privilégiés, tantôt, au contraire, la faction victorieuse rejetait dans l'émigration intérieure les descendants de l'aristocratie.

Ces élites nouvelles, souvent composées d'officiers ou d'intellectuels, deviennent, à notre époque, selon les circonstances, fascistes ou communistes ; les deux formules ont parfois, dans ces pays, une signification analogue, celle

d'une volonté de rupture avec des régimes conservateurs ou faussement démocratiques, manipulés par les représentants des élites traditionnelles.

La condition nécessaire à l'enracinement, à cet égard, c'est que les élites sorties du développement de la société industrielle puissent trouver place dans le régime.

La quatrième difficulté est de limiter les revendications populaires durant les premières phases des régimes constitutionnels.

Je songe à la France de 1848. Substituer une république à une monarchie n'augmente pas du jour au lendemain les ressources de la collectivité ou la productivité de l'économie. Il ne suffit pas que le régime s'appelle républicain ou démocratique pour que l'on puisse distribuer aux masses populaires plus de biens. Les changements révolutionnaires ne peuvent pas ne pas susciter espoirs et revendications ; comment éviter que le régime soit victime de déceptions inévitables ?

Je songe aussi à un cas plus intéressant pour nous aujourd'hui, celui de l'Inde. La survie d'un régime constitutionnel-pluraliste y dépend, d'une part du maintien de la cohérence du groupe dirigeant de l'État nouveau, d'autre part d'une certaine passivité des masses populaires, ou encore du maintien d'une discipline sociale traditionnelle, en dépit des transformations économiques. Si les masses de l'Inde s'éveillent trop tôt à la conscience politique, il est douteux que le régime constitutionnel-pluraliste survive. Quel que soit le régime, en raison de l'insuffisance des ressources, il sera longtemps impossible de satisfaire les revendications, même légitimes. La démocratie existe aux Indes, pays pauvre, parce que deux conditions rares sont simultanément réalisées, la résignation des foules et la cohérence de l'élite.

Vient enfin une dernière difficulté dont je ne dirai qu'un mot, car elle est immédiatement compréhensible, le manque d'administrateurs.

Nous étudions surtout les régimes constitutionnels dans leur fonctionnement politique, mais la qualité de l'administration importe autant

que tous les facteurs proprement politiques. Si l'on introduit un régime constitutionnel-pluraliste dans un pays presque dépourvu d'administrateurs, il est improbable qu'il puisse fonctionner. Aucun régime ne fonctionnerait mieux ? Certes, aucun régime ne fonctionnerait *bien* s'il y avait carence d'administrateurs qualifiés. Mais le fait que l'on y ajoute une lutte permanente des intérêts, des idées, des hommes, des partis, accroît les déficiences de l'administration. Je songe à un cas précis, celui de l'Indonésie ; pays sans unité de langue, de religion, de nationalité, où le nombre des administrateurs qualifiés était dérisoire et où l'on a introduit un régime inspiré des régimes constitutionnels-pluralistes de l'Occident. Il n'est pas surprenant qu'au bout de quelques années d'expérience le régime se désagrège et l'unité nationale aussi. Les régimes démocratiques n'ont pas pour fonction de créer les États ou l'unité des nations ; ce qui est possible, c'est que l'unité des États et des nations résiste à la compétition permanente des hommes et des idées. On n'a jamais créé une nation en disant aux hommes : allez et disputez-vous. Parfois l'Occident semble conseiller aux pays libérés de faire sortir le pouvoir de leurs divisions.

Si j'avais à résumer les différentes difficultés de l'enracinement, je rassemblerais ma pensée dans les trois formules suivantes :

Il faut d'abord que la distance entre puissance sociale et pouvoir politique soit juste, ce qui signifie, selon la vieille sagesse bourgeoise, ni trop grande ni trop petite. Si la distance est trop grande, l'explosion est presque inévitable. Les puissances sociales essaieront soit d'écarter, soit de manipuler les chefs politiques. S'il n'y a aucune dissociation entre ceux qui exercent l'autorité politique et ceux qui possèdent la puissance sociale par l'argent ou par la tradition, alors le régime est pseudo-constitutionnel, manipulé par les oligarques.

Il faut ensuite que la formule qui sert de base à ces régimes soit respectée, que les institutions soient admises dans leur principe, que l'esprit nécessaire au

fonctionnement de ces institutions anime, sinon les masses populaires, au moins les minorités dirigeantes.

Enfin, la troisième exigence est que ces régimes aient une efficacité suffisante, et l'efficacité se mesure par rapport à deux objectifs : le premier est la sauvegarde de l'unité de la collectivité en dépit de la multiplicité des conflits, et le deuxième est la modernisation de l'économie, en dépit de la tendance conservatrice des groupes d'intérêt.

J'examinerai les risques de décomposition : 1° au niveau des institutions politiques ; 2° au niveau du principe ou de l'esprit public ; 3° par rapport à l'infrastructure sociale ou plus généralement par rapport aux tâches que ces régimes doivent accomplir. (Je réserve ce troisième point pour une autre leçon.)

1. *Au niveau des institutions politiques.*

Prenons à nouveau le cas de la France, auquel je consacrerai une leçon entière.

Ce qui aujourd'hui met le régime en péril, ce n'est pas la violence de passions idéologiques, hostiles au régime. Dans l'ensemble, les Français sont aujourd'hui plus enclins à accepter le régime présent qu'à aucune autre époque depuis 1789. Peut-être est-ce par lassitude, après tant d'expériences vaines. Pourtant, le régime passe pour menacé. A supposer qu'il le soit, c'est exclusivement parce qu'une partie importante du pays a le sentiment que la règle constitutionnelle, le système des partis ou le désaccord entre la règle constitutionnelle et le système des partis sont responsables d'une faiblesse et d'une instabilité de l'exécutif incompatibles avec le bien commun. Un régime accepté comme légitime peut être menacé par ses propres déficiences.

2. *Corruption du principe.*

Je prends le mot principe au sens de Montesquieu. Les hommes ne sont plus *ce* qu'exige un régime de cette sorte, ils ne possèdent plus les qualités

nécessaires pour faire vivre un régime de liberté.

Que doivent être les hommes des régimes constitutionnels-pluralistes ? Laissons de côté l'expression de vertu, employée par Montesquieu ; les sociétés dans lesquelles nous vivons ne peuvent pas être vertueuses au sens de Montesquieu. La vertu, selon ce dernier, comporte une volonté d'égalité et de frugalité contraire à l'essence des sociétés industrielles. Communistes ou démocratiques, nos sociétés ne sont pas vertueuses et ne peuvent pas être vertueuses en ce sens, pour la simple raison qu'elles ont pour fin de produire le plus possible et le mieux possible. On ne conçoit pas une société dont l'objectif soit de produire le plus possible et de distribuer le moins possible. Les hommes ne peuvent se donner pour valeur suprême la frugalité dans une économie qui s'efforce de créer l'abondance.

Ces propositions sont rigoureusement évidentes, bien que nombre de critiques de la démocratie s'obstinent à croire que la vertu des démocraties modernes puisse être semblable à la vertu des démocraties antiques.

Il reste un trait commun entre la vertu ancienne et la vertu moderne, c'est le respect des lois. Les citoyens des régimes constitutionnels-pluralistes doivent avoir trois qualités :

– Ils doivent respecter les lois et en particulier la règle constitutionnelle, puisque celle-ci est la charte à la fois de leurs conflits et de leur unité ;

– Ils doivent formuler des revendications, avoir des opinions propres, je dirais presque qu'ils doivent éprouver des passions partisanes pour animer le régime et empêcher le sommeil de l'uniformité ;

– Ils ne doivent pas pousser les passions partisanes jusqu'au point où disparaîtrait la possibilité d'entente, c'est-à-dire qu'ils doivent avoir le sens du compromis.

Incontestablement, il y a risque que l'une ou l'autre de ces qualités se perde. Il est difficile de maintenir ces trois qualités dans l'équilibre convenable, c'est-à-dire que les hommes aient juste ce qu'il faut de ces trois qualités. Quand les

hommes ont beaucoup d'esprit partisan, ils ont tendance à ne plus avoir le sens du compromis. Quelquefois, lorsque leurs passions sont fortes, ils perdent le respect des lois ou de la constitution. Les régimes seront toujours menacés ou bien par l'excès d'esprit partisan, ou bien, au contraire, par l'excès de sens du compromis.

Ces régimes doivent craindre les passions partisanes fatales à l'unité nationale, mais aussi l'excès d'esprit de compromis ; car si, en face d'un problème, la première réaction est de chercher à mettre d'accord les partis de droite et les partis de gauche, selon toute probabilité la solution ou la décision sera mauvaise. L'excès d'esprit de compromis se manifeste, dans un régime corrompu, par la recherche non plus de la solution aux problèmes sur le terrain, mais par la recherche de la solution parlementaire.

Toute politique comporte des problèmes à résoudre. Il faut décider du statut de tel territoire d'outre-mer, de la politique à suivre pour mettre fin au déficit de la balance des comptes. Les décisions doivent résulter d'une analyse de la situation. Cette analyse ne dicte pas de manière impérative les mesures à prendre. Du moins, elle suggère, de manière au moins probable, les différentes directions dans lesquelles on peut s'engager. Chacune de ces directions comporte des avantages et des inconvénients, des risques et des chances . choisissez-en une et peut-être vous réussirez.

Tel est le sens de l'étude objective par le conseiller du prince, c'est-à-dire par les fonctionnaires. Ceux-ci sont chargés de dire aux hommes politiques : voici les données du problème. Ensuite, l'homme politique a un autre devoir ; réunir, pour l'une des solutions possibles, une majorité parlementaire. Rien n'est plus absurde que de tourner en dérision la recherche de la majorité. Mais lorsque cette recherche se substitue à celle de la solution, nous dirons, en termes abstraits et glorieux, que l'esprit de compromis a atteint le point où le régime subsiste peut-être, mais dans la paralysie.

Ce danger ne peut pas ne pas exister. Par définition, la décision la meilleure qu'une majorité refuse d'approuver est exclue. L'objection que l'on formule contre tel intellectuel qui propose une solution d'un problème difficile ne manque pas de poids : « On voit bien que vous n'êtes pas au gouvernement, c'est-à-dire que vous n'avez pas besoin d'obtenir la majorité. » Il est plus facile de résoudre les problèmes en faisant abstraction des préférences des citoyens ou des élus. Or, l'essence des régimes constitutionnels-pluralistes est de ne pouvoir résoudre les problèmes sans obtenir l'assentiment des élus. Mais, lorsque les représentants des citoyens oublient les problèmes et ne songent plus qu'à leur propre jeu, alors intervient une corruption qui atteint le cœur même du régime. L'attitude intellectuelle et morale nécessaire au régime s'est évanouie.

Cette corruption du principe n'a rien à voir, ou n'a pas grand-chose à voir, avec une démoralisation au sens où les moralistes emploieraient cette expression. Cette corruption du principe peut atteindre des hommes vertueux, c'est-à-dire bons pères, bons époux, bons contribuables, etc. Il s'agit d'une corruption proprement politique dont les causes peuvent être liées au système lui-même.

Il subsiste quelque chose de commun entre cette corruption du principe et la corruption que les auteurs anciens décrivaient à propos de la démocratie. Platon, par exemple, considérait que la démocratie commence à se corrompre lorsque les gouvernés se conduisent comme des gouvernants et les gouvernants comme des gouvernés, lorsque les citoyens perdent l'habitude d'obéir et méconnaissent la discipline, lorsque les gouvernants paraissent en quête des applaudissements des gouvernés. Ce que je viens de décrire est d'une certaine façon la transposition, dans nos sociétés modernes, de cette double corruption des gouvernés et des gouvernants. Les citoyens revendiquent trop et les gouvernants ne décident pas assez. Or, les gouvernés doivent revendiquer mais accepter une décision prise par la majorité, les gouvernants doivent tenir

compte des préférences des citoyens, mais non pas s'incliner devant n'importe quelle minorité bruyante.

Cette décomposition de l'esprit nécessaire au régime constitutionnel-pluraliste résulte parfois des institutions elles-mêmes. Lorsque la structure du parlement est telle que les gouvernants sont constamment obligés d'obtenir l'assentiment d'adversaires, le problème sur le terrain est comme oublié et l'attention se concentre sur le seul problème de la majorité. Pour terminer, je voudrais prendre un exemple particulier de corruption, le plus « bel exemple » de corruption de régime constitutionnel-pluraliste, celui de la république de Weimar.

Je dis le plus bel exemple au sens où l'on dit « un beau crime ». Les différents facteurs sont presque tous présents, à l'état d'accomplissement parfait. On suit au moins une des modalités idéales de la décomposition d'un régime parlementaire.

Un régime constitutionnel-pluraliste a, par définition, deux sortes d'ennemis parce qu'il comporte deux sortes de défauts. Il a pour ennemis ceux qui dénoncent la dissolution de l'unité nationale par le jeu des partis, et ceux qui rêvent de l'unité sociale et de la liquidation des oligarques qui, derrière la scène parlementaire, manipulent le jeu.

Ces deux oppositions idéologiques, nous les appellerons, pour simplifier, les révolutionnaires de droite et les révolutionnaires de gauche. Les premiers dénoncent le danger pour l'unité nationale des conflits permanents entre les groupes et les partis, les deuxièmes dénoncent les « monopolistes », les luttes de classes, l'hétérogénéité sociale et rêvent d'une société homogène. Ces deux écoles de révolutionnaires existent, virtuellement ou activement, dans toutes les sociétés modernes. L'argument des uns et des autres est aisément intelligible et présente même quelque vraisemblance. Rien n'est plus séduisant, au premier abord, que de rêver d'une société d'où l'opposition des classes aurait disparu,

rien n'est plus facile que de critiquer le régime qui fait sortir le pouvoir des conflits eux-mêmes.

Ces deux sortes de révolutionnaires ont un objectif en commun, dans certaines circonstances, détruire le régime pluraliste, qui, vu des deux extrêmes, est le mal. Aux yeux des révolutionnaires de gauche, il est le mal parce qu'il incarne l'oligarchie capitaliste camouflée ; aux yeux des révolutionnaires de droite, parce qu'il provoque la décomposition sociale et donne une chance aux révolutionnaires de gauche.

Dans la république de Weimar, ces deux écoles de révolutionnaires, de droite et de gauche, étaient vigoureuses, elles mobilisaient des masses. Nationaux-socialistes et communistes étaient d'accord pour combattre le système existant.

L'opposition de droite était forte, dans la république de Weimar, parce que le régime constitutionnel-pluraliste était de date récente, ne jouissait d'aucun prestige et symbolisait la défaite. Le révolutionnaire de droite exploite le ressentiment ou l'enthousiasme national. Pour qu'il puisse recruter des cohortes nombreuses au nom du mot d'ordre « unité de la nation », il faut que cette unité paraisse affaiblie ou que le destin de la collectivité paraisse en danger.

Les révolutionnaires de gauche, dans la république de Weimar, étaient forts parce que l'économie était frappée par une crise exceptionnellement sévère. A distance d'une génération, on a peine à comprendre comment les dirigeants du monde capitaliste ont pu laisser la crise de 1929 se développer jusqu'au point où six millions d'ouvriers étaient sans travail.

A ce moment-là, le régime constitutionnel-pluraliste perdait le soutien nécessaire des masses populaires, incapable d'assurer, aux yeux des uns, l'unité de la nation, aux yeux des autres, le minimum de bien-être, de prospérité, faute duquel aucune société moderne n'est possible.

Telles étaient les données fondamentales ; que fallait-il de plus pour que le régime constitutionnel-pluraliste fût emporté ?

Il fallait et il suffisait que ces deux oppositions réunies rendissent impossible le fonctionnement du régime. Il fallait et il suffisait qu'il y eût au parlement une majorité des ennemis du régime. A partir de ce moment-là, le régime était voué à un coup d'État. Par définition, le régime que nous étudions est fondé sur la loi de majorité ; s'il n'y a plus de majorité en faveur du régime, il n'y a plus de régime constitutionnel possible. En 1933, nationaux-socialistes, communistes et une fraction d'allemands-nationaux ensemble constituaient une majorité parlementaire. Il fallait ou gouverner avec une minorité, ce qui à la longue aurait impliqué un coup d'État, ou refaire une nouvelle fois des élections générales, ce qui aurait probablement amené encore une majorité hostile au régime.

Cas idéal de corruption du régime constitutionnel-pluraliste. Non seulement il s'était formé une majorité hostile au régime lui-même, mais, à l'intérieur du régime, la corruption avait gagné tous les partis, prenant la forme de ce que j'ai appelé l'excès d'esprit partisan. Le régime suppose des partis, mais il ne faut pas que le parti devienne un absolu. Dans la république de Weimar, tous les partis tendaient à devenir des totalités, tous avaient leur idéologie, leurs troupes.

Quelle était l'issue ? Il y avait deux issues possibles, l'une que les partis favorables au régime prissent eux-mêmes l'initiative de gouverner en violant les règles constitutionnelles, et l'autre de donner le pouvoir à l'un ou l'autre des groupes hostiles au régime.

Rétrospectivement nous savons quelle aurait été la solution la meilleure ; avec la sagesse que donne la connaissance des suites, on peut dire sans hésiter qu'un coup d'État des partisans du régime constitutionnel eût été préférable. Si l'on imagine les partis du centre gouvernant par décrets-lois pendant quelques années, les conséquences eussent été certainement moins graves que celles de l'avènement au pouvoir de Hitler.

Mais les choses se sont passées autrement, pour de multiples raisons, en particulier pour une raison d'importance idéologique, à savoir la quasi-

solidarité entre révolutionnaires de droite et conservateurs traditionnels. Les uns et les autres constituent des groupes distincts, leurs idéologies sont en profondeur opposées, mais, avant la Seconde Guerre mondiale, les conservateurs traditionnels croyaient volontiers qu'ils appartenaient au même parti que les révolutionnaires de droite, alors qu'ils étaient seulement inspirés par les mêmes haines. Un conservateur traditionnel en France est, par exemple, un homme d'Action française, or un homme d'Action française – mettons au passé pour ne gêner personne – avant la Seconde Guerre mondiale ne détestait pas moins les chefs politiques radicaux ou socialistes que ne le faisaient les fascistes. En profondeur, un conservateur traditionnel est fort éloigné d'un révolutionnaire du type hitlérien, mais il ne le sait pas toujours. Les nationaux-socialistes sont arrivés au pouvoir à la faveur d'un complot des Allemands nationaux, grâce à la décision prise par le président Hindenburg.

C'est ainsi que s'est terminée, de manière idéale-typique, la corruption d'un régime constitutionnel-pluraliste, les oppositions hostiles au régime atteignant à la majorité absolue et le chef d'une des oppositions arrivant au pouvoir et liquidant par voie semi-constitutionnelle le régime existant.

L'exemple a une vertu d'enseignement. Un régime que nous appelons démocratique risque de perdre le contact avec les masses populaires. Nombre de citoyens finissent, en apparence, par souhaiter la destruction de leurs propres libertés. Aucun régime n'est assuré de durer par grâce d'État.

X

LA CORRUPTION EST-ELLE INÉVITABLE ?

La corruption des régimes constitutionnels-pluralistes est-elle inévitable ? Que devient un régime corrompu ? Peut-il prolonger son existence ou est-il inévitablement détruit par une révolution ? Questions classiques dans la littérature politique ; tous les philosophes, depuis l'Antiquité, se sont interrogés sur la corruption, fatale ou accidentelle, des régimes.

Le sens de la question devient clair lorsque l'on se reporte aux économistes. Ceux-ci se sont posé la même question, d'abord à propos des crises, ensuite à propos de l'évolution unique d'un régime donné. En matière de crise, les économistes se partagent entre trois écoles : la première selon laquelle il y a une causalité *endogène* des crises, la phase de « boom » créant par elle-même les causes de la crise qui lui fait suite ; la deuxième école affirme non pas une causalité endogène des crises, mais ce que l'on pourrait appeler une causalité *endogène* de la *vulnérabilité aux crises,* une économie au point supérieur du « boom » est vulnérable à n'importe quel incident qui provoquera la dépression sans que celle-ci soit pour autant rigoureusement inévitable ; enfin, selon la troisième école, les crises sont déterminées par des causes *exogènes,* accidentelles et l'on peut à la fois concevoir et réaliser une croissance continue de l'économie sans alternance d'expansion et de contraction.

En ce qui concerne l'évolution irréversible du système économique, on retrouve à peu près les trois mêmes écoles : la première école affirme la causalité

endogène de la paralysie progressive du système, par exemple la théorie de Marx, la loi tendancielle de l'abaissement du taux du profit ; la deuxième école est représentée par l'œuvre de Keynes ; celui-ci affirmait non pas que le régime capitaliste ne pouvait plus fonctionner à partir d'un certain point du développement, mais que, au fur et à mesure de la croissance, il devenait de plus en plus vulnérable à la dépression ou au chômage chronique ; les occasions d'investissements rentables diminuent, les perspectives de profit ne sont plus les mêmes ; enfin selon la troisième théorie, durant toutes les phases du régime capitaliste, le danger ou la possibilité de crise existe, sans que ces crises soient ni moins ni plus à craindre dans une phase de maturité que dans une phase initiale du développement.

Transposons ces trois conceptions au problème qui nous retient aujourd'hui, à savoir celui de la corruption des régimes constitutionnels-pluralistes ; nous en trouvons des équivalents à deux niveaux différents. Au niveau de la politique, on peut affirmer qu'un régime constitutionnel-pluraliste se détruit lui-même par sa durée, ou encore devient de plus en plus vulnérable au fur et à mesure qu'il dure. Le deuxième niveau est celui de l'infrastructure économique : on peut dire que la probabilité de corruption de ces régimes n'augmente pas à cause de facteurs proprement politiques, mais que les transformations de la structure économique et sociale sont telles que le régime ou bien est complètement paralysé, ou bien a de plus en plus de peine à fonctionner.

Y a-t-il autodestruction des régimes constitutionnels-pluralistes du simple fait de leur durée ? Y a-t-il probabilité croissante de paralysie, de corruption de ces régimes, au fur et à mesure qu'ils existent ?

L'argument que l'on fait valoir le plus souvent, en faveur de cette thèse, est le suivant : l'essence de ces régimes, dit-on, c'est que le pouvoir y sort des divisions entre les groupes et les partis ; tous les partis sont condamnés à exploiter les divisions qui existent dans n'importe quelle collectivité. Or, si de manière permanente les partis exploitent les divisions, il en résultera

probablement une désagrégation progressive de l'unité nationale, l'apparition des deux phénomènes que j'ai analysés dans la dernière leçon, excès d'esprit de compromis (les partis, obsédés par le besoin de surmonter leurs divergences, cessent de songer aux problèmes pour ne plus songer qu'à leur propre entente) ou, au contraire, excès d'esprit partisan, selon la modalité que nous avons observée à propos de la république de Weimar.

Beaucoup de pays du monde ont acquis leur indépendance récemment. L'Inde est indépendante depuis dix ans, la lutte a été menée par le parti du Congrès, qui devait largement son unité à l'action de résistance menée contre les occupants ou maîtres britanniques. Il est probable que l'unité de parti du Congrès s'affaiblira avec la durée, à mesure que s'estompera le souvenir de la cohérence nécessaire à la victoire, c'est-à-dire à l'indépendance. Revenons de l'Asie en France ; la première génération des républicains, sous la III^{e} République, était plus unie ou moins divisée parce qu'elle gardait le souvenir des luttes passées contre un ennemi commun, l'ennemi de la République elle-même.

L'affaiblissement de l'unité, soit du parti majoritaire, soit du personnel politique à cause de la durée, est un phénomène observé dans un certain nombre de cas. Mais on ne saurait en tirer la conclusion que le régime dégénère inévitablement. Car, simultanément, des phénomènes de sens contraire se produisent, qui ont tendance à renforcer ces régimes dans la deuxième ou la troisième génération.

Le premier facteur qui contribue au renforcement, c'est l'affaiblissement des partis hostiles à ces sortes d'institutions, affaiblissement qui va de pair avec le déclin progressif des forces traditionnelles. Les républicains ont été plus divisés à partir de la deuxième génération de la III^{e} République, mais les forces traditionalistes, hostiles à la République durant la première génération, se sont ralliées à partir de la deuxième. Tous les régimes se renforcent du simple fait

qu'ils durent. Les hommes s'habituent aux institutions et, aucune n'étant parfaite, une institution établie a un mérite immense, celui d'exister.

Entre ces deux arguments, l'usure par la démagogie et le renforcement par l'accoutumance, lequel est le plus fort ?

Une proposition générale serait illégitime. On ne peut pas dire que la démagogie affaiblit le régime plus que l'accoutumance ne le renforce ; tout dépend des phases, des cas, des pays.

Quelles sont les transformations, liées au développement de la société industrielle, qui affectent les régimes constitutionnels-pluralistes dans un sens ou dans un autre ?

La formule la plus couramment employée à cet égard, celle que vous trouvez dans la presse et dans la littérature sociologique, est celle de la civilisation de masse. On se demande, de tous côtés, si une civilisation de masse peut comporter les institutions politiques qui se sont formées au siècle dernier. On appelle civilisation de masse, essentiellement, la concentration des populations dans les villes, la multiplication des organisations collectives, des groupes d'intérêt, des partis ; les individus, pris isolément, ont de moins en moins de possibilités d'action à l'égard des groupements ; les foules sont manipulées ou mises en condition par les moyens de communication, appelés en anglais *mass media.* Dans les villes, les individus sont soumis aux bombardements de la presse, de la radio, de la télévision et de l'ensemble des procédés par lesquels on prétend quelquefois les instruire, plus souvent les distraire, dans la majorité des cas leur donner une représentation plus ou moins illusoire du monde dans lequel ils vivent.

Ces différents phénomènes, groupés sous le nom de civilisation de masse, sont-ils favorables ou défavorables aux régimes constitutionnels-pluralistes ?

Il y a une vingtaine d'années, durant les années 30, la réponse pessimiste aurait été presque unanime. Aujourd'hui, à la fin des années 50, la tendance serait plutôt à l'optimisme ; les sociologues sont victimes de la mode comme

les autres hommes, ils inclinent à extrapoler les événements qu'ils observent et à croire que ce qui est caractéristique d'une certaine phase se prolongera indéfiniment. Au cours des années 30, on assistait à la désagrégation de ces régimes sous le coup des mouvements communistes ou fascistes, depuis la Seconde Guerre, à la surprise générale, ces régimes se sont relativement renforcés, au moins en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Quelles sont les transformations qui s'opèrent dans ces régimes du fait de l'évolution sociale générale ?

1. Le respect des hiérarchies sociales traditionnelles tend à disparaître. Une pensée que l'on appellera rationaliste et matérialiste se répand. Les groupes privilégiés qui appartiennent au passé, ceux que la propagande appelle aujourd'hui féodaux (il y a longtemps qu'il n'y a plus de féodaux au sens strict du terme nulle part en Occident), les aristocraties traditionnelles perdent prestige et autorité. Ceux qui pensent que les régimes constitutionnels-pluralistes ne vivent que grâce à une aristocratie en concluent que ces régimes sont condamnés. En fait, les choses sont plus complexes. Les aristocraties traditionnelles voient diminuer leur influence, mais il existe ou il se forme des minorités qui possèdent prestige social, autorité morale ou puissance économique ou politique.

Dans les sociétés industrielles modernes, aux États-Unis ou en France, il n'existe pas une minorité close, consciente d'elle-même, que l'on pourrait appeler une aristocratie et qui détiendrait tout à la fois puissance sociale et autorité politique. Nos sociétés ont des élites ou des minorités dirigeantes, mais non, dans la majorité des cas, *une* classe dirigeante, cohérente, ayant *une* volonté. Quant aux catégories de dirigeants, je les ai énumérées dans le cours de l'an dernier[1] : *meneurs de masses,* c'est-à-dire les secrétaires de syndicats ou chefs de partis populaires, *parlementaires,* hommes politiques ou élus, *fonctionnaires* qui souvent, dans l'ombre, exercent la plus grande part de l'autorité, directeurs d'entreprise ou *gestionnaires de travail,* enfin les *intellectuels*

qui jouissent d'un prestige toujours insuffisant à leurs propres yeux mais, en fait, relativement grand. Ces différentes minorités ne sont pas unies, on pourrait même dire que l'essence de nos sociétés est que ces élites soient en rivalité. Dans les pays où la lutte est, si l'on peut dire, pacifique, Grande-Bretagne ou États-Unis, les secrétaires de syndicats, les chefs de partis populaires ne se considèrent pas comme ennemis des directeurs d'entreprise ou des milieux dirigeants de l'économie. Ils participent à une compétition permanente qu'ils tiennent pour normale. Cette rivalité serait incompatible avec la durée des régimes si les dirigeants politiques, issus d'une société industrielle, étaient en tant que tels hostiles aux procédures parlementaires et aux traditions représentatives.

La façon de penser, les préférences de ceux que les masses populaires choisissent pour chefs constituent le facteur peut-être le plus important. En un régime d'élections libres, inévitablement les partis pour lesquels votent en majorité les non-privilégiés sont dirigés par des secrétaires de syndicats, des hommes politiques professionnels, des intellectuels, non par des représentants des oligarchies, anciennes ou nouvelles. Si ces meneurs de masses sont par principe hostiles aux institutions représentatives, celles-ci sont, à plus ou moins longue échéance, condamnées.

Mais tel n'est pas le cas général. En certains pays, nombre des meneurs de masses sont hostiles aux procédures parlementaires parce que celles-ci, à leurs yeux, paralysent les transformations sociales ou économiques mais, dans les pays d'Europe occidentale, la majorité des chefs des masses populaires leur demeurent encore à demi favorables. En deux pays d'Europe seulement, France et Italie, un grand nombre, sinon la majorité, des meneurs de masses sont hostiles à ces institutions. Cette dissidence ne suffit pas encore à y rendre impossible la survie des régimes constitutionnels-pluralistes.

Un autre argument, en dehors de l'hostilité des nouveaux dirigeants aux institutions parlementaires, est que celles-ci sont paralysées, détournées de leur

raison d'être par des pressions extérieures. Combien de fois avons-nous entendu l'argument : les régimes que l'on appelle vulgairement démocratiques ont cessé d'être ce qu'ils devraient être, ils ne sont plus qu'un champ clos où se heurtent les représentants d'intérêts privés qui oublient, méconnaissent, déforment ce qui serait l'intérêt commun. La réponse à cet argument est toujours la même : il ne faut pas confronter un régime réel à un idéal qui n'a jamais existé ; demander qu'en un régime constitutionnel-pluraliste les intérêts, groupés ou coalisés, n'aient pas voix au chapitre, ce n'est pas concevoir un modèle de la démocratie, c'est concevoir un régime impossible, contradictoire. Il s'agit de savoir si les groupements privés-collectifs, disons les syndicats professionnels, ouvriers ou patronaux, par l'action qu'ils exercent sur les pouvoirs publics, rendent impossible le fonctionnement des régimes constitutionnels-pluralistes. Il est vrai que ces groupes de pression arrivent à arracher des avantages, qui paraissent excessifs aux citoyens de bonne volonté et aux groupes non favorisés. Pour l'instant, il n'est pas vrai que dans les principaux régimes de pluralisme constitutionnel ces groupes d'intérêts empêchent le fonctionnement des institutions. Prenons le cas de la Grande-Bretagne, en apparence cas extrême ; l'organisation des syndicats ouvriers y est puissante, tous les syndicats sont groupés en une seule centrale et le parti travailliste, c'est-à-dire l'un des deux grands partis, est financé par la centrale syndicale. On pourrait croire qu'un régime où les syndicats ouvriers sont directement liés à l'un des deux partis rend impossible le fonctionnement d'un régime défini par l'alternance au pouvoir des deux grands partis. En fait, depuis une douzaine d'années, telle n'est pas l'expérience. Les syndicats ouvriers, en Grande-Bretagne, préfèrent, jusqu'à un certain point, que le parti travailliste soit au pouvoir, mais lorsque le parti conservateur gouverne, ils ne font pas d'opposition systématique. S'ils voulaient tenter une opposition systématique contre le parti désigné par les électeurs, les ouvriers ne les suivraient pas jusqu'au bout, et l'opinion publique serait hostile.

Aux États-Unis, les syndicats ouvriers ont une puissance réelle, mais ils ne sont liés à aucun des deux partis ; plus proches du parti démocrate que du parti républicain, ils ne font pas toujours campagne pour le candidat démocrate, contre le candidat républicain. Il ne suffit pas qu'ils fassent campagne en faveur de l'un des deux candidats pour que celui-ci soit élu. L'influence dont disposent les syndicats ne va pas jusqu'à commander le vote des ouvriers ; ceux-ci font la distinction entre les groupements professionnels qui s'efforcent de promouvoir leurs intérêts professionnels et les partis politiques entre lesquels ils choisissent librement.

Enfin, selon d'autres qui raisonnent en fonction de l'expérience de la corruption de la république de Weimar, dans une civilisation de masse où la propagande est un phénomène permanent, presque inévitablement les partis deviennent de plus en plus totalitaires ; l'esprit partisan fait perdre le sentiment des intérêts communs à l'ensemble des partis aux prises et, par conséquent, l'extrémisme finit par empêcher le fonctionnement du régime. L'expérience des années 50 va dans un sens exactement opposé à l'expérience des années 30, il n'est nullement démontré que la tendance des partis à devenir totalitaires soit irrésistible. Le seul cas que nous ayons connu est celui des partis allemands ; ni les partis anglais, ni les partis américains ne sont devenus totalitaires et, comme nous le savons, les partis français ne le sont à aucun degré. Les partis français souffrent bien plutôt d'une discipline insuffisante. Il est illégitime de conclure du rôle de la propagande dans les civilisations industrielles, à l'évolution fatale des partis vers le modèle totalitaire ou vers l'extrémisme.

Quel argument subsiste en faveur de la thèse que le développement de la société industrielle condamne les régimes constitutionnels-pluralistes ?

L'argument de fond le plus sérieux, le plus frappant, est que les tâches que doit accomplir l'État moderne dépassent les moyens d'un régime de cette sorte. L'argument est présenté sous des formes innombrables, je vais le discuter brièvement.

Quelles sont les « tâches de l'État moderne » que l'on invoque si souvent ?

La législation sociale est, dans nos sociétés, essentiellement affaire d'administration. N'importe quelle administration peut gérer, toujours imparfaitement mais la plupart du temps de manière convenable, ce que l'on appelle la législation sociale. La législation française est une des plus compliquées du monde, parce que l'on a voulu éviter une étatisation intégrale de la gestion et aussi sauvegarder les régimes spéciaux qui existaient avant le régime général. Le régime français présente dangers et défauts des régimes complexes. Il n'est pas question pourtant qu'un régime parlementaire empêche développement et fonctionnement de l'État-providence ou des services sociaux.

La deuxième sorte de tâche de l'État moderne est la gestion directe d'une partie de l'économie, en particulier d'un secteur de l'industrie. En France, par exemple, un secteur important de notre industrie est devenu propriété d'État. Mais, là encore, on exagère beaucoup les difficultés qui en résultent pour le fonctionnement du régime constitutionnel. Au bout du compte, le parlement n'a guère à connaître de ce qui se passe dans l'industrie nationalisée ; je ne dis pas que ce soit là un bien sans mélange, mais le fait est que, en marge de cette industrie nationalisée, la compétition des partis se prolonge. Ceux qui gèrent les industries nationalisées sont nommés plus ou moins directement par l'État. Parfois la nomination incombe à un Conseil d'administration où les représentants de l'État ne sont pas en majorité. Des divergences d'opinions sur le choix du directeur peuvent apparaître entre les divers représentants de l'État, puisque ceux-ci sont désignés par plusieurs ministères. Quoi qu'il en soit, une entreprise une fois nationalisée est gérée par quelqu'un qui a été nommé autrement que ne sont nommés les directeurs des grandes entreprises privées, mais ensuite l'activité de ce chef d'entreprise est de même nature que l'activité d'un chef d'entreprise privée. La direction de Renault obéit aux mêmes considérations, se soumet aux mêmes lois que la direction de l'entreprise Citroën. Le gouvernement n'intervient guère dans la gestion de l'entreprise

Renault, davantage dans celle de l'Électricité de France[2]. Il en résulte peut-être quelques difficultés pour le financement des investissements, difficultés d'ailleurs moins grandes qu'on ne le croyait. Après une génération d'expérience, on ne voit aucune raison pour que les nationalisations, au moins aussi longtemps qu'elles ne suppriment pas les mécanismes du marché, soient incompatibles avec le maintien d'un régime parlementaire.

La troisième sorte de tâche de l'État moderne à laquelle on fait allusion est la direction ou la semi-direction de l'économie par les pouvoirs publics. Là, incontestablement, surgissent nombre de difficultés. Dans une économie mixte comme celle sous laquelle nous vivons, les dirigeants politiques et l'administration prennent des mesures qui affectent directement les prix et les profits, donc la répartition des revenus entre les membres de la collectivité, donc les intérêts privés et collectifs. Les décisions risquent d'être soit arbitraires, soit inhibées par les règles administratives traditionnelles. Pour que l'administration directe de l'économie soit efficace, il faut que les dirigeants puissent concevoir l'action opportune et imposer leur volonté. La semi-direction de l'économie est perpétuellement exposée à un double risque, que l'administration soit arbitraire et viole impunément les droits des individus ou, au contraire, qu'elle n'arrive pas à exécuter ses projets.

On pourrait encore présenter le problème de la manière suivante : la théorie idéale de l'État constitutionnel, c'est que les pouvoirs publics formulent des lois, des règles générales auxquelles doivent obéir les individus, mais ne prennent pas de décisions particulières qui portent atteinte à des intérêts privés. Or, quand l'économie est même à demi planifiée, nombre de décisions publiques ne présentent ni le caractère des lois, ni celui de pure et simple application des lois.

Dans le régime français, le danger le plus grand n'est pas celui d'arbitraire, mais celui de paralysie. Il est vrai que l'on se plaint souvent du danger d'arbitraire et il est probable que tels ou tels individus sont victimes de

l'administration. Les commerçants en vin considèrent que la construction de la Faculté des sciences au-dessus de leur Halle est un acte arbitraire qui viole des droits acquis, fondés sur des textes datant d'un siècle ou plus ; l'autre partie au débat y voit un exemple typique de paralysie administrative, une mesure d'intérêt commun se trouve arrêtée par le respect de textes et de privilèges. Considérons un problème plus grave ; une crise économique menace, il importe de mettre en train rapidement de grands travaux ; or il faut, dans un régime comme le nôtre, des procédures souvent longues, ne serait-ce que pour les expropriations, afin de disposer des terrains sur lesquels construire. La tradition constitutionnelle ne s'accorde pas aisément avec les exigences de la direction économique.

Cette difficulté est réelle, mais elle n'oblige pas à conclure dans un sens ou dans un autre. Il y a une relation dialectique entre un régime de compétition politique et un régime économique de pure concurrence. Le régime de compétition politique suscite, de la part des individus et des groupes, des protestations contre les répercussions de la concurrence économique. Lorsque ces répercussions sont trop douloureuses, le régime de compétitions politiques tend à amortir les effets de la concurrence économique. Autrement dit, le régime constitutionnel-pluraliste favorise l'évolution de l'économie vers un régime à demi socialiste, vers un régime de demi-planification où l'on s'efforce d'empêcher que les mécanismes du marché ne frappent, de manière trop brutale, tel ou tel groupe particulier.

Ces régimes de concurrence économique atténuée et de compétition politique permanente sont ceux sous lesquels nous vivons. Il n'y a pas de raison de croire qu'ils ne puissent durer sous une forme plus ou moins modifiée. Admettons qu'ils soient menacés par les groupes de pression, par la perte du monopole législatif du parlement, par la paralysie ou par l'arbitraire de l'administration : tous les régimes vivent une existence dangereuse.

Quels sont les adversaires irréductibles des régimes constitutionnels-pluralistes ?

La première catégorie d'ennemis est composée des traditionalistes, de ceux qui gardent le souvenir et la nostalgie d'un type foncièrement autre de régime. Cette première opposition est normalement affaiblie par le développement de la société industrielle.

La deuxième catégorie d'ennemis embrasse les privilégiés en matière économique, ceux qui se sentent menacés par la tendance socialiste du régime. Ce deuxième groupe ressemble à ceux qu'Aristote appelle les « riches menacés par les lois spoliatrices », dans lesquels il voyait l'une des factions qui soutiennent les régimes tyranniques. Ce ralliement des privilégiés aux ennemis des régimes pluralistes, nous l'avons connu entre les deux guerres, en particulier dans l'Allemagne de Weimar. Là encore, il semble, au moins dans la phase présente, que le danger aille en diminuant. Les privilégiés semblent avoir compris que, dans la majorité des cas, les régimes révolutionnaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, leur sont plus hostiles que les régimes pluralistes. Les chefs d'entreprise qui, à la manière d'un récent candidat aux élections, ne voient pas de différence entre un candidat socialiste et un candidat communiste sont peu nombreux. Pour ne pas apercevoir la différence, il faut ou vigueur de conviction ou étroitesse de vision.

La troisième sorte d'ennemis se recrute dans le sous-prolétariat ou les sous-prolétariats, ceux qui se sentent défavorisés par le fonctionnement du régime tel qu'il est. Dans tous les régimes de démocratie pluraliste, certaines minorités sont victimes des lois imposées par les groupements économiques. Par exemple, en France, sont victimes les non-logés ou les mal logés (victimes des lois faites pour protéger ceux qui sont installés dans des appartements). On compte, en France, au moins deux ou trois sous-prolétariats de cette sorte. Mais ces sous-prolétariats sont rarement plus forts que les groupes non pas enthousiastes mais raisonnablement satisfaits du régime existant.

Il reste une quatrième catégorie : les masses populaires qui adhèrent à une idéologie de classe, hostiles aux régimes pluralistes parce qu'ils rêvent de créer une société homogène d'où les classes auraient disparu. Ces masses, qu'anime une conscience de classe, continuent d'exister, mais, dans la plupart des régimes de civilisation industrielle développée, elles sont plutôt en diminution qu'en augmentation.

Il est vrai qu'en dehors des groupes sociaux hostiles à ces régimes, trois groupes de dirigeants ou d'hommes sont hostiles au régime pluraliste par idéologie ou par tempérament. Je les appelle, faute de meilleurs termes, les *purs,* les *violents* et les *utopistes.*

Les *purs* ont horreur d'un régime où l'on ne cesse de parler allocations, revenus, primes, subventions, ils ont horreur du « maquignonnage économique », caractéristique inévitable de tous les régimes représentatifs. Évoquons, en un langage semi-littéraire, la colère du centurion contre le parlementaire, du parachutiste contre Clochemerle. Cette révolte d'inspiration noble contre des régimes matérialistes existe, continuera d'exister, elle ne touche qu'une minorité.

Les *violents* sont ceux qui, à la manière de Georges Sorel, pensent que les compromis sont abjects et qu'il est déplorable d'obtenir par les négociations ce que l'on peut arracher par la force, et gardent la nostalgie d'un régime d'un autre style.

Enfin, les *utopistes,* conscients ou trop conscients des imperfections des régimes de partis, rêvent de régimes foncièrement autres.

Ces trois catégories d'opposants, par tempérament ou par idéologie, sont plutôt moins forts aujourd'hui qu'il y a une génération, ils peuvent dans certaines circonstances devenir plus forts. Là encore, il n'y a pas d'évolution nette, dans un sens ou dans un autre. Pour que ces régimes fussent définitivement stabilisés, il faudrait qu'ils n'eussent plus d'ennemis, il faudrait qu'il n'existât pas de dangers, liés à la difficulté de gouverner les sociétés

industrielles modernes, il faudrait que l'adhésion au régime, au lieu d'être simplement habituelle ou raisonnée, fût enthousiaste. Or, telle n'est pas la réalité. Ces régimes sont acceptés, ils ne sont pas acclamés. Mieux vaut peut-être que ces régimes ne soient pas acclamés ; s'ils étaient acclamés par certains, ils seraient maudits par d'autres. Ils doivent être acceptés comme allant de soi. Acceptés comme allant de soi, ils sont parfois à la merci des violents que les circonstances exceptionnelles suscitent.

Encore une fois, tout dépend des circonstances. Quand des transformations profondes sont en cours, ces sortes de régimes ont du mal à fonctionner. Les régimes constitutionnels-pluralistes exigent que les groupes de la société se mettent d'accord à travers leurs conflits. Si des transformations brutales modifient fondamentalement la situation de certains groupes, l'accord sur une formule moyenne ou la décision réfléchie en faveur d'une solution de compromis sont difficiles. Les périodes de bouleversements mettent en question les régimes pluralistes, l'Allemagne a connu une telle période dans les années 30, alors que les ennemis traditionalistes étaient encore forts et que les ennemis utopistes l'étaient déjà. Il se peut que la France soit en train de traverser une période analogue.

Je voudrais, avant de terminer, dire quelques mots sur le passage de la corruption à la révolution.

Un régime corrompu n'est pas nécessairement sur le point d'être détruit. Il peut durer longtemps. J'irai même plus loin : il est possible, dans certains cas, qu'un régime corrompu soit la moins mauvaise solution à un problème donné ou la meilleure réponse à une conjoncture. Reportez-vous à l'Allemagne des années 30. La division des masses allemandes, le fanatisme des extrêmes, le totalitarisme des partis étant donnés, la république de Weimar était une république corrompue. Mais la meilleure solution était peut-être de faire vivre cette république corrompue le plus longtemps possible. Il est dangereux de

dire : ce régime est corrompu, donc il faut le détruire. La corruption peut être indépendante de la volonté des hommes, refléter une situation économique et sociale, ou encore une division profonde de l'opinion publique. En une telle conjoncture, on n'a d'autre choix qu'entre prolonger le régime corrompu ou donner à un homme, à un groupe d'hommes ou à un parti le droit discrétionnaire d'imposer sa volonté à tous. Parfois il vaut mieux donner le pouvoir absolu à un groupe plutôt que de rester dans l'anarchie paralysante des partis aux prises, mais, à terme, le pouvoir absolu peut coûter finalement plus cher que l'anarchie paralysante.

Comment passe-t-on d'un régime constitutionnel-pluraliste à un autre régime ? Il y a fondamentalement trois modalités de ce passage.

La première modalité est le coup d'État. Les républiques d'Amérique du Sud nous offrent nombre d'exemples du passage d'un régime constitutionnel-pluraliste à un régime plus ou moins dictatorial. Le passage est défini par la rupture de la légalité constitutionnelle, un groupe d'hommes en armes s'empare de l'État. De manière générale, dans les républiques d'Amérique du Sud, c'est l'armée, ou une fraction de l'armée, qui fait ou favorise le coup d'État.

La deuxième modalité du passage, c'est l'accession légale ou semi-légale au pouvoir et, dans la phase ultérieure, le bouleversement révolutionnaire. Hitler est arrivé au pouvoir de manière légale, le président de la République l'a appelé au poste de chancelier, puis, une fois maître du pouvoir, Hitler a fait un coup d'État. Nous avons l'équivalent dans notre histoire constitutionnelle ; Napoléon III a commencé par être un président constitutionnel de la République, il a prolongé son règne de président de la République par un coup d'État qui l'a transformé en empereur.

La troisième modalité du passage à une autre sorte de régime, c'est la défaite militaire, l'invasion étrangère ou tout au moins l'action de l'étranger. Aristote, dans sa *Politique,* rappelle que les régimes intérieurs changent sous la pression

extérieure. Quand Athènes s'emparait d'une ville, elle y mettait au pouvoir les démocrates. Lorsqu'une cité tombait dans la sphère d'influence de Sparte, c'étaient les oligarques qui s'installaient. Nombre de régimes constitutionnels-pluralistes, en notre siècle, ont fait place à des régimes autoritaires, d'une sorte ou d'une autre, sous la pression du dehors.

Nous n'avons pas évoqué, jusqu'à présent, de révolution proprement dite, du modèle de la révolution de 1830 ou de 1848, mais une révolution de ce type est difficilement concevable contre un régime fondé sur les mécanismes constitutionnels et électoraux. Les opposants à un régime parlementaire sont plus ou moins nombreux, mais comment les électeurs seraient-ils en majorité passionnément hostiles à un régime qui émane de leurs suffrages ? Une révolution contre un régime constitutionnel-pluraliste est normalement faite par une minorité, avec tout au plus le consentement de la majorité.

Pour que la minorité l'emporte et fasse la révolution, il lui faut soit le concours de l'armée, et c'est la modalité nº 1, soit l'appui des pouvoirs établis et c'est la modalité nº 2, soit l'action d'une armée étrangère, et c'est la modalité nº 3.

Une fois la rupture consommée, quelle sorte de régime va sortir de la désagrégation du régime constitutionnel-pluraliste ? Tous les régimes en peuvent sortir, que nous étudierons dans la deuxième partie de ce cours, c'est-à-dire tous les régimes non constitutionnels-pluralistes, régimes autoritaires qui se veulent limités, ou régimes autoritaires qui se veulent totalitaires.

---

1 Cf. *La lutte de classes,* chap. 15.

2 Le ministère de tutelle exerce un contrôle sur les prix.

XI

LA CORRUPTION DU RÉGIME FRANÇAIS

J'ai étudié, dans le précédent chapitre, le problème de la corruption des régimes constitutionnels-pluralistes et j'ai formulé au point de départ trois hypothèses : *autodestruction, vulnérabilité croissante du régime, absence d'une évolution orientée dans un sens déterminé.* En conclusion, j'ai retenu la troisième hypothèse. Non qu'il n'y ait, dans ces régimes, des germes de corruption, mais on y aperçoit des tendances à l'enracinement aussi fortes que les tendances à la décomposition. Au niveau politique les régimes s'affaiblissent par l'usure, mais se renforcent par l'accoutumance ; l'unité nationale risque de se désagréger, mais il y a chance que les révolutionnaires se rallient. La société industrielle, au fur et à mesure qu'elle se développe, crée des difficultés supplémentaires de gestion, mais le niveau de vie de plus en plus élevé incite les masses à accepter le régime existant. Les régimes constitutionnels, dans une société de masse, doivent recruter des chefs politiques favorables aux institutions parlementaires, résolus à maintenir la constitutionnalité. En dépit du matérialisme croissant les citoyens doivent être capables de se dévouer à la collectivité. Mais aucune de ces conditions n'est impossible, aucune non plus n'est assurée. La conclusion, strictement abstraite, n'équivaut pas à une prévision sur l'avenir des régimes constitutionnels. Il se peut que le régime capitaliste disparaisse sans pourtant que la corruption en soit fatale, il en va peut-être de même pour les régimes constitutionnels-pluralistes.

Aujourd'hui j'examinerai le régime français. Je n'ai pas la prétention de vous enseigner ni ce que vous devez penser, ni ce qu'il faudrait faire pour améliorer notre régime, ni ce qu'il deviendra. Mais, afin de rester dans le cadre d'une analyse sociologique, mon but sera de mettre à l'épreuve les concepts définis dans les leçons précédentes.

J'ai dit, dans le dernier chapitre, que le régime français était corrompu. Vous êtes en droit de m'objecter : comment le savez-vous ? Pourquoi est-il corrompu ?

Ma première réponse, c'est qu'il est corrompu parce que tout le monde affirme qu'il l'est. Dans un pays où, quotidiennement, les journaux affirment que le régime en est arrivé au dernier point de la décomposition, incontestablement la crise est là. En ces matières, l'opinion est une réalité, elle fait, pour une part, la réalité. L'opinion que les citoyens se font de leur régime est partie intégrante de la qualité ou du défaut du régime lui-même. Un régime, dont tous les citoyens disent du mal, présente au moins cette caractéristique de corruption de ne pas rallier l'adhésion de ceux qu'il gouverne.

En second lieu, la non-adhésion des citoyens au régime se manifeste par le nombre considérable de suffrages accordés à des partis qui se définissent par l'opposition au régime lui-même. Aux élections de 1951, le total des voix hostiles au régime était de 46 %, si l'on compte les suffrages gaullistes parmi les suffrages d'opposition radicale. Si le mode de scrutin de l'année 1946 avait été appliqué en 1951, le parti communiste et le Rassemblement du Peuple Français ensemble auraient eu plus de la majorité des députés. Aux dernières élections de 1956, ce pourcentage des suffrages, que j'appelle d'un terme technique « révolutionnaires », en entendant simplement par là les suffrages hostiles au régime, était légèrement inférieur, mais il atteignait malgré tout environ 40 %. Un régime contre lequel se prononcent, en apparence, à chaque élection, entre 40 et 45 % des électeurs, présente à nouveau l'une des

caractéristiques de toute corruption, la rupture du lien de loyalisme entre les citoyens et ceux qui les gouvernent.

La troisième caractéristique de la corruption, visible à tous, est l'instabilité des gouvernements. Il est de fait que la durée moyenne des gouvernements français est inférieure à une année et que tous les Français sont d'accord pour juger que le manque de durée des gouvernements est une des causes fondamentales des crises dans lesquelles nous nous débattons.

Ces trois caractéristiques de la corruption sont, me semble-t-il, toutes trois objectives et ne relèvent pas d'un jugement de valeur, quel qu'il soit.

Immédiatement une autre question se pose : quel est le degré de gravité de cette corruption du régime politique ?

La réponse à cette deuxième question n'est nullement évidente. En me bornant à rappeler des faits d'expérience, je dirai que la période 1945-1958 est, dans l'histoire de France, au point de vue démographique, économique et social, une période de relèvement rapide ; la mortalité a diminué, en particulier la mortalité infantile, ce qui est la preuve d'une diffusion de l'hygiène ; la production industrielle a progressé avec une grande rapidité ; depuis quatre ans elle progresse d'environ 10 % par an, ce qui est un taux de croissance rare en France et au-dehors ; l'agriculture elle-même, pendant très longtemps conservatrice, est en train de se moderniser, le rendement du blé par hectare a augmenté en dix ans, depuis la Seconde Guerre mondiale, autant que pendant le demi-siècle précédent. A beaucoup d'égards, cette période 1945-1958 qui nous est présentée par presque tous comme une période de décadence est en même temps une période d'expansion économique et de progrès social, ce qui n'est pas contradictoire avec la corruption du régime politique, mais prouve que celui-ci, bon ou mauvais, ne suffit pas à déterminer les autres phénomènes. Les nations peuvent être vigoureuses avec des gouvernements instables. Des gouvernements stables peuvent présider au déclin d'une nation.

Quelles sont les conséquences de la corruption du régime politique ?

A en juger par ce que disent les Français eux-mêmes, les effets de cette corruption politique seraient essentiellement les suivants :

1. La gestion des affaires économiques serait, à beaucoup d'égards, déplorable, elle aurait eu pour effets l'inflation qui a duré entre 1945 et 1949 et, depuis lors, les crises des finances extérieures ; par deux fois, à la fin de 1951 et à la fin de 1957, les réserves de devises étaient à peu près épuisées et la France a dû demander une aide extérieure.

2. Faute d'une autorité suffisante à la tête de l'État, les groupes de pression parviendraient à arracher aux fonctionnaires ou aux hommes politiques tels ou tels avantages, contraires à l'intérêt commun ; ou encore certains groupes parviendraient à maintenir des structures de production ou des organisations périmées, en obtenant des pouvoirs publics des subventions.

3. La corruption de notre régime aurait pour conséquence ce que l'on appelle la désagrégation de l'Empire français ou de l'Union française, la « perte » de l'Indochine, de la Tunisie et du Maroc.

Les deux premiers griefs sont, dans certaines limites, incontestables, les affaires économiques de la France auraient pu être mieux gérées et pourraient encore être mieux gérées. Il y a une relation entre la faiblesse des pouvoirs publics et l'inflation de 1947-1948, la crise des finances extérieures de 1951 ou de 1957. Quel est exactement le lien entre la corruption de notre régime et les crises financières ? On peut en discuter. Les périodes où les finances de la France ont été mal gérées sont plus nombreuses que celles où elles ont été bien gérées ; l'inflation, la dévaluation monétaire ne sont pas une découverte de la république et de la démocratie. Beaucoup de rois de France avaient déjà découvert l'art de manipuler la monnaie, la manipulation était un peu plus compliquée dans le passé qu'aujourd'hui, mais les résultats n'étaient pas toujours différents.

En ce qui concerne la faiblesse de l'État face aux groupes de pression, le grief est également valable, mais jusqu'à quel point l'est-il beaucoup plus en France

que dans tel autre régime constitutionnel-pluraliste de l'étranger ? En tout régime de cet ordre, nous le savons, les intérêts privés ont le droit et la puissance de s'exprimer et de se défendre ; d'où le risque que les intérêts privés-collectifs arrachent des avantages partiellement illégitimes aux pouvoirs publics. Ces pressions sont-elles beaucoup plus fortes en France qu'ailleurs ? La comparaison n'est pas facile parce qu'il faudrait une étude détaillée ; ce qui est certain, c'est que l'on en parle beaucoup plus en France, qu'un certain nombre des cas sont largement publiés (c'est le cas du vin et de l'alcool parce que la France, d'ordinaire, en produit trop), mais des phénomènes de cet ordre existent dans tous les pays occidentaux. Ces erreurs de gestion n'ont pas empêché le développement et la modernisation de l'économie française dans les années qui se sont écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il reste le dernier grief, celui qui apparaît avec le plus d'éclat dans la presse de France, la perte de l'Union française ou de l'Empire français.

Là encore, on ne peut s'empêcher de faire une remarque ; tous les pays d'Europe, depuis la Seconde Guerre mondiale, ont, d'une manière ou d'une autre, perdu une partie de ce qu'ils appelaient leur Empire. On peut juger que le style britannique de retraite est plus gracieux que le style français, mais si l'on considère que l'indépendance de telle colonie ou de tel protectorat est une perte pour la métropole, il faut bien constater que des pays qui bénéficient d'un régime unanimement jugé bon connaissent la même infortune. A supposer que nos institutions soient la cause des événements que nous déplorons, ils n'en sont pas la seule cause.

Ces remarques ne contredisent pas l'évidence : il y a trop d'opposants en France et trop d'instabilité. Venons-en donc à la deuxième étape de cette analyse.

Remarquons tout d'abord qu'il y a un lien entre l'excès d'opposants-révolutionnaires et l'instabilité des gouvernements. Dans la Chambre actuelle, sur un peu moins de 600 députés, près de 200 ne jouent pas le jeu. A nouveau

il s'agit d'un terme technique, j'entends par « ne pas jouer le jeu » être indifférent au fonctionnement du régime, être systématiquement hostile à la politique de ce régime. En anglais je dirais *in-game deputy* et *out-game deputy.* 400 députés sur 600 peuvent constituer la majorité gouvernementale. Comme il en faut sensiblement plus de 300 pour disposer d'une majorité constante, la seule coalition possible, dans la Chambre actuelle, doit comprendre simultanément l'extrême gauche et l'extrême droite de ceux qui jouent le jeu ; il faut mettre ensemble des socialistes et des indépendants pour constituer une majorité de gouvernement. Un ministère dans lequel coexistent les représentants de partis en désaccord sur la plupart des sujets est par définition divisé, donc faible et inefficace.

Une deuxième conséquence de cette structure, c'est que les minorités extrêmes de la coalition gouvernementale tiennent une place disproportionnée. Quand on a besoin de presque tous les députés qui « jouent le jeu » pour constituer une majorité, les 70 députés les plus excités, qu'ils soient à droite ou à gauche, sont indispensables. Le tribut payé aux violents est défavorable à l'efficacité et à la stabilité du gouvernement.

Cette explication de l'instabilité actuelle est incontestable, mais elle n'est pas satisfaisante. A une époque où le nombre des députés extérieurs au système était faible, les gouvernements français n'en étaient pas moins instables. L'analyse que je viens d'esquisser, valable pour l'Assemblée présente, ne s'applique pas à l'ensemble du phénomène historique. L'instabilité des gouvernements est, en France, antérieure au développement du suffrage communiste, poujadiste ou extrémiste. L'instabilité des gouvernements semble être une caractéristique de tout régime parlementaire français.

D'où résultent deux questions : 1° A quoi tient l'instabilité permanente des gouvernements dans tous les régimes parlementaires que nous avons connus ? 2° A quoi tient le nombre des opposants révolutionnaires que l'on observe dans la France actuelle ?

En ce qui concerne les causes structurelles de l'instabilité des gouvernements, voici, à mon sens, les raisons principales, raisons d'ailleurs liées les unes aux autres. Il s'agit simplement de l'ensemble des caractéristiques du système français des partis.

1. Les partis français, en effet, sont nombreux, et ils l'ont toujours été.

2. Les partis français sont hétérogènes, les uns comportent une discipline de vote, comme le parti communiste et le parti socialiste, les autres se font gloire de leur indiscipline, comme le parti radical ou le parti des indépendants. Il est assez facile de faire fonctionner un système des partis, tous disciplinés, il est également possible de faire fonctionner un système de partis tous indisciplinés, la combinaison de partis disciplinés et de partis indisciplinés est un facteur supplémentaire d'instabilité, car, pour *constituer* le gouvernement il faut d'abord que les *partis* s'entendent, il faut ensuite que les députés, *individuellement,* soient d'accord.

3. Les partis ont pour origine et pour fondement des idées traditionnelles ; souvent ils sont divisés lorsqu'une question d'intérêt vital est posée. Le parti socialiste est normalement discipliné, mais quand la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) est en question les factions se dressent les unes aux autres et l'unité du groupe parlementaire se défait.

4. Aux oppositions entre les partis et à l'intérieur des partis, il faut ajouter une série d'oppositions léguées par le passé : la Chambre connaît à la fois l'opposition entre la droite et la gauche (sans que l'on sache très bien ce qu'est la droite et ce qu'est la gauche) et des oppositions à l'intérieur de la droite et à l'intérieur de la gauche.

Toutes ces caractéristiques définissent ce que l'on pourrait appeler une *structure du jeu parlementaire* français, qui ressemble à la *structure du jeu à l'intérieur d'un parti américain* au moment où l'on va choisir le candidat à la présidence de la République. La Chambre est partagée en groupes, les uns nombreux et les autres peu nombreux, les uns disciplinés et les autres non

disciplinés ; à l'intérieur de chaque groupe surgissent de nouvelles oppositions, des rivalités de personnes se combinent avec des compétitions d'idées, les coalitions sont toujours temporaires et peuvent se rompre à la première occasion.

Cette structure du jeu, lorsqu'il s'agit de choisir un candidat à la présidence de la République aux États-Unis, n'intervient qu'une fois tous les quatre ans. On assiste alors à une scène assez comparable à celle qu'offre de manière quasi permanente le Parlement français. Les observateurs français, lorsqu'ils suivent le jeu d'un parti américain au moment de la *nomination* (élection) d'un candidat, jugent ce jeu peu édifiant. La structure même du jeu implique des procédés qui ne sont pas tous conformes aux règles du *fair play.* Mais, une fois le candidat élu, tout le monde se regroupe autour de lui, au moins pour le faire élire, quitte à se séparer de lui ensuite. Dans le système français le jeu ne s'arrête pas après la constitution de ministère et ne peut qu'entretenir l'instabilité gouvernementale.

Jusqu'à présent nous nous en sommes tenus à une simple description. Si nous voulons aller plus loin, nous demanderons : pourquoi le jeu a-t-il cette structure ? A ce point, nous sommes en présence de multiples explications qui sont toutes vraies et toutes insatisfaisantes.

Elles sont toutes vraies parce qu'elles consistent à montrer que si nous, Français, nous faisons la politique de cette façon, c'est parce que nous sommes ce que nous sommes. Elles sont insatisfaisantes parce que nous voudrions qu'une explication nous donnât le moyen de changer le monde. Chacune de ces explications met en cause tant de phénomènes du présent et du passé que l'on risque d'éprouver une sorte de découragement. Toute la réalité française s'exprime dans le régime.

Les explications sont de trois ordres : on invoque ou bien la structure économique et sociale, ou bien les traditions historiques, ou bien enfin la

psychologie nationale, en remontant bien entendu jusqu'à la description des Gaulois par Jules César.

1. Il y a beaucoup de partis et les partis sont hétérogènes parce que la France elle-même est hétérogène. En certaines régions, se trouve concentrée presque toute l'industrie ; en d'autres régions, comme l'Ouest, l'industrie n'a guère pénétré et, par conséquent, les formes traditionnelles de la vie collective se sont maintenues. La force des différents partis est très inégale selon les provinces ; même si un parti a une représentation dans toutes les provinces, ses électeurs sont différents d'une région à une autre et l'unité de chaque parti est faible. Le socialiste de la région industrielle du Nord ne ressemble pas au socialiste de la région viticole du Sud, et ne ressemble pas non plus au socialiste de l'ouest de la France où la question cléricale continue à dominer la lutte politique. L'hétérogénéité sociale de la France serait donc une des causes de la pluralité et de l'indiscipline des partis. Le Mouvement républicain populaire, après ses succès éclatants de 1945-1946, est redevenu un parti régional, avec trois ilôts puissants, dans l'Ouest, le Nord-Est et le Nord.

Une condition nécessaire à l'existence d'un petit nombre de grands partis organisés est une suffisante homogénéité économico-sociale du pays lui-même ; si le pays est trop divers, cette diversité se projettera dans les partis.

2. Aussi bien à droite qu'à gauche, on a conservé le souvenir des péripéties turbulentes de l'histoire politique de la France depuis un siècle et demi. Jamais un régime français quel qu'il soit, depuis 1789, n'a été indiscuté, jamais il n'a été accepté par l'ensemble du pays ; chaque fois que sévit une crise, quelle qu'en soit l'origine, le régime est remis en question. Dans quelques régions du pays des querelles historiques, comme celle de la laïcité, soulèvent encore des passions. Les Français continuent à livrer les batailles de la Révolution, de l'affaire Dreyfus, de l'armistice et de la libération ; subsidiairement, ils livrent les batailles de l'expansion économique et de la politique d'outre-mer. Finalement ils se querellent sur les conséquences des politiques possibles.

3. Pourquoi en va-t-il ainsi ? Passons de la tradition à la psychologie. Les Français, depuis toujours, ont été enclins à transfigurer des débats économiques, sociaux ou techniques en conflits idéologiques. Après tout, l'économie est ennuyeuse ; discuter la question de savoir comment contrôler l'inflation n'a jamais, en théorie, intéressé personne sauf trois douzaines d'économistes ; en revanche, la discussion sur la laïcité, ou sur une question abstraite, comme : la raison d'État justifie-t-elle la condamnation d'un innocent ? est par excellence exaltante. On peut la poursuivre indéfiniment ; par définition l'accord est impossible, chacun des camps ayant de bons arguments et le niveau abstrait du dialogue permettant de poursuivre celui-ci sans terme. M. de Madariaga a écrit un livre intitulé *Français, Anglais, Espagnols* ; il y définit les Français comme des êtres de raison, il analyse la manière dont de tels hommes pratiquent la politique. Les Français font de la politique avec un goût marqué pour les problèmes théoriques. Les controverses les plus passionnantes sont celles dont les conséquences matérielles sont les moins réduites. M. de Madariaga prenait pour exemple symbolique l'affaire Dreyfus.

Sans difficulté on utilise et combine ces trois sortes d'explications qui aboutissent à la conclusion que, la France étant ce qu'elle est, il n'est pas surprenant que la politique française soit ce qu'elle est. Encore une fois proposition incontestable et décevante. J'ai présenté ces diverses explications sous une forme quelque peu succincte. Mais chacune d'elles pourrait être élaborée dans le détail. La manière de penser, le style d'action, les traditions historiques, la structure économique et sociale s'expriment dans une politique. Si l'on combinait toutes ces interprétations, on aurait accompli à peu près ce qui est possible pour *comprendre,* ce qui évidemment laisse entière la question de savoir ce que l'on peut ou doit faire.

Passons maintenant à la deuxième question : pourquoi tant d'opposants ?

Les trois sortes d'explications du nombre des opposants sont exactement de même ordre que les trois sortes d'explications de l'instabilité gouvernementale, par la structure économique et sociale, par la tradition, par la psychologie.

1. La classe ouvrière française n'a jamais été complètement intégrée au régime ; en raison de la lenteur du progrès économique au cours du siècle dernier, elle n'a jamais recueilli le bénéfice intégral de l'expansion économique, elle commence à en recueillir partiellement les fruits, mais elle n'en est pas encore consciente, à cause du climat général d'inflation. Enfin, elle reste fidèle à une tradition d'hostilité à l'État, de révolte contre le système capitaliste.

En ce qui concerne l'opposition à l'État d'une autre fraction des électeurs, à savoir l'opposition de droite, l'explication économico-sociale est à peu près la suivante :

Le nombre des poujadistes aux dernières élections s'explique essentiellement par la rapidité du progrès économique au cours des dix dernières années. Toute expansion économique rapide met en difficulté certains groupes de la population qui ne peuvent pas s'adapter. Un progrès rapide est un progrès inégal. Il y a des régions, des groupes qui profitent plus, d'autres moins. Dans un pays stagnant, les groupes acceptent la façon d'être accoutumée ; dans un pays en expansion, les groupes qui n'ont pas leur part de progrès se révoltent contre l'ensemble. Ils n'accusent évidemment pas le progrès économique, ils accusent la fiscalité (contre laquelle on nourrit toujours des ressentiments).

L'explication économico-sociale des deux extrémismes dans la France actuelle serait donc à peu près la suivante : la classe ouvrière française demeure en grande partie hostile au régime parce que, dans le passé, elle n'a pas été intégrée à l'État ; il s'y ajoute une opposition à l'autre bord parce que l'expansion frappe, absolument ou relativement, les groupes qui n'arrivent pas à suivre le mouvement.

2. *Explication historique.* Les Français ont sans cesse, depuis plus d'un siècle et demi, mis en question leur régime, ils continuent et continueront à le faire,

parce qu'ils pensent en termes politiques. Un régime ne devient indiscuté qu'avec l'aide du temps. Il n'est stable que le jour où il n'est plus discuté. Le régime est stable en Grande-Bretagne et aux États-Unis parce qu'il y est confondu avec les valeurs nationales. Le nombre des opposants révolutionnaires résulte d'attitudes formées par l'histoire ; les Français cherchent vainement une constitution qui permettrait une meilleure gestion des affaires publiques en les réconciliant avec eux-mêmes.

3. La troisième sorte d'explication, par le caractère national, vaut aussi pour l'instabilité gouvernementale et pour la mise en question du régime politique de la même façon. Qu'y-a-t-il de plus excitant pour l'esprit que la discussion du régime, de plus idéologique que l'interrogation sur les avantages et les inconvénients d'une constitution quelle qu'elle soit ?

Passons maintenant à une question tout autre, celle des réformes.

Le genre d'explications que nous avons esquissées ne conduit pas à l'élaboration d'un plan de réforme constitutionnelle. Bien plutôt, des explications de cette sorte décourageraient la volonté de réforme. Plus on insiste sur le nombre de facteurs qui déterminent le fonctionnement du régime existant, plus on est tenté de dire qu'il faudrait tout changer pour changer quelque chose.

Dans un article récent d'un économiste, M. Pierre Uri, je relève une phrase fort intéressante qui illustre le genre d'erreurs commises, en toute bonne foi et en toute intelligence, par des esprits supérieurs :

> « *Comment ignorer que toute la différence qui sépare la République de Weimar et la République de Bonn, cette opposition entre l'émiettement et la concentration des partis, entre les crises récurrentes et la longévité gouvernementale, repose sur deux petites clauses ? le vote de défiance constructif, la correction de la représentation proportionnelle par le refus de sièges aux partis recueillant sur le plan national moins de 5 % des voix.* »

Si l'on prend à la lettre la formule, toute la différence qui sépare la république de Weimar de celle de Bonn repose sur deux clauses constitutionnelles, l'une selon laquelle on ne peut renverser un gouvernement sans se mettre d'accord sur le nom du président du Conseil qui le remplacera, et la deuxième qui consiste à ne donner aucune représentation aux partis qui obtiennent moins de 5 % des voix.

Il est possible que ces deux clauses soient utiles, mais, dans l'Allemagne de Bonn, on en peut difficilement juger.

Les conditions ont été telles que les clauses n'ont joué qu'un faible rôle. Le parti chrétien-démocrate a eu en permanence une telle représentation au Parlement qu'il a toujours été le maître du jeu ; la personne du chancelier s'imposait à ses collègues. Même en l'absence de la règle des 5 %, l'émiettement des partis que l'on a observé dans la république de Weimar ne se serait pas produit.

La différence majeure entre les deux républiques, c'est que, dans la république de Bonn, les électeurs révolutionnaires sont peu nombreux, les grands partis unifiés et cohérents ; la psychologie de la nation a complètement changé. Je pourrais énumérer encore d'autres transformations.

Il est donc faux d'affirmer que la différence majeure entre les deux républiques tient à des clauses constitutionnelles ; peut-être joueront-elles un rôle quelque jour. Mais supposez qu'au Parlement français un grand nombre de députés révolutionnaires soient résolus à renverser un gouvernement, ils voteront sans hésiter pour le candidat à la succession du président du Conseil, même s'ils lui sont hostiles. Qu'est-ce qui empêcherait le parti communiste et le parti poujadiste de joindre leurs voix l'espace d'un scrutin ? Il n'est jamais impossible de tourner les règles constitutionnelles.

Quelles réformes concevoir pour modifier le fonctionnement de la Constitution française ? Ou bien la substitution de la forme présidentielle à la

forme parlementaire, ou bien des réformes de la loi électorale et du droit de dissolution dans le cadre du régime actuel.

Contre le gouvernement présidentiel, on avance deux objections : à supposer que le gouvernement présidentiel constituât une solution, il faudrait trouver une majorité de députés qui consentissent à le voter. Cette majorité n'existera que dans des circonstances exceptionnelles. Nous sommes au rouet. Il faudrait que le personnel parlementaire fût résolu ou résigné à introduire cette réforme.

Un système présidentiel améliorerait-il le fonctionnement des institutions ? Peut-être, mais le diagnostic doit être réservé. Un système présidentiel, par lui-même, ne donne pas une grande capacité d'action à l'exécutif ; l'exécutif est stable, non efficace. Le président des États-Unis est assuré d'un règne de quatre années (on ne s'en félicite pas toujours), mais il a besoin de l'assentiment des représentants et des sénateurs élus d'une autre façon. Aux États-Unis, et dans tout système présidentiel, la majorité dans les assemblées n'est pas toujours celle qui a fait élire le président de la République. La coopération est nécessaire entre un exécutif d'une certaine couleur politique et un législatif d'une autre couleur. Aux États-Unis, cette coopération arrive à s'établir vaille que vaille ; les Américains, en tant qu'hommes politiques, sont des pragmatiques et non des extrémistes, ils ont peu de goût pour les idéologies et leurs partis sont indisciplinés. Tout député ou sénateur vote sans tenir grand compte des ordres de son parti. Mais en irait-il de même avec un Parlement de style français ? L'indiscipline des partis est la condition d'existence du système américain, comme la discipline des partis est la condition de fonctionnement du système britannique. Avec des partis comme les nôtres, les uns disciplinés, les autres indisciplinés, que se passerait-il ? L'exécutif serait stable à coup sûr, mais un président choisi par les partis parce qu'il ne porterait ombrage à personne, comme nombre de nos présidents du Conseil, serait faible. Un président de la République énergique, en conflit avec les assemblées législatives, provoquerait

une crise constitutionnelle, phénomène fréquent dans les pays qui pratiquent le système présidentiel.

Dans le cadre du régime actuel, les réformes possibles autour desquelles tournent indéfiniment les discussions, dans la presse et au parlement, sont sans grande portée. On conçoit une réforme électorale, dont l'objectif serait de réduire le nombre des députés révolutionnaires. En France, un député « révolutionnaire » n'est pas nécessairement un député qui veut faire une révolution, c'est seulement un député qui n'entre pas dans le système tel qu'il est. Une réforme électorale ramènerait aisément de 200 à 100 le nombre des députés révolutionnaires sans modifier le nombre des électeurs qui votent pour eux. Il s'agit d'astuces que l'on imagine sans difficulté. Il est loisible aussi de nourrir des ambitions plus larges et de combiner un mode de scrutin partiellement majoritaire, partiellement proportionnel, dans le style du système allemand, afin de créer des partis moins indisciplinés ou moins sectaires.

La deuxième sorte de réformes que l'on envisage porterait sur la question de confiance et la règle de dissolution.

Les uns proposent la dissolution automatique en cas de crise ministérielle, convaincus que si la dissolution est facultative elle ne sera pas décrétée. Les autres répondent que la dissolution automatique risque de faire plus de mal que de bien. La dissolution a un sens dans le régime anglais, où les élections donnent des résultats clairs et nets, mais non dans un régime où les forces relatives des partis ne sont pas sensiblement modifiées d'élection en élection. On répondra que la dissolution automatique éviterait les crises gouvernementales. La menace de dissolution empêcherait les crises et, de ce fait, les gouvernements dureraient plus longtemps. Mais il ne suffit pas que les gouvernements durent plus longtemps, il faut qu'ils puissent agir. La règle de dissolution automatique ou semi-automatique donne une chance que les gouvernements durent plus longtemps, non l'assurance qu'ils gouvernent efficacement.

Il reste une dernière question dont on discute passionnément : comment empêcher les opposants révolutionnaires de faire bloc contre une mesure sans proposer soit un gouvernement de substitution, soit d'autre solution ? On a imaginé beaucoup de systèmes. La difficulté est toujours la même : il importe que le gouvernement ait le droit de poser la question de confiance, celle-ci étant pour lui le seul moyen de forcer le parlement à voter certaines mesures. Mais, si l'on pose la question de confiance trop souvent, le risque surgit que le gouvernement soit renversé sur une question secondaire. Aucune de ces réformes ne changera fondamentalement, à courte échéance, le fonctionnement du régime français.

A ce moment-là, on ne peut pas ne pas poser une dernière question : en quel sens la réforme constitutionnelle est-elle réellement, comme on le dit tous les jours, la question vitale pour la France ? La France traverse une crise politique dont la cause spécifique est connue, la guerre d'Algérie. L'obsession de la réforme constitutionnelle est une manière soit d'oublier le problème à résoudre, soit de chercher un gouvernement, essentiellement autre, capable de le résoudre.

TROISIÈME PARTIE

Un régime de parti monopolistique

XII

FIL DE SOIE
ET FIL DE L'ÉPÉE

J'ai consacré le dernier chapitre à l'étude du régime français pris comme exemple d'un régime corrompu. Un pourcentage important d'électeurs votent comme s'ils n'étaient pas loyaux aux institutions ; celles-ci ne donnent aux gouvernements ni durée ni autorité. J'ai ensuite précisé les conséquences de cette corruption et, dans la dernière partie du cours, j'ai examiné rapidement les projets de réforme constitutionnelle, à propos desquels je me suis exprimé avec un certain scepticisme. Il n'est pas probable, en dehors de l'éventualité d'une révolution, que l'on modifie certains des traits structurels du régime français. Enfin, j'ai terminé en indiquant que peut-être l'obsession de la réforme constitutionnelle venait de la difficulté des problèmes à résoudre. Peut-être le régime n'est-il ni pire ni meilleur aujourd'hui qu'il ne l'était il y a cinq, dix ou quinze ans, mais la tâche à accomplir est exceptionnelle.

Le régime français est tel que les divisions, qui existent dans l'opinion ou dans les groupes dirigeants, sont intégralement reflétées, éventuellement même amplifiées, dans le personnel politique. Tout régime parvient malaisément à susciter une unité de volonté et d'action lorsque cette unité n'existe pas dans le peuple ; après tout, même le régime britannique, que l'on nous donne toujours un exemple, ne fait pas surgir aisément une volonté commune, quand l'opinion est divisée. Dans les années qui ont précédé la guerre de 1939, la Grande-Bretagne a conservé l'apparence d'un gouvernement homogène, mais

celui-ci était paralysé par les conflits à l'intérieur de la minorité dirigeante. Il reste une différence ; le plus souvent le régime britannique réussit, grâce à la discipline des partis, à garder un gouvernement capable d'agir, alors que, peut-être, si l'on comptait les opinions des députés pris individuellement, nulle majorité n'apparaîtrait. La France pousse l'idée démocratique, si je puis dire, jusqu'au point extrême en demandant à chaque électeur le parti qu'il préfère, puis à chaque député sa libre décision. Le résultat de tant de questions posées à tant de gens, plus ou moins bien informés, n'est évidemment pas une volonté commune lorsque la nation est divisée.

Les problèmes que la France a dû résoudre outremer après la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas, en eux-mêmes, essentiellement différents de ceux qui se posaient outre-Manche. La Grande-Bretagne a eu, dans l'ensemble, une conception de ce qu'il convenait de faire, à savoir accorder l'indépendance à tous les territoires de la Couronne où le mouvement nationaliste semblait fort. Même en Malaisie, où elle a mené une guerre, finalement victorieuse, contre des guerilleros communistes, elle a fini par concéder l'indépendance à des gouvernants modérés. En France, le choix était entre deux sortes de politiques, une politique de style britannique qui aurait accepté la formation d'États indépendants dans les territoires de l'Empire français ou de l'Union française, et une politique qui aurait pratiqué des réformes dans le sens de l'autonomie, mais en maintenant, dans la mesure du possible, la souveraineté de la France. Aucune de ces deux politiques n'a été clairement formulée et rationnellement élaborée, aucune des deux n'a été appliquée avec une volonté résolue. Au bout de douze ans (en 1958), la première est entrée dans les faits ; l'Indochine est composée de trois ou quatre États, aujourd'hui indépendants, la Tunisie est indépendante, le Maroc l'est aussi, et les territoires de l'Afrique noire ont reçu, par l'intermédiaire de la loi-cadre, une autonomie qui, selon la probabilité, se transformera en indépendance, là où la volonté d'indépendance se manifestera avec une force suffisante.

On arrive ainsi au problème actuel, urgent et pathétique, de l'Algérie, où les deux politiques concevables continuent à être défendues, avec une passion extrême, par les représentants de ceux qui auraient pu, il y a douze ans, formuler l'une ou l'autre. Précisément dans ce cas ultime, il est plus difficile que jamais d'arriver à créer une volonté commune. Ceux qui étaient hostiles à l'indépendance intégrale des territoires de l'Union française s'opposent avec violence à la continuation de la politique suivie en Tunisie et au Maroc. Les motifs de l'opposition sont compréhensibles : il s'agit de la dernière tranchée. Si l'Algérie est indépendante comme la Tunisie et le Maroc, le mouvement s'étendra irrésistiblement au reste de l'Union française ; la minorité française est trop importante pour se soumettre ou s'intégrer librement à une République algérienne. Les tenants de cette politique n'admettent pas qu'une partie de la minorité française rentre en France ou soit rapatriée. Ils pensent, et ils ont raison, que le mouvement nationaliste en Algérie est plus ardent et plus dangereux que dans tout autre territoire de l'Union française parce qu'une révolution nationaliste s'y combine avec une révolution sociale. La plus grande partie de la classe privilégiée de l'Algérie est composée de Français. Un mouvement nationaliste dont les militants et les chefs viennent de la classe populaire est nécessairement socialiste en même temps que nationaliste. Enfin, les défenseurs de la formule « Algérie française » pensent que la souveraineté française en Algérie est indispensable au maintien de liens entre la métropole et les autres territoires d'Afrique. Ceux qui auraient ou qui ont plaidé pour l'indépendance des territoires de l'Union Française sont plus convaincus que jamais que cette politique est la seule possible, la seule raisonnable, précisément parce qu'elle a été appliquée dans les autres territoires. Il y a une logique irrésistible en histoire. Il est inconcevable, disent-ils, d'accorder demain à Madagascar le droit de constituer un État indépendant et de le refuser à l'Algérie. Enfin, comment terminer la guerre aussi longtemps que les

« nationalistes » ou les « rebelles » en Algérie sont soutenus de l'extérieur, soutien extérieur qu'il est impossible d'empêcher ?

Devant cette alternative, aucun parti à la Chambre française n'est, en profondeur, uni, dans chaque parti il y a des partisans de chacune de ces deux politiques.

La politique en fait suivie, au moins depuis 1956, est celle de la première école, de celle qui tient pour indispensable à la sauvegarde de la France et de l'avenir français en Afrique la souveraineté française sur l'Algérie. Il est injuste d'accuser les gouvernements français, comme on le fait quotidiennement, d'immobilisme. Ils suivent la politique qui est voulue, sinon par l'unanimité du pays, du moins par une majorité de députés. Et pourtant, on observe un mécontentement général, parmi les adversaires comme parmi les partisans de la politique effectivement suivie. Les uns et les autres souhaitent un choix radical, les uns et les autres voudraient que l'on allât plus loin dans un sens ou dans l'autre. Les tenants de la politique actuelle voudraient qu'éventuellement on envoyât des renforts ou tout au moins que l'on interdît la propagande contre l'action française en Algérie. Le choix radical appelé par les partisans de l'actuelle politique comporterait une discipline nationale au service de la tâche fixée par le gouvernement. Quant à l'autre école, elle parle d'immobilisme parce qu'elle ne croit pas au succès de la pacification.

Dans le régime français tel qu'il est, je doute que, dans l'immédiat, une autre politique que celle qui est menée soit possible, politique qui est un reflet du pays, du parlement et du régime.

Quelle pourrait être la solution ? On peut en concevoir trois : la première est la *tyrannie,* la deuxième est la *dictature* au sens romain du terme, la troisième est *d'attendre* que les événements, d'une façon ou d'une autre, tranchent le débat.

La solution tyrannique est celle dont chacun de nous rêve dans les nuits d'insomnie, à condition qu'elle donne le pouvoir à ceux qui pensent comme

nous. Chacun est convaincu *qu'une* politique serait meilleure que celle qui est menée. Cette politique que chacun de nous souhaite, un groupe d'hommes pourrait l'imposer en s'emparant du pouvoir par les armes, en contraignant à l'obéissance ceux qui ne sont pas d'accord. C'est la solution qui est intervenue dans nombre de pays, déchirés entre des factions ou des partis irréconciliables ; un parti ou une faction l'a emporté sur les autres.

La deuxième solution qui est évoquée fréquemment, c'est l'appel au *sauveur légal* ou, si l'on préfère, au dictateur romain. Tout le monde sait comment il s'appelle aujourd'hui. Des organes de presse, de toutes opinions, préconisent ce suprême recours. Mais tant de gens, d'opinions contradictoires, songent à lui, que l'on est obligé d'évoquer deux éventualités. L'arbitrage de ce sauveur légal, inévitablement, décevrait les uns ou les autres puisque des représentants de tous les camps font appel à lui. A moins, et c'est la deuxième hypothèse, que ce sauveur n'invente une solution qui, miraculeusement, réconcilie les factions aux prises. On imagine une politique à ce point grandiose ou subtile qu'elle combine les avantages des solutions opposées sans présenter les inconvénients d'aucune d'elles. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce miracle est improbable. Le problème à résoudre se situe en Algérie et non en France. Les partis opposés se seraient-ils accordés sur le nom du sauveur, nos adversaires ne se rallieraient pas à lui pour autant.

La troisième solution ou absence de solution est celle que nous vivons. Le gouvernement navigue entre les pressions contraires, et chacun, en privé, attend que des événements imprévisibles provoquent la décision.

La crise actuelle n'a été analysée ici qu'à seule fin de saisir un trait du régime français. Celui-ci tolère, dans chaque période de crise, qu'une fraction de la collectivité ne se soumette pas à la discipline nationale, tel le parti communiste qui ne cache pas sa volonté de subversion. On pourrait presque dire que le régime français se définit par la trahison, à chaque époque, d'un tiers de la population, tout au moins par le fait qu'un tiers de la population agit de

manière telle que les défenseurs de la politique officielle le tiennent pour composé des traîtres.

Au siècle dernier, Renan parlait de l'émigration intérieure. Sous chaque régime, une partie de la nation refusait l'adhésion morale aux gouvernants et se réfugiait dans une attitude d'hostilité systématique. En chacune des grandes crises de ce siècle, une fraction du peuple a rejeté les décisions prises par les gouvernements, elle les a refusées en esprit sinon en acte.

Ce non-loyalisme est-il conforme à l'essence des régimes constitutionnels-pluralistes ? Certainement pas. Il est concevable de mettre hors la loi les partis qui ne jouent pas le jeu ou dont les pratiques et les intentions sont tyranniques. La république de Bonn a mis hors la loi les partis révolutionnaires d'extrême droite et d'extrême gauche, il n'a pas pour autant cessé d'être constitutionnel-pluraliste. Un tel régime, comme tout autre, a le droit de se défendre contre ceux qui veulent l'abattre. Mais la condition indispensable pour qu'il demeure constitutionnel, c'est qu'il agisse conformément aux lois, sans laisser la main libre à la police, autrement dit, en sauvegardant la constitutionnalité des actes et le contrôle du pouvoir judiciaire.

Je ne veux pas suggérer que ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique du gouvernement ou qui sont communistes devraient être mis hors la loi en France. J'ai d'excellentes raisons pour ne pas être de cet avis. En dehors de raisons personnelles, il est un argument de caractère plus général : lorsque le nombre de dissidents ou séparatistes, de ceux qui ne sont pas moralement fidèles aux gouvernants, est trop grand, on court le risque, à les mettre hors la loi, de détruire le régime constitutionnel-pluraliste lui-même. Quand un pays est trop divisé sur le régime le meilleur ou sur ce qu'il convient de faire dans une situation donnée, mieux vaut souvent accepter une demi-paralysie. Quand les gouvernants nous déçoivent, essayons d'entendre, à travers leurs propos, l'écho de ce que Jean-Jacques Rousseau aurait appelé « le peuple souverain », de manière à transfigurer leur voix et à faire qu'elle soit la nôtre, puisque, en

dernière analyse, nous les avons choisis. Aussi longtemps que les règles constitutionnelles sont respectées, quelque chose est sauvé. C'est en préservant la légalité, au moment où les hommes sont emportés par les passions, que l'on maintient au moins la paix civile.

C'est pourquoi je dirai, en citant une expression de Ferrero, que le régime constitutionnel est celui où, en dépit de tout, la barrière suprême est un *fil de soie* – le fil de soie de la légalité. Si le fil de soie de la légalité était rompu, inévitablement se profilerait à l'horizon le *fil de l'épée.*

Passons à la troisième partie de ce cours, consacrée aux régimes du fil de l'épée[1]. Je traiterai de trois modalités du fil de l'épée, la révolution espagnole, la révolution nationale-socialiste et la révolution russe, qui, en dépit de leurs différences, ont eu en commun d'être issues de la prise du pouvoir violente par un groupe d'hommes, minoritaires et armés.

Par opposition au régime constitutionnel-pluraliste, on distingue trois types de régimes. Le premier serait opposé au *pluralisme* des partis plutôt qu'à la *constitutionnalité.* Le deuxième type serait hostile au pluralisme des partis mais favorable à un *parti révolutionnaire,* confondu avec l'État ; c'est le cas du régime hitlérien. Enfin un troisième type serait, comme le précédent, hostile au pluralisme des partis et favorable à un parti révolutionnaire, mais l'objectif de ce parti révolutionnaire-monopolistique serait, en théorie, l'unification de la société en une classe unique. Le régime portugais offre un exemple du premier type. Certes, Salazar n'accepte pas une constitution de type parlementaire, mais il s'efforce de limiter les pouvoirs de l'État, d'assurer l'autonomie des corps sociaux. Un régime de cet ordre tend à créer une représentation différente de la représentation parlementaire. Il exclut la rivalité des partis, la compétition permanente pour l'exercice du pouvoir, mais il affirme que les gouvernants n'ont pas et ne doivent pas avoir la toute-puissance, qu'ils sont subordonnés aux lois, à la morale, à la religion. Il se réclame d'une idéologie traditionaliste,

il prétend éliminer l'agitation des partis et du parlement, sans aboutir à une confusion de la société et de l'État. Régime qui voudrait être libéral sans être démocratique, mais qui ne parvient pas à être libéral.

Le deuxième type de régime, que l'on appelle vulgairement fasciste, a en commun avec le type précédent la condamnation portée sur les idées démocratiques et les pratiques parlementaires, mais on aperçoit plusieurs différences. Le régime de Salazar souhaite plutôt « dépolitiser » les hommes, celui de Mussolini ou de Hitler veut les « politiser » ou les « fanatiser ». Le régime de Salazar n'a pas de parti d'État, le régime de Mussolini ou de Hitler avait un parti d'État.

Régime espagnol, régime italien, régime allemand ont en commun la condamnation de ce qu'ils appellent les idées de 1789, démocratiques et libérales. Ils invoquent tous trois le principe d'autorité, mais les doctrines dont ils se réclament sont diverses. Le régime espagnol semble un intermédiaire entre le premier type et le deuxième ; comme le premier, il se réclame de la pensée traditionaliste ; il prétend maintenir le rôle de l'Église, il affirme que l'autorité vient d'en haut et ne doit pas être subordonnée aux préférences des citoyens, mais il est hostile à un État total. Le régime espagnol est moins conservateur que celui de Salazar, il comporte certains éléments du fascisme moderne, ne serait-ce que le mouvement phalangiste qui présente des similitudes avec le mouvement fasciste italien. Le régime italien se fondait sur un parti d'État, il professait une théorie étatiste, mais il était peu révolutionnaire, comparé au régime allemand, il s'efforçait de sauvegarder les structures traditionnelles tout en conférant au gouvernement l'autorité discrétionnaire que favorisent la suppression des assemblées parlementaires, le soutien d'un parti unique.

Le régime qui représente de la manière la plus pure, si je puis dire, le deuxième type est le régime national-socialiste. En effet, le mouvement était antidémocratique et antilibéral, mais aussi, d'une certaine façon,

révolutionnaire au sens propre du terme, il s'efforçait de bouleverser les structures sociales et idéologiques de la république de Weimar. Le principe d'unité n'était pas l'État, comme dans le fascisme italien, mais la nation ou plus encore la race.

Le troisième type de régime, le régime communiste, supprime lui aussi la pluralité des partis, mais il présente une première différence fondamentale avec le deuxième type. Bien loin de renier les idées démocratiques-libérales, il prétend les accomplir, en éliminant la compétition des partis. Il justifie ces affirmations par une analyse des régimes pluralistes, il affirme que les régimes constitutionnels-pluralistes ne sont que le camouflage d'une oligarchie capitaliste, donc qu'il faut supprimer l'oligarchie capitaliste et établir une société unitaire sans classes pour que l'on réalise la vraie liberté et la vraie démocratie. Le monopole du parti ne lui paraît pas contraire à la liberté et à la démocratie, parce que ce régime se situe lui-même dans l'histoire. Pour atteindre les objectifs suprêmes d'une société sans classes, le pouvoir absolu d'un parti, expression de la classe prolétarienne, est un moyen indispensable.

Ces trois types de régime peuvent être groupés de diverses façons. A certains points de vue, il y a d'un côté le régime nº 1, régime conservateur du style Salazar et, de l'autre côté, les régimes 2 et 3, tous les deux révolutionnaires. D'un côté une restauration de la société traditionnelle, avec un État limité mais absolu, et, de l'autre, des partis révolutionnaires, l'État partisan, c'est-à-dire confondu avec un parti. Selon cette classification, deux systèmes révolutionnaires s'opposent à un système conservateur.

Il est un deuxième type de groupement possible, d'après les idéologies. En ce cas, les régimes 1 et 2 s'opposent au régime 3. Salazar, le général Franco, Mussolini, Hitler, ont en commun la dénonciation des idées libérales, démocratiques. Les régimes autoritaires-conservateurs ou révolutionnaires-fascistes sont anti-1789, anti-rationalistes, et ils se réclament également d'une doctrine autoritaire. Dans ce cas, nous avons les types 1 et 2 opposés au type 3,

car ce dernier se donne pour l'héritier des idéologies, dont se réclament les régimes constitutionnels-pluralistes, cependant que les deux premiers en sont la négation. Le type 1 est la négation non dialectique du régime constitutionnel-pluraliste, tandis que le type 3 se veut la négation dialectique, c'est-à-dire une manière de nier et de conserver à la fois, donc de surmonter.

Enfin, selon une autre classification, les trois régimes ne se grouperaient pas 2 contre 1, ils ne constitueraient pas de groupe, chacun d'eux représenterait une autre idée.

Tout régime se définit par la manière dont il combine les diversités sociales avec une volonté politique *une.* Le premier type de régime accepte les diversités naturelles des familles, des corporations, des régions, il maintient l'unité par un État fort mais non illimité.

Le deuxième type établit une unité nationale ou raciale, fondée sur un parti unique, afin de surmonter la diversité des groupes sociaux, suscitée par la civilisation industrielle. Selon l'idée fasciste ou national-socialiste, les classes, abandonnées à elles-mêmes, provoqueront la désagrégation sociale, il faut qu'un groupe, parmi les divers groupes, maîtrise cette diversité et affirme, par la force s'il le faut, l'unité collective, l'unité d'un vouloir étatique.

Enfin, le troisième type affirme que le choc des classes est lié à un certain régime économique. Si l'on supprime la diversité des classes ou du moins l'antagonisme de classes, l'unité sera présente dans la collectivité elle-même. L'État sera dirigé par un parti unique parce qu'il n'y aura pas de classes antagonistes dans la société.

Selon cette dernière analyse, chacun de ces trois régimes se définit par une relation autre entre les diversités inévitables et l'unité nécessaire.

Cette classification des trois types ne prétend pas être exhaustive et l'on observe probablement des régimes mixtes, composites ou équivoques, qui ne rentreraient clairement dans aucune des trois catégories.

Dans le monde où nous vivons, la légitimité traditionnelle est en voie de disparition. Les règles des régimes constitutionnels-pluralistes sont difficiles à appliquer et supposent soit une discipline nationale, soit une sagesse des partis. Dès lors, dans le plus grand nombre des pays, il se forme des régimes qui sont définis par le fait qu'un groupe impose sa volonté aux autres ; il se peut que ce groupe n'appartienne nettement à aucune des trois catégories, idéologiques et institutionnelles, que j'ai indiquées. On peut hésiter sur la catégorie dans laquelle il convient de mettre l'actuel régime de l'Égypte, plutôt révolutionnaire que conservateur en ce sens qu'il se réclame d'une grande tâche à accomplir, l'unité arabe, mais cette idée est un mythe. Pour l'instant, règne un chef acclamé, un chef « charismatique » pour employer le langage de Max Weber, officier qui ne se veut pas militaire. Civil, il se donnerait un grade militaire, comme feu Staline. Ancien officier, il est chef d'État. Équivoque assez bien adaptée au monde actuel.

En Amérique du Sud, nombre de régimes ne sont ni fascistes ni conservateurs, ils représentent simplement la prise du pouvoir par un groupe d'hommes armés, à la faveur des circonstances. De plus, la constitution des fronts et l'attitude des masses sont autres. Un cas frappant est celui de l'Argentine où les institutions, apparemment constitutionnelles-pluralistes, étaient surtout défendues par la classe privilégiée et où les masses populaires étaient réellement hostiles à ces institutions. Un chef, acclamé et tyrannique, comme le colonel Peron, y jouissait du soutien de la majorité des syndicats ouvriers, même des syndicats libres. Cette alliance d'un chef tyrannique acclamé et des masses ouvrières ne s'est jamais produite en Europe, elle s'est produite en Amérique du Sud parce que les institutions dites constitutionnelles-pluralistes, d'importation étrangère, y avaient été monopolisées et exploitées par une fraction des classes dirigeantes. Disons, pour employer mon langage, que le régime constitutionnel-pluraliste, en

Argentine, était à tel point oligarchique qu'il suscitait la colère ou l'opposition d'une grande partie des masses populaires.

De ces trois sortes de régimes, j'étudierai essentiellement le troisième, à savoir le régime communiste. Les raisons pour lesquelles je laisserai de côté les deux premiers sont les suivantes :

Le premier, autoritaire-conservateur, ne s'est établi, en Europe, que dans des pays en marge du développement de la civilisation industrielle ; or, vous le savez, je m'intéresse avant tout aux régimes politiques qui constituent la superstructure de la civilisation industrielle.

De plus, je m'attache aux régimes qui se déclarent démocratiques ; les régimes fascistes, avec une franchise ou une brutalité de moins en moins pratiquée, affirmaient qu'ils n'étaient pas démocratiques, qu'ils ne voulaient pas l'être. Le mouvement historique, le mouvement de pensée était tout autre que celui que nous voulons analyser.

Enfin, les régimes fascistes ont momentanément ou peut-être durablement moins de signification en Europe que le régime communiste. Ces régimes exigeaient une exaltation nationaliste, exaltation qui a disparu de tous les pays d'Europe. Ils supposaient de grandes ambitions de politique étrangère. Les circonstances ne leur sont pas favorables.

Pour terminer cette leçon, je voudrais dire quelques mots des différences fondamentales et des similitudes formelles (à moins que ce ne soit des différences formelles et des similitudes fondamentales) entre le régime communiste et les régimes du type fasciste. Le régime hitlérien comme le régime communiste comportent un parti unique qui a le monopole de l'activité politique. Ce parti monopolistique est armé ou animé d'une idéologie révolutionnaire, j'entends par le terme révolutionnaire simplement une volonté de transformation radicale de la société existante. Ce parti monopolistique a eu

en Allemagne un chef idolâtré ; dans le parti russe, le chef n'a pas toujours été idolâtré et, quand il l'a été, il a cessé de l'être après sa mort.

La deuxième similitude concerne une combinaison d'idéologie et de terreur. Les régimes de cet ordre font un usage, plus ou moins étendu, de la terreur contre les opposants, au nom d'une idée. Tous considèrent l'ennemi idéologique comme plus coupable que le criminel de droit commun. Ils se situent à l'extrême opposé par rapport à un régime comme le régime français où inévitablement, à chaque moment, on coudoie des « traîtres » (au sens formel) sans y attacher autrement d'importance. Dans les régimes de parti monopolistique, l'exigence d'orthodoxie rend périlleux le désaccord avec les gouvernants. Certaines institutions, par exemple le rassemblement d'opposants, d'hérétiques et de criminels de droit commun dans des camps, ont été observées dans des régimes de parti monopolistique aussi bien de droite que de gauche.

Les différences, en revanche, sont immédiatement visibles et tout aussi frappantes.

Électeurs et militants ne se recrutent pas dans les mêmes classes sociales. Les militants du parti communiste, en Russie ou en Allemagne avant 1939 ou en France aujourd'hui, ne se recrutent pas exclusivement dans la classe ouvrière, mais, régulièrement, une de leurs sources principales de recrutement est la classe ouvrière. Les partis du type fasciste ont mobilisé des masses populaires mais, en général, ils ne recrutent pas leurs troupes principalement dans la classe ouvrière.

Les classes dirigeantes ont une attitude essentiellement différente à l'égard des partis fascistes et des partis communistes. En Italie, avant la prise du pouvoir par Mussolini, une partie de la classe dirigeante italienne, surtout dans les milieux industriels ou financiers, était favorable au parti fasciste ; en Allemagne, Hitler a été subventionné par de grands industriels. Laissons la question controversée de savoir si la classe capitaliste a *organisé* les mouvements

fascistes. Bornons-nous à constater une différence dans l'attitude des anciennes classes dirigeantes à l'égard de ces mouvements qui présentent des similitudes mais dont les objectifs sont considérés comme tout autres. Les partis fascistes ont porté les espoirs de privilégiés qu'inquiétaient soit les « lois spoliatrices » des régimes constitutionnels-pluralistes, soit les revendications révolutionnaires tolérées par eux.

A l'heure présente, cette attraction du fascisme a beaucoup diminué à la suite de la dernière guerre. Historiquement, il semble qu'une des conditions nécessaires à ces mouvements tyranniques non communistes soit la sympathie d'une fraction importante des anciennes classes dirigeantes.

Enfin la troisième différence, qui saute aux yeux, ce sont les idéologies et, par conséquent, les objectifs. Que ces deux types de mouvements ou de régimes comportent tous les deux un parti monopolistique, c'est évident, mais non très instructif. Finalement la question décisive est : à quoi tendent ces mouvements ? Que ceux-ci aient tous visé le pouvoir absolu, que le parti au pouvoir se soit donné les moyens d'agir sans rencontrer d'obstacles, sans tolérer aucune opposition, à nouveau c'est évident, mais le monopole du pouvoir est un moyen, non une fin. Objectifs, idéologies, pratiques sont autres.

Qu'est-ce qui est le plus important, des similitudes ou des différences, entre les régimes de parti monopolistique ? La réponse dépend des institutions existantes d'abord, elle dépend ensuite des institutions futures. Le régime communiste ne veut pas être compris par ce qu'il est mais par ce qu'il sera ; le communisme se définit moins par sa pratique actuelle que, au moins à ses propres yeux, par l'idée qu'il se fait de lui-même et par les objectifs qu'il prétend atteindre. Aussi ne peut-on étudier le communisme abstraction faite de ce qu'il veut accomplir.

Dans l'étude des régimes constitutionnels-pluralistes, je n'avais pas tant besoin d'opposer les idéologies à la réalité. Dans la mesure où ces régimes se font une idée trop flatteuse d'eux-mêmes, il suffit de lire les opposants pour

dissiper les illusions de la vanité. L'étude que j'en ai faite ne peut passer pour « poétique », elle réduisait plutôt ces institutions au prosaïsme. Ces régimes découvrent leur réalité sans voile à l'observateur, ils se donnent pour ce qu'ils sont. Certains pensent que le régime que j'ai décrit n'est pas la *vraie* démocratie. Nombre de critiques me répondraient en invoquant l'idée de ce que *devrait être* la démocratie, par exemple l'unité des citoyens en dépit de la division des partis, mais ces idées de la démocratie que l'on peut opposer à la pratique demeurent provisoirement abstraites, théoriques. Tout le monde connaît la réalité, c'est-à-dire le jeu des partis dans ce qu'il a je ne dis pas de sordide, mais de nécessairement médiocre. Dès lors, il convenait de montrer que les régimes de partis tels qu'ils fonctionnent constituent la réalité sans trahir l'idée qui les inspire. Ils incarnent la traduction institutionnelle de l'auto-gouvemement, du gouvernement par discussion et consentement.

Dans le cas du régime communiste, la réalité est malaisément visible, et l'idéologie nous est à chaque instant rappelée. Je n'en prendrai qu'un exemple, le plus simple, le plus frappant. Il existe en Union Soviétique une constitution (il y en a eu trois depuis 1917), la dernière, celle de 1936, a été proclamée au moment même de la grande purge, c'est-à-dire au moment où plusieurs millions d'opposants, réels ou virtuels, étaient mis en prison. Cette constitution solennelle de 1936 garantissait, sur le papier, l'*habeas corpus,* dans des conditions aussi impeccables qu'en Grande-Bretagne. Si, selon le mot de Marx, il convient de distinguer ce que les hommes sont et ce qu'ils croient être, cette distinction vaut tout spécialement pour des régimes qui se réclament d'une idéologie. Ces régimes s'efforcent de sauver l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes, même lorsqu'elle a perdu toute relation avec le réel.

---

1 J'ai emprunté au général de Gaulle cette formule, pour l'opposer au fil de soie de Ferrero, mais le gaullisme n'est pas un régime du « fil de l'épée » au sens où je prends ici l'expression.

XIII

FICTIONS CONSTITUTIONNELLES ET RÉALITÉ SOVIÉTIQUE

On a souvent appelé *idéocratie* le régime communiste tant celui-ci invoque son idéologie et prétend s'y conformer. Il est toujours nécessaire de confronter *idéologie* et *réalité,* d'autant plus que la distinction est souvent difficile. La question doit être posée particulièrement à un régime qui est plus directement fondé sur l'idéologie que tout autre.

Croire à une idée fausse suffit parfois à la rendre vraie. Dans la mesure où les citoyens ne croient pas à l'existence des classes, d'une certaine façon celles-ci n'existent pas, puisqu'elles sont définies par la conscience d'une opposition entre les groupes à l'intérieur d'une collectivité.

Repartons du point de départ, c'est-à-dire de la révolution. Le régime soviétique est sorti d'une révolution, c'est-à-dire de la violence ; le pouvoir a été pris par le parti bolchevik en novembre 1917. En janvier 1918 ont eu lieu des élections qui ont été probablement les premières et les dernières élections libres, au sens occidental du terme, qu'ait connues la Russie. L'Assemblée constituante librement élue a été dissoute au bout de quelques jours parce qu'elle contenait une large majorité hostile au parti bolchevik.

Qu'au point de départ le régime soviétique n'ait pas été constitutionnel, cela va de soi ; je le répète, tous les régimes ou presque sont dans ce cas. Mais, le plus souvent, un régime qui s'est établi par la violence tend à devenir constitutionnel, autrement dit il promulgue une constitution, les règles selon

lesquelles les gouvernants seront désignés et l'autorité sera exercée. Le régime soviétique, à cet égard, a imité tous les régimes du monde, il a promulgué une constitution ou même, plus exactement, il en a promulgué trois, puisque la première date de 1918, la deuxième de 1924 et la troisième, qui est encore en vigueur aujourd'hui, de 1936. Ces trois constitutions présentent un grand nombre de similitudes et quelques différences.

Dans la première constitution, qui a été approuvée par le V^{e} Congrès des Soviets, le 10 juillet 1918, le langage employé se ressentait encore de la révolution, on parlait d'établir une dictature du prolétariat, un gouvernement fort et centralisé ; les représentants des classes d'exploiteurs perdaient le droit de suffrage comme le droit d'être admis aux fonctions publiques. Appartenaient aux classes d'exploiteurs les commerçants, les prêtres, les moines, les grands propriétaires fonciers. Les droits fondamentaux, en 1918, étaient réservés aux travailleurs. Une discrimination était établie entre les paysans et les ouvriers. Les paysans, moins favorables au régime, n'avaient droit qu'à 1 député au Soviet pour 120 000 électeurs, et encore ces députés étaient élus à deux degrés ; en revanche, dans les villes il y avait 1 député pour 25 000 électeurs, élus directement.

Selon les formules de la constitution, le régime soviétique aurait été un régime constitutionnel-pluraliste. Il était proclamé que la souveraineté appartenait au Congrès suprême des Soviets élu au suffrage universel. Dans les intervalles des sessions, siégeait un Comité exécutif central de 200 membres, choisis par le Congrès des Soviets, et ce comité exécutif central, à son tour, choisissait un Conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire un Conseil des ministres.

Il n'était pas question du parti communiste. Sur le papier, le régime était comparable à ceux de l'Occident, avec une assemblée représentative, qui élisait un comité permanent, ce dernier, à son tour, désignant les détenteurs du pouvoir exécutif. On ne pouvait rien concevoir de plus conforme aux

conceptions occidentales. Mais cette constitution ne jouait aucun rôle puisque la réalité du pouvoir appartenait au parti communiste.

En 1924, une nouvelle constitution fut promulguée, quelque peu différente de la précédente. En 1918, le régime n'était pas encore établi dans l'ensemble des provinces qui appartenaient à l'empire des tsars. Entre 1918 et 1924, la révolution avait gagné tous ces territoires ou, si vous préférez une autre expression, les Bolcheviks avaient reconstitué l'unité de l'État tsariste.

La déclaration idéologique qui se trouvait au début de la Constitution donnait pour but à l'U.R.S.S. d'unir tous les ouvriers du monde dans une république soviétique mondiale. Une deuxième partie proclamait que les principales républiques s'unissaient librement dans l'unité d'un État fédéral ; sur le papier, ces républiques continuaient à jouir du droit de sécession. La différence électorale entre les campagnes et les villes était maintenue, à savoir dans un cas 1 élu pour 120 000 électeurs, dans l'autre cas 1 élu pour 25 000 électeurs. Pour le reste, fondamentalement, il n'y avait pas de changement : une assemblée élue, mais, cette fois, deux Chambres, une Chambre élue directement par l'ensemble de la population et une autre qui représentait les nationalités, le Conseil des nationalités. Il était prévu que tous les décrets et règlements, issus du pouvoir exécutif, devaient être approuvés par les deux Chambres, que toutes les lois étaient promulguées au nom du Conseil exécutif qui, sur le papier encore une fois, sortait des élections. La constitution prévoyait en plus une organisation juridique. Il n'était pas davantage question du parti communiste qu'en 1918. La constitution était typiquement de style occidental, sans aucune mention du parti communiste, facteur décisif de la pratique soviétique, d'après les Soviétiques eux-mêmes.

La constitution de 1936 qui est encore aujourd'hui en vigueur, avec quelques modifications secondaires, est un texte fort intéressant. Elle comprend 16 chapitres. Elle traite d'abord de l'organisation sociale du pays, c'est-à-dire des lois de la propriété, ensuite de l'organisation de l'État, des

organes supérieurs du pouvoir d'État de l'Union soviétique, puis des républiques fédérées. La constitution envisage ensuite l'administration au niveau de l'État fédéral, au niveau des républiques fédérées et enfin au niveau inférieur. Elle précise également l'organisation judiciaire, les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens, le système électoral. Pour finir, les deux derniers chapitres déterminent le drapeau et la capitale de l'Union soviétique et enfin la procédure de révision constitutionnelle.

Ce texte est plus développé qu'un texte constitutionnel occidental, puisqu'il envisage les principes non seulement de l'État mais aussi de la société et qu'il fixe en détail l'organisation administrative à tous les niveaux, depuis l'État fédéral jusqu'aux circonscriptions. Fondamentalement, le régime paraît toujours semblable à ce qu'il était dans les deux constitutions précédentes, non sans quelques nouveautés. Il n'y est plus question de classes ennemies, il n'y a plus de discrimination entre les villes et les campagnes, officiellement les traces de cette opposition historique ont disparu. Le pouvoir suprême appartient aux deux Chambres élues ; celles-ci, qui constituent ensemble le Soviet suprême, élisent le Conseil des ministres (ce n'est plus un Conseil des commissaires du peuple). La liste des ministères est indiquée dans la constitution. Cette liste a été révisée plusieurs fois, ce qui entraînait chaque fois révision constitutionnelle. Les députés soviétiques ont le droit d'interpellation ; lorsqu'un député interpelle un ministre, celui-ci doit répondre dans les trois jours.

Encore une fois, il suffirait de prendre au sérieux ces textes constitutionnels pour avoir le sentiment qu'il n'y a pas de différence de nature entre le régime français et le régime soviétique.

Nous savons tous, et les citoyens soviétiques eux-mêmes savent, qu'il s'agit de fictions. Ces textes constitutionnels sont des fictions. On élit librement les députés mais on n'est pas librement candidat. Comme la liste de candidats est une liste unique, on a le choix entre voter pour ou ne pas voter du tout, et

pour des raisons extrêmement concrètes, 99 % ou plus des citoyens préfèrent voter pour. Il s'agit d'élections d'un style différent des élections occidentales, dont les résultats sont prévisibles et prévus, avec une très faible incertitude sur les pourcentages eux-mêmes.

Quant aux séances des assemblées, elles sont aussi, dans une large mesure, prévues, sinon par les citoyens, du moins par les gouvernants. Les discours des députés le plus souvent approuvent les ministres. Quelquefois ils formulent des critiques, mais les discours de critique se déroulent aussi selon un scénario fixé à l'avance au moins dans les grandes lignes.

Les sessions des Chambres sont brèves. Il s'agit pour ainsi dire de représentations, de cérémonies d'acclamations par lesquelles les gouvernés proclament publiquement leur accord avec les gouvernants.

Les gouvernés ont, en théorie et sur le papier, tous les droits fondamentaux, liberté de parole, liberté de presse, liberté de réunion. Les personnes sont sacrées et les domiciles inviolables, toutes les exigences de l'*habeas corpus,* toutes les exigences des libertés formelles sont garanties mais il existe deux limites à l'exercice concret de ces droits. La première figure dans le texte même ; ces droits doivent être exercés « conformément aux intérêts des travailleurs », toute la question est de savoir qui définit l'intérêt des travailleurs. La deuxième limite c'est que, dans certaines périodes au moins du régime soviétique, le ministère de l'Intérieur et de la Police n'était pas soumis aux règles judiciaires ou aux règles constitutionnelles.

La nouveauté par rapport aux constitutions précédentes, c'est que pour la première fois il est question du parti communiste dans la Constitution de l'Union soviétique, à deux reprises. A l'article 141, il est indiqué que les candidats aux élections seront choisis par un certain nombre de groupements, parmi lesquels figure discrètement le parti communiste, mis avec une grande modestie sur le même plan que les syndicats. D'autre part, à l'article 126, il est

indiqué que les citoyens les plus actifs de l'Union soviétique s'organisent en un Parti communiste, qui constitue l'avant-garde du peuple des travailleurs.

Quelle est la signification de ces fictions constitutionnelles ? Pourquoi des élections à 99,... % ? Pourquoi rédiger avec tant de détails des constitutions qui ne répondent pas au fonctionnement de fait du pouvoir ?

Une première réponse, souvent donnée, comporte une part de vérité : ce serait une mise en scène à l'usage de l'étranger. Puisque l'Occident attache de l'importance aux règles constitutionnelles, on lui démontre que l'on n'a rien à lui envier, même à cet égard. N'oublions pas que la constitution de 1936 est contemporaine de la menace nationale-socialiste et du Front populaire. Un des motifs de la constitution de 1936 a pu être de convaincre l'opinion mondiale que le régime soviétique, en esprit, se rapprochait des régimes constitutionnels occidentaux et s'opposait aux régimes de tyrannie fasciste ou nationale-socialiste.

Le régime veut montrer à l'étranger la distinction entre le Parti et l'État. Faute de cette distinction juridique, les relations entre l'Union soviétique et les autres États seraient compromises. Le parti ne veut pas renoncer à sa doctrine de révolution mondiale, il faut donc que l'État soviétique, en théorie, se distingue radicalement du parti qui, lui, est animé d'ambitions idéologiques d'expansion.

On veut aussi saisir l'occasion de créer ou de révéler l'unanimité du peuple lui-même. Les dirigeants ne doutent pas d'obtenir des gouvernés l'approbation qu'ils souhaitent, mais les cérémonies d'acclamations contribuent à renforcer l'adhésion des citoyens au régime. L'organisation de l'enthousiasme et de l'unanimité appartient à une technique psychologique d'unité entre peuple et gouvernants ; cette unité, même si elle est fictive, tend à se renforcer elle-même en s'exprimant.

Mais, avec tout cela, il reste une question fondamentale : dans quelle mesure les gouvernants, les doctrinaires ou les citoyens croient-ils à la signification, à la

portée, à la vertu des fictions constitutionnelles ? Dans quelle mesure considèrent-ils que ces fictions constitutionnelles devront un jour devenir des réalités ? Nous sommes là devant un problème passionnant. Les régimes, fasciste ou national-socialiste, proclamaient leur hostilité aux principes démocratiques, mais le régime communiste proclame sa foi dans les principes démocratiques, même s'il ne les applique pas. Il faut essayer de comprendre.

A nouveau, repartons du point de départ. Le parti bolchevik s'est séparé de l'ensemble du parti social-démocratique russe, dont il représentait la fraction extrémiste et majoritaire ; il a pris le pouvoir par les armes, mais il ne se considère pas comme détenteur du pouvoir à titre de minorité tyrannique, il se considère comme détenteur du pouvoir à titre de représentant du prolétariat. Comment les bolcheviks, en fonction de la doctrine marxiste, pensent-ils leur propre pouvoir ?

Ou'est-ce que la doctrine marxiste ? Essentiellement une interprétation de la société d'abord, selon laquelle l'infrastructure économique détermine l'ensemble ; une interprétation de l'histoire ensuite, selon laquelle le développement des sociétés modernes va du capitalisme au socialisme. Mais la doctrine marxiste ne comporte presque rien de précis ni sur ce que doit être un régime économique socialiste, ni sur ce que doit être le pouvoir politique dans le socialisme.

Au point de vue économique, les bolcheviks avaient seulement quelques idées directrices : la propriété publique des instruments de production et la planification. En fait, ils ont immédiatement établi la propriété publique des instruments de production, ils ont essayé de planifier l'économie, et ils ont par tâtonnements, par erreurs et par succès, organisé un régime de direction économique qui peut se justifier par référence à Marx puisque celui-ci n'a jamais dit comment on devrait organiser l'économie.

Au point de vue politique, la situation était plus complexe encore, puisque la doctrine du marxisme se réduisait sur ce point à la proposition suivante : l'État

est l'instrument de domination et d'exploitation utilisé par une classe aux dépens d'une autre classe. Quant au futur, la perspective marxiste était de tendance anarchiste (quand on aura éliminé les classes ennemies, il n'y aura plus d'État) ou, à la rigueur, saint-simonienne. Frédéric Engels a souvent employé la formule : « L'administration des choses remplacera le gouvernement des personnes. » Marx avait employé une expression qui figure dans deux textes, la dictature du prolétariat, conçue pour la période transitoire d'édification du socialisme. Mais que devrait être la dictature du prolétariat ? On peut interpréter la notion de deux manières complètement différentes. Ou bien la dictature du prolétariat ressemblerait à la Commune de Paris en 1871 ; dans un texte, Marx écrivait : si vous voulez savoir ce qu'est la dictature du prolétariat, regardez la Commune de Paris ; mais selon d'autres textes la dictature du prolétariat serait essentiellement le pouvoir absolu, terroriste, centralisé, de style jacobin.

Les bolcheviks ont immédiatement trouvé une solution idéologique : le prolétariat s'exprime dans le parti bolchevique et celui-ci, disposant du pouvoir absolu, réalise l'idée marxiste de la dictature du prolétariat. Idéologiquement, la solution est satisfaisante et donne une justification au monopole du parti. Celui-ci possède et doit posséder la totalité du pouvoir, parce qu'il est l'expression du prolétariat et que la dictature du prolétariat marque la phase intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme.

Cette justification du pouvoir du parti grâce à la formule marxiste de la dictature du prolétariat entraîne déjà certaines conséquences. La première, c'est d'interdire l'existence aux autres partis socialistes. Au moment où les bolcheviks ont pris le pouvoir, au moins un autre parti se recommandait de Marx, à savoir les mencheviks. Puisque, par définition, le parti bolchevique était le prolétariat, les mencheviks, qui n'étaient pas d'accord avec les bolcheviks, ne pouvaient être que des traîtres. D'où une première conclusion, tirée par Zinoviev : « Quand les bolcheviks sont au pouvoir, la place des

mencheviks est en prison », conclusion parfaitement logique. Si le parti communiste représente *seul* le prolétariat, ceux qui prétendent aussi le représenter ne peuvent être que traîtres à la vérité, donc traîtres au prolétariat et doivent être éliminés. En d'autres termes, la doctrine idéologique suggérait et fondait un *monopole d'interprétation.*

Mais la formule comportait d'autres difficultés : si l'État est un instrument au service d'une classe contre une autre classe, il doit logiquement disparaître avec les classes. Si le prolétariat se définit comme la classe exploitée, du jour où le prolétariat est au pouvoir, par définition il n'est plus le prolétariat. Le prolétariat ne peut plus être prolétariat au sens marxiste du terme à partir du moment où il est au pouvoir.

D'autre part, la classe est définie par la propriété des instruments de production. Quand il n'y a plus de propriété privée des instruments de production, par définition il ne peut plus y avoir de classes. Mais s'il n'y a plus de classes puisqu'il n'y a plus de propriété privée des instruments de production, à quoi répond la dictature du prolétariat ? Le prolétariat n'existe plus puisqu'il n'est plus exploité, il n'y a pas de classes ennemies ; pourquoi faut-il une dictature ?

Voilà les problèmes qui, idéologiquement, se posaient et se posent dans le cadre du régime établi par le parti bolchevique.

La réponse donnée par les Soviétiques à ces difficultés a été la suivante : l'État soviétique est un État d'ouvriers et de paysans, il y a encore des classes distinctes mais non antagonistes. Quant au parti communiste, il groupe les citoyens les plus actifs et il joue un rôle comparable à celui du maître d'école. On conçoit à coup sûr une idéologie du parti communiste, avant-garde du peuple d'ouvriers et de paysans, maître d'école du peuple soviétique tout entier.

Malgré tout, il reste une difficulté par rapport à la doctrine initiale. Si l'État n'a pas d'autre raison d'être que l'exploitation d'une classe par une autre, le

jour où n'existent plus de classes antagonistes, pourquoi existe-t-il encore un État et pourquoi l'État tend-il à se renforcer de plus en plus ?

A cette question Staline, peu avant sa mort, a donné une première réponse. Il a dit : avant que l'État disparaisse il doit se renforcer. Réponse satisfaisante au point de vue dialectique : l'État arrivera pour ainsi dire à sa perfection avant d'exploser et de disparaître. L'État se renforce de plus en plus parce qu'il est entouré d'États capitalistes. On a besoin d'un État de plus en plus fort parce que le socialisme n'est pas universel. Mais alors, du même coup, il résulte que la doctrine selon laquelle l'État est *seulement* l'instrument d'une classe exploitant une autre classe n'est pas vraie ; l'État est nécessaire aussi longtemps que l'humanité ne sera pas unie. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas un État universel, des États devront diriger et représenter chaque collectivité à l'égard des autres collectivités.

La deuxième formule que Staline avait découverte était étonnante : la lutte de classes s'intensifie au fur et à mesure de l'édification du socialisme. La formule est étonnante parce que nous sommes en plein délire logique. Les classes ont été définies par le rapport aux instruments de production ; pour qu'il y ait des classes ennemies, il faut qu'il y ait une classe propriétaire des instruments de production. Dans la société soviétique, il n'y a plus de propriétaires privés des instruments de production, la seule propriété qui ne soit pas publique (en dehors des lopins de terre individuels) est celle des kolkhozes, qui est propriété coopérative. Or, même dans le délire stalinien, on ne peut dire que la lutte de classes soit celle de la société soviétique contre la propriété coopérative des kolkhozes. Pour que la lutte des classes s'intensifiât, il faudrait qu'il y eût des classes, donc que les classes ne fussent pas liées à la propriété des instruments de production. Il subsiste évidemment l'hypothèse que les ennemis soient les survivants des anciennes classes, mais celles-ci sont composées des grands propriétaires terriens, des banquiers, des commerçants, des entrepreneurs. Lorsque ces classes, qui ne constituent qu'une minorité, ont

perdu propriété et richesse, elles ne peuvent plus conserver de puissance. On se demande comment, trente ans après la révolution, les ex-banquiers, qui ne sont plus banquiers puisqu'il n'y a plus de banques privées, pourraient encore représenter un ennemi contre lequel se dresserait l'État soviétique.

L'intensification de la lutte de classes, au fur et à mesure de l'édification socialiste, ne peut signifier que deux choses : ou la lutte contre les survivants des anciennes classes, ce qui est absurde, ou la lutte contre les classes créées dans le cadre d'une société à propriété collective, et c'est également absurde puisque dans le système marxiste il ne peut pas y avoir de classes quand la propriété des instruments de production est collective.

On devine, il est vrai, d'autres doctrines ou d'autres idéologies. Les Soviétiques, aussi bien les gouvernants que les gouvernés, sont des hommes comme les autres dès qu'ils s'évadent de leurs formules rituelles. Ils savent que ces formules n'ont pas de signification concrète et ils recourent à plusieurs formules semi-clandestines pour justifier la pratique. L'une est qu'il importe de créer une société foncièrement nouvelle, un homme nouveau, l'homme socialiste. Le maintien du pouvoir absolu du parti ne serait pas rendu nécessaire par les survivances des anciennes classes privilégiées ni même par la menace extérieure, mais par les exigences de l'éducation. Le maître d'école autoritaire est indispensable pour forger une société conforme à l'idéal socialiste, un homme conforme aux valeurs du socialisme.

Ces difficultés dans lesquelles s'embarrasse la mise en forme idéologique tiennent aux erreurs de la doctrine dont sont partis les bolcheviks.

Au point de vue économique, je l'ai étudié dans mon cours il y a deux ans, les Soviétiques ont fait une œuvre valable, mais qui n'a rien à voir avec l'idée initiale de ce que devait être le socialisme d'après Marx. Le socialisme d'après Marx devait succéder au capitalisme, en recueillir les bienfaits et distribuer à l'ensemble de la population les biens, créés grâce au développement des forces productives. Les Soviétiques ont découvert une méthode de construction

économique et d'industrialisation qui a ses avantages et ses inconvénients, que l'on peut juger supérieure à l'industrialisation occidentale, mais qui n'a aucun rapport avec l'idée que Marx se faisait à l'avance du rôle du socialisme.

En matière politique, l'écart entre ce que les bolcheviks voulaient faire et ce qu'ils ont fait est encore plus grand. Ils étaient partis avec l'idée d'une dictature temporaire en vue d'une anarchie finale. Qu'ont-ils accompli ? Ils ont découvert un système qui a ses avantages et ses inconvénients, une technique moderne du pouvoir absolu, adapté aux masses et aux moyens de la propagande, ils ont forgé un État qui ne risque pas d'être paralysé par la discorde entre les citoyens et les partis.

Ils ont même réfuté, sans le vouloir, leur propre doctrine. Selon celle-ci, le socialisme ne pouvait intervenir qu'après le développement des forces productives et comme héritier du capitalisme. Ils ont démontré, de manière admirable, que le type d'État qu'ils appellent socialiste peut intervenir à n'importe quelle phase du développement économique, à la seule condition qu'un parti marxiste-léniniste prenne le pouvoir. Une révolution de ce type est plus ou moins probable selon les circonstances économiques, mais elle est possible partout. Ils ont créé un État, appuyé sur un parti unique se réservant le monopole de l'interprétation idéologique et de l'activité politique, c'est-à-dire un type d'État que les marxistes d'avant 1917 ne connaissaient pas et que les bolcheviks eux-mêmes n'avaient à aucun degré prévu. La formule banale : « Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font », s'applique à coup sûr aux disciples de Marx lui-même. Ce que les bolcheviks ont fait, en bien ou en mal, diffère grandement de l'idée qu'ils avaient à l'avance de ce qu'ils devaient ou voulaient faire.

Dès lors on comprend la dualité entre les fictions constitutionnelles et la réalité. Pour l'instant, les bolcheviks n'ont pas réussi à réconcilier entièrement leur doctrine qui reste, en aspiration et en objectif, démocratique, avec la pratique de l'État de parti unique, sorti des circonstances. On aurait tort de

croire que les fictions constitutionnelles sont sans signification, simples « attrape-nigauds » ou « village à la Potemkine » ; d'une certaine façon, aussi longtemps que la constitution démocratique sera proclamée, la chance subsistera que le régime évolue dans ce sens. En proclamant cette constitution, le régime proclame lui-même un des aboutissements possibles de son entreprise.

En attendant, le régime accentue la contradiction entre doctrine et pratique. L'écart entre idéologie officielle et institutions est plus large que dans tout autre régime, encore que des idéologies semi-officielles, comme celle du rôle du parti dans la construction industrielle, se rapprochent davantage du réel.

Considérons maintenant le Parti. Nous retrouvons d'abord le même phénomène : le Parti a une constitution mais celle-ci ne joue pas grand rôle dans la vie réelle de celui-là. La dualité de la Constitution et de la pratique se retrouve, à l'intérieur du Parti, dans la dualité des statuts et d'une pratique extrêmement éloignée de ces derniers.

Le XIX^{e} Congrès est le congrès de la déification de Staline, Secrétaire général du Parti. Tous les orateurs successivement viennent chanter les louanges de l'homme de fer et clamer son génie. Puis vient le XX^{e} Congrès et le nouveau Secrétaire général prononce le fameux discours qui a été connu en Occident. Le même homme qui, au XIX^{e} Congrès, avait chanté, encensé Staline révèle nombre d'événements horribles qui se sont produits sous le règne du même Staline. D'ailleurs, il ne donne pas plus une version authentique de ce qui s'est passé que dans son discours précédent. Le discours de Khrouchtchev, au XX^{e} Congrès, n'est pas parole d'Évangile. Il contient des récits que nous considérons comme vrais parce que nous connaissions les faits, et d'autres récits que nous considérons comme faux parce qu'ils ne sont pas en accord avec l'expérience directe des témoins (par exemple à propos du rôle de Staline pendant la guerre). Dans chacun des deux Congrès, tous les discours suivaient la même ligne, étaient accueillis par les mêmes applaudissements. Les mêmes

hommes parlaient, les mêmes hommes applaudissaient, mais les orateurs ne disaient pas la même chose, et des applaudissements également enthousiastes saluaient des propos opposés.

Trois questions se posent au sujet de ce que l'on tiendra pour la réalité du Parti.

La première est la répétition d'une question relative aux élections : est-ce que l'état-major du Parti désigne ceux qui vont au Congrès applaudir les orateurs ou bien les délégués sont-ils élus par les militants ? Ou encore, pour formuler la même question en termes abstraits : qui désigne ceux qui vont applaudir les gouvernants ?

Deuxième question : qui prend les décisions ? ou encore qui prend quelles décisions ? à quel niveau ? Un homme seul ou plusieurs hommes ? Quels sont les hommes qui prennent les décisions ?

Troisième question : quel est le degré de l'unité du Parti ? Dans quelle mesure y a-t-il des factions ? dans quelle mesure les factions sont-elles tolérées ? Quel est le sort réservé aux hérétiques ?

Il va de soi que, en théorie et idéologiquement, le Parti est toujours uni, monolithique, exactement de même que le peuple soviétique, toujours uni, ne connaît pas de divisions. S'il n'existe pas de divisions, il y a souvent des traîtres qui tiennent lieu de ce que l'on appelle en Occident des dissidents ou hérétiques.

A ces trois questions, les réponses varient selon les phases de l'histoire du parti bolchevique russe. On peut, en simplifiant, distinguer cinq phases.

La première est celle qui s'est écoulée avant la prise du pouvoir. Après la prise du pouvoir et du vivant de Lénine, la pratique du Parti a été autre. La troisième phase est celle de la lutte contre les successeurs, qui dure entre 1923 et 1930. La quatrième phase est celle de la toute-puissance de Staline qui dure entre 1930 et la mort de Staline, au début de 1953. Nous

sommes actuellement dans la cinquième phase, celle de la lutte entre les successeurs et d'un nouveau style de vie du Parti.

La première phase, celle du Parti avant la prise du pouvoir, est celle d'un parti révolutionnaire qui, la plupart du temps, est clandestin. C'est Lénine qui, en 1903, dans son livre fameux *Que faire ?,* a élaboré la théorie de ce type de parti ; les ouvriers, abandonnés à eux-mêmes, ne seraient pas révolutionnaires, ils s'adapteraient à la société capitaliste, ils se borneraient à revendiquer dans le cadre des syndicats ou d'un parti démocratique. Le parti, indispensable à l'accomplissement de la mission historique du prolétariat, doit être un parti de révolutionnaires professionnels. Parti peu nombreux, soumis à l'autorité d'un état-major, conformément à la doctrine du centralisme démocratique ; la discipline est rigoureuse, la discussion libre avant que les décisions soient prises, mais, une fois les décisions prises, tout le monde doit s'incliner.

A cette époque, l'état-major, l'état-major clandestin en Russie tsariste ou l'état-major résidant en dehors de la Russie, exerçait une influence dominante. Le principe électif était bien appliqué dans les élections des délégués aux congrès, mais, en raison même de la situation, la manipulation des délégations était facile. J'appelle manipulation l'art de l'état-major du Parti ou du secrétariat du Parti de choisir lui-même ceux qui seront les délégués des sections et qui, au congrès du Parti, choisiront l'organe suprême, à savoir le Comité central.

Cette pratique n'est pas inconnue en Occident. Le parti socialiste français connaît des procédés de manipulation ; en principe, les délégués au congrès du parti sont élus par les militants, mais les secrétaires des sections ou les secrétaires de fédérations ont de multiples moyens de peser sur le choix des délégués. Le Secrétaire général a une influence considérable sur les fédérations ; il n'est pas libre de mener une politique à laquelle s'opposeraient massivement les militants, mais on ne peut pas dire non plus que les militants déterminent souverainement la politique du parti. Il y a une relation réciproque ou

dialectique entre les sentiments des militants et les possibilités d'action de l'état-major, comité central ou politburo.

Telle est donc la première phase ; parti de révolutionnaires professionnels, avec centralisme démocratique ; les délégués au congrès sont élus, mais les élections sont plus ou moins contrôlées par l'état-major, Lénine, passé maître dans l'art de manier les congrès du parti, arrivait la plupart du temps à imposer sa volonté.

La deuxième phase, après la prise du pouvoir et du vivant de Lénine, après la victoire dans la guerre civile, comporte la stabilisation du régime et du parti. La pratique ressemble à certains égards à la pratique de la période révolutionnaire, mais à ciel ouvert et avec des discussions beaucoup plus vives.

Il n'est pas question du despotisme d'un homme ni même du politburo. Chaque congrès du Parti est le théâtre de débats passionnés entre les factions ; Lénine a été souvent mis en minorité, soit au Politburo, soit au Comité central ; si finalement son opinion l'a emporté le plus souvent, c'est que ses compagnons avaient en lui une confiance presque totale ; l'expérience confirmait qu'il avait presque toujours raison.

Cette période est aussi celle de l'organisation bureaucratique du Parti. Celui-ci est plus nombreux, il joue un rôle de plus en plus considérable dans le gouvernement de l'État russe ; le Secrétariat du Parti commence à appliquer la technique qui sera perfectionnée dans la phase suivante, la substitution progressive de la désignation des secrétaires à l'élection de ceux-ci ; à partir du moment où le Secrétariat du Parti parvient à désigner les secrétaires de sections ou de fédérations et, indirectement, à désigner les représentants du Parti aux congrès, l'autorité réelle passe de la masse des militants au petit nombre des dirigeants dans le comité central, dans le politburo ou dans le secrétariat.

La troisième phase a été celle de la victoire de Staline sur ses rivaux et de la consolidation d'un système où la désignation des dirigeants du parti s'est substituée à l'élection, le secrétariat général, détenu par Staline, devenant la

position de puissance à partir de laquelle on dominait l'ensemble du parti. Staline a réalisé cette opération selon des procédures semi-constitutionnelles. A chaque moment, il a réussi à l'emporter par le jeu des majorités. Il a eu la majorité dans le politburo en s'alliant à la gauche, c'est-à-dire Zinoviev et Kamenev, contre Trotsky, puis, dans la phase suivante, en s'alliant avec la droite, c'est-à-dire avec Boukharine, contre Zinoviev et Kamenev réconciliés avec Trotsky. A certains moments, lorsqu'il était menacé au Politburo, il s'assurait une majorité au comité central. Finalement, chacune des victoires de Staline a été sinon remportée, du moins consacrée au congrès du parti. Grâce au contrôle qu'il exerçait sur les nominations à l'intérieur du Parti, il obtenait à chaque fois des majorités contre ses rivaux.

Le formalisme majoritaire n'a jamais disparu des textes officiels de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Cette fidélité verbale au principe ne garantit pas mais peut favoriser le retour du pouvoir absolu d'un seul à un jeu constitutionnel. Le jeu constitutionnel, à l'intérieur du Parti, était faussé par le fait que ceux qui étaient censés approuver librement la politique du Secrétaire général avaient été, en fait, désignés par lui. Staline recevait les acclamations de ceux qu'il avait choisis pour l'acclamer. Ces acclamations n'en étaient pas moins ratifiées par des votes, et le système, tel qu'il s'était développé à partir de la mort de Lénine, pouvait se transformer un jour ou l'autre.

Durant la quatrième phase, celle du pouvoir absolu de Staline, les décisions majeures sont prises par *un* homme. Cet homme est entouré de compagnons avec lesquels il discute au Politburo, mais il est capable d'imposer sa volonté et, même, à partir de 1934, il les terrifie. Les factions sont impitoyablement éliminées, non seulement politiquement, mais physiquement. Les opposants, réels ou virtuels, à l'intérieur du Parti, sont considérés comme traîtres ; ils sont, ou bien jugés solennellement, mis à mort conformément au verdict après avoir « avoué », ou purement et simplement éliminés dans les prisons.

Dans ce système, manifestement l'impulsion vient d'en haut et la masse suit. Celle-ci n'est pas pour autant nécessairement hostile. Quand l'hostilité ouverte comporte des risques extrêmes, le nombre des ennemis déclarés diminue inévitablement, le pourcentage des héros n'étant jamais très élevé. Il se peut aussi que les décisions prises par cet homme seul soient conformes à l'intérêt des masses. Mais puisque nous cherchons où se situe le pouvoir, on doit dire que, sans aucun doute, le pouvoir se situe au sommet de la hiérarchie du Parti, et c'est un homme seul qui le détient. J'ai d'autant plus de raisons de l'affirmer que les successeurs le proclament eux-mêmes aujourd'hui.

Durant la cinquième phase, la pratique de nouveau change en sens contraire. On était allé en quelque sorte du prolétariat au Parti, du Parti au Comité central, du Comité central au Politburo et du Politburo au Secrétaire général. Maintenant on revient en arrière et il n'est plus question qu'un seul homme détienne la totalité du pouvoir. Simultanément se déroule une rivalité entre les successeurs qui ressemble à la rivalité entre les successeurs dans la période 1923-1930.

Elle lui ressemble également par le style. Entre 1923 et 1930, il n'y a pas eu d'élimination physique des opposants. Lénine avait donné, entre autres conseils, à ses compagnons, celui de ne pas imiter les grands révolutionnaires de la Révolution française et de ne pas s'entre-tuer. Il leur avait enjoint de ne pas franchir ce qu'il appelait la « ligne du sang » ; la ligne du sang n'a pas été franchie pendant quatorze ans. Entre 1917 et 1934 les luttes ont été violentes entre les dirigeants bolcheviques mais les vaincus n'étaient pas mis à mort ; Trotsky lui-même a été envoyé en Asie centrale d'abord, puis en exil en dehors de l'U.R.S.S., il n'a été ni jugé ni condamné. C'est à partir de 1934, c'est-à-dire du meurtre de Kirov et de la « grande purge » que les opposants à l'intérieur du Parti ont été jugés, condamnés et exécutés. Depuis la mort de Staline, il semble que les successeurs aient décidé de nouveau de ne plus franchir la ligne du sang ; les opposants sont éliminés, mais ils sont éliminés

politiquement et non pas physiquement. Il y a des exceptions à cette règle, dont la plus célèbre est celle du maréchal Beria qui a été éliminé physiquement, probablement pour des raisons techniques. Le chef du ministère de l'Intérieur ou de la Police, dans un régime de cet ordre, est manifestement un homme trop dangereux pour que l'on puisse lui appliquer les procédures constitutionnelles. Ce cas mis à part, les principaux opposants sont encore aujourd'hui en vie, et ils ont reçu des postes secondaires, assez loin de Moscou.

Ces phénomènes, qui surprennent certains observateurs, sont un retour aux pratiques de la période 1923-1930. Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres ont reçu des postes secondaires après leur défaite, avant d'être exclus du Parti. Aujourd'hui comme hier, les factions n'ont pas le droit d'exister. Mais, au moins de manière provisoire, les groupes considérés comme hostiles, ceux que l'on appelle « antiparti », ne sont pas traités en agents du capitalisme international, ils sont considérés comme des opposants politiques, qui se trompent, non comme des traîtres.

Quant aux décisions, elles continuent à être prises au sommet, mais elles semblent prises non plus par un homme seul, mais par un groupe d'hommes, ce que l'on appelle la direction collégiale.

Les luttes entre les successeurs se déroulent dans le style typique du parti bolchevique des phases deux et trois, c'est-à-dire avec un mélange de formalisme majoritaire et de ruse clandestine. Chaque fois qu'un groupe est vaincu, il apparaît une majorité contre lui, ou bien majorité au Politburo (ainsi la première fois que Malenkov a dû abandonner une partie de ses fonctions), ou bien majorité au Comité central à l'époque de la dernière crise, où, semble-t-il, M. Khrouchtchev était en minorité au Politburo, mais a fait appel au Comité central où il avait la majorité. On revient à un certain formalisme majoritaire qui sert en partie de mise en forme, en partie de règle à la lutte entre les factions.

Pour l'instant donc, l'autorité continue à être située au sommet plutôt que dans la masse, mais le nombre de ceux qui influent sur les décisions s'est élargi. L'Union soviétique est sortie de la phase extrême, la quatrième, durant laquelle les vaincus dans la lutte des factions étaient immédiatement menacés de mort.

XIV

IDÉOLOGIE ET TERREUR

J'ai montré, dans le dernier chapitre, l'écart entre les fictions constitutionnelles et la réalité dans l'État soviétique et dans le parti communiste. La formule de la dictature du prolétariat sert de justification au monopole que se réserve le parti, la formule du centralisme démocratique sert de justification et de camouflage à la toute-puissance de quelques-uns ou même, parfois, d'un seul. Le régime soviétique est donc, en reprenant les termes que j'ai employés à propos des régimes constitutionnels-pluralistes, essentiellement oligarchique, même quand il n'est pas tyrannique.

La réalité oligarchique du régime soviétique explique, pour une part, la dénonciation obsessionnelle des monopolistes, par la propagande communiste. Ceux qui ont l'expérience du régime soviétique parviennent difficilement à croire que derrière le désordre des régimes constitutionnels-pluralistes ne se dissimule pas la toute-puissance de quelques-uns. Ce malentendu a une contrepartie : nombre de démocrates sont anxieux de retrouver de l'autre côté l'équivalent de la diversité et des conflits qui sont l'essence des régimes constitutionnels-pluralistes. En d'autres termes, si je ne craignais pas d'abuser de la dialectique, je dirais que les Soviétiques tiennent les régimes constitution nels-pluralistes pour des « oligarchies de monopolistes » parce qu'ils cherchent à l'Ouest ce qui existe chez eux. Quant aux tenants des régimes constitutionnels-pluralistes, ils s'obstinent à croire que derrière l'oligarchie du

parti doit se déployer un libre jeu des forces et des groupements semblables à celui qu'ils connaissent.

Par une autre contradiction, les régimes soviétiques se réclament d'une doctrine qui proclame la primauté de l'économie. Or, l'histoire du parti communiste et du régime soviétique est une admirable illustration de l'action déterminante de quelques hommes sur les prétendues forces objectives. Selon la doctrine, lorsque le parti bolchevique a pris le pouvoir, c'est le prolétariat mondial qui, symboliquement, a vaincu. En fait, la prise du pouvoir par le parti communiste en 1917, la transformation du monde par cette révolution, est une confirmation et une consécration du rôle, parfois éclatant, du petit nombre dans l'histoire des sociétés humaines.

Les régimes constitutionnels-pluralistes sont une traduction institutionnelle de la souveraineté populaire. Celle-ci s'exprime dans les élections, toujours influencées par des forces multiples ; les électeurs choisissent plus ou moins librement des représentants et ceux-ci jouent le jeu parlementaire. Le pouvoir de l'oligarchie communiste peut être considéré comme une autre traduction de l'idée démocratique. La souveraineté du peuple ou du prolétariat est déléguée à un parti, avant-garde du prolétariat ou du peuple. On rapproche et on oppose à la fois ces deux sortes de traductions. Dans un cas, la traduction a pour symbole la compétition électorale, dans l'autre cas les élections unanimes et les acclamations qui consacrent l'accord entre la volonté réelle ou mystique des masses et celle des gouvernants. La rivalité entre les deux sortes de régimes est aussi une rivalité entre deux systèmes de traduction institutionnelle des mêmes formules idéologiques. En fait, nous savons tous qu'entre les régimes constitutionnels-pluralistes et les régimes de parti monopolistique, la différence n'est pas secondaire mais essentielle. Elle met en question le style de vie, la manière de gouverner, la modalité même de communauté.

A quoi tient cette différence essentielle ?

La première réponse qui vient à l'esprit serait d'inspiration marxiste ; le régime économique serait foncièrement autre.

Je ne reviendrai pas sur l'analyse des régimes économiques à laquelle j'ai procédé[1]. Les modes de production se ressemblent ; l'organisation des usines, à un niveau donné de la technique, ne peut guère changer avec le régime. Une certaine autonomie juridique des entreprises ne peut pas ne pas se reconstituer. En une seule année, les tribunaux soviétiques ont eu à juger quelque 330 000 cas de conflits entre entreprises.

Un État étranger, l'État d'Israël, a même introduit une action contre une compagnie soviétique d'exportation de pétrole qui, sur l'ordre du gouvernement, avait cessé ses livraisons au moment de l'invasion du Sinaï. L'État soviétique veut maintenir le principe que les tribunaux en Union soviétique appliquent les lois bien que celles-ci s'appliquent aux relations entre des entreprises qui, en théorie, sont toutes également propriété de l'État.

Il subsiste évidemment une différence, et qui est fondamentale ; beaucoup des décisions, prises par chaque entreprise, ne sont que l'application d'ordres administratifs, ordres du Bureau du Plan. D'autres décisions, en revanche, sont prises par les dirigeants de l'entreprise ou constituent des contrats. Le droit soviétique exige la discrimination de ce qui résulte d'une décision administrative et ce qui est issu d'une décision propre de l'entreprise.

Politiquement, ce qui est à mes yeux décisif, c'est que dans les régimes occidentaux existe une pluralité d'organisations, indépendantes de l'État ; dans un régime soviétique, entreprises ou trusts ont un certain degré d'autonomie administrative ou juridique, mais tout groupe organisé est nécessairement rattaché à l'État et, par conséquent, soumis à l'idéologie de ce dernier.

Lorsque j'ai analysé les relations de classes[2], j'ai montré que la société de type soviétique comportait des discriminations dans les façons de vivre, dans les niveaux de consommation, dans les styles d'existence des groupes ; la société soviétique n'est pas plus homogène qu'une société occidentale, mais aucune

organisation, syndicale ou politique, en Union soviétique, n'a d'indépendance par rapport à l'État. Toute organisation professionnelle, syndicale, politique, est l'expression de l'État et du parti et, par conséquent, imprégnée de l'idéologie officielle.

En effet, l'État est inséparable du Parti comme celui-ci de son idéologie. L'idéologie, à son tour, ne se sépare pas d'une certaine vision de l'histoire et cette vision découvre non pas seulement une évolution des sociétés vers une forme finale, mais une lutte à mort entre les classes, entre le bien et le mal. Cet État, qui absorbe toutes les organisations, professionnelles et politiques, est, par essence, en devenir. Le mouvement historique, qui entraîne à la fois la société et l'État, présente une double caractéristique apparemment contradictoire : il est commandé par une nécessité historique en théorie et, en fait, il est l'effet de décisions prises par un petit nombre d'hommes, quelquefois par un homme seul.

Comment s'opère cette conjonction entre une doctrine de la nécessité historique et le rôle exceptionnel des volontés individuelles ? A l'origine, la doctrine marxiste pose la primauté de l'économie et des forces collectives, trace un schéma de l'histoire selon lequel l'histoire va irrésistiblement du régime capitaliste au régime socialiste au fur et à mesure du développement des forces productives et de l'aggravation des contradictions.

Cette vision de l'histoire était celle de la deuxième Internationale et, en particuler, des sociaux-démocrates allemands qui dominaient la II^{e} Internationale. Cette vision était déterministe à un point tel que certains sociaux-démocrates étaient tentés de laisser agir la dialectique objective et de se réfugier dans l'attente, intéressée et passive, de la révolution inévitable, en fonction du mûrissement des contradictions. Je me souviens d'avoir entendu encore en 1932, en Allemagne, un orateur social-démocrate s'écrier : nous, sociaux-démocrates, nous pouvons attendre parce que nous représentons une classe, nous sommes un parti homogène, la dialectique de l'histoire est de notre

côté. Quelques semaines après, Hitler était au pouvoir et, en dépit de la dialectique de l'histoire, l'orateur social-démocrate se retrouvait dans un camp de concentration.

La III[e] Internationale a rompu avec cette vision objective du déroulement historique. Lénine et les bolcheviks se sont définis par le refus de l'acceptation passive du déterminisme historique, par l'affirmation de la volonté. Quand Lénine avait à choisir entre la lettre de la doctrine et l'action que suggérait la conjoncture, il n'hésitait jamais, il sacrifiait la doctrine ou, tout au moins, il la pliait aux nécessités du moment et trouvait une justification à une action qu'il avait théoriquement condamnée quelques années auparavant. Avant 1917, Lénine avait pris violemment parti contre ceux qui croyaient à une révolution socialiste en Russie, dans un pays qui n'avait pas connu de développement capitaliste. En 1917 Lénine prit le pouvoir en Russie. On était parti de l'idée de la mission du prolétariat, la mission du prolétariat devint celle du parti, le parti fut en tant que tel l'incarnation du prolétariat. Tout ce que fait le Parti est l'expression de la mission du prolétariat et de la loi de l'histoire. Or, ce que fait le Parti en Union soviétique est, en une large mesure, arbitraire. La doctrine ne précisait pas ce que serait l'État de transition entre capitalisme et socialisme. Telles idées du *Capital* ont exercé une certaine influence sur la gestion de l'économie. Mais le communisme de guerre, la N.E.P., les plans quinquennaux ont été les réponses des bolcheviks à des conjonctures imprévues, réponses plus ou moins influencées par le marxisme et l'interprétation que les bolcheviks en avaient acceptée mais non déterminées par une théorie ou par les lois de l'histoire. D'où cette contradiction fondamentale : la doctrine invoque le déterminisme historique et la pratique laisse la décision à quelques hommes ou à un homme seul. Une des expressions de ce volontarisme, c'est la transformation de l'idéologie marxiste elle-même.

La doctrine marxiste tolère des interprétations multiples. Le marxisme soviétique comporte nombre d'éléments qui n'avaient jamais été conçus par

Marx. Selon les circonstances, cette doctrine s'élargit ou se rétrécit.

La doctrine s'élargit quand elle proclame une orthodoxie en fait de peinture, de musique, de sciences humaines, d'histoire et finalement de biologie. Les décrets idéologiques, relatifs à la peinture ou à la musique, n'ont rien à voir avec ce que Marx et Engels ont écrit sur la peinture ou la musique ; ceux-ci ont exprimé diverses opinions, mais plutôt à titre personnel qu'à titre de prophètes du socialisme. Ils ont affirmé qu'il existait une relation entre le milieu social et l'art (ce que chacun, marxiste ou non marxiste, accepte), ils n'ont jamais dit ce que devrait être la musique ou la peinture d'un État socialiste. A la suite de circonstances diverses dans le détail desquelles je n'ai pas le temps d'entrer, la musique formaliste a été condamnée comme bourgeoise et réactionnaire. Quant à la peinture abstraite, elle a été considérée, pendant une longue période, comme une expression de la décadence bourgeoise. Les nationaux-socialistes portaient également un jugement sévère sur la peinture abstraite.

En ce qui concerne les sciences humaines, l'orthodoxie répond à une nécessité. L'État soviétique se fonde sur une interprétation de l'histoire et de la société, et nous pourrions, nous autres sociologues, tirer un sentiment de fierté du fait que la sociologie, à notre époque, sert de religion à un tiers de l'humanité. Cette fierté ne va pas sans servitudes, dans un régime où la sociologie se confond avec l'idéologie officielle de l'État. Mais, là encore, subsiste une marge de manœuvre qui se rétrécit ou s'élargit selon les moments.

La Russie tsariste avait fait, au XIX^{e} siècle, des conquêtes. Celles-ci pouvaient, à l'intérieur de la doctrine officielle, recevoir deux significations différentes : ou bien la conquête de l'Asie centrale par la Russie tsariste était une expression de l'impérialisme tsariste, confondu dans une même réprobation avec l'impérialisme occidental – formule adoptée pendant les premières années du régime ; ou bien la conquête de l'Asie centrale par les troupes tsaristes, bien qu'étant une forme d'impérialisme, avait aussi une signification progressiste, parce que les troupes tsaristes apportaient avec elles une civilisation supérieure

et que le peuple grand-russe était destiné à devenir l'agent de la révolution salvatrice. Tout ce qui préparait l'insertion d'un peuple dans l'État socialiste devenait conforme à la loi progressiste de l'histoire. Entre ces deux formules, condamnation de l'impérialisme tsariste ou approbation du progressisme, on conçoit et observe de multiples intermédiaires. Les interprétations officielles ont oscillé entre ces deux extrêmes ; la seule obligation permanente, pour l'individu, était de ne pas se tromper d'interprétation afin de n'être ni en avance ni en retard.

La forme extrême de l'élargissement est l'application d'une orthodoxie à une science naturelle. Le plus souvent, d'ailleurs, on se garde d'aller aussi loin, pour une raison de bon sens ; l'esprit d'orthodoxie est peu favorable au développement d'une discipline scientifique. Or, les sciences naturelles sont trop utiles à l'État et à sa puissance pour que l'on se risque à en freiner le développement. Un phénomène étonnant a été la condamnation du mendélisme durant la dernière phase du régime stalinien, le mendélisme étant considéré comme contraire à la vérité socialiste. Des interprètes subtils ont trouvé un motif à cette condamnation : la doctrine de la société homogène est d'autant plus probante que l'on réduit l'importance des différences innées entre les individus. Ce que la vérité socialiste, du temps de Staline, aurait reproché à la génétique, c'était la négation de l'hérédité des caractères acquis et l'affirmation d'une relative stabilité du patrimoine héréditaire.

La doctrine peut être plus ou moins étroite ou plus ou moins large sans que changent les formules générales du marxisme. On peut maintenir les principes généraux de l'évolution historique du capitalisme au socialisme, le rôle du parti, cependant que la signification de tel ou tel événément du passé se renverse. Mais une des conséquences de la forme prise par la doctrine, c'est que peu à peu s'introduit dans la vision de l'histoire, à la place du déterminisme ou des forces objectives, l'action des individus. L'histoire sacrée de la doctrine soviétique est de moins en moins celle du développement des forces

productives et de plus en plus l'histoire du parti lui-même. L'histoire sacrée qui conduit à la révolution est celle du parti bolchevique, des conflits à l'intérieur du parti, voire l'histoire des partis satellites.

J'ai connu un Français qui avait été retenu prisonnier en Corée du Nord pendant quelques années et qui avait passé par l'épreuve de la rééducation. Il avait été frappé avant tout par l'importance donnée, dans l'éducation soviétique, à l'histoire des partis communistes, même à l'histoire des conflits de factions à l'intérieur des différents partis. Ce journaliste français apprit l'importance qu'il convenait de donner au rôle de quelques militants obscurs des partis communistes, bulgare ou roumain, qui avaient été, à telle ou telle époque, entre 1917 et 1945, soit du bon, soit du mauvais côté.

Selon les moments aussi, en Union soviétique, la marge de discussion et d'interprétation varie. Une des questions principales est de savoir dans quelle mesure telle pratique du régime soviétique est ou non consacrée par la doctrine.

Prenons deux exemples. Du temps de Staline, le pourcentage de 25 % d'accumulation était considéré comme partie intégrante de la doctrine officielle ; le pourcentage est encore aujourd'hui en vigueur, il a été mis en question il y a quelques années durant la phase Malenkov. Une autre institution consacrée était celle des stations de tracteurs. Jusqu'à présent les tracteurs étaient la propriété de stations de tracteurs et celles-ci mettaient ces engins motorisés à la disposition des kolkhozes contre rétribution. Il avait été question plusieurs fois de vendre les tracteurs aux kolkhozes. Staline avait, dans son dernier ouvrage, déclaré que la vente des tracteurs aux kolkhozes serait contre-révolutionnaire et représenterait une régression par rapport au développement de l'économie socialiste. Il y a quelques semaines, M. Khrouchtchev a décrété que les stations de tracteurs avaient perdu leur fonction et que dorénavant les tracteurs seraient propriété des kolkhozes qui auraient la liberté de les acheter. Une formule qui est considérée comme vérité

doctrinale à un moment donné sort du dogme pour devenir simple question d'opportunité.

A ce moment-là, on est tenté de renverser l'idée que je vous suggérais jusqu'à présent des relations entre le Parti et l'idéologie et de dire qu'après tout l'idéologie est peut-être un instrument du gouvernement. On est tenté, si je puis dire, d'appliquer au régime soviétique les méthodes marxistes d'interprétation. Qu'est-ce que nous avait suggéré Marx ? Que les bourgeois usaient de formules sublimes pour dissimuler une exploitation sordide du peuple. Retourner la méthode marxiste contre le régime soviétique aboutirait à dire : le Parti ou les quelques hommes qui dirigent celui-ci se servent, selon les besoins, de telle ou telle formule doctrinale pour maintenir leur pouvoir et créer une société dans laquelle ils occupent le premier rang.

L'idéologie marxiste est, à coup sûr, un instrument de gouvernement, de la même façon que l'idéologie démocratique en est un dans les régimes constitutionnels-pluralistes. Mais on aurait tort de croire que la doctrine est seulement un instrument de pouvoir, que les gouvernants soviétiques ne croient pas à leur propre doctrine. Les bolcheviks ne sont pas des opportunistes qui utilisent n'importe quelle idée en vue de la puissance. Ils se définissent par une combinaison de fanatisme doctrinal et d'extraordinaire flexibilité dans la tactique ou dans la pratique.

Un parti possédant le monopole de l'activité politique domine l'État et impose à toutes les organisations son idéologie. Par l'intermédiaire de l'État, il se réserve le monopole des moyens de force, de publicité et de propagande. L'idéologie n'est ni la fin unique ni le moyen exclusif ; il y a une perpétuelle interaction ou encore une dialectique : parfois l'idéologie est utilisée comme moyen pour atteindre une fin, à d'autres moments on utilise des moyens de force en vue de modeler la société selon l'idéologie.

L'une des conséquences les plus frappantes de ce régime idéologique, c'est la terreur. Pour comprendre certains aspects du régime de parti monopolistique,

il faut évoquer le phénomène terroriste qui a frappé le monde de stupeur pendant une longue période et qui a simultanément repoussé et attiré les étrangers.

Formellement, on observe dans le régime soviétique trois formes de la terreur.

La terreur peut être légale, codifiée. Le code soviétique énumère les actions criminelles qui ne seraient pas toutes considérées comme telles dans un régime constitutionnel-pluraliste. Le code soviétique est plus préoccupé de prévenir l'impunité d'un coupable que la condamnation d'un innocent. Ainsi il tend à considérer comme criminelle la préparation d'actes criminels, même quand il n'y a pas eu début d'exécution. La formule de l'activité contre-révolutionnaire est suffisamment vaste et vague pour prêter à toutes sortes d'interprétations. Le terme « acte socialement dangereux » peut être interprété de manière très large par les tribunaux. Enfin on utilise le fameux principe d'analogie qui revient à peu près à ceci : si un acte n'est pas, selon les termes du code, considéré comme criminel parce que aucun article ne s'applique exactement à lui, on a le droit de procéder par analogie et de le condamner parce qu'il ressemble plus ou moins à tel autre qui est lui, selon les termes mêmes du code, considéré comme criminel.

Cette répression légale n'est pas l'aspect essentiel du phénomène terroriste. Depuis 1934 des articles figuraient dans le code criminel soviétique, articles peut-être abrogés aujourd'hui, qui accordaient le droit à la police secrète ou au ministère de l'Intérieur (ce qui est la même chose) d'arrêter les individus socialement dangereux ou se livrant à des activités contre-révolutionnaires, de les condamner à des années de camp de concentration, quelquefois en l'absence de l'accusé, en tout cas sans présence de défenseur ni possibilité d'appel.

Les tribunaux administratifs représentaient un deuxième aspect formel de la terreur, plus redoutable que le premier. L'application du Code criminel réduit

les garanties dont jouissent les individus en Occident. Un autre texte juridique de 1937 prévoyait, dans le cas d'activité contre-révolutionnaire, une répression sommaire : tout devait être terminé en quelques jours, sans aucune possibilité de défense, et les condamnations étaient sans appel. Pourtant même cette législation n'implique pas encore la terreur stalinienne.

Le troisième aspect de la terreur, qui ne se confond pas avec les deux premiers, est celui de la déportation de populations entières. Pour ne pas être accusé de partialité, je vais vous lire quelques lignes du rapport de M. Khrouchtchev, relatif au phénomène du transfert des populations.

> « *Dès la fin de 1943, alors que la percée était en fait établie sur tous les fronts en faveur des forces soviétiques, la décision fut prise et mise à exécution de déporter tous les "Karatchais" des terres sur lesquelles ils vivaient ; à la même époque, fin décembre 1943, le même sort échut à toute la population de la République autonome des Kalmouks ; en mars 1944 tous les Tchetchens et tous les Ingouches ont été déportés et la République autonome tchetchene-ingouche a été liquidée ; en avril 1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la République autonome kabardo-balkare, et la république elle-même fut rebaptisée république autonome Kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent le même sort qu'à cause de leur trop grand nombre, il n'y aurait jamais eu assez de place pour les déporter tous. Autrement on n'aurait pas manqué de le faire*[3]. »
>
> Il y a plus de quarante millions d'ukrainiens.

Ce texte est extraordinaire ; il montre que les imaginations les plus délirantes d'une pièce actuellement jouée au Théâtre National Populaire[4] peuvent trouver une réalisation dans l'histoire réelle. Emprunté à un discours authentique, il confirme ce que l'on savait à l'extérieur, la pratique du transfert de populations sur une grande échelle. Ce transfert a été pratiqué également dans les parties de la Pologne occupée par les armées russes en 1939-1940. On évalue à 1 million et demi le nombre des personnes qui ont été déportées à ce moment-là.

En dehors de cette classification formelle, je pense qu'il convient de faire une classification concrète ou matérielle de trois sortes de terreurs.

Il est une première forme de terreur que j'appellerai, si j'ose dire, *normale,* celle qui répète l'expérience de la Révolution française ; la terreur pratiquée par un parti ou une faction contre les partis ou les factions qui lui sont opposés.

C'est là une forme de la guerre civile. Au cours des périodes révolutionnaires, le groupe qui s'est emparé du pouvoir doute de la durée de son règne et voit partout des ennemis. Il n'a pas toujours tort puisque, par définition, son règne est nouveau et que le nombre des adversaires, de ceux qui espèrent un renversement du sort, doit être grand.

Cette première sorte de terreur a été observée pendant les années de la guerre civile, disons entre 1917 et 1921. C'est le moment où les militants et les dirigeants des partis socialistes rivaux, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, ont été éliminés, mis en prison. C'est le moment aussi où les représentants des anciennes classes privilégiées se sont défendus contre les bolcheviks victorieux. Il n'y a guère eu de grande révolution qui n'ait comporté de phénomènes analogues. Terreur de Cromwell, terreur de Robespierre, terreur de Lénine ; l'histoire se répète.

La deuxième sorte de terreur est celle qui s'est déclenchée au début de la collectivisation agraire, vers 1929-1930, et qui a visé l'élimination de ceux que l'on a appelés les ennemis de classe, essentiellement les koulaks. Là encore, il s'agit d'une forme de terreur, je ne dis pas légitime ou illégitime, mais rationnellement explicable. Du jour où l'on a décidé la collectivisation agraire, les koulaks ont été adversaires irréductibles de l'État soviétique ; les paysans russes ont abattu au moins la moitié du bétail. Quand donc on a transféré par centaines de milliers des koulaks, on punissait, on combattait des ennemis non pas fictifs, mais réels du régime. On a le droit de penser que d'autres méthodes eussent été préférables. M. Khrouchtchev, dans son discours, a suggéré que l'on aurait pu accomplir la collectivisation agraire à moindres frais. Mais il s'agit là de considérations rétrospectives et économiques ; si l'on admet le but de la collectivisation agraire, la terreur est rationnellement explicable sinon excusable.

La troisième sorte de terreur, celle que M. Khrouchtchev a condamnée, c'est le retournement de la terreur jusqu'alors pratiquée contre des adversaires

politiques ou des adversaires de classe, contre les opposants ou les dissidents, réels ou virtuels, à l'intérieur du parti communisme lui-même. Je cite à nouveau quelques lignes pour donner une idée de l'ordre de grandeur de la terreur dont les militants du Parti ont été victimes.

> « *Quelle était la composition du XVIIe Congrès du parti communiste ? On sait que 80 % des votants du XVIIe Congrès avaient adhéré au Parti pendant les années de conspiration qui ont précédé la révolution et pendant la guerre civile, c'est-à-dire avant 1921 ; du point de vue de l'origine sociale, les délégués du Congrès étaient essentiellement des ouvriers (60 % des votants). Pour cette raison il eût été inconcevable qu'un Congrès composé de la sorte élise un Comité central dont la majorité se serait révélée des ennemis du Parti. La seule raison pour laquelle 70 % des candidats élus au XVIIe Congrès ont été dénoncés comme des ennemis du Parti et du peuple fut que d'honnêtes communistes ont été calomniés, que les accusations portées contre eux étaient fausses et que la légalité révolutionnaire fut vraiment violée. Un sort identique fut réservé non seulement aux membres du Comité central mais aussi à la majorité des délégués du XVIIe Congrès. Des 1966 délégués, soit avec droit de vote, soit avec voix consultative, 1108 personnes, c'est-à-dire nettement plus de la majorité, ont été arrêtées sous l'accusation de crime contre-révolutionnaire*[5]. »

70 % des membres du Comité central, entre 50 et 60 % de tous les délégués au Congrès du parti communiste. C'est là le troisième aspect, l'aspect le plus étonnant, le plus anormal si je puis dire, de la terreur. Tout s'est passé comme, si de 1917 à 1938, la terreur révolutionnaire, au lieu de s'affaiblir progressivement, redoublait au fur et à mesure de la stabilisation du régime.

Elle s'est aggravée d'abord au moment de la deuxième révolution soviétique, c'est-à-dire de la collectivisation agraire ; elle s'est aggravée ensuite à partir de 1934, au moment de l'élimination de la plus grande partie des membres anciens du parti communiste. Cette terreur a abouti à deux institutions qui ont joué un rôle considérable dans les discussions pour ou contre le régime soviétique, d'une part les camps de concentration et d'autre part les fameux procès de Moscou. Je laisse de côté les camps de concentration et dirai quelques mots des procès de Moscou parce qu'ils représentent pour ainsi dire le point culminant, le point d'orgue de cette terreur idéologique, un des aspects essentiels de cet extraordinaire régime.

Les accusés s'accusaient eux-mêmes de crimes dont on nous dit aujourd'hui qu'ils ne les avaient pas commis et dont aucun homme sensé n'a jamais pu croire qu'ils les avaient commis. D'où une série de questions qui ont souvent été confondues mais qu'il importe de distinguer rigoureusement. D'abord celle de la *logique de ces aveux* ; puis, celle de la *psychologie des accusés.* Ensuite encore celle de la psychologie des accusateurs. Celle enfin de la fonction des procès et des épurations dans un régime de cet ordre.

Logique des aveux. La réponse est simple : il suffit de tirer les conséquences intégrales de la formule « qui n'est pas avec moi est contre moi » et d'ajouter que le Comité central ou le Politburo du parti communiste est le Parti communiste, qui est le prolétariat, qui est le sens de l'histoire. Par conséquent, quiconque n'est pas avec le Comité central du parti communiste est un ennemi de la mission sacrée du prolétariat, donc coupable de plus grand crime et justiciable des plus sévères châtiments. Dans toutes les périodes révolutionnaires, les militants ont tendance à confondre les opposants avec des criminels ou des traîtres. Il n'est pas besoin d'un effort d'imagination exceptionnel : dans les vingt dernières années de l'histoire de France on a usé généreusement de l'épithète « traître » pour la projeter, selon les circonstances, sur tel ou tel groupe, les renversements de qualification illustrant l'oscillation des événements et la relativité des jugements historiques.

Le système des aveux est à peu près le suivant : celui qui n'est pas d'accord avec le Comité central ou le Secrétaire du parti communiste se *conduit comme* un ennemi du communisme. Or nous avons décidé de ne pas tenir compte des intentions et de juger seulement les actes. Quelqu'un qui est dans l'opposition affaiblit le Comité central, donc affaiblit le prolétariat. Il se conduit comme un ennemi, donc comme un traître et, puisque nous ne tenons pas compte des intentions, nous le considérons *objectivement* comme un traître. Pour rendre compréhensible au grand nombre qu'il n'y a pas de différence entre *se conduire comme un traître* et *être un traître,* il suffit d'imaginer que Zinoviev, Kamenev,

Boukharine ou Trotsky étaient en relation avec la Gestapo. A ce moment-là on atteint le terme. On est parti de la signification politique d'une conduite mais, comme les actes qui auraient symbolisé cette conduite n'existaient pas, on les a inventés pour confirmer la signification donnée à l'attitude d'opposition.

Dans son discours, M. Khrouchtchev dit à peu près ce que je suis en train de vous expliquer. Il dit :

> « *Staline fut à l'origine de la notion de "l'ennemi du peuple". Ce terme rendit possible l'utilisation de la répression la plus cruelle contre quiconque, de quelque manière que ce soit, était en désaccord avec Staline*[6]. »

Des formules plus subtiles de cette identification en chaîne sont suggérées par le livre de M. Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur,* qui développe dans un langage semi-hégélien, semi-existentialiste, cette logique des aveux. Logique qui ne m'a jamais paru présenter aucun mystère à partir du moment où l'on accepte, selon une démarche paranoïaque, de ne pas faire de différence entre l'opposant qui agit comme si... et le traître.

La deuxième question est celle de la psychologie des accusés. Trois réponses sont possibles et, en dépit des tonnes d'encre consommées, tout se ramène finalement à ces trois réponses.

La première, la plus satisfaisante pour les idéalistes, est celle du dévouement au Parti. Le militant a mauvaise conscience, soit parce qu'il a été vaincu dans la lutte des factions, soit parce qu'il donne raison à son vainqueur. Sentant que sa vie est finie, il veut trouver une dernière signification aux jours qui lui restent à vivre. Pour renforcer le Parti au moment où celui-ci est menacé par l'agression extérieure, il décide de proclamer solennellement que le Comité central ou le Politburo avaient raison et que lui avait tort.

Cette interprétation par le dévouement au Parti a souvent amené la comparaison avec les kamikazé japonais. Les kamikazé étaient les pilotes de l'aviation qui s'engageaient pour une mission unique, mission dont ils ne pouvaient pas revenir puisqu'elle consistait à jeter leur appareil sur le pont des

navires ennemis. De la même façon, les militants qui s'accusaient eux-mêmes devant le monde entier et se déshonoraient publiquement étaient, au fond, les suprêmes serviteurs de la cause. Ils s'abaissaient eux-mêmes pour grandir leur vainqueur parce que celui-ci incarnait le Parti et le prolétariat.

La deuxième théorie, moins grandiose, est celle d'un accord secret entre la police et les accusés, selon laquelle ces derniers auraient eu la vie sauve à condition de se prêter à la cérémonie des aveux. Selon toutes les informations, les accusés ont été réellement exécutés ; la plupart d'entre eux connaissaient le sort réservé à leurs prédécesseurs. Ils voulaient peut-être sauver non leur vie, mais celle des leurs. Il se peut que des accords de cet ordre aient été conclus.

Une troisième théorie, peut-être la plus simple, est celle de la torture. Je vais citer encore un texte de M. Khrouchtchev parce qu'il me paraît un des plus raisonnables que l'on ait jamais écrits sur ce sujet.

> « *Quand Staline disait que l'un ou l'autre devait être arrêté, il fallait admettre sur parole qu'il s'agissait d'un ennemi du peuple, et la clique de Beria, responsable des organes de la sécurité de l'État, se surpassait pour prouver la culpabilité de la personne arrêtée et le bien-fondé des documents* qu'elle *falsifiait. Quelles preuves étaient offertes ? Les confessions des détenus et les juges enquêteurs prenaient ces aveux au sérieux. Et comment peut-on avouer des crimes que l'on n'a pas commis ? D'une seule manière, à la suite de l'application de méthodes physiques de pressions, de tortures amenant à un état d'inconscience, de déroute intellectuelle, de privation de la dignité humaine. C'est ainsi que les confessions étaient obtenues*[7]. »

La troisième théorie comporte certainement la plus grande part de vérité, elle n'exclut pas entièrement l'une ou l'autre des deux théories précédentes.

La psychologie des accusateurs était étrange. Les juges d'instruction savaient que les confessions étaient inventées, ils ne pouvaient pas croire aux confessions qu'ils affectaient de prendre au sérieux. Ceux qui avouaient savaient que leurs enquêteurs ne les croyaient pas. Celui qui avait mis en scène l'ensemble de ces procès ne pouvait pas ne pas savoir que lui-même avait donné l'ordre de créer ce monde surréel. Et pourtant la puissance d'un État et d'une police faisait que le monde entier s'interrogeait sur la réalité de cette irréalité. Personne n'était

entièrement dupe, mais peu avaient le courage de dire en anglais *nonsense* ou en français « mensonge ! mensonge ! mensonge ! ». Et, fait plus étonnant encore, ce monde de fictions macabres n'était pas purement ignoble ou odieux. D'une certaine façon, il attirait ou, en tout cas, il fascinait parce que tout y avait une signification, rien n'arrivait par hasard. Les forces profondes de l'histoire se combinaient avec les conflits de classes et les conspirations des individus. La dialectique de Hegel aboutissait à un délire policier et chacun s'interrogeait sur les raisons de cette bouffonnerie tragique. Personne n'osait dire, comme M. Khrouchtchev : le Secrétaire général du parti communiste russe était victime d'une psychose de soupçons et il finissait par voir dans le maréchal Vorochilov lui-même un agent de l'Intelligence Service.

---

1 *Dix-huit leçons sur la société industrielle.*

2 Cf. *La lutte de classes.*

3 Je cite d'après le texte que donne A. Rossi dans son livre *Autopsie du stalinisme,* Paris, 1957, p. 119.

4 *Ubu roi,* d'Alfred Jarry.

5 A. Rossi, *op. cit.,* p. 82.

6 A. Rossi, *op. cit.,* p. 70.

7 A. Rossi, *op. cit.,* p. 10.

XV

DU TOTALITARISME

Le précédent chapitre se terminait sur l'analyse d'un des phénomènes les plus troublants du régime soviétique, à savoir la combinaison, en certaines périodes, de la frénésie idéologique et de la terreur policière. Les deux périodes les plus parfaites, si je puis dire, à cet égard sont les deux périodes 1934-1938 et 1949-1952. On sait aujourd'hui, et on le sait par M. Khrouchtchev lui-même, que dans l'année qui a précédé sa mort, Staline préparait une grande purge qui eût été peut-être comparable à celle des années 1936-1937. Il serait injuste de juger l'ensemble du régime soviétique et son œuvre d'après le phénomène de terreur policière, mais celui-ci m'a paru avoir, en tant que tel, une réelle portée.

Le rapport secret de M. Khrouchtchev offre une singulière illustration de la théorie de Montesquieu sur le despotisme, la théorie selon laquelle le principe du despotisme est la peur – peur insidieuse qui s'empare progressivement de tous les individus d'une collectivité, sauf un. M. Khrouchtchev lui-même, à un moment donné, pose la question : pourquoi n'avons-nous rien fait ? Et il répond avec franchise et naïveté : il nous était impossible de rien entreprendre. Quand nous étions convoqués par le Maître suprême, nous ne savions jamais s'il voulait nous consulter sur une décision importante ou nous précipiter dans les oubliettes de la Loubianka. Ce phénomène d'une peur généralisée s'est répandu dans un régime né des aspirations les plus nobles de l'humanité.

Cette terreur qui, en tant que terreur révolutionnaire, eût été banale s'est produite une vingtaine d'années après la prise du pouvoir ; elle ne frappait pas seulement des adversaires, réels ou potentiels, du régime, mais des hommes qui lui étaient fidèles. Enfin, cette terreur se camouflait dans des cérémonies d'aveux, en elles-mêmes extraordinaires, puisque, de toute manière, elles déshonoraient le régime lui-même. En effet, si l'on avait pris au pied de la lettre les aveux des anciens compagnons de Lénine ou les accusations lancées contre les généraux qui commandaient l'Armée rouge, le monde aurait été obligé de croire que ce régime avait été gouverné, ou l'était encore, par des hommes qui conspiraient contre lui et qui trahissaient au profit d'une puissance étrangère. Si l'on croyait aux aveux, le réquisitoire contre le régime était terrible. Si l'on n'y croyait pas, comment juger un régime qui obligeait des hommes à avouer des crimes qu'ils n'avaient pas commis ? Enfin, on ne pouvait pas ne pas se demander : où est la réalité ? où est l'idéologie ? à quoi croient les chefs, le chef suprême, les chefs intermédiaires et les masses ? Une personne, et une personne seule, décidait du sort de toutes les autres, les couvrait de gloire ou les vouait à la honte, transformait les serviteurs du régime en fidèles ou en traîtres. Mais précisément parce que cet homme était maître de la vie et de la mort de tous, lui-même ne pouvait pas croire à la surréalité qu'il voulait imposer aux autres, et ceux-ci pouvaient à peine y croire davantage. Au point d'arrivée, on vivait dans un monde étrange qui donnait à chaque événement un sens, mais dont l'ensemble était absurde.

On serait tenté, à ce moment, de rejeter l'idéologie comme une pure et simple mise en forme et de conclure : il n'y avait plus qu'une réalité, celle du despotisme, éventuellement même du despotisme d'un seul, le reste étant camouflage qui ne trompait personne.

Personnellement, je pense que l'on aurait tort, même à ce point extrême, d'écarter l'idéologie. Le fait est que ces formes pathologiques de despotisme ne

sont pas concevables en dehors d'une frénésie idéologique, même si celle-ci inspire à la majorité plus de scepticisme que de foi.

En quoi consiste le phénomène totalitaire ? Ce phénomène, comme tous les phénomènes sociaux, prête à de multiples définitions, selon l'aspect que l'observateur retient. Il me semble que les cinq éléments principaux sont les suivants :

1. Le phénomène totalitaire intervient dans un régime qui accorde à un parti le monopole de l'activité politique.

2. Le parti monopolistique est animé ou armé d'une idéologie à laquelle il confère une autorité absolue et qui, par suite, devient la vérité officielle de l'État.

3. Pour répandre cette vérité officielle, l'État se réserve à son tour un double monopole, le monopole des moyens de force et celui des moyens de persuasion. L'ensemble des moyens de communication, radio, télévision, presse, est dirigé, commandé, par l'État et ceux qui le représentent.

4. La plupart des activités économiques et professionnelles sont soumises à l'État et deviennent, d'une certaine façon, partie de l'État lui-même. Comme l'État est inséparable de son idéologie, la plupart des activités économiques et professionnelles sont colorées par la vérité officielle.

5. Tout étant désormais activité d'État et toute activité étant soumise à l'idéologie, une faute commise dans une activité économique ou professionnelle est simultanément une faute idéologique. D'où, au point d'arrivée, une politisation, une transfiguration idéologique de toutes les fautes possibles des individus et, en conclusion, une terreur à la fois policière et idéologique.

Il va de soi que l'on peut considérer comme essentiel, dans la définition du totalitarisme, ou bien le monopole du parti, ou bien l'étatisation de la vie

économique, ou bien la terreur idéologique. Le phénomène est parfait lorsque tous ces éléments sont réunis et pleinement accomplis.

Ces cinq éléments que je viens d'énumérer ont été liés au cours des années 30, dans la période 1934-1938 ; ils l'ont été de nouveau au cours des années 40, entre 1948 et 1952. On comprend pourquoi ces éléments ont pu être réunis. Dans le cas du régime soviétique, le monopole du parti, le monopole de l'idéologie, tiennent à l'essence même du bolchevisme et de sa volonté révolutionnaire. La centralisation des moyens de force et de persuasion est liée à l'idée du monopole d'un parti à l'intérieur de l'État. L'étatisation des activités économiques est l'expression de la doctrine communiste. Les liens sont aisément intelligibles entre les éléments que j'ai énumérés. Quant à l'aboutissement, à la terreur idéologique, on la comprend précisément en raison des autres éléments, à savoir le monopole du parti, de l'idéologie, des moyens de persuasion et de l'étatisation des activités individuelles.

Il serait illégitime de confondre *intelligibilité* et *nécessité* de la combinaison. On comprend que ces différents éléments soient réunis, mais le fait qu'ils l'ont été dans nombre de cas ne prouve pas qu'ils doivent toujours l'être et que tout régime de parti monopolistique doive aboutir à cette sorte extrême de terreur. En réalité, il se pose à propos du totalitarisme trois questions fondamentales :

1. Jusqu'à quel point s'agit-il d'un phénomène historiquement singulier ou de la répétition de phénomènes historiques déjà connus ?

2. Jusqu'à quel point le totalitarisme soviétique est-il ou non comparable à celui d'autres régimes, en particulier à celui du régime national-socialiste ?

3. Jusqu'à quel point le régime de parti unique ou de planification totale est-il voué au totalitarisme ? Considérons d'abord cette dernière question.

Il est des régimes autoritaires, au XX^{e} siècle, qui ne sont pas des régimes de parti unique, et il est des régimes de parti unique qui ne deviennent pas totalitaires, qui ne développent pas une idéologie officielle, qui ne veulent pas modeler par leur idéologie toutes les activités. Il existe des régimes de parti

unique où l'État n'absorbe pas la société et où l'idéologie ne prend pas cette expansion démentielle que l'on a observée dans le régime soviétique. Ce qui est vrai, c'est que tout régime de parti unique dans les sociétés industrielles comporte un *risque* de l'épanouissement totalitaire. Les sociétés industrielles sont des sociétés urbaines. Les gouvernants doivent s'adresser aux gouvernés et justifier leur autorité. Ils ne se réclament pas de la légitimité traditionnelle, ils n'ont pas de raison, soustraite à la discussion, d'être au pouvoir, ils sont obligés d'expliquer pourquoi et au nom de quoi ils commandent. Or, tout gouvernant, dans un régime de parti unique, est contraint d'arrêter la discussion à un certain point, et je dirais volontiers au point où la discussion devient intéressante. On laisse discuter nombre de questions, sauf la question : pourquoi n'a-t-on pas le droit de se grouper dans un autre parti que le parti unique ? D'où résulte inévitablement la tentation, à laquelle sont soumis les chefs de parti unique, de justifier leur monopole. Pour ce faire, il suffit d'une idéologie quelconque (les hommes n'ont jamais été difficiles sur la qualité des idéologies), mais il faut une idéologie, que l'on élabore, que l'on impose, que l'on rend de plus en plus envahissante.

Il n'en reste pas moins que l'Italie fasciste, régime de parti unique, n'a jamais connu ni prolifération idéologique, ni phénomène totalitaire comparable à la grande purge soviétique ou aux excès des dernières années du régime hitlérien. Dans les deux cas où l'on parle de totalitarisme, le phénomène essentiel, la cause originelle, me paraît le parti révolutionnaire lui-même. Les régimes ne sont pas devenus totalitaires par une sorte d'entraînement progressif, mais à partir d'une intention originelle, la volonté de transformer fondamentalement l'ordre existant en fonction d'une idéologie. Les traits communs aux partis révolutionnaires qui ont abouti au totalitarisme sont l'ampleur des ambitions, le radicalisme des attitudes et l'extrémisme des moyens.

Ces similitudes permettent-elles de rapprocher les deux totalitarismes et d'y voir les deux espèces d'un même genre ?

Deux argumentations contradictoires ont été développées, l'une qui nie, l'autre qui affirme la parenté des deux régimes. L'une et l'autre me paraissent, dans la plupart des cas, insatisfaisantes ou, tout au moins, non convaincantes.

Quels sont les arguments de ceux qui nient la parenté des deux totalitarismes ?

Le premier est la différence du recrutement des partis communiste et national-socialiste. L'argument en tant que tel est incontestable. En Allemagne, le recrutement social des deux partis était en effet très différent ; nombre d'ouvriers votaient pour le parti national-socialiste, mais jusqu'à la fin, la grande majorité des ouvriers d'industries ont voté soit pour le parti socialiste, soit pour le parti communiste.

Cependant une réserve s'impose. Il y a eu en Allemagne, dans les années qui ont précédé la prise du pouvoir par Hitler, des passages assez fréquents de l'un des partis à l'autre. Si l'origine sociale des militants est autre, le tempérament psychologique n'est pas toujours différent. Il y a une communauté d'attitude qui n'est pas contradictoire avec la différence d'origine sociale.

Mais là n'est pas l'essentiel. Admettons que le recrutement soit différent. Ce qui importe, c'est de savoir si, à partir de classes sociales autres, on ne peut pas provoquer des phénomènes semblables. Que le recrutement social des partis soit autre ne répond pas à la question. Ceux qui affirment la parenté des deux régimes prétendent qu'en dépit de la différence d'origine des militants, ces deux partis, une fois arrivés au pouvoir, offrent à l'observateur nombre de traits similaires dans l'exercice de l'autorité.

Selon le deuxième argument, national-socialisme et capitalisme sont en profondeur solidaires, le national-socialisme n'étant qu'un régime forgé par les capitalistes ou les monopolistes pour maintenir leur propre pouvoir.

L'argument est faux, à partir de faits vrais. Dans l'Allemagne préhitlérienne, il est vrai, nombre de capitalistes, industriels et banquiers, ont subventionné le parti national-socialiste, ils se sont crus capables de le manipuler, et ils ont vu

en lui un moyen de défense contre une révolution socialiste ou communiste. Mais, à l'époque où le régime est devenu totalitaire, il n'était nullement contrôlé ou commandé par les monopolistes. Industriels, banquiers, représentants des anciennes classes dirigeantes, étaient pour la plupart, au cours de la dernière phase du régime hitlérien, dans l'opposition ; ils ont été victimes, après juillet 1944, d'une épuration, différente en nature des épurations soviétiques, mais qui suffit à démontrer que la politique suivie par le parti hitlérien au pouvoir n'a pas été l'expression de la volonté propre à la classe capitaliste.

Selon le troisième argument, communistes et fascistes se combattent à mort. De nouveau, l'argument est incontestable. Mais ce n'est pas la première fois que des frères se combattent. La question n'est pas pour autant tranchée : jusqu'à quel point les phénomènes totalitaires sont-ils communs à ces deux sortes de partis une fois maîtres du gouvernement ?

En dépit de leur lutte inexpiable, les partis ont parfois reconnu leur parenté. M. von Ribbentrop, en arrivant à Moscou en 1939, a parlé de la rencontre de deux révolutions, et Staline lui a rendu la politesse en levant son verre au chancelier Hitler, tant aimé du peuple allemand Ces propos ne prouvent rien, sinon que les uns et les autres peuvent employer indifféremment un langage ou un autre.

Le quatrième argument, du même ordre que les trois premiers, invoque l'incompatibilité radicale des idéologies. Je ne mets pas en doute la vérité de l'argument, mais, une fois de plus, il ne tranche pas la question. Il est vrai que, selon l'idéologie communiste, le fascisme est l'incarnation de tout ce qu'il y a de mauvais dans l'histoire et de bas dans la nature humaine. Il est vrai que, d'après l'idéologie fasciste, le communisme est le mal en soi, l'ennemi absolu. Mais que, d'un côté, l'idéologie soit universaliste et humanitaire, de l'autre nationale, raciale et tout sauf humanitaire, ne prouve pas que ces hommes, au nom d'idées opposées, ne recourent pas à des pratiques comparables. Invoquer

l'opposition des idées lorsque l'on analyse la similitude ou la non-similitude des pratiques, c'est rester en dehors du problème posé. Ceux qui affirment la parenté veulent précisément montrer que les idéologies ou les nobles aspirations pèsent peu dans la balance de l'histoire et que les hommes obéissent à des mobiles qui ne dépendent pas des idéologies. Dès lors répondre : il ne peut y avoir de parenté profonde puisque les idéologies s'opposent terme à terme, c'est supposer résolu le problème que l'on discute : les idéologies déterminent-elles les pratiques ?

J'ajoute, par goût, non de la symétrie, mais, je pense, de la vérité, que la plupart des arguments en faveur de la parenté des deux totalitarismes ne me convainquent pas davantage, pour des raisons opposées mais semblables à celles pour lesquelles j'ai écarté les arguments précédents.

Certains phénomènes totalitaires se retrouvent semblables dans des périodes données de l'histoire du régime soviétique et dans des périodes données de l'histoire du régime national-socialiste. Parti unique, idéologie officielle, pouvoir absolu du nº 1, police envahissante, idéologie qui, de proche en proche, gagne l'ensemble des activités, terreur policière, tout cela effectivement a été observé dans l'Allemagne nationale-socialiste comme dans la Russie soviétique. La forme extrême de la terreur nazie est intervenue pendant la guerre, nombre d'années après la prise du pouvoir, de même que la terreur extrême, en Union soviétique, n'a pas immédiatement suivi la prise du pouvoir, mais est intervenue vingt ans après.

Le deuxième argument que l'on avance pour affirmer la parenté des deux totalitarismes est celui que j'ai déjà écarté, selon lequel seul le pouvoir compte, que les idées n'ont pas de signification, pas d'efficacité. Or, autant je refuse d'accepter l'argument de l'incompatibilité des idéologies comme décisif, autant j'écarte l'argument selon lequel la croyance des communistes en des valeurs universelles et humanitaires serait sans portée.

L'ouvrage qui a fondé le plus solidement la thèse de la parenté des deux totalitarismes est intitulé *Origins of totalitarianism,* de M^me^ Anna Harendt, qui compare essentiellement la Russie soviétique entre 1934 et 1937 et l'Allemagne hitlérienne entre 1941 et 1945. Mais il serait injuste de confondre la comparaison de ces deux périodes, de ces deux terreurs avec une comparaison de l'ensemble des régimes.

Différences et parenté entre ces deux totalitarismes sont incontestables. Les similitudes sont beaucoup trop marquées pour que l'on y voie un simple accident. D'autre part, les différences dans l'inspiration, les idées, les objectifs, sont trop évidentes pour que l'on admette sans réserves la parenté essentielle des deux régimes. L'accentuation de la parenté ou de l'opposition dépend de considérations multiples. On n'aboutira jamais à une réponse entièrement assurée parce que le régime national-socialiste n'a pas eu le temps de se développer comme le régime soviétique. Celui-ci a déjà une histoire, il a passé par des phases multiples, on peut comprendre le sens des phases successives. En revanche, le régime national-socialiste n'a connu que six ans de paix. A partir de 1939, il a été engagé dans une aventure militaire qui a commandé son devenir ultérieur.

Pour mesurer l'importance relative de la parenté et de l'opposition, il ne faut pas se contenter de l'analyse comparative, sociologique, il faut tenir compte de deux autres méthodes de compréhension, l'histoire et l'idéologie.

Historiquement, le régime soviétique, nous le savons, est sorti d'une volonté révolutionnaire, inspirée par un idéal humanitaire. Le but était de créer le régime le plus humain que l'histoire eût jamais connu, le premier régime où tous les hommes pourraient accéder à l'humanité, où les classes auraient disparu, où l'homogénéité de la société permettrait la reconnaissance réciproque des citoyens. Mais ce mouvement tendu vers un but absolu n'hésitait devant aucun moyen, parce que, d'après la doctrine, seule la violence

pouvait créer cette société absolument bonne et que le prolétariat était engagé avec le capitalisme dans une guerre impitoyable.

De cette combinaison entre un but sublime et une technique impitoyable ont surgi les différentes phases du régime soviétique. Première phase, banale : la guerre civile et la terreur politique qui accompagne la guerre civile. Puis une deuxième phase, où la terreur s'atténue, en même temps qu'une certaine place est rendue à l'initiative privée, phase de la N.E.P. Mais une troisième phase commence en 1929, nouvelle révolution au sens propre du terme, c'est-à-dire transformation fondamentale des structures sociales, mais révolution accomplie par l'État, par en haut. Le régime a entrepris, une dizaine d'années après sa victoire, une deuxième révolution qui, en un sens, d'après les témoignages des chefs eux-mêmes, était plus violente, plus pathétique que la première. Cette deuxième révolution, la collectivisation agraire, a comporté, d'après M. Khrouchtchev lui-même, de nouvelles modalités de terreur que l'actuel Secrétaire général du Parti ne condamne pas ; il se borne à dire, dans son fameux rapport, que peut-être il aurait été possible d'accomplir cette révolution à moindres frais, mais, de même qu'il admet la terreur contre les ennemis du Parti, il admet la terreur contre les possesseurs de terres, contre les paysans et les koulaks qui refusaient la collectivisation.

Ce qui reste surprenant, ce qui est l'objet même de l'analyse, c'est la phase suivante. Pourquoi, à partir de 1936, assiste-t-on au déchaînement de la grande purge, d'une nouvelle phase de terrorisme, alors que la révolution agraire est victorieuse, que le régime n'est plus menacé ? Le problème qui commande l'interprétation du terrorisme soviétique est celui-là : pourquoi l'épuration quand la bataille est gagnée ? Ce ne sont pas simplement les interprètes occidentaux qui posent cette question, c'est M. Khrouchtchev lui-même. D'après lui, le début du culte de la personnalité, c'est le terrorisme des années 34-38, le terrorisme retourné contre les membres du Parti, d'abord pour mettre à mort les adversaires déjà vaincus de Staline – ce que M.

Khrouchtchev tient pour inutile –, ensuite pour frapper les staliniens les plus fidèles. Pourquoi le terrorisme aux dépens des militants mêmes du parti communiste qui n'ont pas dévié de la ligne ?

A ce moment, M. Khrouchtchev offre une seule réponse, une seule interprétation, le culte de la personnalité. Or le moins que l'on puisse dire, c'est que la formule n'explique rien. Comme l'a dit un marxiste très distingué, M. Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien, l'explication par le culte de la personnalité n'est pas une explication marxiste. Expliquer des phénomènes aussi importants par *une* personne est le type de l'explication que la doctrine, par définition, n'admet pas.

Il est possible de comprendre, non pas la grande purge elle-même ou le terrorisme aux dépens des membres du Parti, mais *la possibilité de ces phénomènes* à partir de la technique d'action du parti communiste. Lorsqu'un parti se reconnaît le droit d'employer la violence contre tous ses ennemis, dans un pays où, au point de départ, il se trouve en minorité, il se condamne lui-même à un emploi prolongé de la violence.

Le Parti, en théorie, est démocratique, mais le centralisme démocratique consiste à remettre l'essentiel du pouvoir à l'état-major. Celui-ci est en mesure de manipuler les élections, d'assurer la désignation des électeurs par les élus ; aussi conçoit-on que, dans ce système, quelqu'un aille jusqu'au bout et qu'au lieu d'une oligarchie un homme seul devienne maître du Parti tout entier. Sur ce point, M. Khrouchtchev s'accorde avec les sociologues occidentaux : à partir d'un certain moment le centralisme démocratique a dégénéré en pouvoir absolu d'un seul. Que le phénomène soit compréhensible me paraît évident puisqu'il a été prévu, de manière étonnante, par Trotsky. Quand, en 1903, Lénine a développé pour la première fois, dans son opuscule *Que faire ?,* la théorie du centralisme démocratique, Trotsky lui a objecté à peu près : vous allez mettre le Parti à la place du prolétariat, puis le Comité central à la place du Parti, finalement le Secrétaire général du Parti à la place du Comité central,

et, au nom du prolétariat, vous aboutirez au pouvoir absolu d'un seul. Trotsky lui-même n'a jamais reconnu pleinement la justesse de sa prévision.

En d'autres termes, ce qui a rendu possibles les phénomènes appelés « culte de la personnalité », ce ne sont pas seulement les singularités d'un homme, c'est aussi la technique d'organisation et d'action d'un parti, telle qu'elle existait depuis l'origine du mouvement.

Comment est-on passé du potentiel à l'actuel ? Pourquoi y a-t-il eu ces épurations ? A quelles fins répondaient-elles ou quelles causes avaient-elles ?

Les explications de la grande purge sont multiples. On les trouve toutes dans un petit livre excellent, qui s'intitule *Russian purge*[1], écrit par un physicien suisse et un historien russe, qui se sont rencontrés dans la même cellule au temps de la grande purge en 1936-1937 et qui y discutaient des raisons de leur infortune. Ces deux hommes, qui depuis sont sortis de Russie soviétique, racontent que le sujet de conversation favori des prisonniers, entre 1936 et 1938, était la grande purge elle-même. Ils ont recueilli, dans ces conversations, dix-sept théories. Je vous ferai grâce de l'énumération, mais je vous indiquerai les fonctions principales que l'on attribuait à la grande purge, en Russie soviétique, dans le seul endroit où régnait une liberté absolue de parole, à savoir dans les prisons.

Selon la première interprétation, la cause principale était la lutte à l'intérieur du Parti. Celui-ci, au pouvoir, continue à connaître une vie politique comparable à celle de tous les partis, avec des groupes, des factions, des rivalités, des oppositions. La faction finalement victorieuse veut sceller sa victoire par l'élimination des factions vaincues.

La deuxième interprétation met l'accent sur la volonté d'orthodoxie qui anime les détenteurs du pouvoir. Les hommes qui gouvernent dans un régime idéocratique veulent éliminer non seulement les ennemis actuels du parti et du régime, mais les ennemis potentiels. Tous ceux qui sont susceptibles, dans certaines circonstances, de se dresser contre le régime deviennent des ennemis

et sont traités comme tels. Les survivants du passé, ceux qui conservent des liens avec le monde extérieur, comme les Israélites, ceux qui ont été, à un moment donné, hostiles à la faction qui l'a emporté, sont finalement traités en ennemis actuels. L'épuration serait une technique de prophylaxie sociale ; elle viserait à éliminer à l'avance quiconque pourrait, dans des circonstances imprévisibles, passer à l'opposition. Cette technique, poussée jusqu'au bout, aboutit à des phénomènes déraisonnables, mais au moins peut-on lui trouver une intention intelligible.

Selon une autre interprétation, le recrutement de la main-d'œuvre pour les camps de travail serait une fonction importante des purges.

Selon une autre interprétation encore, la société soviétique est simultanément bureaucratique et révolutionnaire, elle comporte une hiérarchie unique, qui est aussi la hiérarchie de l'État. Mais celui-ci veut transformer perpétuellement les modalités de l'organisation. Tout incline la société soviétique à la stabilité dans des formes bureaucratiques ; tout, dans l'idéologie, interdit à la société soviétique d'accepter pour définitive une forme quelconque. Les épurations sont une manière de maintenir le dynamisme révolutionnaire dans une société que la pesanteur entraîne vers une cristallisation bureaucratique.

Quand on a dit tout cela, et l'on pourrait ajouter encore beaucoup d'autres hypothèses, il reste que l'épuration, telle qu'elle a été pratiquée entre 1936 et 1938, est parfaitement irrationnelle, ou, si vous préférez, déraisonnable. D'après les témoignages soviétiques eux-mêmes, elle a désorganisé l'armée et l'administration. Le nombre des officiers qui ont été mis en prison ou exécutés se situe entre 20000 et 30000 ; le maréchal Rokossovski, qui fut ministre de la Défense de Pologne, avait été, au moment de l'épuration, mis en prison ; plusieurs des grands chefs soviétiques, dont le maréchal Toukhatchevsky, ont été exécutés. Une épuration sur une pareille échelle est contraire à l'intérêt

suprême du Parti, pour la simple raison que ce dernier a besoin que le régime fonctionne et que l'armée soit forte.

Aussi me semble-t-il inévitable d'ajouter aux précédentes interprétations l'intervention, non pas du culte de la personnalité, mais l'intervention de la personnalité. Pour passer du potentiel à l'actuel, des fonctions intelligibles de l'épuration à la démesure de la grande purge, il fallait quelque chose d'unique, un homme, Staline lui-même.

Quelle que soit la théorie de l'histoire que l'on adopte, à un moment ou à un autre, on doit tenir compte des individus. Il est au moins vraisemblable qu'en l'absence de Napoléon Bonaparte, un autre général eût été couronné, mais il est absolument indémontrable et improbable que, si le général couronné eût été autre que Bonaparte, tout se serait passé de la même façon. Il en va de même dans l'Union soviétique. On comprend par quel processus le régime a pu se dégrader vers les phénomènes que j'étudie, mais, en l'absence de Staline, les formes extrêmes du délire idéologique, de la terreur policière et de la cérémonie des aveux ne seraient peut-être pas apparues. Je ne l'affirme pas, et personne ne peut l'affirmer, mais ce qui me paraît vrai dans l'interprétation que les Soviétiques eux-mêmes donnent de ces phénomènes, c'est que, en dehors de ce qui peut être expliqué par le parti, par ses ambitions, par sa technique, par la fonction des épurations dans un régime bureaucratique, un fait non prévisible est intervenu : une personne, et le rôle qu'elle a joué, grâce au pouvoir absolu qu'elle détenait.

A l'origine, historiquement, le régime hitlérien naît d'une volonté autre que la volonté communiste ; il naît de la volonté de refaire l'unité morale de l'Allemagne et, au-delà, d'élargir le territoire ouvert au peuple allemand, donc de faire la guerre et des conquêtes. Rien de tout cela n'est original, c'est la reprise, au XX^{e} siècle, des ambitions et des illusions des Césars.

Après la prise du pouvoir, l'« hitlérisation » de la vie allemande est progressive, la grande terreur ne se produit que pendant les dernières années de la guerre. On pourrait être tenté de dire que la guerre elle-même explique les phénomènes terroristes, mais les faits ne s'accordent guère avec cette explication. Le phéromène terroriste dont le régime hitlérien nous offre l'exemple est l'extermination de six millions de Juifs, en pleine guerre, entre 1941 et 1944. Cette extermination a été décidée par un homme, conseillé par un ou deux autres ; l'entreprise elle-même est aussi irrationnelle par rapport aux objectifs de la guerre que l'est la grande purge par rapport aux objectifs du régime soviétique. Alors que l'Allemagne se battait sur deux fronts, les dirigeants du régime ont décidé de consacrer des moyens de transports et des ressources matérielles importantes afin de mettre à mort en série, par millions, des êtres humains.

Ce phénomène terroriste est sans précédent dans l'histoire moderne, presque sans précédent dans l'histoire. Non pas qu'il n'y ait eu déjà de grandes tueries à d'autres époques. Mais, dans l'histoire moderne, jamais un chef d'État n'a décidé, de sang-froid, d'organiser l'extermination industrielle de six millions de ses semblables. Il a sacrifié des ressources qui lui eussent été utiles dans la conduite de la guerre afin d'assouvir sa haine, afin qu'en tout état de cause, quelle que fût l'issue, ceux qu'il détestait ne pussent survivre.

L'objectif que se proposait le parti national-socialiste était de refaire la carte raciale de l'Europe, d'éliminer certains peuples tenus pour inférieurs, d'assurer le triomphe de tel peuple, jugé supérieur. A ce moment-là sévit une terreur plus encore imprévisible que celle qui pouvait frapper les citoyens soviétiques et dont surtout l'objectif est autre. L'objectif que se donne la terreur soviétique est de créer une société entièrement conforme à un idéal, cependant que, dans le cas hitlérien, l'objectif est purement et simplement l'extermination.

C'est pourquoi, passant de l'histoire à l'idéologie, je maintiendrai, au point d'arrivée, qu'entre ces deux phénomènes la différence est essentielle, quelles

que soient les similitudes. La différence est essentielle à cause de l'idée qui anime l'une et l'autre entreprise ; dans un cas l'aboutissement est le camp de travail, dans l'autre la chambre à gaz. Dans un cas est à l'œuvre une volonté de construire un régime nouveau et peut-être un autre homme, par n'importe quels moyens ; dans l'autre cas une volonté proprement démoniaque de destruction d'une pseudo-race.

Si j'avais à résumer le sens de chacune de ces deux entreprises, voici, je crois, les formules que je suggérerais : à propos de l'entreprise soviétique je rappellerais la formule banale « qui veut faire l'ange fait la bête » ; à propos de l'entreprise hitlérienne je dirais : l'homme aurait tort de se donner pour but de ressembler à une bête de proie, il y réussit trop bien.

---

1 F. Beck et W. Godin, *Russian purge and the extraction of confession,* New York, 1951.

XVI

LES THÉORIES DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Dans le précédent chapitre, j'ai posé trois questions à propos du phénomène totalitaire. La première portait sur la nature des liens entre les différents éléments qui ensemble constituent le totalitarisme. La deuxième était celle de la parenté ou de l'opposition entre les diverses espèces de totalitarisme.

Il nous reste à traiter la troisième question, celle de l'originalité du totalitarisme par rapport aux précédents historiques. Je vais répondre en passant en revue les théories que l'on a développées du régime communiste. Puisque le régime communiste se réclame du marxisme, j'analyserai d'abord les théories marxistes du régime soviétique.

Commençons par la théorie marxiste du régime soviétique que formulent les dirigeants soviétiques eux-mêmes, l'interprétation de l'Union soviétique par elle-même. Cette théorie, en gros, nous la connaissons : la révolution a été prolétarienne, le parti a été l'interprète et l'avant-garde du prolétariat, le régime soviétique est en train de construire le communisme selon les conceptions mêmes de Marx, il en est encore à la phase socialiste, où le revenu de chacun est proportionnel au travail effectué, on aperçoit, à l'horizon de l'histoire, la phase communiste où le besoin commandera la répartition.

Cette auto-interprétation se refuse à reconnaître le fait majeur qui impose une réinterprétation, le fait que la révolution dite prolétarienne est intervenue dans un pays où le prolétariat était en minorité, où le développement

capitaliste en était encore à une phase initiale. Tout le monde est d'accord sur ce point, les Soviétiques inclus. Ce fait lui-même n'est pas en contradiction avec un marxisme raisonnable ; on peut comprendre comment, dans un pays où le développement capitaliste n'était pas arrivé à son terme, une révolution se recommandant du prolétariat a pu réussir. Lénine, Trotsky, Staline, tous ont expliqué ce fait, mais celui-ci entraîne inévitablement nombre de conséquences. On ne peut plus aujourd'hui considérer comme évident ou même vraisemblable le schéma historique du marxisme classique selon lequel l'évolution historique se déroule de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au socialisme. On doit tirer de l'expérience soviétique au moins la conclusion que l'histoire peut sauter la phase du capitalisme. L'œuvre principale du régime soviétique a été la croissance de l'économie, l'édification d'une industrie lourde, tâche attribuée par Marx au capitalisme. Une théorie scientifique devrait au moins démontrer que le régime, établi en Union soviétique, responsable du développement des forces productives, annonce celui qui s'établirait dans les pays d'Occident en tant qu'héritier du capitalisme. Autrement dit, on peut à la rigueur maintenir, dans le cadre d'un marxisme assoupli, le caractère prolétarien d'une révolution dans un pays où le prolétariat est minoritaire, mais non affirmer que les formes institutionnelles prises par la révolution prolétarienne pour édifier une industrie lourde se retrouveraient dans les pays qui ont derrière eux la phase d'édification caractéristique de l'expérience soviétique. Dès lors, quand les dirigeants de l'Union soviétique présentent leur régime comme l'équivalent du socialisme conçu par Marx, celui qui doit succéder au capitalisme occidental, ils se mettent en contradiction avec le marxisme lui-même.

La deuxième faiblesse de l'auto-interprétation du régime soviétique, c'est que celle-ci ne comporte pas de théorie du régime politique tel qu'il existe en Union soviétique. Dire que le pouvoir est exercé par le prolétariat est une proposition manifestement dépourvue de sens. Le pouvoir n'est jamais exercé

par des millions d'ouvriers dans les usines, il est évidemment exercé par une minorité d'hommes, en chair et en os, qui sont les membres du parti communiste et parmi ceux-ci l'élite des militants. Il est possible que les dirigeants du parti gouvernent dans l'intérêt de la masse prolétarienne et paysanne, mais le régime n'est pas celui où le prolétariat lui-même est au pouvoir, sinon, je le répète, en un sens mythologique, comparable à celui dans lequel, par l'intermédiaire de Louis XIV, Dieu lui-même régnait sur la France en 1700. La substitution aux hommes qui exercent le pouvoir de la puissance suprême, transcendante ou immanente, au nom de laquelle le pouvoir est exercé, est mythologique.

Faute de cette théorie de l'État, l'auto-interprétation du régime oscille entre plusieurs formules. Selon l'une, il n'y a pas pluralité de partis et d'idées parce que la société est homogène. Selon une autre, au fur et à mesure de l'édification socialiste, la lutte de classes s'intensifie. Il faut manifestement choisir entre les deux formules ; si la société est homogène, la lutte de classes ne s'intensifie pas et si la lutte de classes s'intensifie au fur et à mesure de la construction du socialisme, alors la société n'est pas homogène et le monopole du parti et de la propagande est une forme de despotisme[1].

La troisième faiblesse fondamentale de l'auto-interprétation, c'est de ne pas comporter d'explication marxiste des phénomènes totalitaires, aujourd'hui avoués par le Secrétaire général du parti lui-même. M. Khrouchtchev a exposé en détail, en y ajoutant d'ailleurs quelques formules fantaisistes, ce qui s'était passé durant la dernière phase du règne de Staline. Il a dénoncé la terreur policière retournée contre les militants du parti communiste à l'époque du culte de la personnalité. Rendre compte de phénomènes tels que la grande purge ou la terreur policière par l'intervention d'un homme est difficilement compatible avec une philosophie marxiste de l'histoire. Celle-ci n'élimine pas le rôle des personnes, mais elle n'admet pas que les phénomènes de vaste

portée, comme la terreur policière des années 30, soient dus exclusivement à un homme.

Une dernière faiblesse de cette auto-interprétation tient aux incertitudes des interprètes eux-mêmes. On ne sait jamais ce que les doctrinaires tiennent pour transitoire et ce qu'ils tiennent pour définitif. Le parti unique est-il un phénomène limité à la période de construction du socialisme ? Ou bien la démocratie soviétique se définit-elle par le monopole d'un parti unique ? L'idéologie officielle est-elle liée aux nécessités de la construction socialiste ? Ou bien le monopole idéologique s'explique-t-il par la vérité absolue de la doctrine ? Entre ces deux thèses, les doctrinaires soviétiques hésitent. On comprend d'ailleurs pourquoi. Nous avons assisté à la transformation d'un parti politique qui, en 1916, comptait quelques milliers d'hommes et dont les chefs étaient en exil, d'une secte de conspirateurs, en un État maître du plus grand empire du monde. La doctrine de ce parti est devenue le credo officiel de 40 % de l'humanité. Le tout s'est passé en une quarantaine d'années. Depuis la diffusion de l'islam, il n'y a probablement pas eu, historiquement, de conquête semi-spirituelle semi-politique aussi rapide et impressionnante.

Comment les théoriciens de cette croisade, si différente de leurs rêves, ne seraient-ils pas incertains du sens ultime de leur propre aventure ?

La deuxième interprétation marxiste est celle des sociaux-démocrates et, en particulier, des mencheviks.

Au moment de la révolution de 1917, entre l'effondrement du tsarisme en février et la prise du pouvoir par le parti communiste en novembre, mencheviks et bolcheviks ont discuté la question suivante : est-il possible de réaliser une révolution socialiste avant le développement du capitalisme ? A cette question, les bolcheviks répondaient sans hésiter : oui ; et ils ont, si l'on peut dire, démontré leur thèse par le succès. Les mencheviks étaient peut-être de meilleurs marxistes ou, tout au moins, ils prenaient la marxisme plus au sérieux. Textes à l'appui, ils démontraient qu'une révolution socialiste était

impossible dans un pays qui n'avait pas connu le capitalisme. Lénine, quelques années avant la guerre, avait affirmé lui aussi qu'une révolution socialiste n'était pas concevable dans un pays qui n'avait pas connu de développement capitaliste. Trotsky, lui, pensait que la phase capitaliste n'était pas indispensable. Les mencheviks, donc, affirmaient l'impossibilité d'une révolution socialiste et ils ajoutaient : si par malheur les partis ouvriers s'efforçaient de prendre le pouvoir et d'accomplir une révolution socialiste, ils se condamneraient eux-mêmes à un demi-siècle de despotisme.

Celui qui a formulé cette critique avec le maximum de force était à l'époque le grand doctrinaire du marxisme, le pape de la II^{e} Internationale, le socialiste allemand Karl Kautsky. Dès la prise du pouvoir par le parti bolchevique, il a affirmé que l'institution d'un pouvoir absolu par un parti minoritaire au nom du prolétariat était la négation de l'espérance socialiste ; le socialisme sans démocratie n'était pas le socialisme. Kautsky avait écrit, dès cette époque, des phrases restées célèbres : « Il ne s'agit pas de la dictature *du* prolétariat, mais de la dictature du Parti *sur* le prolétariat. » C'est à cette argumentation que Lénine a répondu dans son petit livre sur *Le Renégat Kautsky.*

L'opposition entre mencheviks et bolcheviks, au début du siècle, semblait secondaire ; bolcheviks et mencheviks constituaient deux factions à l'intérieur du parti social-démocrate russe. En fait, la rivalité entre bolcheviks et mencheviks est devenue inexpiable, et l'on comprend pourquoi. Chacune de ces deux conceptions a abouti, un demi-siècle après, à un certain type de régime, et les deux types s'opposent sur l'essentiel. Les bolcheviks ont accompli la révolution, ils ont pris le pouvoir, ils ont édifié un régime de parti unique que les mencheviks dénoncent comme contraire à la démocratie. Quant aux mencheviks ou aux sociaux-démocrates, ils n'ont jamais accompli de révolution, mais ils ont réalisé des réformes, plus ou moins importantes selon les pays, dans le cadre de ce que le parti communiste appelle le capitalisme.

Nous sommes donc, je crois, historiquement, confrontés par une alternative : ou bien on vise la prise du pouvoir par la violence et l'on aboutit à un type de régime qui ne se confond pas nécessairement avec le régime russe concret, tel que nous pouvons l'observer, mais qui, pour le moins, exclut les libertés formelles et parlementaires ; ou bien l'on refuse la violence et l'on accepte de jouer le jeu des partis multiples dans le cadre d'un régime parlementaire et, à en croire les communistes, on ne sort pas du capitalisme. Dans un cas survit la démocratie plus ou moins socialisante que j'ai analysée dans la première partie de ce livre, le régime de partis multiples, dans l'autre, après une révolution qui se recommande du marxisme et du prolétariat, s'établit un régime de parti unique.

Y a-t-il un troisième terme ? Comme toujours on rêve du troisième terme, une révolution qui serait économiquement aussi radicale que celle des communistes, tout en étant politiquement aussi libérale que celle des travaillistes anglais. Historiquement, les sociaux-démocrates européens ont découvert deux voies, et non pas trois. Pourquoi cette troisième voie n'existe-t-elle provisoirement que dans l'imagination ? Si l'on reste dans le jeu des partis multiples, on peut procéder à des réformes importantes, mais non à la nationalisation totale des instruments de production et à la planification intégrale de l'économie qui implique la rupture avec un style de vie, le mépris d'intérêts légitimes d'individus et de groupes. Aujourd'hui, entre bolcheviks et mencheviks, il n'y a plus de communauté : les uns représentent un type autoritaire, sinon totalitaire, de régime, et les autres, même lorsqu'ils se réclament plus ou moins de la doctrine marxiste, sont intégrés dans ce que l'on appelle les régimes constitutionnels-pluralistes.

La troisième théorie marxiste du régime soviétique, celle de Trotsky, tient à la fois de l'auto-interprétation soviétique et de la critique social-démocrate ; elle emprunte des éléments à l'une et à l'autre théorie sans se confondre ni avec l'une ni avec l'autre. Trotsky commençait par la justification de la prise du

pouvoir de 1917, par l'affirmation du caractère prolétarien de la révolution communiste. Il maintenait que la révolution peut être prolétarienne avant la maturité capitaliste. Trotsky s'était rallié tardivement à la conception du centralisme démocratique, à la dictature du parti bolchevique, mais, une fois rallié, c'est-à-dire en 1917, il a admis sans réserves la légitimité des moyens employés.

A la différence des orthodoxes, il critique ce qu'il appelle la dégénérescence bureaucratique. Mais, soucieux d'expliquer sa propre défaite, Trotsky était un trop bon marxiste pour imiter Khrouchtchev et adopter une théorie du culte de la personnalité. Les causes de la victoire de Staline devaient être compatibles avec un certain marxisme. La théorie qu'il a proposée est à peu près la suivante : après la victoire de la révolution, la classe ouvrière était épuisée, il avait fallu créer une bureaucratie pour gérer l'économie planifiée, cette bureaucratie s'est reconnue dans Staline plutôt que dans Trotsky parce que Staline était le modèle de l'homme qu'elle souhaitait avoir pour chef. Trotsky, avec sa doctrine de la révolution permanente, inquiétait les ex-militants installés dans une sorte de Thermidor.

L'explication de Trotsky combine deux schémas, le schéma marxiste d'une bureaucratisation rendue nécessaire par la gestion de l'économie planifiée, le schéma d'une révolution qui, après la phase violente et terroriste, s'apaise dans le stalinisme, un peu à la manière dont Thermidor a suivi la crise du jacobinisme.

En dépit de cette critique du stalinisme et de la bureaucratie, Trotsky maintenait, au moins jusqu'à la guerre de 1939, que le régime soviétique était socialiste, parce qu'il était fondé sur la propriété collective et sur la planification. L'État soviétique, disait-il, est un État socialiste et prolétarien, qui connaît actuellement des phénomènes de dégénérescence bureaucratique. Dans la lutte entre démocratie bourgeoise et régime soviétique, Trotsky choisissait ce dernier comme plus proche de l'idéal socialiste. Vers la fin de sa

vie, cependant, Trotsky a eu quelques doutes sur le schéma marxiste lui-même ; et il n'a pas exclu que l'hypothèse marxiste fût fausse. L'hypothèse marxiste, c'est qu'une révolution faite par le prolétariat, un régime établi sur la base de la propriété collective et de la planification, entraîne la libération de l'humanité. Il a évoqué le risque d'un régime de propriété collective et de planification, sans démocratie, sans libération humaine. Si le prolétariat ne prenait pas conscience de son destin, si l'internationalisme ne l'emportait pas sur la cristallisation nationaliste en Union soviétique, il faudrait dire que l'hypothèse marxiste elle-même est démentie par les événements.

On décèle au moins deux faiblesses dans la théorie de Trotsky. La première est l'utilisation de la notion de Thermidor. Trotsky considérait que le régime stalinien était l'équivalent, après la phase frénétique de la révolution de 1917, du Thermidor français après la jacobinisme. Or, la comparaison ne vaut pas. Il y a eu une deuxième révolution à partir de 1929-1930, au moment de la collectivisation agraire et de l'édification de l'industrie lourde. Appeler Thermidor la phase qui s'écoule entre 1929 et 1939 me paraît un défi au bon sens. Après Thermidor, un immense appétit de jouissance s'est déchaîné, alors que dans la phase 1929-1934, tout au contraire, une extrême austérité a été imposée en vue de la construction d'une industrie lourde.

On répondra que les révolutionnaires, les membres du parti ont voulu sécurité et bien-être. Mais la grande purge et le terrorisme ont contredit ces aspirations. La période soviétique qui correspond à la terreur jacobine n'est pas seulement la phase 1917-1921, mais aussi la phase 1934-1938.

Trotsky n'a jamais expliqué clairement pourquoi un régime fondé sur la propriété collective des instruments de production, la planification et le parti unique, devrait être simultanément démocratique ou libéral. Il était choqué par la domination bureaucratique qu'il observait en Russie soviétique. Les privilèges que s'arrogeaient les hommes du pouvoir étaient, à ses yeux, contraires à l'essence du socialisme. Au socialisme rêvé, soit. Mais, dans un tel

régime, l'ensemble de la classe supérieure est composé de représentants de l'État, c'est-à-dire, si l'on veut, de bureaucrates. Pourquoi une classe détentrice de tout le pouvoir, politique et économique, ne se donnerait-elle pas à elle-même des avantages matériels ou moraux ? Jamais, dans l'histoire, une classe toute-puissante n'a refusé de tirer de sa position quelques profits.

Un régime d'économie planifiée est bon ou mauvais, supérieur ou inférieur au régime capitaliste ; on en peut discuter. On ne voit aucune raison, en dehors des idéologies marxistes, pour qu'en ce régime les dirigeants de l'économie, tous en un sens fonctionnaires de l'État, ne se réservent pas des avantages comparables à ceux que s'assurent les dirigeants des entreprises privées en Occident ; dans le jargon : « exploitent les masses ».

Je passe maintenant à d'autres interprétations marxistes mais plus directement anticommunistes que l'interprétation menchevique.

La plus intéressante des interprétations marxistes hétérodoxes est celle du sociologue américain Karl Wittfogel qui a publié récemment un livre considérable intitulé *Le Despotisme oriental.* La thèse de ce livre, grossièrement résumée, est à peu près la suivante : Marx lui-même, dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique,* a énuméré les différents modes de production. En dehors des modes de production antique, féodal, capitaliste, il reconnaît un autre mode de production qu'il appelle *asiatique.* Ce dernier a été jugé, non seulement par Marx, mais par Lénine, essentiellement différent de tous ceux que l'on a pu observer dans les sociétés occidentales.

Dans ce mode de production, l'État absorbe pour ainsi dire la société ou, tout au moins, est plus puissant que la société, parce que les gestionnaires du travail collectif sont des fonctionnaires. L'agriculture exige un emploi régulier de l'eau des fleuves. C'est pourquoi, en Égypte ou en Chine, s'est établi un régime économique et social, où l'État est sinon le propriétaire des moyens de production, tout au moins l'organisateur du travail collectif. Les privilégiés

sont ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se rattachent à l'État ou le représentent.

Lénine, avant la révolution de 1917, avait été conscient du danger que le socialisme, au lieu d'aboutir à la libération totale dont il rêvait, ramenât l'humanité à ce qu'il appelait le mode de production asiatique. La suppression de la propriété privée des instruments de production et des mécanismes du marché conduirait à l'absorption de la société dans l'État et à la transformation des gestionnaires du travail collectif en fonctionnaires de l'État. Le mode de production asiatique ne comporte pas de classes au sens occidental du terme, mais une hiérarchie bureaucratique et étatique.

Le pouvoir politique est absolu, pour ainsi dire sacralisé. Le souverain se réclame de la religion en même temps qu'il s'appuie sur la force de la bureaucratie. Un ambassadeur de Grande-Bretagne au siècle dernier avait refusé de se prosterner devant l'empereur de Chine. Le formalisme de la cour de l'empereur du Milieu comportait la prosternation, considérée par un Occidental comme une humiliation insupportable ; elle symbolisait la distance entre le chef sacré et ses sujets.

La théorie du despotisme oriental et de la société hydraulique peut être dite marxiste. L'infrastructure est créée par les nécessités de la régularisation des eaux et la centralisation des fonctions administratives. La société russe, selon cette conception, était semi-asiatique avant la révolution, ce que Lénine lui-même était enclin à admettre.

En cette hypothèse, on devrait renoncer à un schéma unique du développement historique. La théorie marxiste classique présente un processus qui va de la féodalité au capitalisme et au socialisme, éventuellement en sautant l'étape capitaliste. Si l'on admet la réalité du mode de production asiatique, on devrait reconnaître deux types de sociétés, foncièrement différentes, et deux sortes d'évolutions.

Les grands empires d'Asie ou du Proche-Orient, fondés sur ce mode de production, ont été exceptionnellement stables. Une telle structure sociale est à la fois simple et solide. L'État absorbe en lui toutes les fonctions directrices de la société en éliminant les centres de forces indépendants. Quand la gestion du travail incombe à l'État et à l'État seul, la société est simultanément homogène et hiérarchique. Les groupes sociaux sont distincts par la façon de vivre, le style d'existence, mais aucun ne détient de pouvoir propre, parce que tous sont intégrés à la structure d'État.

Certains des caractères de ces empires bureaucratiques se retrouvent manifestement dans une société du type soviétique : l'État, gestionnaire unique du travail collectif, la bureaucratie d'État, classe privilégiée unique, les antagonismes sans lutte de classes au sens occidental du terme. Dans le cours de l'an dernier[2], j'ai indiqué que la lutte de classes, au sens occidental du terme, exige non pas seulement une pluralité de groupes sociaux sur le plan horizontal, mais la capacité de ces groupes de s'organiser et de revendiquer. Dans une société de type soviétique, les façons de vivre et les niveaux de revenus sont distincts selon les groupes, mais aucun de ceux-ci ne peut être autonome, aucun ne peut s'opposer à d'autres groupes situés sur le même plan, tous appartiennent à une hiérarchie unique. Ce mode d'organisation sociale ne serait pas un phénomène transitoire ou surprenant, mais le résultat inévitable de la suppression de toute propriété privée, de tout mécanisme du marché. Ces deux transformations radicales impliquent que le dirigeant d'entreprise soit fonctionnaire d'État et que l'individu ne participe au pouvoir ou à la richesse que dans la mesure où il participe à la classe privilégiée étatique.

A propos de cette théorie que je me borne à vous résumer très rapidement, deux questions se posent.

Les despotismes asiatiques que l'on a connus dans le passé étaient liés à des sociétés économiquement stationnaires. Les mêmes phénomènes peuvent-ils se reproduire et durer dans une société industrielle progressive ?

Le fanatisme idéologique, la terreur policière sont des phénomènes plutôt révolutionnaires que bureaucratiques. Certains des traits caractéristiques du régime soviétique que j'ai analysés dans les dernières leçons s'expliquent-ils bien par le précédent de la société asiatique ?

Nous en venons à une dernière théorie marxiste, ou plutôt néo-marxiste.

Celle-ci est présentée par exemple dans les livres de M. Isaac Deutscher, qui est, d'inspiration, un trotskyste. Trotsky est son héros et M. Deutscher admet, comme lui, que la révolution de type communiste répondait à la situation historique de la Russie. Ensuite il justifie en termes marxistes l'industrialisation ; celle-ci était nécessaire à la Russie de 1930, entourée d'ennemis, menacée d'agression. Le régime devait accélérer le plus possible d'édification de l'industrie lourde pour parer aux périls extérieurs en même temps que pour répondre aux besoins d'une société moderne.

C'est pourquoi Staline était l'homme de la conjoncture. M. Deutscher, comme Trotsky lui-même, ne veut pas expliquer la défaite de son héros par des raisons accidentelles. Il écrit quelque part qu'à tous les points de vue Trotsky était supérieur à Staline, meilleur orateur, plus intelligent, meilleur marxiste, meilleur général. Si l'on compare seulement les mérites des deux hommes, Trotsky devait l'emporter. Staline, en dépit de tout, l'a emporté parce que l'histoire exigeait un Staline et non un Trotsky.

L'interprétation ne me convainc pas. Il est des avantages que possédait Staline et qui peut-être étaient décisifs : supériorité de position, puisqu'il était secrétaire général du parti communiste, et supériorité tactique. Il savait manipuler le parti communiste mieux que Trotsky n'était capable de le faire. Ceux qui réussissent dans un parti ou un État bureaucratique ne sont pas nécessairement les meilleurs doctrinaires ou les plus intelligents, mais ceux qui obtiennent l'appui des militants ou des dirigeants du parti. Peut-être n'est-il pas besoin d'invoquer la loi de l'histoire pour expliquer que finalement le parti ait préféré Staline à Trotsky.

Quoi qu'il en soit, l'interprétation néo-marxiste présente ce qui s'est passé en Russie soviétique comme la conséquence de la situation historique et, avant tout, de la phase d'industrialisation traversée par la Russie. Mais, au lieu de dire, à la manière des Soviétiques orthodoxes, « nous avons édifié le socialisme » – ce qui est contraire au marxisme puisque le socialisme ne peut survenir qu'après le développement des forces productives –, les néo-marxistes disent « la Russie a construit une grande industrie », ce que l'Occident avait déjà fait, mais, pour y parvenir rapidement, elle a été contrainte d'employer des moyens horribles. Staline, pour arracher la Russie à la barbarie, aurait usé de moyens barbares. Un vieux fond de barbarie serait pour ainsi dire remonté à la surface dans la conjoncture tragique de l'industrialisation. Au fur et à mesure du développement des forces productives, les espérances socialistes de Marx auraient de plus en plus de chances de se réaliser. Ou encore, de manière plus directe, la démocratisation du régime soviétique serait d'autant plus probable que le progrès des forces productives serait plus grand.

Cette théorie néo-marxiste revient à expliquer le caractère despotique ou tyrannique du régime soviétique, d'une part par les nécessités de l'industrialisation, d'autre part par l'influence du milieu culturel russe. Simultanément elle maintient l'espérance socialiste en renvoyant la réalisation de la démocratie au moment où les forces productives seront suffisamment développées pour que le niveau de vie soit élevé.

Cette théorie explique à la rigueur les phénomènes contemporains du premier plan quinquennal et de la collectivisation agraire ; elle n'explique pas la grande purge, le terrorisme idéologique et policier, alors que le premier plan quinquennal avait réussi et que logiquement, d'après ce mode d'interprétation, la Russie aurait dû entrer dans une période de stabilisation.

De plus, elle méconnaît entièrement le lien entre la technique d'action appliquée par le parti communiste dès l'origine et les phénomènes caractéristiques du régime. La technique d'action, c'est la prise du pouvoir par

un parti, le centralisme démocratique à l'intérieur de celui-ci. On aperçoit une relation, intelligible entre la technique de violence du parti bolchevique et l'établissement d'un régime de parti unique.

M. Deutscher explique la grande purge, les procès, les aveux, par des traditions anciennes de la Russie ; il méconnaît un aspect important du régime, le lien entre la volonté d'orthodoxie idéologique et la perpétuation de la terreur.

Enfin la solidarité entre progrès économique et démocratie ne me paraît pas démontrée. Le régime soviétique sera probablement moins impitoyable à l'égard des dissidences et de la discussion lorsqu'il aura atteint un haut niveau de développement des forces productives. Il est imprudent d'affirmer que le progrès économique par lui-même suffit à promouvoir un régime politiquement démocratique. Il s'agit là d'une représentation simpliste selon laquelle une évolution économique donnée suffit à créer automatiquement un certain type de régime politique.

Quelles conclusions tirer de cette revue des théories ?

Une théorie du régime soviétique doit être complexe ; les différents aspects de ce régime ne s'expliquent ni par un schéma unique ni par une seule cause. Les bolcheviks ont eu le mérite de découvrir une technique d'industrialisation, inconnue avant eux, dont ils n'avaient pas une claire conscience à l'avance. Cette technique a été mise en œuvre par un régime politique qui est une combinaison du pouvoir absolu d'un ou de quelques hommes, et d'une bureaucratie nombreuse qui exerce l'ensemble des fonctions de direction technique, économique, administrative et idéologique dans la société.

Cet absolutisme bureaucratique ne peut pas ne pas rappeler les absolutismes bureaucratiques du passé. Nombre des empires asiatiques ont comporté des institutions analogues. Mais ce régime comporte aussi des survivances de ses origines révolutionnaires. Ce qui lui donne un caractère contradictoire et passionnant, c'est que l'absolutisme bureaucratique n'exclut pas la volonté

révolutionnaire. Il reste animé par la volonté d'expansion, d'idéologie et de puissance, il conserve un monopole idéologique, il impose une orthodoxie à tous les citoyens.

Les despotismes du passé se réclamaient d'une religion, le despotisme soviétique se réclame d'une idéologie, d'origine occidentale, qui se veut rationnelle et qui porte sur la réalité elle-même. Ainsi se découvre l'originalité de la synthèse : aux traits ordinaires des despotismes bureaucratiques s'ajoutent la volonté de changement du parti révolutionnaire et une idéologie d'inspiration rationaliste qui constitue par elle-même une critique de la réalité.

Enfin, la société industrielle moderne a donné au régime soviétique des moyens d'action dont aucun despotisme du passé n'avait disposé, le monopole des moyens de persuasion et des techniques nouvelles d'action psychologique.

Le despotisme asiatique ne comportait pas la création d'un homme nouveau et l'attente de la fin de la préhistoire.

---

1 Une autre formule, à la mode en 1965, est celle de l'État du peuple entier.

2 *La lutte de classes.*

XVII

LE DEVENIR DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Les interprétations marxistes ou néo-marxistes ne sont pas les seules possibles. Le régime soviétique s'explique aussi par l'histoire des bolcheviks ou de la Russie elle-même.

Le parti bolchevik était, au début du siècle, composé d'un petit groupe de révolutionnaires professionnels. Il est devenu aujourd'hui maître d'un immense empire, mais les hommes qui ont vécu cette aventure extraordinaire conservent des façons de penser qui datent de leur jeunesse. Un exemple en est l'obsession policière. Pourquoi un grand dignitaire du régime, tombé en disgrâce, est-il qualifié d'agent de l'*Intelligence Service* ou de la *Gestapo* ? Peut-être la réponse est-elle que l'un des cinq membres du Comité central clandestin du parti communiste, avant la révolution de 1917, était effectivement un agent de l'Okhrana, c'est-à-dire de la police russe ; démasqué après la prise du pouvoir, il a été exécuté. Lénine s'était porté garant plusieurs fois de la loyauté de cet homme. Cet épisode rend intelligible l'idée qu'un opposant doit aller jusqu'au bout et se mettre au service de la police ennemie. Le monde historique que nous représentent les procès de Moscou est encore aujourd'hui, une quarantaine d'années après, tel qu'un parti de conspirateurs est enclin à l'imaginer.

Sur les relations entre le régime actuel et les traditions russes existe une littérature immense. Le régime de hiérarchie bureaucratique a été

historiquement celui de l'Empire tsariste, les liens entre l'État et la religion sont traditionnels, les Russes ont toujours eu à l'égard de l'Occident une attitude ambivalente, à la manière des bolcheviks d'aujourd'hui, qui veulent rattraper les États-Unis et ne cessent de vitupérer l'Occident. Cette double attitude, à la fois occidentaliste et slavophile, pour reprendre les expressions classiques, prolonge le grand débat du siècle passé. Tels sont quelques-uns des thèmes souvent développés.

Le régime communiste comporte une triple originalité :

1. Il dispose de techniques de police et de persuasion qu'aucun régime despotique du passé n'a possédé. La population, plus rassemblée que dans les sociétés anciennes, de plus en plus urbanisée, est aussi plus soumise à l'endoctrinement.

2. Il comporte une étrange combinaison entre une bureaucratie autoritaire et la volonté d'édification socialiste. La gestion d'une économie par une bureaucratie n'est pas un phénomène original, mais la gestion bureaucratique d'une économie en vue d'un développement rapide des moyens de production est un phénomène original.

3. C'est absolutisme bureaucratique est soumis à un parti, en un sens révolutionnaire ; d'où la conjonction, à nouveau étrange, d'une bureaucratie autoritaire et de phénomènes révolutionnaires. Ce parti, comparable aux Jacobins, est installé dans un État bureaucratique, apparemment stabilisé.

Ces originalités du régime soviétique nous fournissent le point de départ de quelques remarques sur les perspectives d'avenir. J'ai envisagé la corruption possible d'un régime constitutionnel-pluraliste, je dois évoquer aussi la corruption possible d'un régime de parti monopolistique. Or, la corruption d'un tel régime serait la *désoviétisation* de ce régime. La corruption, en un sens objectif, signifie l'abandon de certaines pratiques, caractéristiques du régime.

La manière la plus simple, me semble-t-il, de poser le problème, c'est d'opposer l'une à l'autre deux versions du marxisme, la version optimiste et la

version pessimiste.

La version optimiste est celle de M. Isaac Deutscher, qui rattache les phénomènes déplorables du régime soviétique à la phase du développement économique. Il explique l'orthodoxie idéologique, le terrorisme, les procès, les excès du parti unique, par la nécessité de l'édification industrielle. Une fois cette phase dépassée, ce que nous, Occidentaux, n'aimons pas dans le régime soviétique tendra à disparaître, puisque ces traits pathologiques étaient imputables, soit à la personnalité de Staline qui est mort, soit aux nécessités de l'industrialisation qui s'atténuent progressivement.

Le marxisme pessimiste est celui qui reprend la conception du mode de production asiatique, explique le régime soviétique par la bureaucratisation totale de l'existence et affirme que les phénomènes, jugés par les optimistes pathologiques, sont inséparables d'un régime d'absolutisme bureaucratique, de parti unique et d'orthodoxie idéologique.

Entre la version optimiste et la version pessimiste, tous les intermédiaires sont possibles. La recherche d'une théorie intermédiaire nous incite à poser le problème de la manière suivante : quels sont les phénomènes du régime soviétique que l'on doit attribuer aux nécessités de l'industrialisation ? Quels sont ceux qui s'expliquent par la structure permanente d'un régime soviétique ?

Commençons par rappeler les principales transformations qui se sont produites depuis 1953.

1. Au point de vue du terrorisme ou des libertés individuelles, des changements importants sont intervenus. Il n'y a plus de grande purge du type de celle de 1936, il n'y a plus de procès spectaculaires avec des aveux inventés, on a décrété une large amnistie, les camps de concentration tendent à disparaître, la rigueur de la législation et de la pratique judiciaire s'est atténuée. Le principe de l'analogie, principe selon lequel à un délit non expressément prévu par le code, on pouvait appliquer par analogie la définition d'un délit, prévu par le code, a été officiellement abandonné. La commission spéciale de la

police qui avait le droit de juger à huis clos et d'expédier dans les camps de concentration tous ceux qui étaient suspects d'activités contre-révolutionnaires a été, dit-on, officiellement, supprimée. Les articles du code, qui prévoyaient que dans le cas d'activités contre-révolutionnaires, le procès pouvait être instruit en vingt-quatre heures, sans garantie pour les accusés, ont été, eux aussi, supprimés.

La menace ou la contrainte qui pesait sur le citoyen soviétique s'est relâchée ; les relations entre citoyens soviétiques et étrangers sont devenues possibles. Dans l'ordre intellectuel, on a assisté à un « dégel », on a discuté davantage, l'orthodoxie en matière de reconstruction historique ou d'art n'est plus aussi dogmatique ou impérative. Le style actuel du régime a changé par rapport à ce qu'il était avant 1953.

Ces changements réels, substantiels, ne constituent pas encore une révolution.

Le style de la déstalinisation est resté souvent stalinien. M. Khrouchtchev, après l'élimination du maréchal Beria, n'a pu s'empêcher de baptiser ce dernier de traître ou d'agent de l'étranger, de la même façon que le maréchal Beria appelait ceux qu'il voulait éliminer agents de l'étranger. Nombre des faits racontés dans son fameux discours par l'actuel Secrétaire général du parti communiste n'étaient pas plus vrais que les faits présentés dans les discours officiels antérieurs. Staline n'a pas été cet être grotesque décrit par M. Khrouchtchev, il n'était pas incapable de suivre et de diriger les opérations militaires. C'est créer une nouvelle mythologie que de réduire celui que l'on divinisait il y a quelques années à un niveau sous-humain.

2. La police ne joue plus le même rôle, surtout elle n'exerce plus son activité aux dépens des membres du parti comme elle le faisait il y a quelques années, elle reste disponible et agira selon les décisions des gouvernants. L'appareil policier est pour l'instant en semi-repos, mais celui-ci n'est pas encore définitivement acquis.

3. Il n'y a plus de grandes épurations dans le style spectaculaire de 1936, mais une espèce d'épuration permanente continue. On l'observe en comparant les membres du Comité central d'une session à l'autre. Ce que le sociologue italien Pareto aurait appelé la circulation de l'élite est toujours rapide ; de grands dignitaires disparaissent au bout de quelque temps. Ils ne sont pas exécutés comme ils l'étaient durant la phase précédente. Les détenteurs de positions importantes sont renouvelés fréquemment, ce qui suggère la constance de la lutte des factions ou des personnalités.

4. Enfin, et c'est là le point essentiel, la théorie du monopole du parti, du rôle dirigeant du parti, aussi bien dans l'économie, dans l'État que dans la vie intellectuelle, est maintenu intégralement. L'extension que l'on donne à la théorie dans la pratique a varié et peut varier sans que le régime, en ses traits essentiels, se transforme. Le régime d'orthodoxie idéologique et de monopole politique du parti est toujours là. On a éliminé les bizarreries ou les excès imputables au Secrétaire général d'hier dans sa vieillesse.

Au point de vue politique, nous le savons, s'est produit un changement spectaculaire. Nous n'avons pas assisté à l'avènement d'un nº 1. Des journalistes disent déjà que M. Khrouchtchev a battu le record de Staline et obtenu la victoire totale en moins d'années que son prédécesseur, mais je ne pense pas que ces formules soient justes. M. Khrouchtchev est actuellement l'homme le plus puissant de l'Union soviétique, mais sa puissance ne ressemble pas à celle que possédait Staline à partir de 1934. L'actuel Secrétaire général n'est pas divinisé, à la manière dont l'était Staline. Rien n'indique qu'il terrorise ses compagnons. Or, la particularité de la dernière phase du régime stalinien, c'était, d'après Khrouchtchev lui-même, la terreur dans laquelle vivaient les plus proches compagnons du nº 1. Aucun des observateurs présents en Russie n'a le sentiment, aucun symptôme ne révèle que les membres du Bureau politique appelé Présidium, ou les membres du Comité central du Parti, vivent dans la peur du Secrétaire général et craignent, chaque fois qu'ils

lui rendent visite, de ne pas sortir libres. Le Parti continue à tenir le premier rôle mais la structure du Parti n'est pas celle que nous avons observée durant la phase stalinienne. Le Comité central semble avoir repris quelque importance ; M. Khrouchtchev, semble-t-il, a été mis en minorité au Présidium en 1957 et l'a emporté sur le « groupe anti-Parti » en réunissant le Comité central.

Simultanément, les relations avec les démocraties populaires sont moins rigides qu'elles ne l'étaient auparavant. Là encore l'essentiel n'a pas changé, la domination de l'Union soviétique sur les pays de l'Est européen est maintenue, mais un certain jeu est laissé aux gouvernements nationaux dans la mise en pratique des directives communes.

Économiquement, on observe aussi des changements. Les dirigeants actuels tiennent davantage compte du niveau de vie, ils s'efforcent de produire plus de biens de consommation, surtout ils sont moins rigides dans leur technique. Ils n'hésitent pas, pour provoquer l'augmentation de la production agricole, à recourir au mécanisme des prix, à employer les incitations, les *incentives* qu'utilisent tous les pays d'économie occidentale et qui sont, au fond, normales dès que l'on échappe à la déraison doctrinale.

Un des exemples de cet assouplissement est la suppression des stations de tracteurs. L'exemple montre comment une institution, qui n'a rien à voir avec la doctrine marxiste ou léniniste, peut être élevée au niveau de la doctrine, pour retomber ensuite au niveau d'un moyen. Staline, lui, affirmait que les stations de tracteurs étaient partie intégrante de la doctrine socialiste ; il avait dit et répété que supprimer les stations de tracteurs, vendre les tracteurs aux kolkhozes, marquerait un retour en arrière. M. Khrouchtchev a jugé que les stations de tracteurs avaient cessé d'être utiles. Les kolkhozes sont plus riches grâce à l'élévation des prix des produits agricoles, ils sont en mesure d'acheter les tracteurs, probablement a-t-on pensé au Kremlin que ceux-ci seront mieux entretenus s'ils sont la propriété des kolkhoziens eux-mêmes ; peut-être a-t-on souhaité éponger un pouvoir d'achat qui risquait de provoquer de l'inflation.

Au point de vue économique comme au point de vue politique, ces changements ne touchent pas à ce qui nous était apparu, il y a deux ans, comme l'essentiel du système économique. La primauté de l'industrie lourde est plus que jamais affirmée ; plus que jamais on fixe des objectifs prioritaires, et, en cas de besoin, on sacrifie le reste, plus que jamais on planifie par décrets, en laissant toutefois plus de jeu, plus de souplesse aux entreprises, en autorisant davantage l'adaptation aux circonstances.

La conclusion à laquelle je veux arriver se résume dans la formule suivante : jusqu'à présent il y a eu des changements *dans* le régime, il n'y a pas eu de changement fondamental *du* régime lui-même. Celui-ci, comme tous les régimes politiques et économiques, comporte des versions plus ou moins différentes, il n'exclut pas des réformes pourvu que celles-ci ne touchent pas aux données fondamentales. Encore aujourd'hui celles-ci sont intactes, mais, à l'intérieur du cadre défini par le régime, des transformations se sont produites. Qu'est-ce qui devrait changer pour que l'on puisse dire que le régime lui-même a été modifié dans sa structure essentielle ?

Il me semble que les traits constitutifs sont :

1° La domination du parti unique et le maintien d'une orthodoxie idéologique dont le parti est l'interprète, et le seul interprète ;

2° Une planification centralisée, menée à bien par une bureaucratie ;

3° L'existence d'une hiérarchie bureaucratique qui constitue le principe de discrimination à l'intérieur de la société elle-même.

Il n'y a pas, il ne peut pas et il ne doit pas y avoir de forces autonomes, en dehors de l'État. Une société occidentale est, par essence, une société de classes ou de groupes qui se distinguent, s'opposent et rivalisent. Une société soviétique comporte des groupes distincts, tous encastrés dans une hiérarchie bureaucratique, dans une hiérarchie d'État. Cette structure est intacte cinq ans après la mort de Staline et, pour l'instant, rien n'indique que les héritiers veuillent y toucher.

Quelles sont les perspectives plus lointaines de corruption ou de transformation du régime soviétique ? Je vais procéder par recours à des schémas relativement abstraits. Quels sont les schémas que l'on esquisse pour soutenir la thèse optimiste de la transformation du système lui-même ?

Le premier schéma nous le connaissons, je l'ai mentionné dans le chapitre précédent, c'est le schéma que j'ai appelé néo-marxiste, celui qui explique les cruautés du régime soviétique par la phase économique traversée entre 1917 et 1940 comme au cours de ces dernières années. Ce schéma néo-marxiste montre : 1° que le niveau de vie s'élève et ne cessera de s'élever ; 2° que le niveau de culture de la population aussi ne cessera de s'élever. Ces deux faits sont exacts. La théorie de la paupérisation en régime soviétique est tout aussi fausse que la théorie de la paupérisation en régime capitaliste. Aucun régime d'économie industrielle, quelles que soient les folies des gouvernements, n'empêche la traduction de l'augmentation de la productivité en élévation du niveau de vie. Cette traduction est plus ou moins rapide, mais elle intervient dans toutes les sociétés industrielles.

L'élévation du niveau de vie et du niveau de culture est en tant que telle *favorable* à une libéralisation du régime soviétique. Une population urbaine d'ouvriers et d'employés ayant reçu une formation technique ne peut être gouvernée selon les mêmes procédés qu'une masse paysanne.

Dès que l'on dépasse ces propositions banales, on se heurte à une difficulté. Le schéma néo-marxiste implique un lien direct entre le niveau de vie, le niveau de culture et les institutions démocratiques ou libérales. Ce lien direct n'est pas démontré, et nous connaissons malheureusement une expérience tragique, celle de l'Allemagne hitlérienne. La population allemande était d'un haut niveau technique, d'un haut niveau culturel, elle a tout de même accepté un régime de parti monopolistique et une idéologie d'une extraordinaire grossièreté. L'expérience des régimes de parti unique et des pays démocratiques confirme que les hommes, même les hommes cultivés, souscrivent aisément à

des idéologies plus ou moins absurdes. Au bout du compte, n'importe qui, dans certaines circonstances, est prêt à croire presque n'importe quoi. En admettant même que les Russes croient de moins en moins à leur idéologie, ce qui est possible, il n'en résulte pas que l'idéologie cessera de jouer un rôle. Dans l'histoire, la plupart des doctrines officielles ont été maintenues comme moyen de gouvernement, plusieurs dizaines d'années et quelquefois plusieurs siècles après que l'on avait cessé d'y croire, au moins dans les milieux cultivés.

Enfin, pourquoi le seul régime social et politique adapté à une société industrielle serait-il un régime pluraliste du type occidental ? Un régime de hiérarchie bureaucratique, de planification autoritaire peut se concilier avec une société industrielle développée. Il me paraît impossible d'affirmer à l'avance qu'une société industrielle développée aboutira nécessairement à un régime social et politique analogue à celui que nous connaissons en Occident.

Le deuxième schéma de transformation qu'utilisent les sociologues enclins à l'optimisme est celui du devenir des révolutions. Celles-ci semblent avoir en commun une caractéristique : elles ne durent pas indéfiniment. A la longue, on ne croit plus, avec une foi brûlante, que l'on va bouleverser les conditions d'existence de l'humanité. La ferveur s'use, et, au fur et à mesure que le temps passe, intervient ce que Max Weber appelait *die Veralltäglichung der Revolution,* ce que l'on peut traduire approximativement par retour à la vie quotidienne des révolutionnaires. Le parti communiste, en Union soviétique, connaîtra le sort qui fut celui de tous les révolutionnaires, puritains, Jacobins et autres, qui ont fini, à force d'échecs ou à force de succès, par accepter que les hommes soient ce qu'ils sont. Finalement, eux aussi se résigneront à un ordre stabilisé.

L'argumentation met l'accent soit sur la disparition progressive de la foi révolutionnaire, soit sur la stabilisation progressive d'une classe privilégiée. Les bolcheviks étaient à l'origine un parti de révolutionnaires professionnels, entièrement dévoués à la tâche de subversion ; aujourd'hui, ces révolutionnaires professionnels, dans les pays de l'Europe de l'Est, sont devenus

les privilégiés du régime. M. Djilas dénonce ses anciens camarades parce qu'ils se sont embourgeoisés. Or, ce qui vu par un révolutionnaire est une corruption de la révolution, vu par un sociologue moins optimiste est un embourgeoisement nécessaire, le retour à une pratique normale.

Ce schéma de l'épuisement progressif de l'ardeur révolutionnaire me paraît valable ; il est probable que, à la longue, les révolutionnaires, ou que leurs fils, deviennent des bourgeois. Il semble bien qu'un processus de cet ordre soit en train de s'accomplir de l'autre côté du rideau de fer. Il me paraît probable également que la foi marxiste s'affaiblit au fur et à mesure de la durée de l'expérience. Non pas que les citoyens soviétiques cessent entièrement d'être marxistes, ils conservent tous le vocabulaire marxiste, ils admettent tous nombre d'idées marxistes, mais le marxisme lui-même commandera de moins en moins la pensée des dirigeants et des citoyens. On continuera de se prosterner devant la doctrine, celle-ci ne dictera plus l'action.

Pour l'instant, cette évolution ne paraît pas être tellement avancée et M. Khrouchtchev lui-même nous affirme qu'elle ne se produira jamais.

A supposer que cette évolution se produise, il n'en résulterait pas nécessairement un bouleversement du régime tel que nous le connaissons. Tout au plus disparaîtraient certains des traits liés à la permanence de l'ardeur révolutionnaire, comme le terrorisme idéologique, mais non le monopole du parti, l'orthodoxie idéologique ou l'absolutisme bureaucratique. Dans ses traits structuraux, le régime pourrait encore survivre.

Le troisième schéma qu'invoquent les sociologues qui croient à la transformation du régime est celui de la rationalisation.

Le sociologue américain Barrington-Moore, qui a écrit des livres fort intéressants sur l'Union soviétique, voit dans le régime soviétique la combinaison de trois principes, traditionnel, rationnel et terroriste. A mesure que le temps s'écoule, normalement le régime doit être de plus en plus traditionnel et rationnel. Traditionnel, en ce sens que des habitudes

s'enracineront dans le sol russe ; rationnel, les dirigeants de la société s'efforceront de produire le plus possible au meilleur compte, ils seront moins soucieux d'idéologie et, du même coup, moins portés à l'emploi de moyens extrêmes.

Personnellement, je serais assez porté à admettre que, à longue échéance, les considérations économiques doivent devenir prédominantes, dans le régime soviétique comme dans la plupart des autres régimes. Mais il subsiste une objection maîtresse aux conséquences optimistes que certains tirent de cette perspective : que les dirigeants de l'économie soviétique demain se soucient moins de doctrine et plus d'efficacité me paraît vraisemblable, et nous en voyons un certain nombre d'indications dès aujourd'hui. Mais, lorsque l'on invoque la rationalisation du régime soviétique, on ne peut pas ne pas poser une question peut-être scandaleuse, mais je crois nécessaire : la liberté intellectuelle, le pluralisme des partis sont-ils des phénomènes rationnels ? Est-ce que des gouvernants, animés du désir de gérer l'économie et la société en vue de la production maximale, tout en gardant des privilèges pour eux-mêmes, s'efforceraient de donner à tous les citoyens le droit de discuter leurs décisions ? Est-ce qu'ils toléreraient la multiplication de partis, en concurrence pour l'exercice du pouvoir ? La rationalisation du régime économique et politique, l'élimination des excès pathologiques comme la rigidité de planification ou les purges sont une chose, en effet probable, l'avènement d'un régime semblable à ceux que nous connaissons en Occident serait une tout autre chose. Est-ce au nom de la rationalité que nous souhaitons plusieurs partis et le droit pour chacun de se mêler de ce qui ne le regarde pas ? Conclure de la rationalisation du régime soviétique à la démocratisation suppose l'affirmation, pour le moins contestable, qu'un régime de partis multiples est la seule politique rationnelle que l'on puisse superposer à une économie industrielle.

Quelle est la conclusion que je veux tirer de cet examen rapide ?

J'admets une partie de l'argumentation des optimistes, en matière de régime totalitaire, je pense effectivement que les manières de vivre tendront à se rapprocher des deux côtés du rideau de fer ; déjà elles tendent à se rapprocher. Il suffit d'une visite, même rapide, pour constater que beaucoup des soucis et considérations qui nous agitent en Occident se retrouvent, sous une forme analogue, de l'autre côté du rideau de fer, en fonction des mêmes données, la construction d'une société industrielle. J'admets que la gestion économique tendra à devenir plus rationnelle, et par conséquent, à améliorer le mode d'existence de tous. J'admets que la détente idéologique est plus probable que le maintien de formes extrêmes d'orthodoxie ou de terreur idéologique, je pense que la représentation de l'univers de 1984 par George Orwell s'applique plutôt à 1951-1952 qu'à 1984. Ces phénomènes extrêmes sont contemporains des phases initiales de l'industrialisation plutôt que des phases de maturité économique. J'admets enfin une tendance à la stabilisation d'une hiérarchie bureaucratique. Mais quand on a dit tout cela, et j'ai fait une large part aux versions optimistes, je ne puis me défendre d'un doute.

Ces transformations ne sont à aucun degré incompatibles avec le maintien des deux éléments essentiels du régime lui-même. D'abord *le monopole du Parti* ; or, le monopole du Parti exclut ou, tout au moins, rend malaisés soit la constitutionnalité de la lutte pour l'exercice du pouvoir, soit le pluralisme idéologique. En second lieu, *l'absolutisme bureaucratique* ; l'ensemble de la classe privilégiée étant solidaire de l'État, la création de centres de forces indépendantes devient presque impossible. Le maintien de ces deux éléments a une portée considérable. Il est conforme à l'essence d'un tel régime d'enfermer dans les limites étroites la liberté intellectuelle, parce qu'il ne faut pas mettre en cause l'idéologie de justification. Il faut se réserver, en cas de besoin, l'usage de la violence ou de la terreur. Enfin, et peut-être est-ce là l'essentiel, l'homme décisif dans ce régime, c'est l'homme de parti, l'homme de l'appareil. La plupart des perspectives optimistes sur la transformation du régime soviétique

sont fondées sur l'idée que, à la longue, les techniciens, les managers, doivent l'emporter sur les hommes de parti.

Celui qui l'a emporté, dans la lutte entre les héritiers, semble avant tout l'homme de parti. Nous assistons à l'heure présente, non pas à la restauration, mais à la confirmation du rôle décisif du parti, de l'appareil, dans la gestion de la société soviétique.

Les privilégiés du régime ne se divisent pas en factions comparables aux partis occidentaux, il est absurde d'imaginer un parti des techniciens contre un parti des idéologues, ou un parti des militaires ou des policiers. Beaucoup de techniciens appartiennent au Parti lui-même. Ce qui est vrai, c'est que les différentes catégories de dirigeants que j'ai distinguées représentent des préférences ou des habitudes spécifiques, mais non pas nécessairement des doctrines opposées. Les hommes de parti prennent une part croissante à l'administration en même temps qu'à la propagande, ils sont essentiellement le personnel politique, et celui-ci détermine largement les caractéristiques du régime. Après tout, nous avons aussi, en Occident, des personnels politiques. Aux États-Unis, le personnel politique est symbolisé par des hommes comme M. Truman ou M. Nixon ; en Grande-Bretagne, par M. McMillan ou M. Gaitskell. Pourquoi être surpris que les hommes de l'appareil, en Union soviétique, continuent à modeler le régime alors que nous trouvons normal que le personnel politique, dans les régimes occidentaux, imprime son sceau, donne sa marque au régime tel qu'il fonctionne ? Je sais bien qu'en Occident beaucoup tiennent le personnel politique pour des marionnettes dont les oligarques, les monopolistes tirent les ficelles. Cette représentation des oligarques capitalistes l'emportant sur les hommes politiques, incite à croire que, de la même façon, en Union soviétique, certains hommes seraient plus puissants que le personnel politique.

Prenons les faits tels qu'ils se présentent à nos yeux, en Occident : les hommes politiques ont l'habitude de régler les problèmes de gouvernement

d'une certaine façon, une méthode pour arriver au pouvoir, une manière propre de s'assurer le loyalisme des citoyens. Les régimes constitutionnels-pluralistes fonctionnent lorsqu'un personnel politique parvient à maintenir ces procédures constitutionnelles et agit efficacement conformément au style de conflits et de compromis caractéristique de ces régimes. En Union soviétique, l'équivalent de ce personnel politique, ce sont les hommes de l'appareil.

Toutes les sociétés industrielles comptent des gestionnaires du travail commun, des propriétaires ou des managers des usines. Ces hommes présentent, de pays à pays, des similitudes parce qu'ils ont le même genre de problème à résoudre, parce qu'ils sont dans des conditions comparables. Lorsqu'il s'agit de personnels politiques, il n'en est pas de même. Bien sûr, certains problèmes posés aux personnels politiques sont universels : se maintenir au pouvoir, gouverner le pays, dominer ses propres conflits. Mais ces problèmes sont résolus de diverses manières. Un personnel peut s'organiser dans un parti unique, avec un style particulier de compétition, à l'intérieur du parti. Le parti unique présente de grands avantages. Il assure en permanence sa propre justification, il professe une idéologie qui proclame la légitimité du pouvoir établi et des hommes qui l'exercent. Il exclut la reconnaissance officielle des conflits. En principe règne l'homogénéité ; on comprend aisément qu'un personnel politique habitué à un régime de parti unique veuille conserver cette structure. Les changements prévisibles, liés à l'édification industrielle, à l'élévation du niveau de vie et de culture, n'impliquent pas l'élimination du parti unique et de l'orthodoxie idéologique, pas plus qu'ils n'impliquent la disparition de la hiérarchie bureaucratique, commune à la société et à l'État.

Perspectives de stabilisation bourgeoise ? Pourquoi pas. Rationalisation économique ? Pourquoi pas. Atténuation de la terreur ? Probablement. Abandon des formes pathologiques de violence ? C'est vraisemblable. Introduction de partis multiples et d'institutions libérales comme en

Occident ? C'est possible, mais il n'y a ni nécessité démontrable ni même probabilité que l'évolution de la société industrielle entraîne ces conséquences que nous souhaitons.

M. Deutscher avance l'argument que la classe ouvrière, au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie, deviendra plus active, politiquement dynamique. Je pense, pour mon compte, que la classe ouvrière soviétique doit être de moins en moins insatisfaite ; les conditions d'existence s'améliorent, la pression du pouvoir s'atténue. Pourquoi, dans un régime en progrès, les masses populaires seraient-elles de plus en plus insatisfaites, pourquoi réclameraient-elles des transformations fondamentales ?

J'ai laissé de côté une hypothèse dont je voudrais dire un mot pour finir, celle de la révolution. Nous connaissons des révolutions contre des régimes pluralistes ; pourquoi n'y aurait-il pas de révolution contre des régimes de parti monopolistique ? Jusqu'à présent, à l'est de l'Europe, deux révolutions se sont produites contre des régimes de parti monopolistique ou plutôt des pseudo-régimes de parti monopolistique. Aussi bien en Pologne qu'en Hongrie, en effet, il manquait l'essentiel : le caractère national du régime lui-même. En Pologne comme en Hongrie, le régime n'aurait pu ni s'établir, ni durer sans l'Union soviétique. Encore aujourd'hui le régime polonais de M. Gomulka est un compromis entre les sentiments du peuple et les nécessités de la géographie. Tous les Polonais sont favorables à M. Gomulka, et l'on dit volontiers, à Varsovie, les uns parce qu'il est communiste, les autres, en dépit du fait qu'il est communiste. En Hongrie, le régime était dépourvu du minimum d'adhésion nationale indispensable à tout régime autoritaire de ce style.

Pour qu'une révolution intervienne dans un régime de parti monopolistique, solidement enraciné comme en Union soviétique, il faudrait que se produisît une scission dans la minorité privilégiée. Tant que le personnel politique et l'ensemble de la bureaucratie restent solidaires, on voit mal comment les gouvernés auraient la possibilité de se révolter. Rien ne permet pour l'instant

de penser qu'ils en aient le désir. Je ne dis pas que, s'il y avait des élections libres, ils voteraient pour un tel régime, mais, par définition, un régime de cet ordre ne s'est pas établi par des élections libres, au sens occidental du terme, et il ne remet pas son sort à des élections. Le régime soviétique suppose la conviction des gouvernés qu'on ne leur demandera pas leur sentiment sur les mérites de l'État. Il a donné à l'Union soviétique la grandeur, la puissance, des progrès économiques d'année en année, il faut un étrange optimisme ou un curieux pessimisme pour compter sur un bouleversement alors que le peuple russe a l'orgueil d'être aujourd'hui le deuxième pays du monde et la conviction d'être demain le premier.

Il reste l'hypothèse que la liberté soit le désir le plus fort et le plus constant de tous les hommes, mais le mot de liberté est suffisamment équivoque pour appeler une étude ultérieure.

Conclusion

XVIII

DE L'IMPERFECTION DES RÉGIMES

Me voici arrivé aux deux derniers chapitres. Je dégagerai d'abord le sens de l'opposition entre les deux sortes de régimes, puis j'essaierai de situer cette opposition dans l'histoire ; en d'autres termes, l'analyse sera d'abord statique, puis dynamique.

L'antithèse du régime constitutionnel-pluraliste et du régime monopolistique peut être exprimée de quatre manières différentes : antithèse de la *concurrence* et *monopole,* de la *constitution* et de la *révolution,* du *pluralisme des groupes sociaux* et de l'*absolutisme bureaucratique,* enfin de *l'État de partis* et de l'*État partisan* (cette dernière antithèse peut être traduite par État laïc – État idéologique).

L'opposition de la concurrence et du monopole est empruntée au vocabulaire de l'économie politique. Cette transposition me paraît légitime, mais elle appelle certaines réserves.

Dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique se pose un problème de la répartition de biens rares. Tout le monde ne peut pas devenir député ou ministre. La concurrence pour les biens politiques peut être comparée à la concurrence pour les richesses.

Cependant le rapprochement n'est pas rigoureusement valable. Il n'y a pas, au sens strict du terme, de concurrence libérale en politique. Un économiste dirait que la concurrence politique est toujours oligopolistique. Un petit

nombre d'individus ou de groupes sont en concurrence pour obtenir les biens dont le principal est la participation au pouvoir. La politique la mieux organisée ramène l'oligopole au duopole, à la rivalité de deux partis. Mieux la concurrence est organisée, moins, d'une certaine façon, elle est démocratique, moins le simple citoyen a de choix. En cas de duopole il faut voter pour l'un ou pour l'autre. La concurrence la moins organisée, celle du régime français, est, en un sens, une perfection de la démocratie, si celle-ci consiste à donner au plus grand nombre d'individus le maximum de choix. Il y a tant de choix possibles qu'il n'en sort plus de décision collective.

La concurrence politique, quel que soit le nombre des groupes ou des partis, prend un sens différent selon l'organisation des partis eux-mêmes. De nouveau, à l'intérieur des partis, on observe une concurrence, duopole ou oligopole, et la structure intérieure aux partis complète et souvent rectifie la structure du régime définie par les relations entre partis. A une extrémité, le parti est incarné dans un homme tout-puissant, à l'autre extrémité fonctionne une concurrence aussi libre que possible.

Les deux concepts suivants, *constitution* et *révolution,* sont empruntés non pas à l'économie politique, mais au langage juridique.

La notion de constitutionnalité a plusieurs sens. Est constitutionnelle l'organisation de la concurrence pour l'exercice du pouvoir, la soumission de cette concurrence à des règles précises. Une autre forme, probablement plus importante, de la constitutionnalité, est la subordination des décisions gouvernementales à des règles. Pour promulguer une loi, les gouvernants ont besoin, dans un régime constitutionnel, de l'intervention d'autres organes. Dans un régime autoritaire une décision prise par les gouvernants devient automatiquement loi. A la limite, n'importe quelle volonté d'un individu devient loi. Un exemple éclatant, à cet égard, est la répression, le 30 juin 1934, par Hitler, d'un complot ou d'un pseudo-complot ; Hitler a fait exécuter les conspirateurs ou pseudo-conspirateurs. Après coup, une loi a été votée selon

laquelle ces exécutions sommaires étaient conformes à la loi. On a conféré une constitutionnalité rétrospective aux exécutions sommaires, combinant ainsi l'arbitraire de l'acte avec la comédie de la loi (rétroactive).

L'État constitutionnel n'est pas, dans ses relations avec les individus, juge et partie ; une personne arrêtée et maltraitée a ou devrait avoir la possibilité de faire appel à des tribunaux impartiaux contre les fonctionnaires qui se sont rendus coupables de tel ou tel manquement aux règles ; ou encore, un individu frappé par un décret de l'administration dans ses intérêts peut faire appel à une instance juridique, tribunaux ordinaires ou administratifs. Des organismes, indépendants du gouvernement, habilités à trancher des problèmes posés par les relations entre l'État et les individus constituent une troisième forme de la constitutionnalité.

La révolution, en revanche, me paraît par essence négation de la légalité. Certes, il s'agit là d'une définition. Un homme politique français a parlé de la « révolution par la loi ». Il n'y a pas eu, en fait, de révolution, mais on pourrait concevoir des transformations par la loi assez importantes pour qu'on les baptisât, en un sens large, révolutionnaires. Il me paraît préférable de conserver à la notion de révolution sa signification authentique, celle d'une rupture de légalité. En ce sens, les régimes de parti monopolistique sont essentiellement révolutionnaires, à l'origine, puisqu'ils s'emparent du pouvoir par la violence. Ils restent, durant une période plus ou moins prolongée, révolutionnaires. Les gouvernants n'acceptent pas d'être liés par la constitution ou par les lois. En Union soviétique, le parti au pouvoir a promulgué une constitution ou plutôt trois constitutions, mais il ne s'est jamais senti lié par les règles constitutionnelles. Les régimes de parti monopolistique, en particulier les régimes communistes, ont tendance à être des régimes de révolution permanente. Ils se font gloire d'être en révolution permanente jusqu'au moment où ils auront atteint leurs objectifs.

L'antithèse suivante, celle du pluralisme des groupes sociaux et de l'absolutisme bureaucratique, n'est rien de plus que la reprise de l'analyse, faite l'an dernier[1], de la structure sociale des pays de type soviétique et des pays de type occidental. Toutes les sociétés sont hétérogènes, elles comportent des niveaux de vie inégaux, des façons de vivre différentes. D'un côté, les groupes ont le droit de s'organiser et de prendre conscience d'eux-mêmes, de s'opposer publiquement les uns aux autres ; de l'autre, individus et groupes sont disposés sur une hiérarchie unique qui est finalement une hiérarchie bureaucratique.

Un bureaucrate, au sens sociologique, n'est pas un individu derrière un guichet ou avec des manches de lustrine. Il est le représentant d'un ordre anonyme, il agit non pas en tant que personne concrète mais en tant qu'individu défini par sa fonction, à une place déterminée de la hiérarchie. Chacun a un rôle spécifique et tous doivent obéir aux règles. Les grandes sociétés américaines ont des bureaucraties exactement comme les entreprises publiques soviétiques. On a pu parler, à propos de notre époque, d'âge administratif. Les immeubles administratifs sont tout aussi caractéristiques d'une civilisation industrielle que les fabriques elles-mêmes. Là n'est pas l'originalité des régimes de type soviétique.

Ce qui autorise à parler d'absolutisme bureaucratique, c'est que les dirigeants du travail, ingénieurs, managers, sont tous intégrés à une administration unique, au lieu d'être dispersés en des entreprises autonomes, chacune ayant sa bureaucratie propre. Tous les dirigeants du travail collectif, dans un régime de type monopolistique, appartiennent à une hiérarchie d'État. Les mêmes hommes font carrière dans les entreprises et dans les ministères. Ces phénomènes, d'ailleurs, ne sont pas sans exemples à l'Ouest ; dans tous les secteurs d'économie nationalisée, on observe l'unification de la carrière de chef d'entreprise et de fonctionnaire. La caractéristique des régimes de parti monopolistique n'en reste pas moins cette unification et étatisation de la bureaucratie, poussée jusqu'à son terme. A ce moment-là, il n'y a plus qu'une

classe privilégiée, composée d'hommes qui doivent tout à l'État, leur travail et leurs revenus, et qui perdent tout quand ils sont révoqués ou « épurés ». Il ne subsiste qu'une voie d'accès aux positions importantes, aux honneurs, et elle passe par la bureaucratie d'État, avec les servitudes que comporte cette filière.

La quatrième antithèse est celle de *l'État des partis* et de *l'État partisan.* Dans un cas, pluralité de partis en concurrence, chacun avec sa représentation du bien commun, de l'autre, parti unique dont la conception du bien commun est obligatoire pour tous. J'ai employé une autre expression à peu près équivalente, celle de l'État laïc et de l'État idéologique, transposition, à l'époque des luttes politiques, de l'opposition entre l'État lié à une religion et l'État séparé de toute religion.

L'opposition n'est pas aussi simple. Toute collectivité doit avoir des valeurs communes, sans quoi elle n'existerait pas comme telle. Dans les États laïcs, l'idée de l'État tend à se réduire au mode constitutionnel lui-même. L'idée maîtresse du régime constitutionnel-pluraliste, c'est la sainteté de la constitution : tous les citoyens doivent consentir à régler leurs querelles selon les règles constitutionnelles. La renonciation à la violence devient pour ainsi dire l'idéologie du régime non idéocratique. Du même coup il apparaît que l'État non partisan, l'État de partis, pour tolérer le pluralisme des partis et des doctrines, n'est pourtant pas vide, car la renonciation à la violence est chargée d'une philosophie. Elle implique confiance dans la discussion, dans la possibilité de transformations progressives. Tout régime politique se définit par un mode particulier de réglementation des conflits sociaux et de renouvellement des équipes au pouvoir. Le régime constitutionnel-pluraliste tend à une réglementation pacifique des conflits et à un renouvellement régulier des équipes.

Quelle conclusion peut-on tirer de cette analyse comparative ?

Il serait déraisonnable d'affirmer qu'un de ces régimes est bon et l'autre mauvais, que l'un représente le bien et l'autre le mal. Les deux régimes sont en

tant que tels imparfaits. Mais l'imperfection n'en est pas de même nature. Les régimes constitutionnels-pluralistes comportent des imperfections de fait, l'imperfection du régime de parti monopolistique est essentielle.

Les régimes constitutionnels-pluralistes sont imparfaits soit par excès d'oligarchie, soit par excès de démagogie, et presque toujours par limitation d'efficacité.

Imparfaits par excès d'oligarchie lorsque derrière le jeu des partis se dissimule la toute-puissance d'une minorité ; imparfaits par excès de démagogie lorsque, dans la lutte partisane, les groupes oublient les nécessités collectives et le sens du bien commun. Imparfaits par limitation d'efficacité parce que inévitablement un régime où tous les groupes ont le droit de défendre leurs intérêts peut rarement prendre des mesures radicales.

L'imperfection du régime de parti monopolistique est autre et elle est fondamentale. Si nous supposons une société homogène, selon la représentation idéologique, sans conflits d'intérêts entre les groupes, à l'intérieur d'une économie planifiée avec propriété collective, le monopole du Parti n'est plus indispensable. Mais si l'on interdit aux opinions de s'exprimer librement, si l'on maintient une orthodoxie de pensée, c'est que la société n'est pas homogène. A partir du moment où la société n'est pas homogène, le groupe qui impose par la violence sa volonté peut accomplir une tâche, en elle-même admirable, mais il ne peut pas simultanément prétendre qu'il établit la démocratie. Il agit, éventuellement, en vue d'une société parfaite, il se contredit lui-même lorsqu'il présente le régime de parti monopolistique comme l'accomplissement de la démocratie.

Un deuxième argument nous est apporté par la Constitution soviétique et les élections. Si les élections par elles-mêmes n'ont pas de signification, si les formes constitutionnelles sont vides de sens, pourquoi le régime soviétique conserve-t-il des cérémonies qui s'appellent élections ou convocation d'une assemblée ? Les élections sont un hommage rendu à la vertu de cette

procédure. Si l'on posait en principe que le Pouvoir n'émane pas des gouvernés, à quoi bon des élections ? Le fait qu'il y ait en Union soviétique des élections et un Parlement prouve que l'intention ou l'espoir de restaurer un jour ces procédures démocratiques n'a pas disparu. On justifie suppression ou manipulation par les circonstances : la société n'est pas encore assez homogène. Le jour où la société sera homogène, on pourra procéder d'autre façon. Il en résulte que le régime de parti monopolistique, en raison de la manière dont il agit et des idées dont il se réclame, n'est qu'une transition, peut-être prolongée et nécessaire. Il ne se justifie pas en tant que tel.

Il n'en comporte pas moins souvent de multiples justifications pragmatiques.

Parfois, il est impossible d'éliminer les oligarchies sans recours à la violence. Il se peut que l'on ait le choix entre un conservatisme stérile et la violence. Le recours à la violence n'est pas en tant que tel coupable. Les régimes constitutionnels-pluralistes de l'Occident qui se déclaraient irréductiblement hostiles à la violence se déclareraient du même coup hostiles à leurs ancêtres. En Angleterre et en France, on a guillotiné un roi. Les Anglais se demandent souvent s'ils ont eu raison, les Français en discutent moins ; dans les deux cas une révolution a renversé le pouvoir traditionnel. Aux États-Unis, la révolution – guerre de libération – est aussi à l'origine du régime constitutionnel-pluraliste. Historiquement, les régimes de l'Ouest ne sont pas hostiles à toute violence, en toutes circonstances. Mais la violence doit se stabiliser en règles constitutionnelles. Une violence qui s'entretient elle-même se condamne du même coup.

Le monopole d'un parti, au-delà de la phase révolutionnaire, peut être utile à l'édification de l'État. La justification oscille entre les deux formules d'avant-garde et de maître d'école. Le parti monopolistique est l'avant-garde des masses populaires, il les entraîne à la conquête de l'avenir, il opère la sélection des meilleurs, et les meilleurs constituent une élite qui encadre et instruit le grand

nombre. Le parti monopolistique est pour ainsi dire le maître d'école, c'est lui qui détient la vérité de l'histoire et la communique aux masses encore non instruites, à la manière dont l'instituteur transmet les vérités acquises aux enfants.

Toute la question est de savoir dans quels cas précis on tient ces justifications pour valables, mais, sur ce point, il n'y a pas de doctrine générale, ni philosophique, ni sociologique. On arrivera difficilement à un accord s'il s'agit de décider en quelles circonstances la violence est justifiée. Ceux qui en sont les victimes ont quelque difficulté à en reconnaître la nécessité. Ou encore les contemporains éprouvent plus de difficulté à en admettre la légitimité que les héritiers. Mais ce sont là propositions trop évidentes. La seule idée importante, c'est qu'il n'y a pas de théorie générale qui permette de déterminer quand la violence est historiquement bien fondée. On peut suivre Kant et poser, une fois pour toutes, que la violence est, en tant que telle, moralement coupable, mais à condition d'ajouter immédiatement, comme Kant le fait, que cette violence moralement coupable a été dans l'histoire indispensable pour créer les États et élever les hommes à la raison.

Pourrait-on justifier un régime de parti monopolistique à titre définitif ? en idée ?

On pourrait emprunter cette justification à Spengler. L'homme, animal de proie, est par essence violent, et les régimes qui prétendent éliminer cette violence sont, de ce fait, des régimes de décadence. Cette argumentation se subdivise en deux propositions : une argumentation métaphysique selon laquelle la violence est en soi sinon bonne, du moins liée à l'essence humaine ; une argumentation historique selon laquelle les régimes, constitutionnels, égalitaires, annoncent la décadence.

Les hommes ne vivent pas le pessimisme de Spengler, ils ne se pensent pas bêtes de proie et ne se veulent pas tels. A quoi probablement Spengler répondrait que ce refus prouve seulement leur hypocrisie. Cette réponse, qui

n'est pas sans poids, n'est pourtant pas convaincante. Les hommes ne s'acceptent pas exclusivement violents ; les jugements moraux qu'ils portent sur ce qui est bien et mal déterminent partiellement leur conduite. On ne pourrait pas gouverner en se réclamant d'une pareille philosophie. Spengler, devenu homme politique, serait condamné à l'hypocrisie, parce que les hommes n'acceptent pas la destination qu'il leur propose.

La doctrine de l'homme violent, à l'époque des bombes thermonucléaires, aurait pour conclusion probable l'autodestruction de l'humanité. Objection de fait, mais objection forte : une humanité vouée à la guerre, avec les moyens techniques dont elle dispose, serait inévitablement, à courte ou longue échéance, condamnée à mort. La philosophie de Spengler, prétendument réaliste, est réfutée par la réalité historique elle-même.

Les sociétés modernes sont rationalisées et pacifiées. La conception anthropologique de Spengler est étrangement inadaptée à la nature des sociétés industrielles, définies par le travail en commun, qui exige une égalisation des chances pour les individus ou, tout au moins, un minimum d'instruction de tous. La tendance socialiste et égalitaire qui était, aux yeux de Spengler, peut-être aussi aux yeux de Nietzsche, le signe de la décadence, est aujourd'hui le résultat moins d'une volonté humaine que d'une nécessité sociale.

La conclusion provisoire, c'est que l'imperfection des deux régimes est différente en nature. On opposera de multiples objections à cette conclusion et je voudrais discuter ces objections.

Les deux principales sont les suivantes :

1. Peut-on considérer un État de partis comme conforme à la vocation de la société moderne ? Quand on observe les médiocrités ou les turpitudes des régimes de partis, tels qu'ils sont décrits quotidiennement, peut-on, en 1958, en France, affirmer que ces régimes sont, en tant que tels, conformes à l'essence des sociétés dans lesquelles nous vivons ?

2. L'État de parti monopolistique, l'État partisan, ne tend-il pas à créer des valeurs originales, foncièrement différentes des valeurs de l'État de partis multiples ?

1. L'État de partis n'est-il pas en tant que tel tout aussi imparfait, par rapport aux idées, que l'État partisan ?

Je songe ici à une étude de Simone Weil sur les partis politiques. Elle recommandait l'interdiction de tous les partis afin de rendre à la démocratie sa pureté. Jean-Jacques Rousseau condamnait sans réserves les factions, les organisations partielles et partisanes de citoyens, à l'intérieur de la République. La vraie démocratie ne pouvait pas, selon lui, comporter de groupes rivaux, stabilisés dans leurs oppositions. Or, j'ai présenté les partis comme un des éléments fondamentaux des régimes constitutionnels-pluralistes. Je ne veux pas nier les défauts des partis ; si je suis prêt à plaider la cause des partis, c'est à condition de n'appartenir à aucun d'entre eux. Je suis sensible à leur légitimité abstraite sans être aveugle à leurs défauts de fait. Que l'on imagine les hommes autres qu'ils ne sont et l'on pourrait concevoir un régime d'élections libres et de discussions, sans que les citoyens soient soumis à des machines électorales, déplaisantes toujours et déplorables souvent. Les partis sécrètent pour ainsi dire la démagogie, ils obligent leurs militants à penser dans certains cadres, à défendre certains intérêts. Tout homme politique sait que l'on ne peut pas être simultanément un homme de parti et un homme de science, ce qui est une manière d'avouer que l'on ne peut pas être un homme de parti et toujours dire la vérité. Qui est intransigeant à la manière de Simone Weil, qui pense que tout manquement à la vérité est un mal absolu, condamnera sans appel ces mêlées confuses que l'on appelle les luttes de partis. Il n'en faut pas moins comprendre ce qui est conforme à l'essence des sociétés modernes dans la pluralité des partis.

Tout d'abord est essentielle l'organisation de la compétition. J'ai parlé de concurrence et de monopole. Usant de ce rapprochement avec l'économie, je

suggérais que les sociétés économiques modernes comportent une compétition organisée dans la plupart des domaines. Le jeu politique des régimes constitutionnels-pluralistes est l'organisation d'une compétition, compétition et organisation inévitables dans nos sociétés. La compétition est inévitable parce qu'il n'y a plus de gouvernants désignés par Dieu ou par la tradition. A partir du moment où n'existent plus de gouvernants légitimes par naissance, d'où peuvent sortir les gouvernants légitimes sinon d'une compétition ? Si celle-ci n'est pas organisée, elle est livrée à l'arbitraire et à la violence.

En second lieu est essentielle la participation potentielle de tous les citoyens à la vie politique. Les élections actuelles ne sont peut-être qu'une forme dégradée de cette participation universelle des citoyens à l'État, mais elles en sont le symbole, qui peut devenir réalité.

Est essentielle encore, dans le régime de partis multiples, la légitimité de la discussion sur ce qu'il convient de faire et sur la meilleure constitution de la cité. Il me paraît à nouveau conforme à l'essence de nos sociétés et conforme aussi à la vocation humaine que tous les hommes qui en ont le désir puissent participer au débat. Je n'ignore pas l'objection spirituelle de Paul Valéry : la politique a été longtemps l'art d'empêcher les hommes de se mêler de ce qui les regarde, elle est devenue l'art de les interroger sur ce qu'ils ignorent. La formule est brillante, mais, si on n'interroge pas les hommes, ils ignoreront toujours. Ce genre de régime crée l'espoir qu'à force de les interroger, on leur donnera un jour la chance de moins ignorer.

La discussion à l'intérieur de ces régimes porte sur plusieurs thèmes entremêlés. On discute sur la répartition des ressources collectives, sur l'organisation du travail, sur la structure du régime politique, enfin sur les intérêts de la collectivité par rapport aux autres.

La discussion sur la répartition des ressources collectives ou l'organisation du travail peut être menée raisonnablement et publiquement entre les citoyens. La

discussion sur la conduite de la politique étrangère est malheureusement difficile.

Ces régimes seraient plus conformes à leur essence si le mode de choix des gouvernants et la constitution étaient acceptés par tous. Les conflits sur le régime lui-même seraient éliminés et la discussion raisonnable entre les groupes porterait sur la répartition juste des ressources et sur l'organisation la meilleure du travail.

La discussion publique sur la gestion du régime économique, non seulement est raisonnable, mais peut contribuer à l'efficacité. En revanche, dans les périodes troublées où les intérêts de la collectivité s'opposent à ceux d'autres collectivités, on risque, en soumettant chaque décision à la contestation publique, de paralyser toute action.

Ces faits, et l'on pourrait en citer bien d'autres, ne sortent pas du cadre des imperfections, liées à la nature humaine et aux données sociales actuelles, ils ne me paraissent pas entamer les propositions que je veux maintenir. Dans les sociétés de notre époque, je ne vois pas comment éliminer l'organisation de la compétition, la participation potentielle de tous aux élections et à la discussion sans violer les principes de notre civilisation.

2. Passons maintenant à la deuxième objection, celle qui concerne les valeurs spécifiques des régimes de parti monopolistique.

Les valeurs spécifiques les plus souvent invoquées sont d'une part la liberté réelle, par opposition à la liberté formelle, d'autre part la création d'un homme nouveau, qui naîtrait de l'édification socialiste.

Le mot liberté est équivoque et comporte de multiples sens. La liberté signifie d'abord, dans le vocabulaire de Montesquieu, la sécurité, la garantie que les citoyens ne peuvent pas être inquiétés lorsqu'ils ont respecté les lois. La liberté signifie ensuite le droit pour les citoyens d'avoir sur tous, ou la plupart des sujets, les opinions qui leur conviennent sans que l'État leur dicte ce qu'ils doivent penser. Au sens de Jean-Jacques Rousseau, la liberté signifie la

participation aux affaires publiques, à la désignation des gouvernants, de telle sorte que l'individu, obéissant à l'État, ait le sentiment de n'obéir qu'à lui-même.

Ces trois notions de liberté sont classiques dans la philosophie politique ; j'en ajouterai deux autres.

Un individu qui a le sentiment, dès son jeune âge, d'être enfermé dans sa condition, sans espoir d'en sortir et de s'élever, peut se juger non libre. A notre époque la liberté implique un minimum de mobilité sociale.

Enfin, l'individu dans son travail doit avoir le sentiment d'être traité équitablement, de ne pas subir une autorité arbitraire, de recevoir une rétribution proportionnelle à ses efforts.

Le sentiment de liberté, qui diffère de la notion abstraite, dépend évidemment de circonstances multiples.

J'imagine qu'un citoyen soviétique qui a reçu une bourse d'éducation secondaire, puis supérieure, qui s'est élevé dans la hiérarchie sociale, qui aujourd'hui exerce une profession dans laquelle il trouve des satisfactions, se sent libre bien que peut-être il ne jouisse ni d'une sécurité absolue, ni du droit de penser ce qu'il veut sur la philosophie marxiste. Les chances d'élévation sociale peuvent susciter un sentiment de liberté, en l'absence des autres modes de liberté.

Le sentiment de liberté est déterminé aussi par l'idée que l'homme se fait de ce qui est juste ou injuste. Quand un ouvrier considère que la propriété privée est en tant que telle mauvaise, que les profits des grandes entreprises sont le résultat de l'exploitation des travailleurs, il aura beau jouir de la sécurité, du droit de lire tous les matins *L'Humanité,* de dire du mal de son gouvernement, il aura probablement conscience de manquer d'une liberté essentielle. Le sentiment de liberté n'est pas proportionnel aux garanties objectives de liberté, aux trois premiers sens du mot.

J'ai ajouté les deux derniers sens du mot liberté pour reconnaître une part de vérité aux objections que l'on adresse souvent aux régimes constitutionnels-pluralistes. On leur reproche de donner des libertés qui intéressent plus les classes privilégiées et en particulier les intellectuels que les simples citoyens, de ne pas donner aux masses populaires les deux dernières formes de liberté concrète que sont le sentiment d'obtenir une juste place et une rétribution équitable dans le travail et d'avoir une chance de promotion sociale.

La sécurité, les libertés de pensée, de participation au souverain, ne suffisent pas. Mais, que les régimes constitutionnels-pluralistes n'assurent pas *toutes* les libertés ne signifie pas que les régimes de parti monopolistique donnent un autre sens à la liberté. Ces derniers régimes n'assurent pas non plus toujours aux ouvriers le sentiment de liberté dans le travail et d'équité dans la rétribution. Je ne crois pas qu'aucun doctrinaire du parti communiste ait considéré que la sécurité du citoyen, la liberté de pensée et la participation au souverain ne soient pas des formes valables de liberté. Ce que les doctrinaires ont dit, et souvent avec raison, c'est que d'autres aspects de la liberté ne sont pas toujours garantis par les régimes constitutionnels-pluralistes.

Il résulte de cette discussion qu'il n'y a pas un sens autre de la liberté pour les régimes de parti monopolistique et pour les régimes constitutionnels-pluralistes. Il n'est pas vrai que l'on donne à ces mots des sens différents des deux côtés du Rideau de fer. Il est vrai que toutes les libertés ne sont jamais, jusqu'à présent, assurées simultanément à tous les citoyens. Chaque doctrinaire plaide pour sa foi en mettant en lumière ce que son régime donne aux hommes et ce que l'autre lui refuse. Discussion immédiatement intelligible, raisonnable, sur les mérites et les démérites des différents régimes.

Y a-t-il une conception philosophique de la liberté qui justifierait le choix d'un régime, en particulier du régime de parti monopolistique ? Je ne le pense pas. Les philosophes expliquent volontiers que la liberté suprême se confond avec la raison. Raisonnable, l'individu s'élève au-dessus de la particularité et

atteint à une sorte d'universalité. Mais cette éducation de la raison passe nécessairement, comme l'ont dit Kant et Auguste Comte, par la soumission au travail et à la loi, soumission imposée tout aussi bien dans un régime que dans un autre.

Personnellement, je ne crois pas qu'aucun régime politique, dans les sociétés industrielles, crée réellement un homme nouveau. Les sociétés industrielles, étant des sociétés de jouissance, ne peuvent pas ne pas susciter chez tous le sens de l'intérêt individuel et, comme auraient dit les moralistes du passé, l'égoïsme. Après une courte période, la limitation des revenus des membres du parti communiste a été abandonnée. Lénine avait imposé d'abord la règle qu'un membre du parti communiste, aristocrate du régime, ne devait pas recevoir un salaire plus élevé que celui d'un ouvrier. On a rétabli, comme dans les pays dits bourgeois, la hiérarchie des salaires, parce que l'on a jugé cette inégalité de rétribution techniquement indispensable au fonctionnement d'une économie industrielle. Peut-on dire du moins qu'un régime de parti monopolistique crée un homme nouveau grâce à la foi qu'il répand ? Je ne suis pas convaincu que ces sortes de régimes puissent à la longue répandre la foi matérialiste au point d'éliminer la croyance religieuse.

Cet homme, qui ne peut pas ne pas être aussi égoïste que l'homme des sociétés bourgeoises, devrait-il être nouveau par l'adhésion à la doctrine de l'État ? Cette adhésion, permanente et totale, est à la longue impossible. Ce qui rend la doctrine attirante, ce qui suscite l'enthousiasme, ce sont les espoirs qui animent les militants. A partir du moment où la doctrine est devenue l'idéologie justificatrice d'un État établi, la disparité entre les attentes grandioses et la réalité n'impose pas l'abandon de la doctrine – on peut penser que le régime, entre les différents régimes possibles, est le meilleur –, mais elle entame et use inévitablement la foi. L'homme, créé par le régime communiste, n'est pas un homme un, confondu avec une croyance et avec une société, c'est un homme double, qui admet des principes généraux avec plus ou moins de

conviction et sait ce qu'il faut dire, le monde étant ce qu'il est. Homme humain ; homme des sociétés industrielles, avec en plus une doctrine à laquelle il adhère avec un mélange de fanatisme et de scepticisme.

Voilà les raisons pour lesquelles je ne pense pas que l'opposition des deux sortes de régimes soit celle de deux idées fondamentalement autres. Nous ne sommes pas obligés d'admettre que le monde moderne est déchiré entre des idéologies vouées à une lutte inexpiable. On peut faire une discrimination entre les imperfections *évidentes* des régimes constitutionnels-pluralistes et l'imperfection *essentielle* des régimes de parti monopolistique. Mais il est possible que, dans des circonstances données, ce régime essentiellement imparfait soit préférable au régime effectivement imparfait. Autrement dit, il est possible de ne pas mettre tous les régimes sur le même plan au point de vue des valeurs, sans que cette discrimination permette de dicter, au nom de la science ou de la philosophie, ce qu'il faut faire à un moment donné. Les hommes politiques ont raison de dire qu'il n'y a pas de vérité d'action, ce qui ne signifie pas que les philosophes aient tort de rappeler que le régime de paix est, en tant que tel, préférable au régime de violence.

---

1 Cf. *La lutte de classes.*

XIX

DES SCHÈMES HISTORIQUES

A moins que l'on ne préfère la violence à la discussion et la guerre à la paix, un régime constitutionnel est, en tant que tel, préférable à un régime de parti monopolistique. Cette thèse suppose, j'ai essayé de le démontrer, que le régime de parti monopolistique n'ait pas une fonction propre, comme l'accomplissement de la vraie liberté ou la création d'un homme nouveau. Je voudrais, pour terminer, évoquer les schèmes historiques qui constituent des *mises en perspective* des diverses sortes de régimes. Je passerai en revue quatre schèmes principaux.

Le premier, le plus à la mode aujourd'hui, est celui d'une évolution unilatérale vers un régime donné. Ce schème est celui du progrès, étant entendu que, d'après les marxistes, l'aboutissement est un régime de type soviétique et, d'après les démocrates occidentaux, un régime comparable à celui que nous connaissons en Occident. Les doctrinaires des deux régimes opposés affirment les uns et les autres que l'histoire tend à réaliser le régime qui a leur préférence : d'après les Soviétiques, l'avenir appartient au communisme, d'après les Occidentaux, parfois même d'après les marxistes occidentaux comme M. Isaac Deutscher, au fur et à mesure que se développent les forces productives et que s'accumule le capital, les régimes politiques tendront à se rapprocher du modèle occidental. A mes yeux, aucune de ces deux thèses n'est démontrée.

Le régime de parti monopolistique peut être parfois nécessaire, dans des circonstances données, par exemple pour procéder à l'industrialisation primaire, mais l'on ne peut attribuer au régime de parti monopolistique aucune fonction universelle. Toutes les fonctions auxquelles il prétend peuvent être remplies par des régimes d'autre type.

La première fonction que volontiers on lui attribue est celle du développement initial des forces productives. Comme vous le savez, le développement des forces productives était la tâche attribuée par Marx au capitalisme. L'expérience prouve que l'accumulation du capital ou l'industrialisation peuvent s'accomplir en effet sans passer par le capitalisme.

La deuxième fonction qu'on lui attribue est celle de l'élimination des classes, de la création d'une société homogène. Si l'on convient qu'il n'y a de classes que dans le cas de propriété privée des instruments de production, si l'on convient que les classes n'existent plus du jour où la propriété privée des moyens de production a disparu, il va de soi que la suppression de la propriété privée est nécessaire à l'élimination des classes, mais cette proposition est strictement tautologique, elle dérive de la définition elle-même. Si l'on prend la notion de classe ou d'hétérogénéité au sens ordinaire, alors la suppression de la propriété privée des instruments de production laisse subsister des différences considérables dans les façons de vivre des différents groupes. Une société où les façons de vivre et de penser seraient rendues homogènes peut être atteinte par la voie des régimes de propriété privée aussi bien que par la voie des régimes de parti monopolistique. La condition fondamentale, pour atteindre cet objectif, est le développement des moyens de production ; ou encore, la condition indispensable, c'est une économie d'abondance à laquelle un régime du type occidental conduit aussi bien qu'un régime du type oriental.

Enfin, selon une troisième justification, le prolétariat, et le prolétariat seul, pourrait, dans l'histoire, créer la société sans classes. Cette argumentation me paraît dénuée de valeur pour la simple raison que le prolétariat ne remplit pas

ce rôle dans les sociétés soviétiques, c'est le parti, interprète du prolétariat, qui la remplit. Par conséquent, il faudrait démontrer que le parti remplit une fonction universelle, et nous sommes ramenés à la démonstration, qui n'a pas été faite, de la nécessité d'un régime de parti monopolistique pour atteindre à la fin de l'histoire.

Supposons que nous soyons arrivés à ce que l'on appelle l'état final et la société homogène. Dans une société homogène et une économie d'abondance, la politique aurait-elle encore un sens ? Pour que la politique disparût, il faudrait en tout cas qu'il n'y eût plus *qu'un* État universel et non pas une pluralité de collectivités. Même dans une collectivité unique, il subsisterait probablement une rivalité dont l'enjeu serait les biens que tout le monde ne peut pas détenir à la fois, par exemple le premier rôle dans la gestion des affaires publiques. La lutte pour les positions dirigeantes, pour le pouvoir et la gloire se prolongerait probablement. La politique, dans la société homogène, ressemblerait plus à celle des régimes constitutionnels qu'à celle des régimes monopolistiques, puisque, me semble-t-il, une politique de paix est en tant que telle préférable à une politique de violence, plus normale en période tranquille.

Quant à l'autre thèse, selon laquelle la constitutionnalité serait l'héritière du parti monopolistique, elle suppose, avec un extrême optimisme, que *toutes* les sociétés industrielles doivent comporter la même superstructure politique, que, la civilisation industrielle étant donnée, un régime et un régime seulement y est exactement adapté. Je crois cette thèse non fondée. Les régimes politiques des sociétés industrielles comporteront des traits communs, l'extension de la sphère administrative, la croissance de la bureaucratie, mais pourquoi toutes les sociétés industrielles devraient-elles choisir entre la centralisation bureaucratique extrême, de type soviétique, et l'extrême pluralisme des forces autonomes de type occidental ?

Écartons ces deux versions du schème de l'évolution unilatérale vers un aboutissement unique, et considérons un deuxième schème, celui qui serait

conforme à la sociologie de Max Weber.

Chaque sorte d'économie, chaque phase d'un développement économique favorise plus ou moins un certain régime. On peut établir une relation entre phase du développement économique et probabilité d'un régime donné.

Nous connaissons tous les circonstances qui favorisent un régime de parti monopolistique, les périodes d'accumulation rapide ou encore de transition entre la société traditionnelle et la société industrielle. Ces phases de transition étaient considérées par Aristote comme favorables à la tyrannie. La tyrannie ancienne, selon lui, était le régime qui survient d'ordinaire au moment où la société patriarcale se transforme en société commerciale. Durant les périodes de bouleversement social, les tensions entre les groupes sont violentes ; il est difficile de faire coopérer pacifiquement les représentants des diverses classes, il est plus difficile encore que l'État soit neutre et que les citoyens acceptent une autorité anonyme et rationnelle. En de telles circonstances, le régime monopolistique a de multiples fonctions, il est substitut des entrepreneurs privés, il comporte une justification idéologique, il impose des sacrifices et il annonce l'abondance (il n'est pas de meilleure manière de faire supporter des sacrifices que d'annoncer le moment où la pauvreté fera place à la richesse absolue), il crée un cadre moral et social pour une société désarticulée, il est un organe d'intégration temporaire, à un moment où les individus ne sont plus capables ni de vivre dans les cadres anciens, ni d'accepter le formalisme lent des procédures parlementaires.

Jusqu'à présent, aucun pays industriellement développé ne s'est donné volontairement un régime de parti monopolistique de type communiste. Mais il serait imprudent d'en tirer des conclusions pour l'avenir. Il est au moins deux possibilités : ces sortes de régimes, en particulier dans le monde actuel, peuvent venir de l'extérieur, par contagion idéologique, même s'il n'y a pas conquête. Des régimes de parti monopolistique sont sortis de sociétés industrielles développées, le régime hitlérien a été l'héritier de la république de Weimar. Les

régimes constitutionnels sont vulnérables à deux moments et non pas à un seul. Ils sont vulnérables dans une période initiale d'industrialisation, vulnérables aussi dans n'importe quelle période de crise. Entre les deux guerres, nous avons vécu des crises d'ordre économique ; depuis la Seconde Guerre nous connaissons des crises d'autre sorte. Un régime constitutionnel-pluraliste tel celui de la France aujourd'hui n'est pas à l'abri d'un accident.

Le troisième schème est celui de la diversité des régimes, diversité pure et simple en fonction de circonstances multiples.

Plusieurs pays ont connu, au lendemain de l'indépendance, un régime qui était, dans une large mesure, constitutionnel, mais qui n'était pas pluraliste, au sens de la pluralité des partis ; régime constitutionnel avec un parti unique de fait mais non de droit. Je songe à la Tunisie, gouvernée selon une constitution, mais qui ne comporte qu'un seul parti politique, parce que celui-ci a été avant l'indépendance le représentant, l'incarnation de la volonté nationale. Un Tunisien, qui écoute ce cours, m'a demandé récemment si un régime avec un parti unique de fait doit développer nécessairement les phénomènes pathologiques que j'avais imputés aux régimes de parti monopolisque. Je lui ai répondu que je ne pensais pas qu'il y eût la moindre nécessité ; un parti unique de fait, dans la phase qui succède immédiatement à la lutte pour l'indépendance, est presque normal. Après la révolution d'Ataturk, un régime de cette sorte a existé en Turquie.

Il est une deuxième catégorie de pays auxquels je voudrais faire allusion, sans intention critique, ceux qui n'ont établi ni pluralisme constitutionnel, ni monopole idéologique. Je songe à l'Espagne et au Portugal, qui ne sont pas des pays industriellement très développés, qui représentent une exception par rapport au cours général de l'évolution politique de l'Europe, qui ne sont à aucun degré des régimes de parti monopolistique, ni fascistes, ni communistes, qui se réclament d'une philosophie catholique et qui tolèrent la pluralité des forces mais non le pluralisme des partis. Dans quelle mesure peut-on combiner

le pluralisme des organisations familiales, régionales et professionnelles avec le refus du pluralisme des partis ? La question n'est pas tranchée ; nous le voyons par l'exemple des élections actuelles au Portugal. Il ne s'agit pas d'un régime de parti monopolistique où les opposants eux-mêmes seraient obligés de clamer à tous les échos leur enthousiasme ; le Portugal accepte un candidat de l'opposition dont les chances d'être élu sont nulles. Ce n'est pas un régime de compétition ouverte, ce n'est pas non plus un régime de parti monopolistique où tout le monde est obligé de jurer fidélité à ce à quoi il ne croit pas.

Le troisième cas est celui des mouvements et régimes révolutionnaires non idéologiques ou encore des mouvements d'idéologie nationaliste. Je songe aux pays du Proche-Orient, en particulier l'Égypte, qui n'appartiennent pas à la catégorie des régimes de parti monopolistique. Ces pays n'ont pas un régime constitutionnel-pluraliste ; l'État ne tolère pas une opposition organisée, il se réclame d'une idée et, en ce sens, il n'est pas neutre ou laïc à la manière des États de partis. Mais les conceptions qu'affirment les détenteurs du pouvoir n'ont pas le caractère d'une idéologie systématique imposée à tous, l'essentiel en est une volonté, un objectif national – ce qui exclut la compétition constitutionnelle des partis, mais n'implique pas l'extension progressive de la terreur et du dogmatisme idéologique. Ces pays me paraissent présenter un mélange de tradition et de révolution. Ils se situent dans une phase de transformations révolutionnaires que l'on ne doit pas confondre avec la phase de transition des sociétés traditionnelles aux sociétés industrielles que nous avons vécue en Occident. Ils traversent une double révolution : industrialisation, mais aussi constitution d'une nation. La conjonction de ces deux révolutions est typique et singulière.

Le quatrième schème est celui qu'avaient si souvent présenté les auteurs classiques, à savoir celui du cycle.

Partons du pluralisme constitutionnel. Ce régime se décomposerait en anarchie dont sortirait, par un processus révolutionnaire, un régime de parti

unique, animé par une idéologie dogmatique. Une fois ce parti au pouvoir, l'usure enlèverait peu à peu à la foi idéologique sa ferveur, et le régime, tout en restant un régime de parti unique, se rapprocherait d'une autocratie bureaucratique, autocratie de moins en moins dogmatique. Cette bureaucratie rationalisée, ce parti unique jugeraient quelque jour que les fondements de la société sont assez assurés, ils laisseraient se développer une compétition réglementée entre partis, et l'on serait revenu plus ou moins au point de départ.

Ce cycle est concevable. Vous le trouvez esquissé dans une note de la *Philosophie politique* de M. Éric Weil. Nous n'avons pas jusqu'à présent assisté à l'accomplissement du cycle complet. Il y a bien eu la décomposition de la république de Weimar en anarchie, si l'on convient d'appeler anarchie les dernières années de la république de Weimar, puis la prise du pouvoir par un parti idéologique et l'établissement d'un régime de parti unique monopolistique, armé d'une doctrine, mais la phase suivante, c'est-à-dire la bureaucratisation et la rationalisation du régime de parti unique, n'est pas allée à son terme. En ce qui concerne la Russie, nous ne sommes pas partis d'un pluralisme constitutionnel, mais d'un régime autocratique traditionnel, qui a été renversé au cours de la phase où il tentait une évolution constitutionnelle. Le régime de parti unique idéologique de l'Union soviétique est peut-être en voie de se transformer en bureaucratie rationnelle, mais, pour l'instant, rien ne prouve qu'il ait abandonné son dogmatisme idéologique, ni que l'abandon de ce dogmatisme soit inévitable.

Malheureusement la libéralisation des régimes de parti monopolistique n'est pas écrite à l'avance au livre de l'Histoire. Heureusement ou malheureusement la décomposition en anarchie des régimes constitutionnels-pluralistes n'est pas non plus fatale. Le cycle est possible, non nécessaire.

L'analyse de ces quatre types de schèmes conduit à deux idées essentielles.

Les diverses phases de la croissance économique favorisent plus ou moins tel ou tel régime, mais, à moins que l'on se donne par la pensée l'abondance absolue (et encore) il n'est pas prouvé que les sociétés industrielles ne comportent qu'un seul type de superstructure politique. On peut imaginer une civilisation industrielle épanouie avec divers régimes politiques.

A l'heure présente, les économies et les nations sont d'âges tellement différents que la diversité des situations se reflète dans une diversité extrême d'institutions politiques. Les pays qui accèdent seulement au stade national ne peuvent probablement pas se payer le luxe d'une compétition de partis que les vieux pays ont déjà peine à supporter. Les pays qui traversent les phases initiales d'industrialisation ont probablement, eux aussi, peine à se payer le luxe des régimes pluralistes-constitutionnels, c'est-à-dire de la compétition entre partis rivaux. Aucun cycle que l'on peut imaginer ne nous apparaît ni régulier, ni inévitable.

Pour terminer ce chapitre et ce livre, je voudrais m'échapper vers des considérations d'abord très générales, ensuite très particulières, revenir à mes auteurs favoris, Alexis de Tocqueville et Marx, puis compléter l'analyse de la conjoncture française.

Référons-nous d'abord à Tocqueville et à Marx qui m'avaient fourni le point de départ de cette sociologie de la civilisation industrielle. Il est, je crois, assez facile de marquer ce que l'un et l'autre avaient clairement aperçu et ce que l'un et l'autre n'avaient pas vu ou sous-estimé.

Tocqueville avait reconnu, avec lucidité, la tendance de toutes les sociétés modernes vers la démocratisation, l'effacement progressif des distinctions de statut, mais il avait méconnu et peut-être même avait-il ignoré l'essence de la civilisation industrielle dans laquelle il ne voyait qu'une modalité des sociétés commerciales. Sa façon de penser est encore foncièrement politique. Ce qui le frappe, c'est la disparition des ordres de l'ancienne France. La disparition de

l'aristocratie entraîne l'avènement d'une société dans laquelle les activités d'ordre économique seront au premier rang, procureront richesse et prestige. A aucun moment, il n'a clairement dégagé l'originalité des sociétés modernes, je veux dire la capacité de produire, grâce à laquelle ces sociétés peuvent atténuer progressivement non seulement les différences de condition au sens ancien du terme, mais les différences dans les revenus et les façons de vivre.

Ce qui est spécifique de nos sociétés, Marx l'avait parfaitement reconnu. Il a eu le mérite de discerner que les sociétés modernes sont sans commune mesure avec celles du passé, à cause du développement prodigieux des forces productives. Dans le *Manifeste communiste,* Marx écrit qu'en quelques dizaines d'années les façons de vivre et les moyens de production de l'humanité ont été plus profondément modifiés que durant des millénaires du passé. Curieusement, Marx n'a pas tiré toutes les conséquences de cette analyse de la société industrielle parce qu'il était à la fois un pamphlétaire, un homme politique et un savant. Il a procédé à la manière des pamphlétaires, il a mis au compte de ce qu'il n'aimait pas, je veux dire le capitalisme, tous les aspects de la société contemporaine qu'il jugeait fâcheux. Il a rendu le capitalisme responsable de ce qui est imputable à l'industrie moderne, de ce qui est imputable à la pauvreté, de ce qui est imputable aux phases initiales d'industrialisation, et il s'est donné miraculeusement, par la pensée, un régime qui supprimerait tout ce qui lui paraissait odieux dans les sociétés de son temps. Par une simplification extrême, il a suggéré qu'il suffirait de nationaliser les instruments de production et de planifier pour que les traits déplaisants ou horribles de la société industrielle s'effacent.

Le procédé était efficace au point de vue de la propagande, il était difficilement défendable au point de vue de l'analyse scientifique. En termes plus précis, il a surestimé la portée des conflits de classes. Considérant que le capitalisme était incapable de répartir entre tous les bénéfices du progrès technique, il a annoncé des bouleversements apocalyptiques et il a espéré de ces

bouleversements l'élimination à la fois des distinctions de classes et des injustices de la société capitaliste.

Le monde actuel, observé objectivement, ne s'accorde manifestement avec aucun schéma simple. On peut, à la rigueur, répéter que les sociétés industrielles ont le choix entre une démocratie libérale et une démocratie tyrannique. On reprendrait ainsi l'alternative de Tocqueville, en fonction de l'opposition entre les deux types de régimes, caractéristiques de notre temps.

On pourrait dire aussi que les sociétés industrielles ont le choix entre deux types d'organisation économique, le régime du marché et de la propriété privée, le régime de la propriété publique et de la planification. Mais ces deux alternatives sommaires ne couvrent pas la diversité des phénomènes actuels. La seule conclusion, conforme aux faits, est que provisoirement rien n'est tranché et ne peut être tranché, parce que nous en sommes à une phase d'inégalité de développement, à la fois économique et national.

A l'intérieur des pays développés existe un conflit d'idéologies, mais ce conflit est partiellement anachronique, il tient à l'héritage des mythologies du XIX^e^ siècle. Les sociétés qui se croient les plus ennemies, c'est-à-dire les sociétés soviétiques et les sociétés occidentales, sont moins différentes les unes des autres, dans la mesure où elles sont industriellement développées, qu'elles ne diffèrent toutes deux des sociétés qui entrent seulement dans la carrière industrielle. Dès lors, il me paraît vain de prévoir l'avenir. De toute manière l'avenir des régimes économiques et politiques dépend de facteurs trop nombreux pour que l'on puisse connaître le type de régime qui l'emportera. A supposer même que l'on se donne un schéma idéal du développement de la société industrielle et que l'on annonce la victoire des régimes de paix, on n'aurait encore rien dit. Le régime qui l'emportera sera peut-être celui qui, dans la bataille entre États, sera le plus fort. Il n'est pas démontré que le régime le plus conforme à la vocation de l'humanité soit en même temps celui qui possède les meilleures armes pour la guerre, froide ou chaude.

Laissons de côté les prévisions, bornons-nous à constater que les alternatives subsistent, que les inégalités de développement économique et social condamnent le monde actuel à la diversité, que, dans cette diversité, les conflits idéologiques sont partiellement des conflits de mythes et que les mythes peuvent résister longtemps à la leçon des faits.

Passons, pour finir, à la situation française actuelle.

Lorsque j'avais analysé, il y a quelques mois, la corruption du régime français, j'avais mis l'accent sur ce qui, à mes yeux, dominait la conjoncture : une fraction de la collectivité française se refusait à tolérer un changement éventuel de politique en Algérie.

Depuis deux ans, une campagne incessante est menée afin de convaincre l'opinion française que le mode de fonctionnement de la République porte la responsabilité essentielle des malheurs du pays. La guerre d'Algérie se prolongerait parce que les gouvernants français sont incapables et parce que l'État est faible. Le régime, vous disais-je, est à la limite de la rupture, privé de prestige, affaibli par des défauts éclatants.

Aucun régime français, depuis près de deux siècles, n'a jamais été enraciné dans le sol et la conscience de la France au point de résister à une crise nationale. L'incertitude de l'opinion française sur le régime légitime a pour conséquence inévitable, chaque fois que le pays doit résoudre un problème difficile, la remise en question de l'organisation des pouvoirs publics. La France traverse, surtout depuis deux ans, une crise grave, et, comme d'ordinaire, elle est profondément divisée, comme elle l'a souvent été, sur ce qui est bien ou mal, sur ce qu'est et sur ce que doit être la collectivité. Une fraction des Français juge qu'en Algérie la France se bat pour défendre sa dernière chance de grandeur. Ceux-là sont prisonniers de ce que j'appelle le *complexe espagnol,* la conviction qu'avec la perte de l'Empire l'avenir même de la France serait compromis. D'autres Français jugent qu'il est contraire à la vocation de la France d'interdire à des peuples, hier colonisés, de devenir indépendants. Ces

Français, en même temps, jugent que l'attachement passionné aux colonies représente, dans le monde du XX^e siècle, un anachronisme ; la domination coloniale, peut-être source de profit au siècle dernier, est devenue une charge au XX^e siècle. Ces derniers sont libérés du complexe espagnol et convaincus par l'*exemple hollandais.* Les uns et les autres sont farouchement convaincus d'avoir raison.

A cette crise de la conscience nationale s'ajoute, pour la première fois depuis longtemps, une crise de conscience de l'armée. Depuis le 18 Brumaire, l'armée française a été loyaliste. En dépit du nombre des coups d'État et des révolutions, elle n'a été directement responsable d'aucune rupture de la légalité ; ce n'est pas l'armée qui a fait ni la révolution de 1830, ni celle de 1848, ni même le coup d'État de Napoléon III. Ce dernier a dû chercher des généraux qui consentent à exécuter son entreprise. A travers toute l'histoire de la III^e République, l'armée a été disciplinée ; jamais les chefs militaires n'ont été enthousiastes du régime républicain (en quoi ils ressemblaient à beaucoup d'autres Français). A aucun moment ils ne se sont dressés contre le pouvoir légal.

Au cours de ces dernières années, la Constitution a été sauvegardée, mais au prix d'une soumission des gouvernements parisiens à la volonté de la minorité française d'Algérie. Tous les hommes politiques, depuis la gauche non communiste jusqu'à l'extrême droite, se sont accordés sur une politique qui correspondait à peu près au désir des Français d'Algérie et que soutenaient tous les partis dits nationaux, en dépit des doutes et des incertitudes que beaucoup d'hommes politiques éprouvaient et exprimaient en privé.

Depuis un an, une minorité, à l'intérieur de la majorité parlementaire, lançait aux autres membres de la majorité un double défi. Elle les mettait au défi de gouverner sans eux, puisque, faute de ces 50 ou 60 voix, la majorité devrait englober les communistes. Et, en un deuxième défi, elle annonçait que

tout changement de politique en Algérie provoquerait la révolte des Français d'Algérie – révolte à laquelle l'armée s'associerait.

L'événement a confirmé la menace. Peut-être l'a-t-il à ce point confirmée que l'on se demande si ceux qui la brandissaient n'ont pas contribué à en faire une réalité. Laissons la question aux historiens. Il est de fait que le choix d'un homme qui avait tenu des propos et rédigé des articles qui permettaient de supposer l'intention d'infléchir légèrement cette politique a suffi à déclencher les événements que, depuis deux ans, chacun redoutait.

Deux questions posées, fondamentales pour l'avenir du régime constitutionnel-pluraliste français, qui rappellent les conditions indispensables au fonctionnement d'un régime constitutionnel. Est-il possible, est-il normal qu'une minorité de la nation impose sa volonté au tout ?

Est-ce que la légalité constitutionnelle survivra ? Est-ce que la transition de ce régime à un autre sera légale ? La France, au XX^e^ siècle, a eu l'art des coups d'État légaux ou, si je puis dire, a eu l'art de donner une apparence légale à des coups d'État.

La situation actuelle est caractérisée par un mélange inextricable de légalité et d'illégalité[1]. Elle est compliquée par l'existence d'une personnalité unique, à laquelle on attribue, selon les moments et les préférences de chacun, des significations contradictoires. La république romaine avait une institution qui correspond aux besoins français, la *dictature.* La dictature romaine était le contraire de la tyrannie, on donnait la toute-puissance à un homme mais conformément à la loi et pour une durée limitée. On pourrait concevoir que celui auquel je songe fasse figure et fonction, pour une durée limitée, de dictateur romain. Ce candidat à la dictature, c'est-à-dire à la toute-puissance légale, ne voudrait pas prolonger le régime actuel mais le transformer ; il faudrait donc qu'il fût non seulement un dictateur, mais, pour employer à nouveau les concepts antiques, un législateur.

Jusqu'à une date récente, cet homme était l'espoir à la fois de quelques-uns des ultras et de beaucoup de ceux qui se déclarent des libéraux. Depuis quelques jours, il est acclamé en Algérie par ceux qui hier le détestaient et il commence à être redouté par ceux qui l'appelaient de leurs vœux. Comme il s'enveloppe dans le mystère indispensable, à l'en croire, aux hommes d'action, nul ne sait, dans le cas où il accéderait à la magistrature suprême, qui serait dupe ou qui serait comblé. Il est difficile d'imaginer que les représentants des partis opposés soient simultanément satisfaits, le jour où cet homme aura non plus à parler ou à se taire, mais à agir.

Revenons aux généralités. Dans une société industrielle, les coups d'État et les ruptures de la légalité sont le plus souvent des catastrophes nationales. Quand un gouvernement civil ne peut plus prendre de décisions et imposer sa volonté à ceux qui le servent, l'unité de la patrie est en danger. Ceux, quelle que soit leur sincérité, qui s'opposent aujourd'hui aux procédures constitutionnelles représentent plutôt l'attachement à des valeurs traditionnelles que l'accomplissement de l'avenir français. Probablement la crise que nous traversons était-elle inévitable. Il était impossible que continuât la politique antérieure, soutenue officiellement par tous et mise en question par chacun en privé. Peut-être du mal actuel un bien sortira.

Malgré tout, les événements que nous traversons prouvent une vérité redoutable : le régime constitutionnel-pluraliste, que je crois le seul adapté, en France, à la civilisation industrielle, n'est pas encore enraciné ; les Français, aussi divisés en profondeur qu'ils l'étaient au siècle dernier, n'ont qu'une seule protection contre la menace de violences civiles. Cette protection unique, je l'ai appelée, il y a quelques mois, le fil de soie de la légalité. Ce fil de soie n'est pas encore rompu ; fasse le ciel qu'il ne le soit jamais !

---

1 19 mai 1958.

GALLIMARD
5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris cedex 07
www.gallimard.fr

Cet ouvrage fait partie d'une série de trois, constituée à partir des leçons sur la société industrielle professées en Sorbonne de 1955 à 1958 :
Dix-huit leçons sur la société industrielle (Gallimard, Folio essais nº 33). *La lutte de classes. Nouvelles leçons sur la société industrielle* (Gallimard, collection Idées nº 47).
Démocratie et totalitarisme (Gallimard, Folio essais nº 69).
« Bien que chacun de ces livres constitue un tout et puisse se lire indépendamment des deux autres, seule la série complète permet de dégager le sens véritable de la recherche. » (Raymond Aron)

© *Éditions Gallimard, 1965.* Pour l'édition papier.
© *Éditions Gallimard, 2017.* Pour l'édition numérique.

Couverture : El Lissitzky, *Proun 1D* © ADAGP, 2007. Kunstmuseum, Bâle. Photo Colorphoto Hinz.

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

INTRODUCTION À LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE. Essai sur les limites de l'objectivité historique.

DE L'ARMISTICE À L'INSURRECTION NATIONALE.

L'HOMME CONTRE LES TYRANS.

LE GRAND SCHISME.

LES GUERRES EN CHAÎNE.

POLÉMIQUES.

DIX-HUIT LEÇONS SUR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (*Idées*).

LA LUTTE DE CLASSES (*Idées*).

NOUVELLES LEÇONS SUR LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES (*Idées*).

DÉMOCRATIE ET TOTALITARISME.

LES ÉTAPES DE LA PENSÉE SOCIOLOGIQUE. Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, Durkheim, Pareto, Weber.

L'OPIUM DES INTELLECTUELS (*Idées*).

D'UNE SAINTE FAMILLE À L'AUTRE.

DE LA CONDITION HISTORIQUE DU SOCIOLOGUE. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 1er décembre 1970.

ÉTUDES POLITIQUES

HISTOIRE ET DIALECTIQUE DE LA VIOLENCE.

PENSER LA GUERRE, CLAUSEWITZ. I. L'ÂGE EUROPÉEN ; II. L'ÂGE PLANÉTAIRE.

CHRONIQUES DE GUERRE. La France libre. (1940-1945).

PENSER LA LIBERTÉ, PENSER LA DÉMOCRATIE : *Une révolution antiprolétarienne. Idéologie et réalité du national-socialisme – États démocratiques et États totalitaires – L'Homme contre les tyrans – Une révolution antitotalitaire : Hongrie 1956 – Polémiques – La Tragédie algérienne – La Révolution introuvable – Dix-huit leçons sur la société industrielle – La Lutte de classes. Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles – Démocratie et totalitarisme – Les Désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité – L'Aube de l'Histoire universelle.*

Aux Éditions Calmann-Lévy

L'OPIUM DES INTELLECTUELS.
ESPOIR ET PEUR DU SIÈCLE.
PAIX ET GUERRE ENTRE LES NATIONS (Prix des Ambassadeurs).
IMMUABLE ET CHANGEANTE, DE LA IV^{e} À LA V^{e} RÉPUBLIQUE.
LE GRAND DÉBAT. Initiation à la stratégie atomique.
ESSAI SUR LES LIBERTÉS.
LES DÉSILLUSIONS DU PROGRÈS. Essai sur la dialectique de la modernité.

Ouvrages en collaboration :

COLLOQUES DE RHEINFELDEN.
LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DU XX^{e} SIÈCLE, les Colloques de Berlin.
DE MARX À MAO TSÉ-TOUNG. Un siècle d'internationale marxiste.

Aux Éditions de Fallois

ESSAIS SUR LA CONDITION JUIVE.
LEÇONS SUR L'HISTOIRE. Cours du Collège de France.

LES ARTICLES DE POLITIQUE INTÉRIEURE DANS *LE FIGARO* DE 1947 À 1977. I. LA GUERRE FROIDE ; II. LES CRISES ; III. LA COEXISTENCE.
MACHIAVEL ET LES TYRANNIES MODERNES.
LE MARXISME DE MARX.

Aux Éditions Fayard

LA RÉVOLUTION INTROUVABLE. Réflexions sur les événements de Mai.

Aux Éditions Julliard

MÉMOIRES. Cinquante ans de réflexion politique.
LES DERNIÈRES ANNÉES DU SIÈCLE.
LA PHILOSOPHIE CRITIQUE DE L'HISTOIRE. Essai sur une théorie allemande de l'histoire.

Aux Éditions Plon

DIMENSIONS DE LA CONSCIENCE HISTORIQUE.
LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE.
DE GAULLE, ISRAËL ET LES JUIFS.
LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET LA GUERRE.
TROIS ESSAIS SUR L'ÂGE INDUSTRIEL.

Aux Éditions P.U.F.

LA SOCIOLOGIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE.
ÉTUDES SOCIOLOGIQUES.

Aux Éditions Vrin

ESSAI SUR UNE THÉORIE DE L'HISTOIRE DANS L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE. La Philosophie critique de l'Histoire.

Raymond Aron
Démocratie et totalitarisme

Ce livre fait suite aux *Dix-huit leçons sur la société industrielle* et à *La lutte de classes.* Il traite de deux régimes typiques de la civilisation moderne, l'un que j'appelle constitutionnel-pluraliste et l'autre que je caractérise par la prétention d'un parti au monopole de l'activité politique.

La comparaison entre les régimes politiques, à la différence des comparaisons entre les économies, met surtout en lumière des différences. Les régimes apparaissent comme des solutions opposées à des problèmes semblables.

L'année 1957-1958, celle durant laquelle le cours fut professé, fut celle de la fin de la IV^{e} République et du retour au pouvoir du général de Gaulle. Une préface, écrite en 1965, équilibre le chapitre consacré à la République morte par une analyse critique de la République gaulliste.

R. A.

Cette édition électronique du livre *Démocratie et totalitarisme* de Raymond Aron a été réalisée le 05 juillet 2017 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage (ISBN : 9782070324293 - Numéro d'édition : 298943).
Code Sodis : N91252 - ISBN : 9782072744037 - Numéro d'édition : 322649

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.

This file was downloaded from Z-Library project



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.se singlelogin.re go-to-zlibrary.se single-login.ru

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library